

# Le Journal de l'Armée du Canada

9.3 hiver 2006



**Pouvoir renouveler notre façon de faire —  
contre-insurrection et art opérationnel**

*Colonel Fred A. Lewis*

**Les leçons du renseignement et la doctrine  
anti-insurrectionnelle émergente du Canada**

*Capitaine H. Christian Breede*

**De l'ethos à la culture : façonner l'avenir  
du renseignement dans l'Armée de terre**

*Capitaine Andrew J. Duncan*

**Une étude de cas sur le perfectionnement  
professionnel : la préparation de  
McNaughton à assumer le haut  
commandement au cours de la  
Deuxième Guerre mondiale**

*Capitaine John N. Rickard*

**Sur le front de la guerre et de  
l'information : le journal « The Maple  
Leaf » et la culture de l'Armée de terre  
durant la Seconde Guerre mondiale**

*M<sup>me</sup>. Kathryn E. Rose*



# LE JOURNAL DE L'ARMÉE DU CANADA

## LE JOURNAL PROFESSIONNEL DE L'ARMÉE DE TERRE DU CANADA

Le Journal de l'Armée du Canada est une publication officielle du Commandement de la Force terrestre qui paraît tous les trois mois. Le choix des articles s'effectue par un comité de lecture en fonction des réflexions et des échanges qu'ils peuvent susciter. Ce périodique présente les opinions réfléchies de professionnels sur l'art et la science de la conduite de la guerre terrestre et il constitue un moyen de diffusion et de discussion des concepts liés à la doctrine et à l'instruction, un instrument grâce auquel le personnel de l'Armée de terre et les civils qui s'intéressent à ces questions peuvent faire connaître leurs idées, leurs concepts et leurs opinions. Les auteurs sont invités à soumettre des articles qui traitent de sujets tels que le leadership, l'éthique, la technologie et l'histoire militaire. Le Journal de l'Armée du Canada est un outil essentiel à la santé intellectuelle du personnel de l'Armée de terre et à l'élaboration de nouveaux concepts et de nouvelles doctrines et politiques d'instruction valables dans l'avenir. Il permet à tous les militaires et à tous les membres du personnel de l'Armée de terre, des autres éléments, des organismes gouvernementaux et du milieu universitaire intéressés aux questions liées à l'Armée, à la défense et à la sécurité de parfaire leur éducation et de se perfectionner sur le plan professionnel.

### Rédaction

Directeur de la rédaction — DGDCFT, Colonel J.R.A. Tremblay, OMM, CD

Réviseur en chef — DCDFT, Colonel J.B. Simms, CD, MA

Rédacteur en chef — Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph.D.

Rédacteur en chef adjoint — M. Robert Boyer, B.Sc., MA

### Comité éditorial

Directeur — Concepts et doctrine de la Force terrestre — Colonel J.B. Simms, CD, MA

Directeur — Instruction de l'Armée de terre — Colonel D.J. Milner, CD

Directeur — Environnement synthétique de l'Armée de terre — Lieutenant-colonel R.R. Bassarab, CD

CFC Toronto, M. J.C. Stone, Ph.D.

CMR, M. M. Hennessy, Ph.D.

### Bureau d'édition de l'Armée de terre

Éditrice de l'Armée de Terre — Major H.D. Grodzinski, CD, MA

Coordinatrice — Sergent Christina Tripp, CD, B.A., B.Ed.

Agent des services linguistiques — M. Robert Boyer, B.Sc., MA

Conceptrice graphique — Mme Patricia Bridger

Site Web du Journal de l'Armée de terre du Canada — administrateur du site Web du SDIPT

### Correspondance

La correspondance, les articles et les commentaires doivent être envoyés à l'adresse suivante : Le Journal de l'Armée du Canada, aux soins du rédacteur en chef, Direction générale-Développement des capacités de la Force terrestre, C.P. 17000, succ. Forces, Kingston, Ontario, Canada, K7K 7B4. Téléphone : (613) 541-5010, poste 8721; télécopieur : (613) 540-8713; courriel : Godefroy.AB@forces.gc.ca.

### Diffusion et abonnement

Le Journal de l'Armée du Canada (ISSN 1713-773X) est diffusé à la grandeur de l'Armée de terre et à certains destinataires du quartier général de la Défense nationale, du Commandement maritime, du Commandement aérien et de la Direction des opérations des systèmes d'information.

Des exemplaires sont aussi distribués à des organismes liés à la défense, à des armées alliées et à certains membres du grand public et du milieu universitaire. Pour obtenir des renseignements au sujet de la diffusion ou de la façon de s'abonner et pour nous aviser d'un changement d'adresse, il faut s'adresser au rédacteur en chef adjoint, à Boyer.RL@forces.gc.ca. Consultez notre site Web: Journal de l'Armée du Canada, à <http://www.army.forces.gc.ca/caj/>.

### Soumission d'articles

Les articles manuscrits, les notes de recherche, les critiques de livres et les communiqués sur des sujets d'intérêt sont les bienvenus tout temps. Les articles devraient compter de 5000 à 7000 mots, à l'exclusion des notes en fin de texte; les notes de recherche devraient compter de 1500 à 2500 mots, à l'exclusion des notes en fin de texte; les comptes rendus et les critiques de livres devraient compter de 500 à 1000 mots; et les communiqués sur des sujets d'intérêt ne devraient pas dépasser 1000 mots. Les articles doivent être rédigés dans l'une ou l'autre des langues officielles. Les auteurs doivent y joindre une brève biographie. Les tableaux, diagrammes, cartes et images à l'appui des articles doivent être fournis à part, sans être intégrés au texte. Les articles doivent être soumis par courriel ou par la poste. Ils sont revus par un comité de rédaction et le rédacteur en chef se chargera de tenir les auteurs informés. Pour obtenir plus de renseignements sur la façon de procéder pour soumettre un article, consultez le <http://www.army.forces.gc.ca/caj/>.

### Avis de non-responsabilité

Les opinions exprimées dans les articles n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement les politiques du Ministère ou des Forces canadiennes. Les textes traitant des derniers développements en matière de doctrine et d'instruction ou dans un domaine quelconque ne confèrent à personne l'autorité d'agir à cet égard. Tous les documents publiés demeurent la propriété du ministère de la Défense nationale et ne peuvent être reproduits qu'avec l'autorisation écrite du rédacteur en chef.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de la Défense nationale, 2007

Les points de vue et les opinions exprimés dans les articles n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement les politiques du Ministère ou des Forces canadiennes. Les textes traitant des derniers développements en matière de doctrine et d'instruction ou dans un domaine quelconque ne confèrent à personne l'autorité d'agir à cet égard. Il est interdit de reproduire le contenu de cette publication, en tout ou en partie, sans le consentement écrit du rédacteur en chef.

Couverture : L'honorable Gordon O'Connor, ministre de la Défense nationale, rend visite à des soldats affectés au terrain d'aviation de Kandahar en Afghanistan. Le Colonel Fred Lewis, commandant adjoint de la Force opérationnelle du Canada en Afghanistan, accueille le Ministre O'Connor à son arrivée. Sont aussi présents l'Adjudant-chef (Adjud) Kevin Patterson de l'Élément de commandement national, le Lieutenant-général Michel Gauthier, commandant du COMFEC, et l'Adjud Daniel Dietrich du COMFEC. Photo prise par le Caporal-chef Yves Gemus TFA OP ATHENA AR2006-G005-0006.

L'équipage de la section 29A : de gauche à droite, première rangée, le Caporal-chef Randy Joy, préposé aux transmissions, le Caporal Pedro McKelvey, chauffeur de la section 29A, le Capitaine Max Michaud Shields, commandant adjoint de la compagnie et, à l'arrière, le Caporal Jonathan Caballero, artilleur. Photo prise par Caméra de combat AR2006-G005-0006.



# TABLE DES MATIÈRES

|   |     |
|---|-----|
| <b>Éditorial</b>  | 3   |
| <i>Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph.D.</i>  |     |
| <b>Publications hors série du Directeur général — Développement des capacités de la Force terrestre</b>   | 5   |
| <b>Pouvoir renouveler notre façon de faire — contre-insurrection et art opérationnel</b>  | 7   |
| <i>Colonel Fred A. Lewis, CD</i>  |     |
| <b>Les leçons du renseignement et la doctrine anti-insurrectionnelle émergente du Canada</b>  | 27  |
| <i>Capitaine H. Christian Breede</i>  |     |
| <b>De l'éthos à la culture : façonner l'avenir du renseignement dans l'Armée de terre</b>   | 46  |
| <i>Capitaine Andrew J. Duncan</i>   |     |
| <b>Une étude de cas sur le perfectionnement professionnel : la préparation de McNaughton à assumer le haut commandement au cours de la Deuxième Guerre mondiale</b> | 60  |
| <i>Capitaine John N. Rickard</i>  |     |
| <b>Sur le front de la guerre et de l'information : le journal « The Maple Leaf » et la culture de l'Armée de terre durant la Seconde Guerre mondiale</b>            | 79  |
| <i>M<sup>me</sup>. Kathryn E. Rose</i>  |     |
| <b>Note au dossier — L'évolution du soutien du renseignement au sein de l'IFOR</b>  | 103 |
| <i>Lieutenant-colonel Robert S. Williams, MSM, CD et le Major Jim D. Godefroy, CD</i>   |     |
| <b>Critiques de livres</b>  |     |
| For Honour's Sake: The War of 1812 and the Brokering of an Uneasy Peace   |     |
| <i>Critique préparée par le Major John R. Grodzinski, CD</i>  | 108 |
| International Security: An Analytical Survey  | 110 |
| <i>Critique préparée par le Lieutenant-colonel Michael Rostek</i>   |     |
| Tidewater's Navy  | 112 |
| <i>Critique préparée par M. Neil Chuka</i>  |     |
| Out of Darkness—Light: A History of Canadian Military Intelligence, Volumes 1-3   | 114 |
| <i>Critique préparée par M. Bob Martyn, Ph.D.</i>   |     |
| Afghanistan's Endless War: State Failure, Regional Politics and the Rise of the Taliban   | 117 |
| <i>Critique préparée par M<sup>me</sup> Heather Hrychuk</i>   |     |
| Clio's Warriors: Canadian Historians and the Writing of the World Wars  | 119 |
| <i>Critique préparée par le Major Andrew B. Godefroy</i>  |     |
| British Forces in North America 1793-1815   |     |
| Wolfe's Army  | 121 |
| <i>Critique préparée par le Capitaine Zane Piekenbrock</i>  |     |
| Swimming Shermans: Sherman DD Amphibious Tank of WWII   | 123 |
| <i>Critique préparée par M. Aaron P. Plamondon, Ph.D.</i>   |     |
| Les Mercenaires Allemands au Québec 1776-1783   | 125 |
| <i>Critique préparée par le Lieutenant-colonel Robert S. Williams, MSM, CD</i>  |     |
| Re-enactors' Guide to the French Army in Nouvelle-France, Volume 1, The Basics, Volume 2, The Campaign of 1755  | 126 |
| <i>Critique préparée par l'Élève-officier Éric Plante</i>   |     |
| <b>Tribune Libre</b>  |     |
| L'éducation des officiers pour le 21 <sup>ème</sup> siècle : une réponse à l'article du Major Simon Bernard   | 128 |
| <i>Major Sébastien Blanc, CD, MSc, CHRP</i>   |     |

|   |     |
|---|-----|
| Les Forces canadiennes : une bureaucratie qui tue l'initiative ?<br><i>Adjudant Godefroid</i>   | 129 |
| Faire table rase du système actuel — un nouveau paradigme pour l'expansion de<br>l'Armée de terre<br><i>Lieutenant-colonel Ken Sabatier</i> | 131 |



AR2006-G035-0057 Photo : Caporal-chef Yves Genus Force opérationnelle Aghanistan, OP ATHENA  
Technicien en imagerie

Des membres du 2<sup>e</sup> Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (2 PPCLI) participent à une patrouille de reconnaissance à pied près de la base d'opérations avancée (BOA) Zettlemeyer, à la recherche de nouveaux postes d'observation pour la nuit suivante.

---

# ÉDITORIAL

**Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph.D.**

Le présent numéro du *Journal de l'Armée du Canada* sera le dernier du volume 9. Comme vous l'avez sans doute remarqué, la production et la distribution ont été un peu lentes cette année et nous nous excusons de ne pouvoir présenter 4 numéros complets à nos lecteurs. Comme beaucoup d'entre vous le savent, le journal n'existe que grâce au travail de bénévoles dévoués pour qui la publication de ce périodique constitue une tâche secondaire, voire tertiaire. Cette année, tout le comité éditorial a concentré ses efforts sur le projet de *l'Armée de terre de demain* et, malheureusement, le journal s'en est ressenti. Au nom du comité éditorial, je m'en excuse. Il reste que le journal est essentiel à l'évolution intellectuelle et professionnelle de l'Armée de terre et nous sommes heureux de pouvoir y contribuer. Rejoignant un bassin bien au-delà de 15 000 lecteurs, pour les versions en ligne et sur papier, le JAC, comme nous l'appelons affectueusement à l'interne, devient rapidement une pièce maîtresse de la réflexion et des débats au sein de l'Armée de terre, ainsi qu'un véhicule de premier ordre pour atteindre un nouveau public. À chaque numéro, nous rejoignons plus d'universitaires, en uniforme ou non, ainsi que de plus en plus de militaires occupant des postes opérationnels ou en déploiement et qui font part d'expériences et de leçons retenues de grande valeur. Le volume 9 a fait place aux écrits de sept auteurs se trouvant à l'étranger ou tout juste de retour d'une affectation outre-mer, sans oublier les contributions de quatre universitaires d'expérience. Globalement, le journal a beaucoup évolué au cours des neuf dernières années, même si en 1998, le Dr. Jack Granatstein avait annoncé que les journaux professionnels n'avaient aucun avenir dans les Forces canadiennes<sup>1</sup>. Nous sommes fiers d'avoir prouvé qu'il n'en était rien. Le volume 10 du journal comportera d'autres améliorations et raffinements en matière de présentation. Un nouveau cartouche de titre fera bientôt son apparition, de même qu'une mise en page améliorée incluant davantage de notes de recherche et de critiques de livres. Le nombre d'articles pleine longueur passera de 7 à 5 par numéro, mais la qualité demeurera la même ou sera rehaussée. L'objectif est de s'assurer que le JAC demeure une publication trimestrielle, tout en laissant place de nouveau à la croissance une fois que le rythme actuel des opérations aura un peu diminué.

Les effets de l'environnement opérationnel contemporain commencent à se faire sentir dans la nature générale des articles transmis au JAC. De plus en plus de militaires écrivent sur des guerres de petite envergure, la contre-insurrection et le rôle du renseignement, ainsi que sur l'emploi des forces au cours d'opérations à l'étranger. Il est important, à plusieurs égards, de souligner cette tendance. Tout d'abord, elle reflète clairement l'impact de la situation en Afghanistan sur la Force terrestre considérée comme institution. Deuxièmement, elle témoigne d'un regain d'intérêt pour les vues canadiennes en matière de guerre terrestre et d'opérations de stabilisation, de sorte que le débat sur ces points est maintenant ouvert. Troisièmement, le fait d'écrire et d'être publiés permet à tous les militaires, du simple soldat au général, de participer directement au processus. Nombre de lecteurs ne savent sans doute pas que tous les articles soumis au JAC sont diffusés dans les établissements de la Force terrestre (qu'il s'agisse d'endroits s'intéressant aux concepts, à la doctrine ou à l'enseignement) où ils sont lus, étudiés et discutés. De plus, lorsque possible, ces établissements intègrent les idées que renferment ces articles à une étape quelconque du processus de développement des capacités, ce qui garantit que les voix sont entendues et, jusqu'à un



---

certain point, que chaque militaire peut apporter sa contribution. C'est là le signe d'une armée qui réfléchit, qui prend au sérieux son rôle et qui comprend que le fait de débattre des questions délicates aujourd'hui peut faciliter le développement de demain.

Ce numéro commence par un article sur la contre-insurrection rédigé par le Colonel Fred Lewis, qui sert actuellement en Afghanistan. Deux autres articles portent sur les relations entre l'insurrection et le renseignement. Nous proposons ensuite deux analyses historiques; l'une se penche sur le perfectionnement professionnel et le leadership et l'autre, sur les affaires publiques et la culture de l'Armée de terre. Enfin, dans le dernier numéro, j'annonçais malencontreusement la publication d'une note au dossier portant sur l'IFOR; cette note apparaît dans le présent numéro. Ces articles sont suivis d'une série de critiques de livres et de commentaires sur des questions importantes pour l'Armée de terre; ce numéro du *Journal de l'Armée du Canada* est un peu plus « mince », mais non moins intéressant. Ce numéro relevant maintenant du passé, nous avons déjà hâte au volume 10 et à une nouvelle année.

---

## Note

1. Jack L. Granatstein, « Military Education », allocution présentée lors du Premier symposium annuel des diplômés de l'Institut de la Conférence des associations de défense, à Ottawa, les 13 et 14 novembre 1998. Hyperlien : <http://www.cdai.ca/symposia/1998/98granats.htm>.

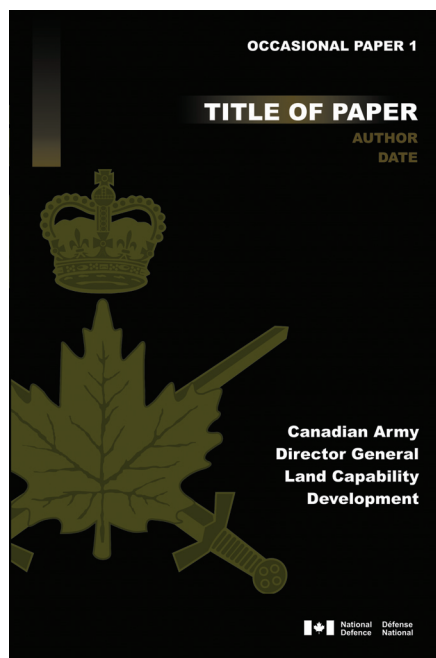


Visitez—nous en ligne à...

<http://www.army.forces.gc.ca/caj/>



# PUBLICATIONS HORS SÉRIE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL — DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS DE LA FORCE TERRESTRE



Il est courant chez nos alliés ABCA (États-Unis, Grande-Bretagne, Canada et Australie) de diffuser des publications hors série dans le cadre d'une pratique organisationnelle exemplaire permanente afin de promouvoir la recherche et la rédaction universitaires et opérationnelles et de favoriser l'intérêt envers une large gamme de sujets importants pour l'étude professionnelle des opérations et de la guerre terrestres ainsi que les débats en la matière. Par exemple, l'Australian Land Warfare Studies Centre publie des ouvrages, des documents de travail, des documents de réflexion et des publications hors série. Le U.S. Army Combined Arms Center and Combat Studies Institute publie à la fois des monographies et des publications hors série. Par ailleurs, l'armée britannique utilise les publications hors série du British Army Review and the Strategic and Combat Studies Institute pour dégager et élaborer des idées conceptuelles et des idées de doctrine.

Depuis la création de la Direction des concepts stratégiques (Opérations terrestres) (DCSOT) en 1997, on a mis en œuvre un programme de publications périodiques qui comprenait la rédaction de publications hors série et de rapports de recherche opérationnelle. La DCSOT a publié 18 rapports hors série entre 1997 et 2003; cependant, cette pratique a été abandonnée lorsque toutes les ressources disponibles ont été concentrées sur le projet de l'Armée de terre de l'avenir. Depuis 2003, les publications sont principalement des monographies telles que *La Force de demain* et *Crise à Zefra* et les autres documents de réflexion et de travail ont été diffusés seulement à l'interne, de façon restreinte, par courrier électronique.

Compte tenu de la diffusion imminente de la publication intitulée *Opérations terrestres 2015 : Opérations adaptatives et dispersées — Le concept d'emploi de la force pour l'Armée de demain*, il est certain que le développement de l'Armée de terre de l'avenir suscitera un intérêt accru, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Armée de terre. Bien que la diffusion interne de documents de réflexion, de publications hors série et de notes aide la Direction générale — Développement des capacités de la Force terrestre (DGDCFT) à approfondir le développement, la restriction des débats et des discussions à ce public ne permet pas de profiter des avantages offerts par des publications plus officielles.

À compter de 2007, la DGDCFT suscitera l'intérêt de la collectivité élargie en créant des publications hors série d'études sans classification dont le but est d'augmenter l'attention portée à des sujets d'intérêt au sein de la Force terrestre et les débats en la

matière. L'invitation à présenter des documents est lancée à toutes les parties intéressées; les documents d'au moins 5 000 mots peuvent porter sur n'importe quel sujet relatif à l'histoire, à l'évolution, à la définition du concept, à la doctrine, à l'instruction ou aux opérations de l'Armée de terre ainsi que sur des études plus générales de la théorie et de l'application de la guerre terrestre.

Les publications hors série constituent un moyen de rédaction et de perfectionnement professionnels pour la Force terrestre et des documents indigènes qui seront utilisés dans le système de l'éducation et de l'instruction des Forces canadiennes. Elles permettront de réduire notre dépendance à la documentation étrangère pour inspirer la définition du concept et la conception de la doctrine futures de l'Armée de terre canadienne et servir d'exemple. Cela ne signifie pas que l'Armée de terre ignore les idées et les concepts étrangers, mais plutôt qu'elle est mieux placée lorsqu'elle les juxtapose aux idées canadiennes dans un contexte canadien. Enfin, ce genre de publications constitue un registre permanent que les organisations et les concepteurs futurs pourront consulter, ce qui réduira le temps consacré à chercher diverses références, ou pire encore, à répéter les efforts déjà consacrés et à gaspiller temps et ressources.

Pour de plus amples détails ainsi que des instructions sur la présentation des documents, consultez le site Web de la DGDCFT.



Visitez—nous en ligne à...

<http://www.army.forces.gc.ca/caj/>





---

# POUVOIR RENOUVELER NOTRE FAÇON DE FAIRE — CONTRE-INSURRECTION ET ART OPÉRATIONNEL

---

Colonel Fred A. Lewis

À l'été 2001, les Forces canadiennes (FC) et, plus particulièrement, l'Armée de terre, avaient réussi à passer du contexte de la guerre froide à celui, complexe, du maintien de la paix. Les récentes missions de maintien de la paix se sont révélées pleines de défis, mais les missions exécutées dans l'ex-Yougoslavie, en Somalie et à Haïti ont été couronnées de succès. Les attentats du 11 septembre 2001 ont marqué le début d'un nouveau type de conflit — baptisé « Guerre globale contre le terrorisme ». Dans ce contexte, l'opération Apollo a signifié, pour l'Armée de terre du Canada, le recours à des opérations de guerre classiques pour la première fois depuis la guerre de Corée. En tout état de cause, cette contribution étonnante prit la plupart des observateurs par surprise. Subséquemment, le Canada sembla revenir aux missions qu'il connaissait bien et pour lesquelles il était reconnu, à savoir les opérations de paix. L'opération Athena, à son point culminant, vit le Canada fournir un quartier général de brigade et un groupement tactique à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en Afghanistan, sous l'égide de l'OTAN.

Même si de nombreuses personnes, dont les citoyens canadiens, n'ont pas considéré que ces récentes opérations en Afghanistan différaient des opérations de paix des années 90, il se produisit un changement net — au moins une des parties au conflit



Caméra de Combat AR2006-G005-0002 29 Avril 2006 Kandahar, Afghanistan

L'honorable Gordon O'Connor, le ministre de la Défense nationale, rend visite aux troupes déployées à l'aérodrome de Kandahar en Afghanistan. Le Colonel Fred Lewis, commandant adjoint de la Force opérationnelle du Canada en Afghanistan, accueille le ministre O'Connor à son arrivée.



Caméra de Combat AR2006-P005 0078 14 Sept 2006 Kandahar, Afghanistan

À l'aube, des soldats de la compagnie Alpha (cie A) du 2 PPCLI mènent des opérations dans le district de Panjwaii de la province de Kandahar, dans le cadre de l'opération Medusa.

nous considérait comme l'ennemi. Cette particularité ne peut exister dans le cadre d'une opération de paix. Il est permis de penser que nos troupes ont initialement abordé le problème comme nous l'avions fait en Bosnie, disons. Toutefois, nous avons rapidement constaté que face à un ennemi connu, notre doctrine axée sur le maintien de la paix était mal adaptée à cette mission précise. Il ne s'agissait pas uniquement d'appuyer passivement le nouveau gouvernement de l'Afghanistan, mais aussi d'éliminer les menaces et plus encore.

Face à cet état de fait, le Canada annonça en mai 2005 qu'il réaffirmait son engagement en matière de défense en Afghanistan. Les FC prolongèrent leur présence à Kaboul (dans le cadre de la FIAS), annoncèrent qu'elles déploieraient une équipe provinciale de reconstruction (EPR) à Kandahar (dans le cadre de la campagne contre le terrorisme menée par les États-Unis) et, qu'à compter de février 2006, elles augmenteraient leurs effectifs dans le sud de l'Afghanistan en déployant un quartier général de brigade et un groupement tactique à Kandahar<sup>1</sup>.

La couverture médiatique sembla confirmer que le maintien de la paix en Afghanistan était sur le point de changer, et les médias indiquèrent que le type d'opérations auxquelles « l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et d'autres pays européens [...] ont affirmé s'opposer vivement, » amèneraient le Canada à épauler le « plan américain selon lequel l'OTAN devait participer plus activement aux opérations de contre-insurrection en Afghanistan »<sup>2</sup>. S'il subsistait un doute quant à cet engagement d'un point de vue canadien, il disparut lorsque le ministre de la Défense, Bill Graham, commença à parcourir le pays pour préparer les Canadiens à la nouvelle mission des « Forces dans le sud de l'Afghanistan, où nos soldats devraient combattre les insurgés »<sup>3</sup>.

Comme prévu, le Canada a déployé un « groupe interarmées d'éléments des FC pleinement intégrés et opérant sous les ordres d'un commandant opérationnel canadien [...] chargé d'un secteur interarmées dans le contexte d'une opération de la coalition »<sup>4</sup>. Comme cette région était auparavant un fief des talibans et d'al-Qaïda, il était raisonnable de penser que les opérations canadiennes correspondraient à l'autre aspect de la guerre contre le terrorisme. L'adversaire nous considérera comme l'ennemi. Dès lors, si nous voulons réussir, nous devons mener différemment nos opérations.

Cet article pose comme hypothèse que l'ennemi contemporain peut être vaincu en recourant à la doctrine classique sur la contre-insurrection et en mettant en pratique l'art opérationnel. Les recherches montrent d'abord que l'ennemi n'est qu'un insurgé évolué. Deuxièmement, une analyse de campagnes précédentes de contre-insurrection met en évidence les meilleures pratiques. Enfin, l'art opérationnel, tel qu'il est compris par les FC, est mis en pratique pour élaborer un modèle de campagne servant de guide aux opérations de contre-insurrection au niveau opérationnel. Pour cette dernière étape, les opérations potentielles du Canada en Afghanistan servent à illustrer, comme le titre de ce texte l'indique, qu'il faut « pouvoir renouveler notre façon de faire ».

---

La contre-insurrection dite « classique » est considérée dans cet article pour décrire les méthodes utilisées après la Seconde Guerre mondiale. Certains auteurs utilisent plutôt l'expression « contre-insurrection post-impériale ». Quoi qu'il en soit, les trois formes étudiées ont coïncidé avec le déclin des grands empires français, britannique et soviétique.

Il faut souligner que les recherches se sont limitées aux ouvrages de sources ouvertes pour éviter les problèmes de classification. De plus, la contre-insurrection n'a été étudiée que du point de vue d'opérations à l'étranger; l'exécution d'opérations de ce type au Canada n'a pas été envisagée.

## L'insurgé évolué

Depuis le 11 septembre 2001, il est de bon ton, surtout dans le contexte de la phase inexistante suivant le conflit en Irak, de parler d'un « nouveau type d'ennemi ». On estime que l'ennemi a trouvé un moyen de faire face aux soldats occidentaux professionnels, dotés d'équipements à la fine pointe de la technologie. Autrement dit, ces insurgés évolués connaissent le succès là où les puissances régionales classiques, comme l'Irak et la Serbie, ont échoué. L'approche est qualifiée d'asymétrique. L'ennemi ne cherche plus à aligner des navires face aux nôtres, des chars face aux nôtres et des avions face aux nôtres.

Pour ceux qui ont sérieusement suivi le débat sur la tournure possible de la guerre, il ne s'agit pas de révélations. Par exemple, dix ans avant le 11 septembre 2001, l'éminent futurologue militaire Martin van Creveld, dans son ouvrage intitulé *La transformation de la guerre*, écrivait que nos ennemis seraient plus à même d'assimiler les nouveaux styles de guerre et il prédisait que les armées classiques occidentales et leur armement de haute technologie perdraient probablement leur pertinence. Il soutenait également que toutes les armées adopteraient des configurations de guérilla ou des configurations irrégulières.

À l'avenir, la guerre ne sera pas le fait des armées, mais celui de groupes, aujourd'hui appelés terroristes, guérilleros, bandits, voleurs de grand chemin, mais ils chercheront sans aucun doute des titres plus officiels. Plus charismatiques qu'institutionnelles, leurs organisations s'appuieront davantage sur des fidélités cimentées par le fanatisme et l'idéologie que sur le « professionnalisme »<sup>5</sup>.

Dans certains milieux, ce « titre plus officiel » est « combattant de quatrième génération ». William Lind et al., dans leur ouvrage datant de 1989, *The Changing Face of War: Into the Fourth Generation*<sup>6</sup>, décrivent le phénomène des différentes générations de la guerre. La première génération se caractérisait par les armées massives de Napoléon, la seconde, par la puissance de feu de la Première Guerre mondiale, la troisième, par la manœuvre au cours de la Seconde Guerre mondiale. Les auteurs concluaient en prédisant une quatrième génération.

Le Colonel Thomas Hammes de l'United States Marine Corps a repris à son compte la certitude de l'arrivée d'une quatrième génération. Dès 1994, alors qu'il était étudiant étranger au Collège de la Défense nationale du Canada, Hammes rédigea un texte intitulé *The Evolution of War: A Fourth Generation*<sup>7</sup>. Ainsi, avant les attentats à New York et Washington, Hammes, comme van Creveld, avançait qu'une cyberguerre technologique ne serait pas le conflit le plus susceptible d'éclater à proche ou à moyen terme. En 2004, les idées de Hammes s'étaient développées au point où il les présentait en détail dans le livre intitulé *The Sling and the Stone*. Ce titre donnait à penser que David pouvait effectivement vaincre Goliath. Dans ce livre, Hammes donne des détails sur ce nouvel ennemi asymétrique par l'étude de Mao, du Vietnam, des Sandinistes, de



l'intifada, d'al-Qaïda, de l'Afghanistan et de l'Irak. Il décrit la guerre de quatrième génération de la façon suivante :

[utiliser] tous les réseaux disponibles — politiques, économiques, sociaux et militaires — pour convaincre les décideurs politiques de l'ennemi que leurs objectifs stratégiques sont impossibles à atteindre ou trop coûteux par rapport aux avantages appréhendés. Il s'agit d'une forme évoluée d'insurrection<sup>8</sup>.

Hammes admet que la guerre de quatrième génération « n'est pas quelque chose de nouveau ni de surprenant, mais quelque chose qui évolue partout dans le monde depuis sept décennies »<sup>9</sup>. L'ennemi étudie notre société pour en déceler les points vulnérables et il coordonne alors une campagne soigneusement orchestrée. Pour obtenir l'effet recherché, il définit quels réseaux conviennent le mieux et quel message il faut transmettre. Enfin, il inclut une boucle de rétroaction pour s'assurer que l'opération a réussi. L'action militaire est liée à ces messages et aucun point du globe n'est hors de portée. Les attaques contre le quartier général de l'ONU en Irak et les attentats contre des trains en Espagne, juste avant les élections nationales de 2004, sont deux exemples évidents. Même si ce type de guerre peut ressembler à une approche complexe basée sur les effets, sous d'autres angles, elle est d'une élégante simplicité. Le combattant de quatrième génération n'a pas besoin de complexe militaro-industriel; il se sert d'explosifs de circonstance élémentaires, d'ordinateurs et de l'Internet pour diffuser ses idées et déplacer ses fonds pour atteindre les buts visés.



Caméra de Combat AR2006-P008 0019 16 Sept 2006 Kandahar, Afghanistan Photo : Sgt Lou Penney FOIA Op Athena Technicien en Imagerie

Des soldats canadiens et américains franchissent un ravin tout en appliquant de rigoureuses mesures de sécurité à l'occasion de la visite du Bgéné David Fraser, commandant de la Brigade multinationale du Sud, qui s'est rendu dans un endroit contrôlé par des éléments canadiens et des membres d'autres forces alliées dans le district de Panjwaii, à l'ouest de la ville de Kandahar.

La doctrine militaire britannique décrit une insurrection comme « les actions d'un groupe minoritaire à l'intérieur d'un État visant à imposer un changement politique par la subversion, la propagande et la pression militaire afin de persuader le gros de la population d'accepter ce changement ou de l'intimider en ce sens »<sup>10</sup>. Même si les différences par rapport à la guerre de quatrième génération ressortent clairement dans cette seule définition (par ex., à l'intérieur d'un État), les parallèles sont tout aussi

---

évidents. Il y a clairement de nouveaux aspects. Les kamikazes et les dispositifs explosifs de circonstance (IED) déclenchés à distance sont sans doute les deux éléments de base les plus évidents pour lesquels il faut de nouvelles tactiques, techniques et procédures. Néanmoins, comme l'admet Hammes, ce nouveau combattant doit préférablement être considéré comme un insurgé évolué. Cet article est d'accord avec cette affirmation. Gardant cela à l'esprit, il est logique de se pencher sur la doctrine de contre-insurrection établie de longue date pour avoir, à défaut d'une méthode détaillée pour contrer ces menaces, au moins un point de départ.

## Doctrine de contre-insurrection

[ceux qui mènent] les opérations d'aujourd'hui au Sud Vietnam — seront surpris de constater que leurs diverses techniques de contre-insurrection, en apparence « nouvelles », depuis les hameaux stratégiques jusqu'à la pacification à grande échelle, ne sont que des relents d'anciennes tactiques<sup>11</sup>.

Bernard B. Fall, 1963

Le nombre d'ouvrages consacrés à la contre-insurrection est ahurissant. Deux fois plus ahurissant en fait, pour les militaires qui se sont concentrés sur la guerre conventionnelle pendant la guerre froide. Cela étant dit, les recherches universitaires sur le sujet sont, elles, plus rares. Comme les mots de Bernard Fall ci-dessus semblent l'indiquer, il est utile de considérer l'expérience de ceux qui, dans le passé, ont mené des opérations de contre-insurrection, parfois avec succès et parfois non.

## La méthode française — Combattre le feu par le feu

Immédiatement après la Seconde Guerre mondiale, les Français tentèrent de rétablir leur empire colonial. Alors que le Colonel Roger Trinquier publiait ce qui devait se révéler un ouvrage précurseur sur la contre-insurrection française, *La guerre moderne*, les Français avaient perdu en Indochine et ils perdaient en Algérie. Encore en 2004, cet ouvrage est resté un outil d'étude important pour les officiers américains inscrits au Command and General Staff College de Leavenworth<sup>12</sup>. La thèse de Trinquier, soit combattre le feu par le feu, est mal acceptée par de nombreux officiers de métier. Décrit par Bernard Fall, dans l'introduction de son ouvrage, comme un dur à cuire, le Colonel Trinquier avait fait campagne contre des ennemis qui ne combattaient plus d'une manière pouvant être qualifiée d'honorable. Essentiellement, il soutenait que le droit des conflits armés, insistant sur la nécessité militaire, l'humanité et la chevalerie<sup>13</sup>, était un concept dépassé. Il proposait ce qui suit : « Dans la guerre moderne, comme dans les guerres traditionnelles du passé, il est absolument essentiel d'utiliser toutes les armes [et les méthodes] que l'ennemi emploie. Ne pas agir ainsi serait absurde »<sup>14</sup>.

Même si la solution proposée par Trinquier va trop loin, celui-ci présente quand même un modèle valable pour vaincre les insurgés. Il suggère trois principes :

- ◆ isoler les guérilleros de la population qui les appuie;
- ◆ rendre intenables les zones de guérilla;
- ◆ coordonner ces actions dans une vaste zone pendant une longue période<sup>15</sup>.

Il admet que la mise en pratique de ces trois principes ne sera pas facile, puisque les insurgés préféreront généralement se déplacer sur un terrain difficile de leur choix, qu'ils auront probablement le soutien de la population et, donc, la supériorité en termes de renseignement. Néanmoins, pour contrer ces inconvénients, sa meilleure idée est un système de contrôle et d'organisation de la population. Il décrit particulièrement en

---

détail la notion de tache *d'huile*. À mesure que des secteurs sont occupés par les forces de sécurité, d'abord les zones urbaines, la population est enregistrée avec beaucoup de détails et organisée en hiérarchies communautaires extrêmement stratifiées (le chef de famille pouvant être le premier niveau hiérarchique), et chacun reçoit une carte d'identité. Ce recensement très détaillé donne le coup d'envoi à la collecte de renseignements et contribue puissamment à compenser la faiblesse initiale des forces de sécurité dans le domaine du renseignement.

Comme Trinquier affirme que la condition « *sine qua non* de la guerre moderne est le soutien inconditionnel de la population »<sup>16</sup>, il est utile d'étudier plus avant la question de la torture qui lui est si souvent associée. Dans *La guerre moderne*, le message de Trinquier n'est pas parfaitement clair. D'une part, il indique que l'insurgé interrogé « doit souffrir et, peut-être, mourir »<sup>17</sup> et, d'autre part, il affirme que « les interrogateurs doivent toujours s'efforcer de préserver l'intégrité physique et psychologique des individus [car] la science peut facilement mettre à la disposition de l'armée les moyens d'obtenir les renseignements qu'elle désire »<sup>18</sup>. Vers la fin de son livre, alors qu'il décrit de quelle façon les troupes françaises devraient mener l'insurrection plutôt que des opérations de contre-insurrection, il appuie très clairement la brutalité, soutenant que « quelques actes de sabotage et de terrorisme bien calculés inciteront les citoyens rébarbatifs à coopérer »<sup>19</sup>. Même dans ce cas, toutefois, il suggérerait que ces actes de terrorisme ne soient pas le fait de soldats français, mais plutôt de maquisards du pays hôte. Par conséquent, malgré certains messages contradictoires de Trinquier et compte tenu du fait qu'il comprend parfaitement l'importance du soutien inconditionnel de la population, il est presque certain qu'il a bien saisi que le recours à la torture par les forces de sécurité menant des opérations de contre-insurrection n'était pas une méthode productive.

## **La méthode britannique — S'assurer la confiance de la population**

Si la méthode française en matière de contre-insurrection ménageait la chèvre et le chou à l'égard du droit des conflits armés, la méthode britannique proposée par Frank Kitson dans son ouvrage *Bunch of Fives* ne présentait aucune ambiguïté. Kitson fut promu général et il commanda les forces terrestres du Royaume-Uni de 1982 à 1985. Auteur prolifique spécialiste des conflits de faible intensité, son étude de la contre-insurrection a commencé après ses expériences au Kenya, en Malaisie, à Oman et à Chypre. Kitson n'est pas seul à étudier les opérations britanniques de contre-insurrection; un autre théoricien digne de mention est le Major-général Julian Paget. Toutefois, aux fins du présent article, les travaux de Kitson sont jugés suffisamment représentatifs.

Kitson commence en affirmant que cette forme de guerre est une lutte pour s'assurer la confiance de la population, le but des insurgés étant de renverser le gouvernement. Pour y parvenir, les insurgés doivent s'en remettre en grande partie à la population pour leurs besoins en argent, en abris, en nourriture et en information. Même si les insurgés ont recours à des moyens de persuasion politiques, psychologiques et économiques, la population est tout de même victime de violence et de coercition de leur part. Le terrorisme est souvent leur arme la plus puissante<sup>20</sup>.

Même si Kitson admet que les campagnes de contre-insurrection seront toutes, jusqu'à un certain point, uniques, il présente tout de même un « plan » très clair, en quatre points, pour contrer ce type de menace :

- ◆ mettre en place une bonne machine de coordination;
- ◆ créer une atmosphère politique permettant au gouvernement d'introduire des



mesures avec un maximum de chances de succès;

- ◆ établir un réseau de renseignement efficace, à tous les niveaux, afin de mener des opérations;
- ◆ respecter fermement la primauté du droit<sup>21</sup>.

En ce qui concerne la mise en place d'une bonne machine de coordination, Kitson souligne que cela doit se faire du niveau national au niveau local; il suggère d'y parvenir par une série de comités dont les membres acceptent certains compromis quant à leurs pouvoirs normaux. Le second point de son plan s'appellerait aujourd'hui « opérations d'information », c'est-à-dire les mesures prises pour influencer sur les décideurs. À ce propos, il revient à son affirmation selon laquelle la contre-insurrection consiste à s'assurer la confiance des gens. Il est intéressant de noter que dans ce domaine, il semble décrire des opérations basées sur les effets — un concept que nous pensons nouveau. Il signale qu'il faut concevoir des systèmes pour s'assurer que « l'effet [d'une initiative] sur l'opinion et l'attitude du public sera pris en considération, que ceux qui élaborent la campagne gouvernementale [sont] conscients des réactions possibles du public face à leurs idées, à leurs déclarations et à leurs actions et que les groupes de formulation des politiques sont informés des conséquences de leurs plans »<sup>22</sup>. Le troisième point du plan de contre-insurrection concerne la mise en place d'une organisation du renseignement. Cela semblerait évident, mais Kitson estime que la nécessité d'élargir rapidement cette organisation et de la décentraliser aux plus bas niveaux posera des problèmes aux gouvernements, qui tendent à contrôler le renseignement aux niveaux les plus élevés. Le dernier point du plan de Kitson est associé à la loi. Il semble presque trop insister sur cet aspect, peut-être en réaction aux écrits antérieurs d'auteurs comme Trinquier. Il est intransigeant sur le fait que toute mesure prise dans le domaine de la contre-insurrection doit être conforme à la loi. Il s'attend cependant à ce que des mesures d'urgence puissent être votées pour éliminer



Caméra de Combat AR2006-P009 0028 14 Sept 2006 Kandahar, Afghanistan

Des soldats de la compagnie Alpha (cie A) du 2 PPCLI mènent des opérations dans le district de Panjwaii de la province de Kandahar, dans le cadre de l'opération Medusa. Dans ces conditions difficiles, la menace des dispositifs explosifs de circonstance (IED), du tir d'armes légères et des pièges est bien réelle.

---

certains avantages que la loi accorde aux insurgés en temps de paix. Comme élément sous-jacent de ce point, Kitson apporte un argument probant pour que les prisonniers soient traités avec humanité. Son raisonnement est que « [la] clé de toute l'entreprise consiste à persuader les prisonniers de changer leur fusil d'épaule, si bien que la façon dont ils sont traités, ce qui inclut les interrogatoires, doit toujours tenir compte de ce fait »<sup>23</sup>.

Kitson admet que travailler selon ce plan entraînera inévitablement des frustrations, mais il mentionne que les soldats qui tenteront de s'en remettre à leurs méthodes strictement militaires constateront que des volets politiques et économiques s'intégreront à leur campagne, que cela leur plaise ou non. Cette mise en garde étant signifiée dès le départ, il fournit toutefois des conseils sur les opérations de sécurité et il scinde le sujet en deux parties, l'attaque et la défense. Selon Kitson, la défense doit s'attacher à empêcher les insurgés d'entraver le programme du gouvernement alors que l'attaque doit se concentrer sur l'élimination des insurgés; ces deux activités doivent toujours s'équilibrer. Il voit trois opérations défensives principales :

- ◆ surveillance et protection;
- ◆ opérations d'affrontement des foules;
- ◆ interdiction aux insurgés d'exercer une influence sur la population.

Dans la première catégorie, celle de la surveillance et de la protection, Kitson pense aux points vitaux et aux personnes, aux villages isolés, aux récoltes et aux marchés. Il reconnaît que beaucoup de soldats seront requis pour ces tâches et il souligne la nécessité de confier ces activités moins exigeantes à des forces auxiliaires qu'il faudra lever. En ce qui concerne la seconde opération défensive, il est intéressant de souligner que pendant l'opération de maintien de la paix dans les Balkans, les Forces canadiennes ont aussi constaté l'importance de l'affrontement des foules au cours d'opérations de faible intensité. Enfin, pour ce qui est de l'influence exercée par les insurgés sur la population, Kitson parle de l'importance de contacts quotidiens rapprochés entre les soldats et la population (c.-à-d. patrouilles), des programmes permettant de gagner les cœurs et le soutien des gens ainsi que des comités civils qui font contrepoids aux réseaux normalement établis par les insurgés.

La plus grande partie du livre de Kitson, *Bunch of Five*, est consacrée aux opérations offensives. Comme les méthodes de recensement de Trinquier, les meilleures idées de Kitson sont ses techniques d'identification et de neutralisation des insurgés. Comme les opérations défensives exigent énormément de troupes et puisque les Britanniques n'auraient jamais pu disposer des effectifs dont, par exemple, les Français jouissaient, Kitson devait trouver un moyen d'améliorer la précision des opérations défensives. En termes simples, il consacra tous ses efforts à mieux définir les lieux où les insurgés pourraient se trouver afin que les soldats disponibles, en nombre limité, puissent exploiter cette information. Cette méthode servait surtout au niveau de la compagnie et il s'agissait :

- ◆ de confirmer l'information recueillie;
- ◆ de définir les besoins prioritaires en renseignement et de tout faire pour essayer de « remplir les espaces blancs »;
- ◆ d'agir contre les insurgés uniquement quand la probabilité de succès était élevée<sup>24</sup>.

Kitson n'était pas un adepte de la technique dite « de rechercher et détruire »,

---

aussi connue judicieusement comme « frapper, mais de justesse ». Même si le procédé est connu des professionnels d'aujourd'hui, son niveau de mise en œuvre était, et reste sans doute encore, inhabituel. Pour que cette approche réussisse, les supérieurs devaient accepter certains risques, le commandant de compagnie devait avoir accès au système de renseignement décentralisé déjà mentionné et il fallait que la sous-unité demeure un certain temps dans la zone d'opérations. En matière de contre-insurrection, Kitson estima que la méthode britannique connut du succès au Kenya, en Malaisie et à Oman. En Afghanistan, toutefois, pays qui, vers 1880, était désigné comme la frontière du Nord-Ouest, le succès ne fut pas au rendez-vous. Cela nous amène à la technique soviétique.

## La méthode soviétique — Les objectifs politiques d'abord

En Afghanistan, les Soviétiques menèrent des opérations de contre-insurrection de 1979 à 1989. Malgré une doctrine faisant une large place à la contre-insurrection depuis les années 20 au moins et en dépit de leur campagne de contre-insurrection contre les nomades islamiques du Turkestan, les *Basmachi*, les Soviétiques, tout comme les Britanniques, connurent l'échec en Afghanistan. Néanmoins, comme David Cox l'indique dans sa thèse de doctorat en 1991, thèse intitulée *Soviet Counterinsurgency Doctrine and Strategy in Afghanistan: an Operational Assessment of the Campaign*, « la campagne soviétique en Afghanistan fut, paradoxalement, un exemple parfait de la façon de mener des opérations de contre-insurrection et des choses à ne pas faire »<sup>25</sup>.

Comme on pouvait s'y attendre, la doctrine soviétique en matière de contre-insurrection repose sur la pensée marxiste-léniniste. Cet aspect mis de côté, il y a beaucoup de leçons à tirer et, en fait, beaucoup d'éléments communs avec les doctrines précédemment décrites. La méthode soviétique peut se résumer à trois impératifs :

- ◆ unité de commandement, ou *yedinonachaliye*;
- ◆ protection de l'administration et lutte contre les rebelles;
- ◆ isolement des rebelles de la population<sup>26</sup>.

Ces impératifs semblent ressembler beaucoup aux doctrines adoptées par les Français et les Britanniques. De nouveau, nous constatons que l'unité de commandement va au-delà de la sphère militaire, une seule personne s'occupant des aspects politiques, économiques et militaires de la lutte contre l'insurrection. Le second impératif est suffisamment explicite et, comme dans le cas des Britanniques, l'accent est mis sur l'établissement de milices locales assez puissantes pour venir à bout de la menace locale. Le dernier point, isoler les rebelles de la population, existe aussi chez les Français et les Britanniques.

Le dernier impératif, qui consiste à isoler les insurgés, mérite des commentaires supplémentaires car cette approche pourrait être tout bonnement rejetée à cause de son apparente brutalité. En réalité, les techniques soviétiques pouvaient être fort subtiles et allier la carotte et le bâton. Elles englobaient cinq approches :

- ◆ déportation massive;
- ◆ contrôle des villes et dispersion dans la campagne;
- ◆ exploitation des divergences au sein de la communauté;
- ◆ infiltration des groupes d'insurgés;
- ◆ obtention du soutien des groupes importants de la société<sup>27</sup>.





**Des soldats canadiens de la compagnie Charles du RCR et des soldats de l'armée nationale afghane se mettent à couvert en essayant de maintenir le contact visuel avec quatre personnes soupçonnées d'être des insurgés talibans, qui essaient peut-être de tendre une embuscade.**

Certains volets des deux premières approches seraient difficiles à appliquer par une armée occidentale. La doctrine soviétique favorisait la déportation massive des populations qui appuyaient les rebelles, ce qui revenait à un châtiment collectif. S'il était impossible de déporter la population, la construction de camps de concentration était la solution prescrite. Il est intéressant de noter que ce sont les Britanniques qui ont inventé l'expression camp de concentration pendant la guerre des Boers et ils eurent également

---

recours à une forme « éclairée » de déportation pendant les années 50, lors des troubles en Malaisie. Même si les Soviétiques pouvaient atteindre à l'extrême dans leur application du châtiment collectif, ils reconnaissaient l'importance de la « carotte », insistaient sur l'amnistie et, évidemment, sur un traitement privilégié de ceux qui se rendaient. Les Soviétiques estimaient plus facile de contrôler les zones urbaines que les zones rurales; cette situation s'est probablement inversée en raison des progrès réalisés dans les techniques et technologie de surveillance. Dans le cadre de la seconde approche, les Soviétiques penchaient en faveur d'une politique de la terre brûlée si bien qu'après une présence russe de dix ans en Afghanistan, il ne restait plus grand-chose. Les trois derniers points sont moins litigieux. La doctrine soviétique prévoyait que les différences culturelles, ethniques, religieuses ou sociales soient exploitées. La récente campagne américaine en Afghanistan, au cours de laquelle l'Alliance du Nord fut employée contre le gouvernement taliban, tendrait à prouver l'efficacité de cette approche. L'infiltration des groupes d'insurgés en vue de recueillir de l'information est un objectif logique; il est intéressant de savoir que les Soviétiques ne voulaient pas seulement de l'information, mais oeuvraient aussi à la désinformation. Enfin, ils insistaient sur l'importance de s'assurer le soutien de groupes comme l'élite intellectuelle et les chefs religieux ou tribaux. Dans ce dernier domaine, l'accent était surtout mis sur l'éducation des enfants.

Les Soviétiques ne purent venir à bout des *moudjahiddines* en Afghanistan, malgré des années d'efforts. Leur armée, conçue pour mener des opérations classiques face aux armées de l'OTAN, eut de la difficulté à s'adapter. Les Soviétiques firent face à des problèmes de leadership, d'instruction et de matériel. À la fin des années 80, l'empire soviétique était sur le point de s'écrouler, le communisme se révélant un échec dans tous les sens du terme. Comme la doctrine soviétique ressemblait sous de nombreux aspects à d'autres efforts axés sur la contre-insurrection, il est permis de se demander si les Soviétiques n'auraient pas eu davantage de succès en proposant un meilleur mode de vie aux Afghans.

## **La méthode américaine — Aucune description**

L'échec des Américains au Vietnam, malgré l'expérience considérable acquise par l'U.S. Army et les Marines dans le domaine des conflits de faible envergure au début du siècle dernier, fait que l'auteur renonce à décrire un modèle américain classique de lutte contre l'insurrection. Même s'il existe des manuels de doctrine aussi reconnus que le *Small Wars Manual* de l'USMC, Ian Beckett, chargé de cours senior en études sur la guerre au Royal Military Academy de Sandhurst, a décrit les efforts américains du début du XX<sup>e</sup> siècle comme « ayant rarement permis une stabilité à long terme » et laissant « un arrière-goût amer et un sentiment anti-américain à la population indigène qui jugeait l'administration proconsulaire de l'armée et des marines d'après son style, pas d'après ses accomplissements »<sup>28</sup>. Beckett poursuit en suggérant que déjà vers 1930, « les techniques des marines en cas de conflits de faible envergure [montraient] une tendance à recourir à la puissance de feu et à la technologie plutôt qu'à prendre pied sur le terrain »<sup>29</sup>.

Ce que les Américains peuvent nous fournir est une suite valable de relations entre l'art opérationnel et la contre-insurrection. Au début des années 70, l'U.S. Army, après avoir remporté tous ses combats et tous ses engagements au Vietnam, perdit la guerre. La coupure entre les actions tactiques de l'armée américaine et l'orientation stratégique du gouvernement des États-Unis était évidente. Les officiers américains cherchèrent à savoir pourquoi ils perdirent la guerre. La pensée militaire connut alors une renaissance et le niveau opérationnel de la guerre apparut dans la doctrine américaine<sup>30</sup>. Le conflit au Vietnam avait été, sous bien des aspects, de la contre-insurrection et l'U.S. Army se pencha, entre autres choses, sur l'art opérationnel pour assurer ses succès futurs.



---

## Application de l'art opérationnel

« Comme l'art opérationnel naquit de la manœuvre de grandes formations, il reste à voir s'il peut être mis à profit par de petites armées poursuivant des objectifs stratégiques. Tenter de lier ce concept à tout, depuis la sécurité intérieure au maintien de la paix en passant par la lutte contre la drogue ne peut que favoriser la confusion »<sup>31</sup>.

Les mots de John English, ci-dessus, posent la question de savoir si l'art opérationnel peut être appliqué à la contre-insurrection. Bruce Menning se montre plus positif quand il avance que nous « cherchons à repousser et à mieux définir les limites de l'art opérationnel » et à « [le] moderniser pour l'adapter aux circonstances actuelles et aux nouvelles situations »<sup>32</sup>. Un exemple simple, déjà mentionné, est le fait que les forces de sécurité doivent être très supérieures en nombre aux insurgés qu'elles combattent, une supériorité numérique parfois de l'ordre de 20 contre 1. Les contingents militaires occidentaux participant à ces types de conflits tendent à compter des effectifs limités et, à ce propos, le Canada est le plus touché. Devant l'affirmation de William Lind selon laquelle « l'excellence dans l'art opérationnel, davantage que [...] la manœuvre dans le combat tactique a permis à une petite force d'en vaincre une plus puissante », nous pouvons constater que la mise en pratique de ce concept peut se révéler fort utile.

Le Lieutenant-colonel Howard Coombs, diplômé de la School of Advanced Military Studies (SAMS), traite plus en détail de l'utilité de l'art opérationnel dans des situations autres que la guerre classique dans son ouvrage intitulé *Perspectives on Operational Thought*. Il souligne que les officiers canadiens occupant des postes de commandement au sein de coalitions opérant dans le golfe Persique, dans l'ex-Yougoslavie et en Afghanistan ont tous montré la nécessité de maintenir le lien entre l'orientation stratégique et l'action tactique, ce qui porte à croire que la perception canadienne de l'art opérationnel n'est pas uniquement axée sur la manœuvre au niveau du théâtre et sur la logistique des guerres classiques<sup>33</sup>. Il a aussi remarqué qu'au cours des années 90, l'art opérationnel était employé par les états-majors chargés d'opérations de paix pour disséquer des problèmes militaires complexes et que la planification de campagne « devenait un effort visant à relier les différents efforts [...] multiples organisations comme s'il s'agissait de relier des engagements, des combats et des opérations pour atteindre l'objectif d'une campagne militaire »<sup>34</sup>.

## Orientation stratégique

Sur la base de la discussion précédente, il est raisonnable de conclure que l'Armée canadienne devrait, comme elle l'a fait pour les opérations de paix, envisager d'utiliser l'art opérationnel décrit dans la doctrine interarmées canadienne<sup>35</sup> pour résoudre plus facilement le problème complexe de la contre-insurrection en Afghanistan. Même si cet article porte surtout sur le niveau opérationnel, un rapide survol des exigences au niveau stratégique est tout indiqué à cette étape. La stratégie nationale signifie la mise en œuvre et la coordination de tous les instruments de la puissance nationale : instruments économiques, diplomatiques, psychologiques, technologiques et militaires. Le site Web d'Affaires étrangères et Commerce international Canada donne une indication de ce que pourrait être notre objectif stratégique national en Afghanistan; on peut y lire que le Canada appuie la mise en place d'un environnement stable permettant aux Afghans de rebâtir leur pays et de refaire leur vie<sup>36</sup>.

La stratégie militaire est un volet de la stratégie nationale; il s'agit de définir des objectifs militaires stratégiques, d'attribuer le commandement au niveau opérationnel, d'imposer des limites et d'affecter des ressources. En consultant de nouveau Internet à la recherche d'ouvrages non classifiés, le site Web du ministère de la Défense nationale

---

présente ce qui peut être considéré comme les objectifs militaires stratégiques de l'opération Archer, soit la contribution canadienne à la campagne dirigée par les États-Unis pour contre le terrorisme en Afghanistan :

- ◆ renforcer l'autorité du gouvernement de l'Afghanistan à Kandahar et dans les environs;
- ◆ aider à stabiliser et à reconstruire la région;
- ◆ assurer la sécurité;
- ◆ promouvoir les politiques et les priorités du gouvernement de l'Afghanistan auprès des autorités locales;
- ◆ faciliter la réforme du secteur de la sécurité<sup>37</sup>.

Selon la doctrine interarmées, ces objectifs ainsi que les autres éléments de l'orientation stratégique militaire, doivent être communiqués au commandant, au niveau opérationnel, sous la forme d'une directive stratégique. Cette même doctrine suggère aussi qu'il ne doit y avoir qu'un seul objectif stratégique. Par conséquent, même s'il est loin d'être certain que les « tâches » précédentes forment le cadre d'une sorte de directive stratégique militaire, cela illustre bien le fait que les directives émanant des autorités supérieures peuvent ne pas être parfaitement claires.

En février 2006, le commandant de la Force opérationnelle du Canada en Afghanistan est à la fois un commandant tactique à la tête d'une brigade multinationale et un commandant « opérationnel » désigné « commandant national canadien supérieur ». Dans ce dernier rôle, le commandant doit traduire l'orientation stratégique canadienne en action opérationnelle et tactique. Selon la conception militaire canadienne de l'art opérationnel, il n'y a aucune dépendance envers la taille de la force engagée, mais simplement un accent sur le lien entre le stratégique et le tactique. Ce commandant doit utiliser à bon escient l'art opérationnel pour concevoir, planifier et mener une campagne permettant d'atteindre l'objectif stratégique.

## **Analyse de la mission et état final militaire**

Ce processus de planification de campagne commence par une analyse de mission axée sur l'orientation stratégique. À cet effet, le commandant doit s'assurer que les objectifs sont clairs, que les risques sont connus de tous et que les ressources sont suffisantes. Si quelque chose empêche l'atteinte de l'objectif stratégique, cela doit être signifié. Avec l'analyse de la mission vient la connaissance des critères ou des conditions qui signifieraient la victoire militaire et qui, donc, seraient conformes à ce que le gouvernement considérerait comme un succès. Cela sera complexe car plus que toute autre forme de guerre, la contre-insurrection est « un système entrelacé d'actions — politiques, économiques, psychologiques [et] militaires »<sup>38</sup>. Autrement dit, si les facteurs militaires sont dominants dans le contexte d'une guerre classique, il reste que pour la contre-insurrection, l'état final purement militaire ne garantit pas la victoire.

Une fois cette *compréhension élargie* de l'état final militaire assurée, il faut déterminer les objectifs militaires. Les exemples traditionnels sont la destruction de la force aérienne ennemie, des moyens de commandement et de contrôle de l'ennemi ainsi que de ses installations logistiques. Face à un ennemi symétrique ou classique, les objectifs militaires sont relativement faciles à définir; ce qui est important pour vous l'est généralement aussi pour l'autre. Contre l'insurgé évolué d'aujourd'hui qui utilise des moyens asymétriques, cela est plus difficile, ne serait-ce que parce que tout cela est nouveau pour nous.

---

Même s'il se trouve simplement face à une guerre traditionnelle plus simple, le spécialiste de l'art opérationnel a toujours recours à des concepts comme le centre de gravité, les points décisifs et les lignes d'opération afin de mieux comprendre les subtilités de la conception, de la planification et du déroulement d'une campagne. Ce texte s'est penché sur trois formes de contre-insurrection classique. Dans tous les cas, la formule actuelle de la doctrine opérationnelle était mal comprise. Les auteurs n'ont pas fait mention d'éléments comme des centres de gravité ou des points décisifs. Comme indiqué précédemment, l'art opérationnel moderne ne fut pas largement employé (ni, sans doute, bien compris) avant la fin des années 80. Compte tenu du fait que les Soviétiques avaient étudié et utilisé l'art opérationnel dès les années 20, on aurait pu s'attendre, au minimum, à ce qu'ils l'adaptent aux opérations de contre-insurrection en Afghanistan. Ce ne fut pas le cas; ils réservèrent l'art opérationnel aux opérations classiques aux niveaux du front et de l'armée, en insistant sur le commandement, le contrôle et la logistique à ces niveaux<sup>39</sup>.

## **Centre de gravité**

La doctrine militaire canadienne définit le centre de gravité comme cet aspect de la capacité totale de l'ennemi qui, s'il est attaqué et éliminé ou neutralisé, entraînera l'inévitable défaite de l'ennemi ou le poussera à entamer des négociations de paix. Cette expression est également souvent définie comme les caractéristiques, les capacités ou la situation géographique dont des forces ennemies tirent leur liberté d'action, leur puissance ou leur volonté de combattre. Les centres de gravité existent pour l'ennemi comme pour les forces amies et à tous les niveaux de la guerre. Ces centres tendent à être « imbriqués », ce qui signifie que l'élimination du centre de gravité opérationnel contribuera à la chute du centre de gravité stratégique de l'ennemi. Le précepte est qu'il faut attaquer le centre de gravité de l'ennemi tout en protégeant le sien. La doctrine canadienne souligne que la bonne identification du centre de gravité constitue l'essence même de l'art opérationnel.

Très souvent dans le contexte d'une guerre classique, les centres de gravité stratégiques types sont les villes importantes tandis qu'au niveau opérationnel, il s'agit des formations militaires. Étant donné la nature du terroriste évolué, il faut se demander s'il est possible de déterminer des centres de gravité types. Au niveau stratégique, l'analyse des pratiques de contre-insurrection présentée dans ce texte a montré que la perte de légitimité du gouvernement du pays hôte entraînerait la défaite. Les tâches des troupes canadiennes déployées en Afghanistan, comme « renforcer l'autorité du gouvernement de l'Afghanistan » et « promouvoir les politiques du gouvernement de l'Afghanistan »<sup>40</sup>, semblent reconnaître la nécessité absolue de préserver la légitimité du gouvernement du pays hôte. Quand des pays étrangers aident un pays à faire face à une insurrection, ces pays doivent aussi tenir compte de leurs propres centres de gravité. Dans tout conflit où les intérêts nationaux vitaux ne sont pas en cause, la volonté de sa population est généralement considérée comme le centre de gravité stratégique. Cela fut clairement démontré lors de l'engagement américain au Vietnam. Il semblerait que les deux gouvernements du Canada récents ont pris bonne note de ce fait puisque le ministre libéral de la Défense, Bill Graham, « s'est rendu presque partout au pays [...] pour préparer les Canadiens à la possibilité de pertes »<sup>41</sup> et, dernièrement, le premier ministre Harper et d'autres ministres clés du gouvernement conservateur ont souvent transmis des messages clairs sur l'importance de la mission en Afghanistan. Il est absolument essentiel, pour tout pays participant à une mission de contre-insurrection à l'étranger, que sa population comprenne bien le sens de cet engagement national.

Il est plus facile de déterminer le centre de gravité opérationnel dans le cas de la contre-insurrection. Pour des opérations classiques, une importante formation militaire

---

ennemie constitue un centre de gravité opérationnel type. Pendant l'opération Desert Storm, chaque militaire, du simple soldat au général, savait que la garde républicaine irakienne était le centre de gravité opérationnel. En matière de contre-insurrection, il n'y a pas d'unités militaires d'envergure. Au premier abord, la doctrine classique de contre-insurrection soutient que « le soutien incondicional de la population » est incontournable<sup>42</sup>. Clairement, cela est fort important, mais il faut aussi se rappeler des insurgés malais chinois qui ont littéralement passé une décennie dans les jungles sans beaucoup de soutien. L'insurgé moderne exige encore moins de soutien et il peut mener une campagne basée sur les effets sans disposer d'autre chose que d'argent, d'un accès à Internet et du matériel disponible sur place. L'affirmation selon laquelle les *moudjahiddines* « auraient probablement combattu [les Soviétiques] jusqu'au dernier »<sup>43</sup> est peut-être plus instructive. Le combattant de quatrième génération, comme d'ailleurs certains de ses prédécesseurs, a une motivation frisant le fanatisme; le kamikaze en est d'ailleurs l'exemple le plus extrême. Le centre de gravité opérationnel type le plus probable de l'insurgé est sa volonté de continuer à combattre. Naturellement, cette approche est fortement appuyée par le Major-général Julian Paget, lorsqu'il mentionne que l'annihilation du désir de vaincre des insurgés constitue « l'une des façons les plus faciles et les moins coûteuses de gagner la guerre »<sup>44</sup>.

Avant d'aborder la méthode requise pour attaquer le centre de gravité opérationnel de l'ennemi, nous devons aussi définir le nôtre. Cela est plus aisé et nous ramène au centre de gravité stratégique déjà indiqué, à savoir la volonté de la population du pays dépêchant des troupes. Dans les médias, le compte rendu presque quotidien des pertes américaines en Irak ou, naturellement, des pertes canadiennes en Afghanistan, permet de bien identifier notre centre de gravité opérationnel. Si trop de housses pour victimes sont rapatriées alors que les intérêts vitaux du pays ne sont pas menacés, il est presque certain que les militaires seront aussi rappelés. Cela peut être considéré comme un nouveau phénomène, peut-être parce que les troupes déployées par presque tous les pays sont des soldats professionnels et, donc, volontaires. Dans les exemples classiques de contre-insurrection étudiés précédemment dans ce texte, d'importantes armées de conscrits sont en cause et on peut soutenir que les pertes sont acceptées avec plus de stoïcisme. Ainsi, au niveau opérationnel, le commandant doit comprendre que pour éviter un rapatriement prématuré des forces, les pertes doivent être réduites au minimum. Cela ne signifie pas pour autant qu'il faut se retrancher car des mesures offensives énergiques peuvent constituer la meilleure défense.

## Points décisifs

Après avoir déterminé les centres de gravité probables sur la base de l'expérience acquise au cours d'opérations de contre-insurrection antérieures, il faut maintenant définir comment attaquer ou défendre ces centres. À cette étape interviennent les points décisifs. La doctrine interarmées canadienne définit les points décisifs comme les événements dont l'issue positive constitue le préalable à la défaite ou à la neutralisation du centre de gravité de l'ennemi. Autrement dit, il s'agit de points vulnérables. Trouver les points vulnérables est une tâche bien plus concrète que la détermination des centres de gravité. Un bon point de départ consiste à étudier ce que d'autres ont fait dans le passé pour lutter contre des insurrections. Plus une chose revenait souvent, plus il était probable que ces choses pouvaient être des points décisifs toujours valables, ce que l'on pourrait appeler les « meilleures pratiques » en matière de contre-insurrection. Dans les paragraphes suivants, les points décisifs offensifs et défensifs découlent directement des méthodes française, britannique et soviétique étudiées précédemment; ils sont en **caractères gras** pour que le lecteur les reconnaisse.

Même si le fait de protéger nos points vulnérables n'éliminera pas la volonté d'un insurgé, cela contribuera à éviter la défaite de nos troupes. Compte tenu de l'importance

---

du soutien national (centre de gravité stratégique), les efforts doivent viser à **réaffirmer notre engagement**. Cela devrait inclure un programme proactif d'affaires publiques expliquant à notre population pourquoi nous participons à ces opérations. Essentiellement, tout effort classique en matière de contre-insurrection commençait par **l'établissement d'une base ferme** et, dans la plupart des cas, il s'agissait d'agglomérations importantes à partir desquelles on gagnerait progressivement les villes plus petites. Implicitement, il faut **protéger le gouvernement du pays hôte**, y compris les installations capitales et clés (camps militaires, médias, services publics, entreprises privées, sans oublier les personnalités). En procédant de la façon décrite ci-dessus, il incombe aux forces de sécurité de **développer les forces armées du pays en question** et aussi, aux niveaux inférieurs, les milices locales pouvant se charger de tâches de surveillance moins exigeantes. Dans les deux cas, les forces nationales de sécurité doivent devenir capables de vaincre seules les insurgés sur le champ de bataille. Il est important que les personnes menacées par les insurgés participent à leur propre défense et il est vital que les militaires étrangers ne soient pas perçus comme des occupants<sup>45</sup>. À l'heure actuelle, les opérations canadiennes en Afghanistan semblent conformes à la plupart de ces points décisifs. Notre engagement dans ce pays a commencé dans la capitale, Kaboul, par la protection du nouveau gouvernement, ce qui incluait la formation de l'armée nationale afghane (ANA) au centre d'entraînement national afghan de Pol-e-Charki.

Une action offensive prolongée contre les points décisifs des insurgés mènera à la victoire. Dans toutes les opérations de contre-insurrection étudiées, une très grande priorité était accordée à la nécessité de **couper les insurgés du soutien de la population**. Les méthodes allaient des déportations massives à la technique plus « douce » de la *tache d'huile* selon laquelle le gouvernement étendait lentement son contrôle sur tout le territoire. Peu importe la méthode adoptée, l'insurgé ne doit plus avoir accès au renseignement, au financement, à la nourriture et à un abri. Cet isolement de l'insurgé de toute source de soutien doit aussi comprendre **la suppression du soutien extérieur** : les frontières ne doivent pas être poreuses. Compte tenu des besoins en information plutôt modestes des insurgés et de leurs moyens techniques limités à cet égard, cela sera difficile. En ce qui a trait à l'isolement des insurgés, **la popularité des rebelles doit aussi être réduite**. Cela signifie des opérations d'information et une action civique bien adaptée ou un programme visant à gagner les cœurs et les esprits. Dans le premier cas, il s'agit de bien connaître les aspirations de la population. Dans le deuxième cas, dans un État non viable ou sur le point de le devenir, cela peut exiger un nouveau départ de zéro, ce qui inclut une aide financière et alimentaire, la construction d'écoles, d'hôpitaux et de routes et les bases d'une économie viable. Le **développement**, y compris l'aide technique, doit permettre à la population du pays menacé de s'aider elle-même. Les militaires de la plupart des pays ne seront pas capables d'action civique de leur propre chef; ainsi, cela justifie au moins en partie le besoin exprimé par Kitson d'une « machine de coordination ». Ce **commandement et ce contrôle unifiés** étaient un impératif pour toutes les opérations de contre-insurrection étudiées. Les meilleures pratiques poussent à la mise sur pied de comités regroupant des civils, des policiers et des militaires, du niveau national au niveau local. Même au sein d'un comité, une personne doit être plus « égale » qu'une autre. Il n'est pas surprenant de constater, dans les ouvrages rédigés par des soldats, que les militaires préférèrent être en tête. Pour bien épauler ces comités, il fallait un **réseau de renseignement efficace**. Ce réseau doit différer largement des organisations très centralisées, caractéristiques de la guerre froide, donc d'une conduite classique de la guerre. Les activités décentralisées de renseignement se déroulant à un bas niveau (mais soutenues par des ressources stratégiques) et incitant même les commandants de compagnie à analyser le renseignement ont été jugées les plus



---

efficaces. La participation de la population et l'infiltration de l'organisation des insurgés étaient également des aspects fondamentaux de **l'identification et de la neutralisation des insurgés**. Le dernier point décisif offensif a été sciemment conservé pour la fin pour bien souligner qu'il n'existe aucun véritable champ de bataille purement militaire dans un contexte de contre-insurrection. Même s'il est important de montrer que vous pouvez tuer des insurgés<sup>46</sup>, il est préférable de ne recourir qu'à la force minimale afin de gagner le soutien de la population et pour faire en sorte qu'il vaille la peine de vivre dans ce pays après le conflit.

La plupart de ces points décisifs offensifs seront nouveaux pour les troupes canadiennes qui prendront part à des opérations dans le sud de l'Afghanistan. Même si les soldats canadiens ont indubitablement utilisé efficacement le renseignement lors d'opérations de la FIAS à Kaboul, ils seront maintenant décentralisés aux niveaux provincial et local. L'équipe provinciale de reconstruction aura sans doute mis en place un système de comités pour organiser les opérations de développement et d'information, mais le volet militaire devra être renforcé. Si la doctrine classique en matière de contre-insurrection doit être respectée, les militaires devront d'abord isoler les insurgés de la population et les tuer lorsqu'ils se montreront. L'histoire prouve qu'il s'agit là d'une entreprise gigantesque. Il s'agit probablement du plus grand défi auquel devra faire face le commandant militaire canadien. Cela signifie qu'il faudra recourir aux forces nationales afghanes pour des missions de protection et, peut-être, pour attaquer un ennemi asymétrique en utilisant des méthodes asymétriques. On peut se demander comment réagira un groupe radical comme al-Qaïda lorsqu'il saura (nous nous assurons que cela se sache) que des musulmans canadiens financent la construction de nouvelles mosquées.

## **Lignes d'opérations**

L'aspect final de la conception opérationnelle qu'il faut considérer est la notion de lignes d'opérations. Dans la doctrine interarmées canadienne, les lignes d'opérations décrivent de quelle façon la force militaire est employée dans l'espace et le temps pour atteindre le centre de gravité en passant par des points décisifs. Cela permet de s'assurer que les actions ont lieu selon un ordre logique et qu'elles sont synchronisées de façon à « surcharger » l'ennemi. Compte tenu de la multitude de points décisifs à atteindre en matière de contre-insurrection, le commandant peut faire face à un des défis les plus difficiles sur le plan intellectuel. La probabilité de succès d'une manœuvre militaire unique est faible<sup>47</sup>. Au lieu de cela, il faut agencer des points décisifs de manière que les insurgés n'aient plus la volonté de poursuivre leurs activités.

L'ébauche de la doctrine canadienne en matière de contre-insurrection fait état de quatre lignes d'opérations possibles : politique, police, civils et militaires<sup>48</sup>. Bien que l'approche faisant appel à plusieurs organisations soit la bonne, les lignes d'opérations mentionnées ne permettent pas vraiment de comprendre pourquoi une approche est adoptée, mais uniquement qui exécute cette approche. Du fait de l'apparition d'un espace de combat non linéaire et non contigu (description du champ de bataille associé à la contre-insurrection), la doctrine militaire se transforme et passe des opérations dans la profondeur, au contact et dans la zone arrière à un paradigme consistant à maintenir en puissance, à façonner et à agir de façon décisive<sup>49</sup>. Ce cadre est beaucoup plus descriptif en ce sens qu'il explique pourquoi une approche est retenue. En utilisant les trois éléments du paradigme comme lignes d'opérations, il est relativement simple de disposer les points décisifs précédemment définis le long de ces lignes, en suivant même un ordre probable. La Figure 1 montre cette situation, mais en incluant aussi tous les éléments déjà décrits touchant la conception opérationnelle, elle illustre, au niveau opérationnel, le modèle de plan de campagne de contre-insurrection, tel que promis en début d'article.

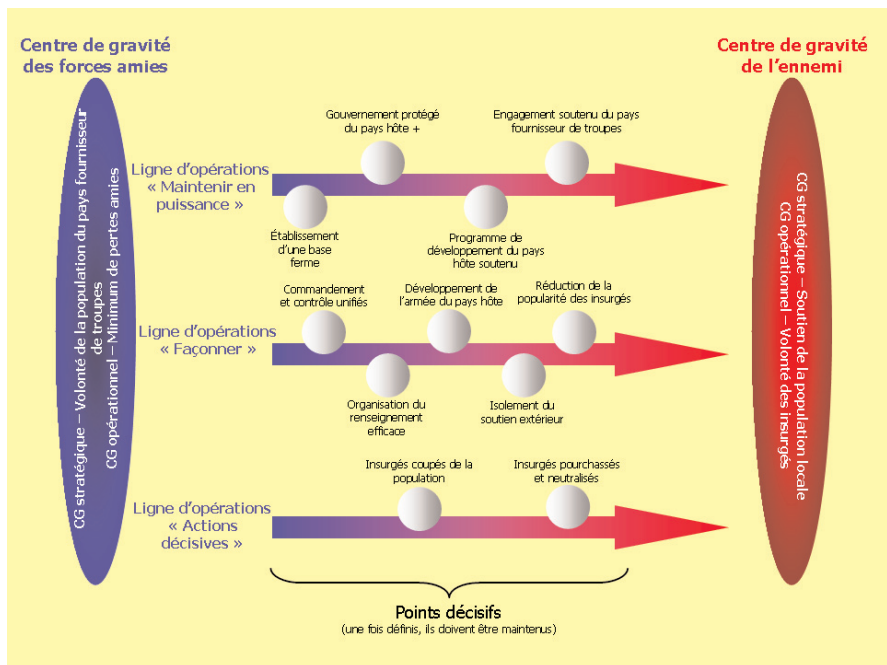


Figure 1 : Modèle à titre indicatif de plan de campagne de contre-insurrection

## Conclusions

Cet article commence en suggérant que l'ennemi asymétrique, concept prétendument nouveau, n'est pas si nouveau que cela et que cet ennemi pourrait être vaincu en faisant appel à la doctrine classique de contre-insurrection et à l'art opérationnel. Nous avons étudié brièvement ce nouvel ennemi pour conclure que le mieux était de le considérer comme un insurgé évolué. Il présente à l'évidence un certain nombre de nouvelles caractéristiques, mais en gros, il ressemble beaucoup aux insurgés du siècle dernier. Comme c'est le cas depuis des temps immémoriaux<sup>50</sup>, il suffisait que l'ennemi se rende compte qu'il ne pouvait vaincre en combattant de façon conventionnelle pour qu'il « cherche une voie différente »<sup>51</sup>, une voie asymétrique.

En matière de contre-insurrection, une analyse des méthodes française, britannique et soviétique a été faite pour en souligner les meilleures pratiques. Pour élaborer un modèle qui soit utile dans l'environnement opérationnel contemporain, ces doctrines furent fusionnées à l'approche canadienne de l'art opérationnel. Cela fut illustré à l'aide d'exemples de ce à quoi on pouvait s'attendre au cours des opérations militaires canadiennes en Afghanistan. Comme les recherches se sont limitées aux ouvrages de sources ouvertes, le plan de campagne de niveau opérationnel n'apparaît qu'à titre indicatif.

Les résultats des recherches relativement brèves de l'auteur ne permettent pas de parler d'analyse en profondeur. L'étude de la contre-insurrection est le processus de toute une vie. D'autres travaux sont nécessaires et le contact avec la dure réalité en Afghanistan est probablement justifié. Néanmoins, malgré les recherches historiques limitées qui ont été faites et compte tenu d'un certain doute quant à l'utilité de l'art opérationnel dans des conflits autres que des guerres classiques, un plan de campagne logique a été élaboré. Cet article confirme que tout comme les opérations de paix des années 90, l'art opérationnel peut être utilisé à bon escient pour des missions de contre-insurrection. En fin de compte, il s'agissait de pouvoir renouveler notre façon de faire.

---

## À propos de l'auteur...

Membre du génie, le Colonel Fred Lewis a occupé des postes de commandement aux niveaux de la troupe, de l'escadron et du régiment. Il a servi comme officier d'état-major dans des quartiers généraux de brigade et de division ainsi qu'au Quartier général de la Défense nationale. Le Colonel Lewis a enseigné à l'École du génie militaire des Forces canadiennes et à l'United States Army Command and General Staff College (CGSC). Il a participé à des opérations sur le plateau du Golan, dans le sud du Liban, en ex-Yougoslavie et au Cambodge. Il est diplômé du Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne, du British Army Staff College et du Collège des Forces canadiennes (cours supérieur des études militaires). Il possède un diplôme en génie civil du Collège militaire royal du Canada et une maîtrise en arts et sciences militaires du CGSC de l'armée américaine. Il est actuellement le commandant adjoint de la force opérationnelle du Canada à Kandahar, en Afghanistan.

---

## Notes

1. Ministère de la Défense nationale, « Documentation — Opérations des Forces canadiennes en Afghanistan », [http://www.forces.gc.ca/site/Newsroom/view\\_news\\_e.asp?id=1703](http://www.forces.gc.ca/site/Newsroom/view_news_e.asp?id=1703); Internet; accès le 5 octobre 2005.
2. Judy Dempsey et David S. Cloud, « Europeans balking at new Afghan role », *International Herald Tribune*, 14 septembre 2005.
3. Mike Blanchfield, « Ottawa's Afghan warning », CanWest News Service; disponible à l'adresse <http://www.canada.com/components/printstory/printstory4.aspx?id=4ff65e19-94a4-4ae5-91e9-84a5a07733f0>; Internet; accès le 15 septembre 2005.
4. Canada, ministère de la Défense nationale, *Concept d'opération stratégique — Ébauche 4.4*, Ottawa, MDN Canada, 2004, 26.
5. Martin van Creveld, *La transformation de la guerre*, Paris, Rocher, 1998, 197.
6. William S. Lind et al., « The Changing Face of War; Into the Fourth Generation », *Marine Corps Gazette* 85, no 11 (novembre 2001), 65-69.
7. T.X. Hammes, « The Evolution of War: A Fourth Generation », Kingston : document de cours du Collège de la Défense national du Canada, 1994.
8. Thomas X. Hammes, *The Sling and the Stone: On War in the 21<sup>st</sup> Century*, St. Paul, Zenith Press, 2004, 2.
9. *Ibid.*, 3.
10. Royaume-Uni, ministère de la Défense, *Army Field Manual Vol. 1 Combined Arms Operations, Part 10, Counter Insurgency Operations*.
11. Roger Trinquier, *La guerre moderne*, New York, Frederick A. Praeger, xviii.
12. L'auteur était instructeur à l'U.S. Army Command and General Staff College.
13. Ministère de la Défense nationale, B-GG-005-027/AF-021, *Le droit des conflits armés au niveau opérationnel et tactique*, Ottawa, MDN Canada, 2001, 2-2.
14. Roger Trinquier, *op. cit.*, 113.
15. *Ibid.*, 65.
16. *Ibid.*, 8.
17. *Ibid.*, 21.
18. *Ibid.*, 23.
19. *Ibid.*, 109.
20. Frank Kitson, *Bunch of Five*, Londres, Faber and Faber, 1977, 282.
21. *Ibid.*, 290-291.
22. *Ibid.*, 286.
23. *Ibid.*, 290.
24. *Ibid.*, 292-298.
25. David Cox, « Soviet Counterinsurgency Doctrine and Strategy in Afghanistan: An Operational Assessment of the Campaign », thèse de doctorat, George Washington University, 1991, 170.
26. *Ibid.*, 40-43.
27. *Ibid.*, 45-46.
28. Ian Beckett, *The Roots of Counter-insurgency*, Londres, Blandford Press, 1988, 124.
29. *Ibid.*, 124.
30. John English, « The Operational Art: Developments in the Theories of War », dans *The Operational Art: Developments in the Theories of War*, B.J.C. McKercher et Michael A. Hennessy éd., 7-27, Westport, Praeger Publishers, 1996, 16.
31. *Ibid.*, 20.
32. Bruce Menning, « Operational Art's Origins », *Military Review* 77, no 5 (septembre — octobre 1997), 44.
33. Howard Coombs, *Perspectives on Operational Thought*, Toronto, Collège des Forces canadiennes, 2004, 21.
34. *Ibid.*, 18.

- 
35. Ministère de la Défense nationale, B-GG-005-004/AF-000, *Opérations des Forces canadiennes*, Ottawa, MDN, Canada, 2000, 3-1 à 3-3.
36. Affaires étrangères et Commerce international Canada, « Reconstruire l'Afghanistan », <http://www.canada-afghanistan.gc.ca/menu-en.asp>; Internet; accès le 6 octobre 2005.
37. Ministère de la Défense nationale, « Documentation — Opérations des Forces canadiennes en Afghanistan », [http://www.forces.gc.ca/site/Newsroom/view\\_news\\_e.asp?id=1703](http://www.forces.gc.ca/site/Newsroom/view_news_e.asp?id=1703); Internet; accès le 5 octobre 2005.
38. Roger Trinquier, *op. cit.*, 6.
39. David Cox, *op. cit.*, 31.
40. Ministère de la Défense nationale, « Documentation — Opérations des Forces canadiennes en Afghanistan », [http://www.forces.gc.ca/site/Newsroom/view\\_news\\_e.asp?id=1703](http://www.forces.gc.ca/site/Newsroom/view_news_e.asp?id=1703); Internet; accès le 5 octobre 2005.
41. Mike Blanchfield, « Ottawa's Afghan warning », CanWest News Service; disponible à l'adresse <http://www.canada.com/components/printstory/printstory4.aspx?id=4ff65e19-94a4-4ae5-91e9-84a5a07733f0>; Internet; accès le 15 septembre 2005.
42. Roger Trinquier, *op. cit.*, 8.
43. David Cox, *op. cit.*, 3.
44. Julian Paget, *Counter-insurgency Campaigning*, Londres, Faber and Faber Limited, 1967, 177.
45. David Cox, *op. cit.*, 47.
46. Julian Paget, *op. cit.*, 174.
47. Ministère de la Défense nationale, B-GG-005-004/AF-000, *Opérations des Forces canadiennes*, Ottawa, MDN Canada, 2000, 3-3.
48. Ministère de la Défense nationale, B-GL-323-004/FP-003, *Counter Insurgency*, Ébauche, septembre 2005, 4-11.
49. Ministère de la Défense nationale, B-GL-300-014/FP-001, *Battle Group in Operations*, Ébauche, septembre 2005, 1-10.
50. John Ellis, *From the Barrel of a Gun*, Londres, Greenhill Books, 1995, 11.
51. T.X. Hammes, *op. cit.*, 3.

---

# LES LEÇONS DU RENSEIGNEMENT ET LA DOCTRINE ANTI-INSURRECTIONNELLE ÉMERGENTE DU CANADA

Capitaine H. Christian Breede

« [...] car, si l'instrument est insuffisant, tous nos efforts auront été vains. »

-Hegel, *Logique*

Au cours des derniers mois, la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) dirigée par l'OTAN s'est aventurée à l'extérieur de la région relativement sûre et stable de Kaboul. Les 35 pays membres de l'organisation ont tous envoyé un contingent et, depuis 2003, la FIAS compte de 250 à 1 500 soldats canadiens<sup>1</sup>. Pour les besoins de cette expansion, le gouvernement canadien a décidé d'accroître sa participation à la FIAS et son engagement en Afghanistan.

Donnant plus d'ampleur à la mission courante du Canada à Kaboul, connue sous le nom d'Opération ATHENA, un contingent canadien est actuellement déployé à Kandahar, ville située à plusieurs centaines de kilomètres au sud-ouest. La nouvelle mission, appelée Opération ARCHER (Op ARCHER), consiste à prendre la relève des forces américaines. Après avoir traqué les insurgés talibans dans cette région depuis 2001 dans le cadre de l'Op ENDURING FREEDOM, les forces américaines commencent à réduire leurs effectifs, afin de concentrer leurs efforts sur le conflit en Iraq<sup>2</sup>. Même si les opérations à Kaboul étaient dangereuses, elles se limitaient aux environs immédiats de la ville. Au contraire, l'Op ARCHER force les Canadiens à se rendre dans des endroits qui sont loin d'être aussi stables afin d'assurer l'établissement d'une des dix équipes provinciales de reconstruction (EPR) de la FIAS<sup>3</sup>. Bref, les soldats canadiens participent maintenant à la lutte contre l'insurrection inspirée par les talibans qui est en cours dans le sud de l'Afghanistan. Le Canada s'est engagé dans cette opération pour l'avenir prévisible avec environ 2500 soldats; cela explique pourquoi les opérations de contre-insurrection (COIN) sont présentement *en vogue*.

Une revue rapide de la doctrine actuelle des Forces canadiennes (FC) révèle que le sujet de la COIN est à peine mentionné dans les manuels clés, malgré la direction que les soldats canadiens empruntent désormais. Le 23 août 2005, le Directeur — Doctrine de l'Armée de terre (DDAT) a envoyé un courriel aux quartiers généraux des quatre secteurs de la Force terrestre. Dans celui-ci, il écrivait que, bien que les FC ne possèdent aucune doctrine officielle concernant les opérations de COIN, une telle doctrine était en voie d'élaboration et devrait être publiée entre le début et le milieu de 2006<sup>4</sup>. Globalement, la COIN a fait l'objet de dizaines d'études et reçoit une attention croissante en raison de l'expérience américaine en Asie du Sud-Est et au Moyen-Orient. Cela dit, plusieurs pays européens, en premier lieu le Royaume-Uni et la France, ont une expérience notable de la COIN et mènent des opérations de ce genre depuis des décennies.

Le renseignement est un élément crucial du succès des opérations de COIN. Dans le présent article, nous élaborerons d'abord un modèle, puis nous évaluerons deux opérations de COIN : la guerre d'indépendance de l'Algérie et la crise malaise. Cette évaluation devrait permettre d'établir clairement l'importance du renseignement durant



ces opérations et de tirer des leçons aux fins de comparaison avec la doctrine canadienne émergente sur le sujet.

Pour comprendre l'influence que les opérations de renseignement ont sur la COIN, il faut d'abord saisir en quoi consiste une insurrection. Comme on peut le constater dans les publications récentes portant sur le terrorisme, les définitions de guérillero et d'insurgé varient d'un auteur à un autre et d'une source à une autre. Il y a toutefois une distinction claire entre les deux termes<sup>5</sup>. Le seul point commun entre les insurrections et les guérillas est la tactique employée par les belligérants<sup>6</sup>.

Historiquement, la guérilla constitue une réaction à une invasion extérieure. Les guérilleros « combattaient jusqu'à ce qu'ils soient exterminés ou jusqu'à ce l'ennemi se retire. N'obéissant à aucune autre idéologie que le patriotisme, ils cherchaient à expulser les envahisseurs plutôt qu'à changer le système politique ou social »<sup>7</sup>. Les insurgés, au contraire, souhaitent « prendre le contrôle d'un pays en luttant de l'intérieur et le remodeler à l'image d'une idéologie quelconque »<sup>8</sup>. Au risque de confondre la fin et les moyens, les insurgés emploient la même tactique que les guérilleros pour réaliser un objectif plus important. L'étude des différences entre les insurrections et les guérillas est un élément clé pour comprendre la forme que les opérations de renseignement doivent prendre dans un contexte de COIN. L'insurrection a une finalité politique plus vaste que le combat visant à expulser un conquérant étranger ou, dans certains cas, à renverser un agresseur intérieur. Les insurrections se caractérisent par le désir de réaliser un changement social et politique quelconque. La population se sent victime d'une injustice et l'insurrection est l'expression de ce sentiment.

## Le modèle d'insurrection et de contre-insurrection de Lynn

Dans un numéro récent de *Military Review*, John Lynn a présenté un modèle d'insurrection et de contre-insurrection. Celui-ci, reproduit à la Figure 1<sup>9</sup>, montre les différents éléments qui composent les insurrections et les contre-insurrections ainsi que la relation entre ces éléments.

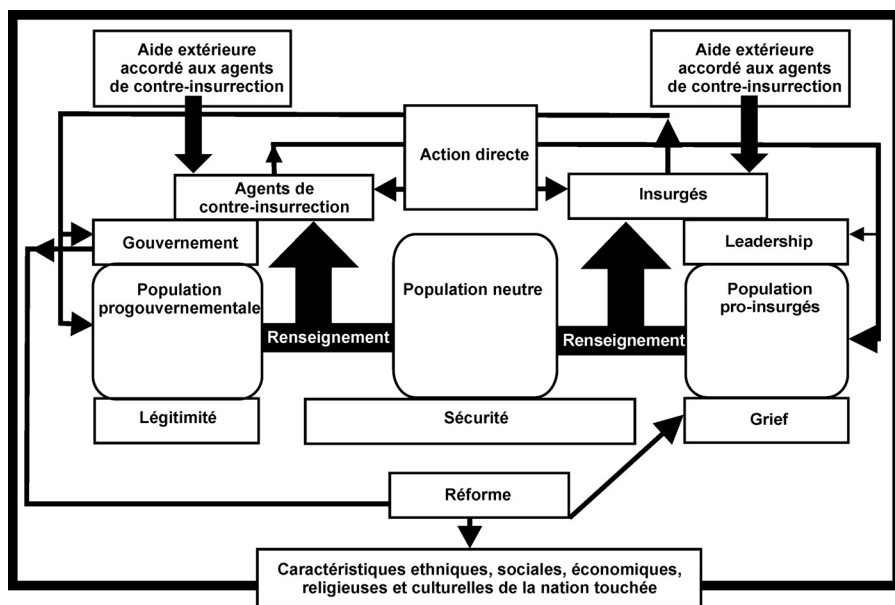


Figure 1: Modèle d'insurrection et de contre-insurrection

Comme on peut le voir dans la Figure 1, le modèle prend la forme d'une boîte contenant les différents éléments sociaux du pays touché. À l'intérieur de cette boîte, la population est divisée entre les partisans du gouvernement, les partisans des insurgés et les personnes neutres. Cette division est basée sur l'opinion de la population concernant la légitimité du système, la sécurité ou un grief quelconque. La population comprend un groupe progouvernemental, un groupe neutre et un groupe pro-insurrectionnel. Les personnes qui sont favorables au gouvernement et celles qui soutiennent les dirigeants de l'insurrection accordent respectivement leur appui aux forces de contre-insurrection et aux insurgés. Les belligérants mènent des actions directes contre leur adversaire avec l'aide de divers agents extérieurs (représentant ou non un État). Le renseignement joue un rôle de premier plan dans ce modèle, la population constituant la principale source de renseignements autant pour les insurgés que pour les forces de contre-insurrection. Lynn affine son modèle afin de décrire ce qui caractérise les insurrections et les contre-insurrections qui sont couronnées de succès.

**Figure 2: Modèle d'insurrection qui donne de bons résultats**

Cet usage non ciblé de la force met fin à l'allégeance et au soutien de population envers son gouvernement, ce qui a pour effet de réduire la capacité de recherche de renseignements des forces de contre-insurrection et de conduire celles-ci à effectuer des opérations avec encore moins de discernement. Après chaque intervention des forces de contre-insurrection, la population pro-insurrectionnelle augmente aux dépens de la population progouvernementale et « le cycle autodestructeur se poursuit »<sup>10</sup>.

Comme le gouvernement ne fait aucun effort pour répondre aux demandes des insurgés et de leurs partisans, les insurgés gagnent de la crédibilité et finissent par prendre la place du gouvernement en tant que nouvelle autorité légitime.

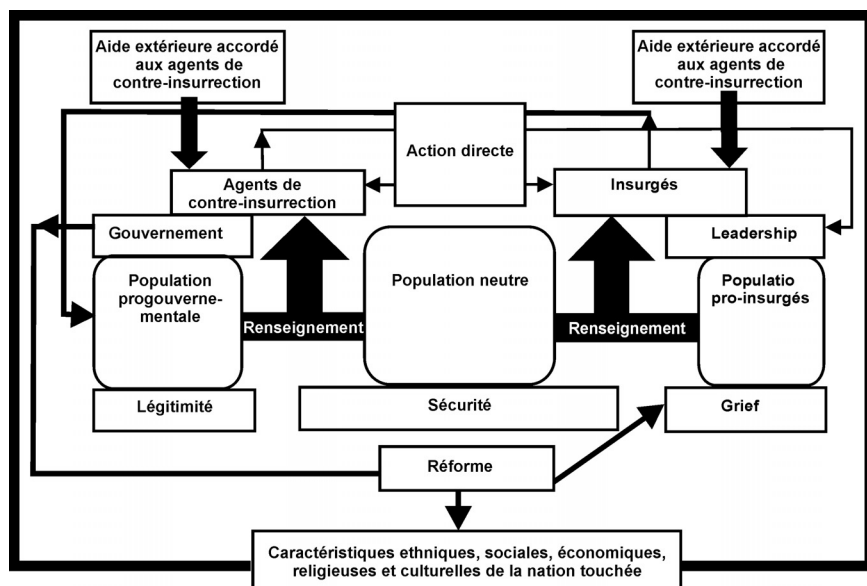


Figure 3: Modèle de contre-insurrection qui donne de bons résultats

Si l'on compare la Figure 3 à la Figure 2, on constate plusieurs différences. Premièrement, le gouvernement doit réellement s'efforcer de répondre aux griefs de la population pro-insurrectionnelle par des opérations psychologiques et des opérations de coopération civilo-militaire. Quand ces mesures sont efficaces, elles peuvent inciter la population neutre à appuyer le gouvernement et même réduire la base pro-insurrectionnelle au sein de la population, isolant ainsi les insurgés. Lorsque la population progouvernementale s'accroît et que le gouvernement gagne la confiance de la population neutre, les forces contre-insurrectionnelles obtiennent plus facilement des renseignements et peuvent agir de manière plus sélective contre les insurgés. L'utilisation mieux ciblée de la force raffermi la confiance de la population neutre et peut même miner la cause des insurgés. Le pourcentage de la population qui soutient le gouvernement peut encore augmenter aux dépens du groupe pro-insurrection, ce qui se répercute directement sur les sources de renseignement. La contre-insurrection constitue un succès quand elle crée les conditions suivantes :

Il faut que la majorité de la population en vienne tôt ou tard à considérer les insurgés comme des étrangers, des hors-la-loi. La source doit se tarir. Lorsque cela s'est produit durant la guerre froide, les insurgés, qui perdaient du terrain, ont adopté des tactiques qui n'ont eu pour résultat que de provoquer le ressentiment de la population à leur égard. Les insurgés étaient devenus une source d'insécurité plutôt que d'espoir. Ils avaient besoin d'argent, de nourriture et de nouvelles recrues et, si leurs partisans ne pouvaient leur en procurer, ils les prenaient de force dans la population. De nobles défenseurs d'une cause, ils sont devenus d'ignobles voleurs<sup>11</sup>.

Ce modèle aide beaucoup à conceptualiser la nature des insurrections et des contre-insurrections et il illustre clairement le rôle important du renseignement. Il ne clôt

cependant pas le sujet. Thomas Mockaitis propose une autre vision du problème de la lutte contre l'insurrection.

## Le modèle combiné — Superposition du modèle de Lynn et des principes de Mockaitis

En 1988, Thomas Mockaitis soutenait sa thèse de doctorat au département d'histoire de l'université du Wisconsin à Madison. Sa thèse, qui portait sur l'expérience britannique de la COIN de 1919 à 1960, a été publiée deux ans plus tard. Elle est considérée depuis lors comme « le compte rendu le plus complet jamais publié sur le sujet »<sup>12</sup>.

Se référant principalement au succès de l'armée britannique en Malaisie occidentale, Mockaitis définit trois principes applicables aux opérations de contre-insurrection. Le premier principe, qui met l'accent sur la modération, consiste à supprimer l'insurrection avec une force minimale<sup>13</sup>. On y parvient, quand on dispose de bons renseignements, en déterminant qui attaquer, à quel endroit et à quel moment, plutôt que de simplement chercher à soumettre la population dans son ensemble.

Le deuxième principe est la coopération. À tous les niveaux, du niveau stratégique jusqu'au niveau tactique — celui où des sections patrouillent les rues —, l'armée et les autorités civiles locales doivent communiquer et travailler ensemble. La coopération non seulement facilite le renseignement, mais elle constitue une première étape essentielle pour régler les griefs de la population pro-insurrectionnelle<sup>14</sup>.

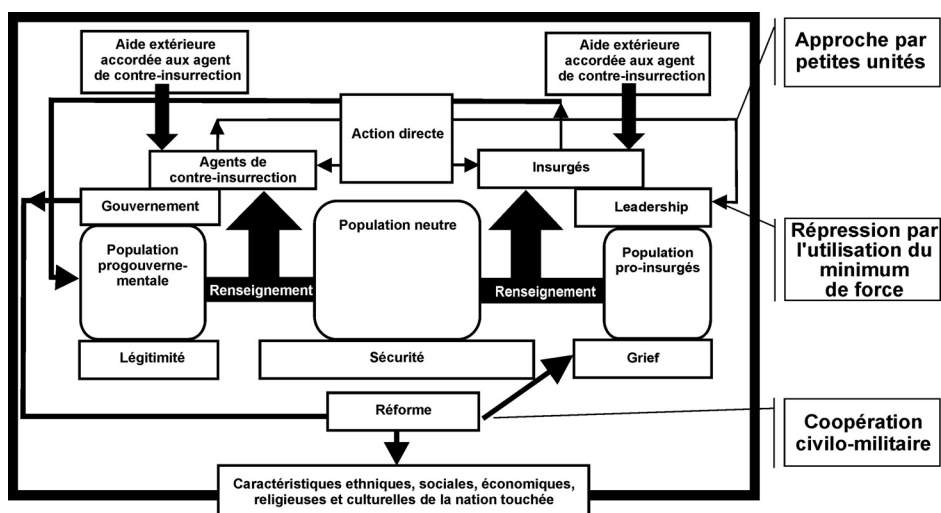


Figure 4: Modèle combiné Lynn-Mockaitis

Le troisième principe est la décentralisation. Les forces de contre-insurrection étant obligées de « renoncer aux tactiques classiques »<sup>15</sup>, elles doivent confier la responsabilité du combat à de petites unités, qui possèdent une plus grande liberté d'action et plus de souplesse sur le plan tactique.

Le modèle de contre-insurrection réussie de Lynn permet de comprendre comment les trois principes de Mockaitis s'appliquent (Figure 4). En concentrant le recours à la force sur les insurgés et leurs chefs seulement, on maintient la filière du renseignement qui lie la population neutre et les forces de contre-insurrection, et les renseignements obtenus contribuent à leur tour à orienter avec plus de précision la puissance de combat

---

contre-insurrectionnelle. L'application du deuxième principe, celui de la coopération civilo-militaire à tous les niveaux, renforce la politique, proposée par Lynn, qui consiste à répondre aux demandes de la population afin de saper la raison d'être de l'insurrection. La coopération entraîne naturellement le règlement des griefs d'une manière ou d'une autre et les renseignements commencent alors à affluer, même de la part de la population pro-insurrectionnelle. Finalement, étant donné la nature asymétrique des tactiques insurrectionnelles, la contre-insurrection prend généralement la forme d'opérations menées par de petites unités.

Même si Mockaitis a limité son examen de la COIN au contexte colonial, ses principes ont toujours leur utilité. En luttant contre l'insurrection au moyen d'une force mesurée et ciblée, on ne vise pas à convaincre les insurgés de soutenir le gouvernement, mais à gagner la faveur de la population neutre. La retenue dont les soldats américains font preuve en Iraq n'impressionnera évidemment pas les membres d'*al-Qaïda*, mais il est probable que le marchand dont la boutique n'a pas été arrosée par un tir de canon à chaîne de 25 mm soit moins incité à appuyer l'insurrection.

Le modèle combiné Lynn-Mockaitis illustre la synergie entre le pouvoir stratégique *de jure* et le pouvoir tactique *de facto* nécessaire pour vaincre toute insurrection. Quand un gouvernement est menacé, il ne lui suffit pas d'invoquer son droit de diriger le pays. Il doit avoir la capacité tactique d'exercer son pouvoir. C'est le renseignement qui permet de réaliser cette synergie.

Dans les sections ci-dessous, le modèle combiné sera soumis à l'épreuve de deux études de cas. La première étude de cas montre comment l'action de la France en Algérie a nui à la recherche de renseignements et a finalement entraîné l'échec du gouvernement français dans ce conflit. La deuxième étude de cas examine l'intervention des forces britanniques en Malaisie occidentale, qui a favorisé la collecte de renseignements et s'est traduite par le succès de la mission. Au premier abord, il peut sembler que c'est là comparer des sujets dissemblables, car on a affaire à une situation très différente dans les deux cas. Toutefois, l'utilisation du modèle combiné comme cadre de référence permet de dégager des thèmes utiles qui sont communs aux deux conflits et, en tant que tels, caractéristiques de toute opération de COIN. Le fait que ces cas sont différents prouve au contraire la très grande validité du modèle combiné.

## **Étude de cas — La guerre d'indépendance d'Algérie**

Vêtus d'un pantalon kaki et d'un veston de cuir, un groupe d'Algériens empile des pierres et des roches pour ériger un barrage routier improvisé sur une petite route traversant la gorge étroite de Tighanimine. Il est tard dans la soirée, ce 31 octobre 1954, et l'histoire de la révolution algérienne est sur le point de prendre un nouveau tournant. Tandis qu'un autocar approche, puis ralentit face au barrage, les Algériens, maintenant armés de mitraillettes et de fusils, émergent du côté de cette route poussiéreuse et cahoteuse et jettent un coup d'oeil par les fenêtres à l'intérieur du véhicule immobilisé. Apercevant un jeune couple français, ils montent à bord de l'autocar et font sortir l'homme et la femme. Les Monnerot, qui enseignent dans une école de Tiffelfel<sup>16</sup>, sont entraînés dans le fossé qui borde la route et abattus<sup>17</sup>.

Cet incident et presque soixante-dix autres du genre ont signalé le début de la campagne du Front de libération nationale (FLN) contre le colonialisme français, qui a conduit, après huit ans d'insurrection, à l'indépendance de l'Algérie et à la chute de la Quatrième République en France<sup>18</sup>.

L'histoire de l'Algérie est marquée par les conquêtes. Le pays a été colonisé pour la première fois par les Phéniciens au 9<sup>e</sup> siècle avant J.-C., puis il est tombé sous le joug



---

de Rome au 2<sup>e</sup> siècle avant J.-C. Neuf cent ans plus tard, l'Algérie a été conquise par les Arabes, qui sont restés au pouvoir jusqu'au 16<sup>e</sup> siècle, lorsque l'empire ottoman leur a succédé. Il faut attendre jusqu'en 1830 pour que l'Algérie devienne une colonie de la France. Lorsque la révolution s'est déclarée, en 1954, les Algériens avaient vécu sous domination étrangère pendant presque mille huit cents ans<sup>19</sup>. Le ressentiment à l'égard de l'occupation étrangère couvait donc depuis très longtemps.

Dans les années précédant les événements du 31 octobre, « la majorité des neuf millions et demi de musulmans que comptait l'Algérie vivaient dans une pauvreté abjecte, dénués de toute dignité et privés de tout espoir »<sup>20</sup>. Un Algérien musulman pouvait espérer gagner 45 \$ par année<sup>21</sup>. Quand on compare ce revenu à celui des européens, qui oscillait entre 240 \$ et 3 000 \$ annuellement, et qu'on pense à la manière brutale dont la loi était appliquée à l'époque, il ne faut pas se surprendre que la situation ait abouti à une révolte<sup>22</sup>.

La réaction initiale des Français aux événements de cette fin de soirée d'automne a consisté à n'y voir qu'un feu de paille. Le gouvernement Mendès-France a déployé trois bataillons de parachutistes, dont le premier est arrivé dans les 24 heures suivantes<sup>23</sup>. On leur avait confié la mission de renforcer les 50 000 soldats déjà stationnés en Algérie, dans l'espoir que les *fellaghas*<sup>24</sup> céderaient devant la supériorité évidente des forces françaises<sup>25</sup>.

Six mois après le meurtre des Monnerot, le nouveau gouverneur général de l'Algérie, Jacques Soustelle, a créé les sections administratives spécialisées (SAS), qui ont été en action pendant le reste du conflit<sup>26</sup>. Considérées comme la plus réussie des initiatives françaises pour établir des liens entre l'armée et la population civile, les SAS ont été marquées par une multitude de problèmes et « ont finalement échoué dans leur tâche de convertir le gros de la population à la cause de la France »<sup>27</sup>.

Les SAS avaient pour but de « rétablir le contact entre l'administration et les administrés ». En théorie, leur mise sur pied respectait le principe de la coopération civilo-militaire et, si les SAS avaient rempli leur rôle, elles auraient prêté attention aux revendications des insurgés et favorisé la collecte de renseignements, conformément au modèle combiné. La mise en oeuvre des SAS a cependant laissé à désirer.

On a remplacé Soustelle par Robert Lacoste. Celui-ci, même s'il avait une approche résolument plus répressive à l'égard de l'insurrection, restait partisan du service. Comme il ne parvenait pas à recruter des fonctionnaires civils pour les SAS à cause de la pénurie de personnel, il s'est mis à attribuer des postes à des officiers subalternes de l'armée française. Dans sa directive aux nouveaux membres des SAS, il affirmait que « la tâche essentielle du programme des SAS était de gagner le soutien des masses algériennes par la persuasion, non par la force »<sup>28</sup>. Lacoste demandait à ses officiers subalternes de faire « du travail politique et psychologique » et non de se limiter aux « activités purement opérationnelles »<sup>29</sup>. Pourtant, une fois le programme mis en oeuvre, on a commencé à se reposer sur « des personnes qui, trop souvent, préféraient la brutalité à la psychologie »<sup>30</sup>. En plus d'accentuer les défaillances des SAS, ces agents avaient tendance à favoriser les valeurs culturelles françaises aux dépens des moeurs et des traditions des Algériens de naissance<sup>31</sup>.

Il a fallu attendre jusqu'au 13 mai 1958, date de la chute du gouvernement Mendès-France qui a été suivie de la dissolution de la Quatrième République, pour que les revendications des Algériens soient au moins prises en considération<sup>32</sup>. Même après que Charles De Gaulle, premier dirigeant français sous la nouvelle constitution, a commencé à s'occuper des demandes légitimes de la population, le changement a été long à venir, et ce n'est qu'en 1962 que l'Algérie a pu proclamer son indépendance. Comme le modèle combiné l'indique, la manière d'agir des Français a fort probablement

eu pour effet d'interrompre l'acheminement de renseignements et, en raison de la violation du principe de coopération civilo-militaire de Mockaitis, les gouvernements algérien et français ont été isolés de leurs sources d'information.

Hormis les trois bataillons de parachutistes, les forces françaises en Algérie étaient mécanisées et exécutaient leurs opérations regroupées en grandes unités embarquées. Cette tactique, qui assurait la sécurité des soldats à court terme<sup>33</sup>, les a également isolés de la population civile et les a empêchés de recueillir des renseignements de bas niveau. Le rayonnement des colonnes blindées, formées de chars et de transports de troupes blindés, se limitait aux routes principales du nord du pays. Un colonel commandant un régiment blindé français en Algérie déplorait sa situation :

« [...] tout ce que je peux faire, c'est de tenir la route »<sup>34</sup>. Un autre responsable remarquait avec ironie que la technologie et la mécanisation avaient diminué la capacité de l'armée française de réprimer des insurrections. Si les Français avaient eu des chars dans les années 1830, « ils n'auraient pas décollé de la plage à Sidi-Ferruch!<sup>35</sup> » Plutôt que de régiments blindés, l'armée française avait besoin de chevaux et de mules, ou au moins d'hélicoptères, c'est-à-dire de tout ce dont elle manquait<sup>36</sup>.



Un typique fort de frontière au Sarawak. Il comprend une tour d'observation et des bunkers faits de billes de bois et de sacs de sable. Les bunkers sont reliés entre eux par des tranchées de communication. On voit aussi un sentier doté de marches permettant de gravir la colline. Ces marches, faites de boîtes à munitions vides, sont essentielles étant donné les pluies tropicales qui rendent le sol boueux. Remarquez les longues perches qui soutiennent les antennes radio ainsi que le dégarnissage de la végétation qui permet d'offrir de bons champs de tir.

---

Globalement, l'armée française a été « inefficace en grande partie dans ses efforts pour écraser la rébellion; elle ne s'est pas adaptée [...] et a eu peu de contacts avec la population »<sup>37</sup>. Sans des contacts avec la population, que des opérations exécutées par de petites unités peuvent faciliter, on ne peut créer la confiance et établir les relations nécessaires pour exploiter des sources de renseignement humain.

Une exception documentée à cette absence de décentralisation est l'emploi de la reconnaissance aérienne. On a reconnu très tôt la nécessité d'accélérer le cycle du renseignement afin de fournir des informations plus pertinentes et plus récentes à ceux qui en avaient besoin, pour qu'ils puissent appliquer la puissance de combat sur la cible à abattre. En 1955, la force aérienne française, tirant des leçons de son expérience dans la guerre d'Indochine, a délégué le commandement des groupes aériens tactiques (GATAC) à chaque corps régional de l'armée en Algérie<sup>38</sup>. Malgré les succès remportés par la force aérienne française, la reconnaissance ne pouvait remplacer des renseignements humains tactiques de qualité. La reconnaissance aérienne ne permet pas d'identifier un dirigeant local de l'insurrection<sup>39</sup>. L'innovation et la décentralisation dont la force aérienne a fait preuve n'ont pas eu d'effet sur le terrain, où l'on manquait cruellement de renseignements<sup>40</sup>.

Cette approche, conforme au principe du recours à de petites unités de Mockaitis, n'a été suivie que sporadiquement dans le conflit algérien, et c'est pourquoi la lutte contre les insurgés, comme on l'a souligné précédemment, a été « en grande partie inefficace »<sup>41</sup>. Suivant le modèle combiné, les insurgés ont évité d'affronter les forces massées de l'armée française et ont poursuivi leurs attaques contre les forces de contre-insurrection et la population profrançaise, sapant ainsi les efforts de recherche de renseignements.

Le dernier principe, selon lequel on doit utiliser une force minimale quand on réprime une insurrection, est aussi le principe le plus largement admis; il a été complètement ignoré tout au long de la guerre d'Algérie. Ce point est cependant contesté, car Heggoy soutient que les forces françaises ont d'abord agi avec modération, les règles d'engagement leur permettant de recourir à une force mortelle seulement en réponse à une provocation<sup>42</sup>. Un autre auteur remarque cependant que « la pratique de la torture était déjà endémique en Afrique du Nord »<sup>43</sup> et que l'utilisation d'une force excessive sur le champ de bataille était une habitude tout aussi courante<sup>44</sup>.

Au bout de presque trois années de combat et après avoir porté les effectifs militaires français à plus de 400 000, le gouvernement français n'avait pas l'impression que la répression de l'insurrection avait fait des progrès<sup>45</sup>. En dépit de leurs succès tactiques, les forces françaises avaient été jusqu'à maintenant incapables de porter un dur coup aux insurgés. Prenant note de ses défaites sur le plan tactique, le FLN et ses partisans ont porté les combats dans les villes, en premier lieu la capitale Alger. À partir de l'automne de 1956, des agents progouvernementaux et pro-FLN ont lancé une campagne de terrorisme contre leur adversaire, faisant exploser des bombes dans les marchés, la Casbah, et d'autres lieux publics<sup>46</sup>. Finalement, en janvier 1957, Lacoste a chargé la 10e Division parachutiste, commandée par le Major-général Jacques Massu, de « maintenir la paix dans la capitale »<sup>47</sup>. Ce décret donnait le signal d'envoi de la bataille d'Alger.

Massu a immédiatement adopté une ligne de conduite reposant sur « la peur et la coercition »<sup>48</sup>. La torture est devenue rapidement une pratique acceptée et ouvertement défendue en tant que moyen d'obtenir des renseignements<sup>49</sup>. Considérée comme un dernier recours, la torture — c'est-à-dire l'abandon du principe de l'utilisation d'une force minimale, selon le modèle combiné — n'a pas donné les résultats escomptés. Si le

---

résultat tactique de la bataille d'Alger fait encore l'objet d'un débat<sup>50</sup>, l'emploi de la torture a eu quant à lui un effet double et évident sur la collecte de renseignements. Premièrement, en emprisonnant, en torturant et en tuant des milliers d'Algériens, elle a poussé les Algériens à épouser la cause du FLN<sup>51</sup>. Deuxièmement, comme David Sussman l'a souligné dans son examen de l'utilité de la torture, les renseignements obtenus de cette manière sont très souvent suspects. Sussman explique que « la torture est un moyen notoirement peu fiable d'obtenir des renseignements »<sup>52</sup>. Souvent, la victime avoue n'importe quoi simplement pour mettre fin à ses souffrances. Non seulement la torture dresse la population contre la puissance qui y a recours, mais elle donne des résultats douteux. Autre conséquence, les allégations de torture ont érodé le soutien populaire à la contre-insurrection à Paris même, et de Gaulle a ouvertement répudié une telle pratique<sup>53</sup>.

Dans le cas de l'expérience française en Algérie, la torture a interrompu le flux de renseignements provenant de la population. La population pro-insurrectionnelle a augmenté et le renseignement a amorcé sa « spirale mortelle »<sup>54</sup>. En négligeant d'établir une coopération efficace entre civils et dirigeants militaires, en ne décentralisant pas leurs forces suffisamment et en utilisant la force sans restriction, contrairement aux recommandations du modèle combiné, les Français se sont retrouvés coupés du renseignement. Cette absence de renseignement a joué un rôle important dans l'échec de la contre-insurrection et la chute du gouvernement français et elle a conduit à une tentative de coup d'État militaire en France.

## Étude de cas — La crise malaise

À la limite ouest du Pahang, le long de la frontière avec le Sélangor en Malaisie occidentale, se trouve le gîte d'étape de *Fraser's Hill*. En route pour rejoindre son bataillon, le Capitaine Eric « Birdie » Smith, de l'armée britannique, décide de faire halte pour visiter le gîte. C'est son premier jour en Malaisie; il fait partie de la force initiale du Royaume-Uni envoyée en réponse à la crise de plus en plus grave qui, en cette année 1948, secoue le pays. Il a entendu raconter que l'*Armée de libération des races malaises* (ALRM) faisait la vie dure aux forces britanniques en Malaisie; il est maintenant sur le point de le constater en personne<sup>55</sup>.

Des coups de feu éclatent, estompés dans le lointain. Smith s'engouffre dans son véhicule de reconnaissance et se dirige vers l'endroit d'où les tirs proviennent. En débouchant d'un tournant, il aperçoit les décombres d'un convoi de trois véhicules. Le premier de ceux-ci, une jeep, est criblé de balles. Son conducteur, effondré sur le volant, ne donne aucun signe de vie, tout comme les deux soldats à l'arrière. Tandis que Smith approche des deux camions qui forment le reste du convoi, son propre véhicule essuie un tir d'arme légère. En ripostant par une brève rafale avec la mitrailleuse de la jeep, il réduit les attaquants au silence, puis il continue d'avancer sur la route. Plusieurs corps, qui appartiennent tous à l'ALRM, sont dispersés autour des camions. Deux soldats *gurkhas*<sup>56</sup> épuisés, mais souriants, émergent des carcasses; ce sont eux qui ont repoussé l'attaque de l'ALRM, empêchant les insurgés de mettre la main sur les précieuses armes des morts et des blessés<sup>57</sup>.

Constituant la moitié sud de la péninsule malaise, la Malaisie occidentale forme maintenant la partie ouest de la Fédération de Malaisie. De religion hindoue entre le 9<sup>e</sup> et le 15<sup>e</sup> siècle, sa population est devenue en majorité musulmane. Pendant la période coloniale, les Portugais, les Hollandais et finalement les Britanniques ont contrôlé successivement le pays. Les États malais se sont fédérés sous la domination anglaise en 1896. Les Britanniques exploitaient les plantations de caoutchouc de la Malaisie, à l'aide d'une main-d'œuvre importée de la Chine<sup>58</sup>. L'arrivée d'immigrants chinois a rapidement entraîné la division de la société selon l'origine ethnique. Lorsque la

---

production des plantations et des mines d'étain a commencé à décliner au début du 20<sup>e</sup> siècle, une grande partie des gens qui perdaient leur emploi se sont tournés vers le communisme<sup>59</sup>.

En 1930, après presque une décennie de discussions et d'expérimentation, le Parti communiste malais (PCM) a été fondé<sup>60</sup>. Lorsque la Deuxième Guerre mondiale a éclaté et que le Japon a envahi et occupé la Malaisie, le PCM a commencé sa résistance active, avec le soutien du gouvernement malais et, dans une certaine mesure, celui des Britanniques<sup>61</sup>.

Les forces que les Britanniques avaient encouragées en Malaisie allaient cependant bientôt se retourner contre eux. En 1948, les Chinois, qui étaient en majorité communistes, représentaient un peu plus du tiers de la population de la Malaisie occidentale. Motivés principalement par la disparité des salaires et leur niveau de vie, les communistes malais ont commencé à se révolter, et le PCM a été déclaré hors-la-loi<sup>62</sup>. Le PCM avait pour objectif d'établir un pays indépendant sous un régime communiste. Les Anglais ont été lents à réagir au début, mais en 1952, ils opposaient 23 bataillons totalisant presque 40 000 soldats contre l'ALRM, dans le but d'étouffer l'insurrection<sup>63</sup>. Le conflit a duré jusqu'en 1960.

Initialement, la réponse aux attaques de l'ALRM consistait à expédier un bataillon sur les lieux<sup>64</sup>. Une unité de cette taille, dont l'effectif pouvait s'élever à presque un millier de soldats, arrivait à temps seulement pour nettoyer les dégâts causés par les insurgés, enterrer les victimes parmi la police locale, éteindre les feux et faire le recensement des armes manquantes. On s'est rendu compte très rapidement qu'un peloton d'une trentaine de soldats pouvait intervenir plus rapidement et « souvent [repousser] l'attaque »<sup>65</sup>. Les opérations en Malaisie étaient l'affaire des commandants de peloton et de section. Au fur et à mesure que ce genre d'opération diffuse est devenue la norme, les liens avec la police locale et les villageois se sont resserrés et, conformément au modèle combiné, le flux de renseignement a augmenté.

Autre conséquence, l'augmentation des renseignements et le caractère décentralisé des opérations exécutées par de petites unités ont permis de raccourcir le cycle de renseignement : « de jeunes [commandants de peloton] ont appris à réagir rapidement et efficacement »<sup>66</sup> à une situation très fluide. Comme le modèle combiné le montre, en observant le principe du recours à de petites unités de Mockaitis, on a appliqué une force efficace, établi des relations avec la population et facilité le renseignement.

On a surnommé cette approche *le tabouret à trois pieds*, parce qu'un tabouret de ce genre est inutile si un des pieds manque. Cette métaphore souligne l'importance de la relation entre les opérations, le renseignement et l'administration civile lors de la crise malaise. Il a cependant fallu presque quatre ans pour que tout se mette en place. En règle générale, la relation entre les trois facteurs susmentionnés était déficiente; le renseignement, en particulier, a été considéré comme « le talon d'Achille »<sup>67</sup> des Britanniques jusqu'en 1952<sup>68</sup>.

Au début, le service des enquêtes criminelles de la Fédération de Malaisie a créé une division spéciale (DS) chargée du renseignement sur la crise. La DS n'a réussi à obtenir aucune information utile. Elle disposait d'un effectif insuffisant — seulement 12 officiers et 44 inspecteurs — et n'avait pas donné de formation sur le renseignement à son personnel. La nomination du Lieutenant-général Sir Harold Briggs au poste de directeur des opérations, au milieu des années 1950, a cependant conduit à des réformes<sup>69</sup>. Briggs a d'abord mis sur pied un système de formation à l'intention du personnel de la DS, puis il a entrepris d'élargir celle-ci. À la fin de 1953, la DS comptait 123 officiers et 195 inspecteurs<sup>70</sup>. Enfin, Briggs a détaché des officiers du



---

renseignement militaire à la DS à titre de conseillers<sup>71</sup> et a rétabli le Service des affaires chinoises, qui avait pour mission de rapprocher le gouvernement et la population chinoise<sup>72</sup>.

Briggs a également mis au point le plan de réinstallation, qu'on a récemment reconnu comme étant le facteur clé du succès des Britanniques en Malaisie occidentale<sup>73</sup>. Ce plan prévoyait la construction de nouveaux villages fortifiés et isolés. En contrôlant l'accès à ces établissements et les marchandises qui y circulaient, on supprimait les bases de recrutement et d'approvisionnement des insurgés. De plus, en assurant la sécurité des nouveaux villages, on pouvait obtenir plus facilement des renseignements, souvent sans les demander, et encore moins en recourant à la coercition. Cette politique a donné des « résultats spectaculaires »<sup>74</sup>. Les communications et les lignes d'approvisionnement de l'ALRM étaient régulièrement prises pour cible et coupées. Qu'on en attribue le mérite à l'attention accordée aux griefs de la population ou aux mesures de contrôle mises en place par le Général Briggs, ces efforts ont stimulé la collecte de renseignements. C'est le renseignement qui a permis de concentrer la puissance de combat sur les bons objectifs et de mettre fin à l'insurrection.

En 1952, le Général Sir Gerald Templer a remplacé Briggs au poste de directeur des opérations et de haut-commissaire<sup>75</sup>. Il a approfondi la relation civilo-militaire, qui constitue l'un des trois principes de Mockaitis. Sa déclaration de 1952 a eu un effet dévastateur sur la cause des insurgés. Il a affirmé que l'objectif de la Grande-Bretagne était une Malaisie stable et indépendante. Templer comprenait que « la guerre et la direction civile du pays 'étaient totalement interdépendantes'. Il refusait que l'armée se charge de régler un problème qui demeurerait essentiellement du ressort des civils »<sup>76</sup>. Cette perception de la relation civilo-militaire a eu une résonance jusqu'au niveau tactique. Une unité en particulier a remporté beaucoup de succès :

[...] en grande partie grâce à la réflexion de [...] Frank Kitson. Le Major Kitson [a énoncé] des idées qui devaient avoir un impact considérable sur la pensée de l'armée : 'Ma contribution réelle en Malaisie occidentale s'est limitée à venir à bout du petit groupe de terroristes qui subsistait dans la zone très restreinte où j'opérais, mais j'ai tenté, avec ma propre compagnie en Malaisie, de mettre au point un système permettant d'étayer des informations générales pour les transformer en informations sur des contacts, en demandant à des officiers de la division spéciale de me procurer les informations de base dont j'avais besoin comme point de départ à mes recherches, pour voir si cela fonctionnait [...] cette idée qu'il revient aux commandants des forces militaires classiques d'exploiter les informations qu'ils recueillent pour obtenir d'autres informations, idée que je partage, représente le genre de tactique qu'il faut adopter dans une situation de contre-insurrection<sup>77</sup>.

Du niveau stratégique (Briggs prenant des mesures pour contrôler la population et Templer satisfaisant aux demandes légitimes) jusqu'au niveau tactique (Kitson établissant des contacts), le principe de la coopération civilo-militaire a eu une vaste application en Malaisie. Cette coopération a eu une incidence directe sur la capacité des forces de contre-insurrection britanniques de collecter des renseignements, de les analyser et d'y donner suite. Du point de vue du modèle combiné, le respect du principe de la coopération civilo-militaire à tous les niveaux a permis de répondre aux revendications, de faciliter le renseignement et d'empêcher l'utilisation d'une force aveugle durant la crise.

Au contraire de la *spirale mortelle* de Lynn, le nombre accru des renseignements permet d'appliquer le dernier principe de Mockaitis, l'utilisation d'une force minimale. Asprey souligne que, en Malaisie, « l'impétuosité devait céder le pas à la patience »<sup>78</sup>.

---

Dans son élaboration des principes relatifs aux opérations de COIN, Mockaitis décrit comment le gouvernement britannique a traité un cas de non-respect du principe de l'utilisation d'une force minimale.

Au début de 1952, une patrouille des Royal Marines tombe par hasard sur un membre de l'ALRM — ce qu'on appelle alors familièrement un terroriste communiste (TC)<sup>79</sup> — et l'abat. Or, toutes les patrouilles avaient reçu l'instruction d'identifier positivement chaque TC tué ou capturé, et ce dernier ne devait pas faire exception. Comme les Marines n'avaient pas d'appareil-photo, ils auraient dû emporter le corps avec eux, mais la patrouille avait subi des pertes, notamment son officier, et avait plusieurs soldats blessés à transporter jusqu'à sa base. Elle a donc pris la décision de décapiter la dépouille du TC et de ne ramener que la tête. Peu de temps après, une photo montrant des Marines souriant et tenant la tête en question a fait la une du *Daily Worker*, l'événement a soulevé l'indignation de millions de personnes en Angleterre et en Malaisie occidentale et a été jugé comme « un acte répréhensible »<sup>80</sup>. Bien que le premier lord de l'Amirauté ait admis devant le cabinet qu'on avait recouru dans ce cas à la décapitation comme moyen d'identification de fortune, la pratique a été condamnée, « la réprobation générale qu'elle suscitait au niveau politique l'emportant sur tout gain du point de vue militaire »<sup>81</sup>.

Dans son évaluation des opérations de COIN britanniques au Kenya, à Chypre et en Malaisie occidentale, Kitson soutient que « l'utilisation de la force contre des terroristes doit être soigneusement préparée et accompagnée de mesures visant à atténuer ses répercussions néfastes sur l'attitude de la population, mais on ne peut absolument pas l'éviter »<sup>82</sup>. Conformément au principe des opérations menées par de petites unités, la guerre en Malaisie s'est déroulée au niveau des patrouilles et c'est aux chefs subalternes de l'armée britannique qu'incombait la tâche de remporter des combats. Il était inutile de bombarder au hasard « des espaces découverts abritant supposément des guérilleros »<sup>83</sup>. On avait besoin de renseignements pour trouver où les insurgés se cachaient et les éliminer. À cette fin, il fallait amener les dirigeants locaux « à coopérer avec les soldats et encourager la population à leur fournir des informations »<sup>84</sup>. Les engagements non ciblés auraient seulement pour effet de s'aliéner la population et de les pousser dans les bras des insurgés.

Comme l'expérience française en Algérie l'a montré, rien n'est aussi efficace pour perdre la faveur de la population que les allégations de torture<sup>85</sup>, et les Britanniques en Malaisie l'ont compris. Tandis que le commandant du 22 Special Air Service Regiment nouvellement créé, le Colonel Michael Calvert, dégustait une pinte au mess des officiers, un policier en visite s'est mis à l'entretenir de la bonne manière de faire parler un TC, s'avouant être adepte des brûlures de cigarette et « d'autres moyens déplaisants »<sup>86</sup>. Calvert lui a simplement répliqué : « C'est-ce que vous pensez, vraiment? »<sup>87</sup> »

« Oui, c'est comme ça qu'il faut s'y prendre »<sup>88</sup>, a répondu le visiteur. Sur ce, Calvert a littéralement jeté le policier hors du bar. Il s'est ensuite tourné vers les autres officiers présents et leur a demandé pourquoi, selon eux, il avait réagi ainsi. Après plusieurs tentatives de réponses infructueuses de leur part, Calvert leur a raconté ce qui suit :

[...] nous avons capturé un Coréen qui avait communiqué nos positions aux Japonais. Je lui ai demandé : « Qu'est-ce que les Japonais t'auraient fait si tu avais travaillé contre eux pour notre compte ? » Il m'a répondu : « Ils m'auraient tué ». « Alors, » ai-je répliqué, « qu'est-ce que tu penses qu'on va faire de toi? » « Eh bien, j' imagine que vous allez me tuer. » Je lui ai dit : « C'est là que tu te trompes, parce que, dans l'Empire britannique, on n'a pas besoin d'agir ainsi et ce n'est pas comme ça qu'on procède. Tu as fait une erreur en aidant les Japonais et je vais te remettre en liberté, à condition que tu me promettes de ne plus collaborer avec eux »<sup>89</sup>.

---

Calvert a ensuite expliqué que, s'il avait abattu le Coréen, la famille et les amis de ce dernier auraient appris à haïr les Anglais. En l'épargnant, au contraire, il gagnait leur reconnaissance. L'officier du renseignement du 22 Special Air Service Regiment a conclu que « les guerres ne prennent pas fin simplement quand les tirs cessent. Elles font sentir leurs effets sur plusieurs générations »<sup>90</sup>.

Cette histoire peut sembler un peu idéaliste, mais elle contient une part de vérité. En Malaisie, les Britanniques ont fait une utilisation poussée des « ennemis repentis ». Ceux-ci étaient des TC qui, au lieu d'être torturés, exécutés ou simplement emprisonnés, se voyaient offrir la possibilité, contre une somme d'argent substantielle, de fournir des informations menant à la capture d'autres TC ou à l'interception d'approvisionnements destinés aux insurgés. Dès qu'ils ont fait connaître leur intention de récompenser les repentis, les Britanniques ont pu augmenter la quantité de renseignements provenant non seulement des éléments neutres et progouvernementaux au sein de la population, mais également de la fraction de la population qui appuyait l'insurrection<sup>91</sup>.

On n'obtient pas de renseignements en recourant sans discernement à des actes de violence ou à la torture. Les militaires qui ignorent ce fait, comme le modèle combiné l'illustre, se mettent la population à dos, nuisent à la recherche de renseignements et perpétuent ce qu'on a judicieusement nommé la « spirale de la mort ». Les Britanniques ont connu du succès en Malaisie parce qu'ils ont su reconnaître que les patrouilles effectuées par de petites unités sont plus efficaces que les attaques délibérées exécutées avec un effectif de la taille d'un bataillon. Ils ont compris que les organismes civils et l'armée doivent coopérer à tous les niveaux. Finalement, il est essentiel d'utiliser une force minimale et ciblée pour vaincre l'insurrection. En procédant de cette façon, les Britanniques ont non seulement tenu les insurgés en échec, mais ils ont incité la population à s'opposer à ceux qui compromettaient leur sécurité et leur bien-être.

## **Leçons tirées des études de cas**

Comme leur nom l'implique, les études de cas constituent des exemples particuliers et certaines des faits présentés ci-dessus ne s'appliquent peut-être qu'à ces opérations. Chaque situation est différente, mais il suffit de faire preuve d'imagination pour adapter le modèle combiné à la situation. Ce qui est valable pour toutes les situations, c'est la relation entre l'utilisation du modèle combiné et son effet sur le renseignement. Ce modèle, quand il est appliqué, fonctionne de manière cyclique : chaque succès rehaussait le succès en Malaisie, tandis que chaque échec accentuait l'échec en Algérie.

Ce qui est certain, c'est que si l'on applique la force de manière aveugle, on obtient moins de renseignements, et il est plus difficile de centrer la force sur le véritable objectif. Si l'on ne répond pas d'une façon ou d'une autre aux revendications de la population pro-insurrectionnelle, par l'entremise de la coopération civilo-militaire, on aura de la difficulté à obtenir des renseignements. Si l'on ne permet pas à de petites unités d'opérer avec une certaine autonomie, de rechercher des renseignements et de développer leur propre réseau, ce qui a pour effet de raccourcir le cycle de renseignement, les insurgés échapperont à un engagement décisif.

L'examen de ces études de cas révèle que le principe clé est l'utilisation d'une force limitée, conformément à l'analyse de Mockaitis<sup>92</sup>. En Algérie, les Français ont clairement ignoré ce principe, et les résultats ont été désastreux, tandis qu'en Malaisie occidentale, le respect de ce principe a permis aux Britanniques de juguler l'insurrection.

À la lumière d'exemples contemporains, on peut douter de l'utilité de tenter de satisfaire aux griefs de la population pro-insurrectionnelle. L'anarchie qui règne dans les

---

rues de Bagdad semble n'avoir d'autre but que l'expulsion des *infidèles* occidentaux. Il est évident que la retenue dont les soldats ont fait preuve à Tikrit n'impressionne pas les membres des brigades al-Jamaa, mais cela aussi est peut-être en train de changer.

Alors que les élections viennent de prendre fin en Iraq, certains groupes d'insurgés sunnites et chiites laissent entendre qu'ils sont disposés à entreprendre des pourparlers afin de mettre un terme à la violence et de voir partir les soldats des armées occidentales<sup>93</sup>. Cela dit, la fin du conflit est encore loin, car on estime à 74 le nombre de groupes d'insurgés actifs en Iraq<sup>94</sup>. Arafat avait de la difficulté à imposer sa voix parmi les diverses factions palestiniennes et tout interlocuteur doit relever le même défi en Iraq. Malgré la situation terrible qui règne actuellement dans ce pays, il semble y avoir une lueur d'espoir. Il faut que les différentes parties soient prêtes à négocier, de manière à ce qu'on puisse satisfaire à certaines des demandes au sein de cet État en crise.

## **Le modèle combiné et la doctrine canadienne émergente**

Maintenant que l'on sait en quoi consiste un modèle de contre-insurrection efficace, on peut se demander si la doctrine canadienne respectera cette approche. Est-ce qu'elle fera sienne les principes de la coopération civilo-militaire à tous les niveaux, de la primauté des opérations exécutées par de petites unités et de la répression des insurrections avec une force minimale? Est-ce que la doctrine consistera à cibler les insurgés, à répondre aux revendications et à établir des relations avec la population? Est-ce qu'elle reconnaîtra la nécessité d'assurer l'échange de renseignements à tous les niveaux? Alors que la doctrine de COIN canadienne était en cours d'élaboration, des militaires des États-Unis, du Canada et d'autres pays alliés, après avoir étudié différentes doctrines, sont tous arrivés à la conclusion que la meilleure approche était celle du Royaume-Uni<sup>95</sup>. En septembre 2005, on a distribué pour examen une version provisoire intitulée *Counterinsurgency Manual*<sup>96</sup> (manuel de la contre-insurrection). Globalement, la nouvelle doctrine canadienne suit le modèle combiné.

Dans ce manuel, les trois principes de Mockaitis sont portés au nombre de neuf; cependant, après examen, ces neuf principes se retrouvent groupés sous le principe de la coopération de civilo-militaire à tous les niveaux ou sous celui de l'utilisation de la force minimale. L'importance des opérations menées en petites unités n'est cependant pas abordée<sup>97</sup>. Le United States Marine Corps a récemment donné forme à ce principe avec ce qu'il nomme les « opérations distribuées » (*Distributed Operations*)<sup>98</sup>. Dans une opération distribuée, un élément de la taille d'un peloton opère à plusieurs centaines de kilomètres de son quartier général supérieur<sup>99</sup>. Bien que ce concept ne soit pas totalement étranger à la doctrine canadienne<sup>100</sup>, il reste à élaborer dans la doctrine de COIN émergente.

Le manuel de la COIN souligne la nécessité de miner continuellement les insurgés et leur base de soutien en proposant une « solution de rechange légale et viable à l'insurrection »<sup>101</sup>. Cette approche s'accorde également avec le modèle combiné et est inspirée en grande partie de l'expérience des Britanniques en Malaisie.

Étant donné l'importance du renseignement dans les opérations de COIN, il ne faut pas se surprendre que le manuel de la COIN renferme un chapitre entier sur ce sujet. Toutefois, on ne retrouve pas dans le manuel l'une des conclusions essentielles découlant du modèle combiné et soutenue par Kitson lui-même : pour être efficace, le renseignement doit être décentralisé. Comme on l'a vu dans le compte rendu que Kitson a fait de son expérience de commandant de compagnie en Malaisie, les commandants de petite unité doivent être capables d'établir et de développer leurs propres contacts, de renforcer leurs liens avec la population afin d'obtenir des

---

renseignements utilisables. Cette notion n'est pas immédiatement apparente dans la version provisoire du manuel de la COIN.

L'insurrection et la contre-insurrection font partie depuis longtemps du spectre des conflits. Ce sont des conflits de faible intensité qui tiennent les militaires utilement occupés depuis l'époque des Hittites. Ils semblent pourtant constituer une réalité nouvelle pour le Canada, qui ne s'est attaché que récemment à tenter de définir une doctrine sur cette forme de conflit omniprésente.

Les insurrections sont des événements complexes et, dans une certaine mesure, uniques. Les Britanniques auraient-ils eu autant de succès s'ils s'étaient trouvés en Algérie plutôt qu'en Malaisie occidentale? Les Français auraient-ils mieux fait s'ils avaient eu affaire à la Malaisie au lieu de l'Algérie? Ce qui est clair, c'est la nécessité de bien comprendre la dynamique insurrection/contre-insurrection et le rôle important que le renseignement joue dans la lutte contre l'insurrection. Le modèle combiné est un instrument suffisant et les efforts déployés n'auront pas été vains.

---

## Au sujet de auteur...

Le Capitaine Christian H. Breede reçoit du Collège militaire royal du Canada en 2002 un diplôme avec distinction du programme de premier cycle en sciences politiques et économie. Lorsqu'il reçoit son brevet d'officier, il est affecté au 2<sup>e</sup> Bataillon, The Royal Canadian Regiment, où il sert comme commandant de peloton pendant deux ans. En mars 2004, il est déployé à Haïti dans le cadre de l'opération HALO à titre d'officier de service avec l'Élément de commandement national et d'officier de liaison auprès de la Force opérationnelle aéroterrestre du US Marine Corps (FOAM). Le Capitaine Breede occupe également les fonctions d'officier du renseignement, de capitaine adjutant technique et de capitaine de VBL au sein d'une compagnie de fusiliers du 2<sup>e</sup> Bataillon. En mars 2006, il est nommé officier des opérations à l'École de la tactique et en janvier 2007, il revient au Bataillon en qualité de capitaine-adjutant du détachement arrière du Groupement tactique du 2<sup>e</sup> Bataillon actuellement déployé en Afghanistan. Le Capitaine Breede termine une maîtrise en relations internationales à l'Université du Nouveau-Brunswick.

---

## Notes

1. « L'OTAN en Afghanistan », [www.nato.int/issues/afghanistan/index-fr.htm](http://www.nato.int/issues/afghanistan/index-fr.htm), consulté le 19 nov 05.
2. Barry R. McCaffrey, « Afghans have voted for change, but it will come only if the U.S. stays the course », *Armed Forces Journal*, novembre 2005, p. 16-19. L'auteur de cet article affirme que les États-Unis resteront engagés en Afghanistan, mais seulement en ce qui concerne les orientations générales et au niveau stratégique. Les États-Unis comptent sur l'OTAN et l'OTAN se prépare à ce que les opérations de la FIAS soient étendues à tout l'Afghanistan.
3. Voir Vance Serchuk, « Innovative teams are building goodwill at the grass-roots level », *Armed Forces Journal*, novembre 2005, p. 23-24, pour obtenir une explication plus détaillée du rôle et de la composition d'une EPR en Afghanistan.
4. Selon une entrevue réalisée en novembre 2005 avec le Major (CA) David Lambert, Directeur — Doctrine de l'Armée de terre 4-2, Directeur général — Développement des capacités de la Force terrestre, et *Interim Doctrine for Stability Ops and Urban Patrolling TTPs*. Courriel envoyé le 22 août 2005.
5. Thomas R Mockaitis, *British Counterinsurgency, 1919-60*, Londres, The MacMillan Press Ltd, 1990, p. 1-16.
6. Les tactiques employées par les guérilleros et les insurgés n'ont guère changé depuis la première guérilla dont on a une description écrite dans le parchemin hittite *Anastas*. Même l'oeuvre de Mao Zedong est une simple reformulation de Sun Tzu. Pour un résumé de l'histoire des insurrections, voir Ian F. W. Beckett, *Modern Insurgencies and Counterinsurgencies*, Londres, Routledge, 2001.
7. Mockaitis, p. 2.
8. *Ibid.*, p. 3.
9. John A Lynn, « Patterns of Insurgency and Counterinsurgency », *Military Review*, juillet-août 2005, p. 23.
10. *Ibid.*, p. 25.
11. *Ibid.*, p. 27.
12. Richard Popplewell, « Lacking Intelligence: Some Reflections of Recent Approaches to British Counterinsurgency, 1900-1960 », *Intelligence and National Security*, vol 10, n° 2, avril 1995, p. 336.
13. Thomas R. Mockaitis, *British Counterinsurgency, 1919-60*, Londres, The MacMillan Press Ltd, 1990, p. 13.
14. *Ibid.*
15. *Ibid.*, p. 14.
16. Alistair Horne, *A Savage War of Peace: Algeria 1954-1962*, New York, The Viking Press, 1978, p. 91. (Ouvrage traduit



---

en français sous le titre *Histoire de la guerre d'Algérie*, Paris, Albin Michel, 1980.)

17. L'histoire des Monnerot est tristement célèbre pour son caractère tragique, car le couple était connu pour ses idées progressistes à l'égard de la question algérienne et était venu en Algérie pour lutter contre l'analphabétisme endémique qui affligeait ce pays. Le déroulement exact des événements de ce soir-là reste nébuleux et les comptes rendus divergent. Selon A. Andrew Heggoy, *Insurgency and Counterinsurgency in Algeria*, Bloomington, Indiana University Press, 1972, p. 68, il semble que seul Guy Monnerot ait été abattu délibérément et que la mort de sa femme soit accidentelle. Dans l'ouvrage de Horne, on reprend la thèse voulant que les deux morts soient accidentelles, la cible réelle de l'attentat ayant été un sympathisant local du gouvernement algérien. Quoi qu'il en soit, cet incident est caractéristique du caractère aveugle et tragique de la guerre algérienne.

18. Bruce P. Lenman, *Chambers Dictionary of World History*, Édimbourg, Chambers Harrap Ltd, 1993, p. 27.

19. *Oxford Reference Encyclopaedia*, Oxford, Oxford University Press, 1998, p. 38.

20. Robert B. Asprey, *War in the Shadows: A Guerrilla History Volume II*, New York, Doubleday and Company Inc., 1975, p. 999.

21. *Ibid.*

22. Heggoy, p. 71.

23. *Ibid.*, p. 77.

24. Terme qui signifie « bandit » et qui était utilisé pour désigner les insurgés en Algérie. Asprey, *op.cit.*, p. 1001.

25. *Ibid.*

26. *Ibid.*, p. 1002.

27. *Ibid.*, p. 1017.

28. Heggoy, p. 189.

29. *Ibid.*, p. 189.

30. Asprey, p. 1018.

31. *Ibid.*

32. Horne, p. 313-314.

33. Si une force d'occupation se contente de patrouiller les routes principales à bord de véhicules roulant à vitesse élevée, la sécurité diminuera à long terme. Bien que les soldats qui participent à ces patrouilles soient en sécurité, s'ils ne descendent pas de leurs véhicules pour parcourir le quartier à pied et discuter avec la population locale, ils ne parviendront pas à assurer une présence sécuritaire efficace, et la situation générale se détériorera.

34. Horne, p. 100.

35. *Ibid.* La ville algérienne de Sidi-Ferruch se trouve au bord de la Méditerranée. Elle a été le site initial de l'invasion française ordonnée par Charles X en 1830. Renseignements tirés du site [www.linternaute.com/histoire/motcle/1633/a/1/1/sidi\\_ferruch.shtml](http://www.linternaute.com/histoire/motcle/1633/a/1/1/sidi_ferruch.shtml) consulté le 20 novembre 2005.

36. *Ibid.*

37. Heggoy, p. 83

38. Martin S. Alexander et J. F. V. Keiger, éd., *France and the Algerian War 1954-62*, Londres, Frank Cass, 2002, p. 67-9.

39. Du moins pas dans les années 1950, car cela était sans doute possible en 2005.

40. Frank Kitson a élaboré ce concept de développement des sources de renseignement de bas niveau dans son ouvrage *Bunch of Five*, Londres, Faber and Faber, 1977, concept qui sera décrit plus en détail dans les prochaines sections.

41. Heggoy, p. 83.

42. *Ibid.*, p. 79.

43. Gil Merom, *How Democracies Lose Small Wars*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p. 111.

44. *Ibid.*

45. Une recherche ultérieure a révélé que c'était une question de perception, car les membres du FLN pensaient que, après la prise de pouvoir par de Gaulle en France, la révolution serait stoppée et qu'il faudrait se soumettre aux conditions de la France. En fin du compte, cette perception a eu l'avantage de favoriser le règlement de certains des griefs légitimes des Algériens. Horne, p. 315.

46. Heggoy, p. 232-233.

47. *Ibid.*, p. 233.

48. *Ibid.*, p. 1011.

49. *Ibid.* et Heggoy, p. 236.

50. Asprey (p. 1012-1013) soutient que, bien que les Français aient infligé des pertes au FLN, ils n'ont pas réussi à éliminer ce dernier, comme le prétend Heggoy (p. 235). Les deux auteurs s'entendent toutefois sur les conséquences stratégiques de la bataille, indépendamment de l'efficacité au combat du FLN par la suite.

51. Heggoy, p. 244.

52. David Sussman, « What's Wrong with Torture? », *Philosophy and Public Affairs*, vol 33, n° 1, 2005, p. 12.

53. Horne, p. 339.

54. Lynn, p. 25.

55. Charles Allen, *The Savage Wars of Peace*, Londres, Michael Joseph, 1990, p. 4.

56. L'armée britannique possède toujours trois bataillons des Royal Gurkha Rifles d'origine népalaise au sein de leur *Brigade of Gurkhas*. Les Gurkha, qui ont la réputation d'être des combattants féroces, continuent de servir en Afghanistan et en Iraq. Renseignements tirés du site [www.army.mod.uk/brigade\\_of\\_gurkhas/](http://www.army.mod.uk/brigade_of_gurkhas/).

57. *Ibid.*, p. 5.

58. *Oxford Reference Encyclopaedia*, p. 858.

59. Frank Kitson, p. 70-1.
60. Anthony Short, *The Communist Insurrection in Malaya 1946 — 60*, Londres, Frederick Muller Limited, 1975, p. 20.
61. *Ibid.*, p. 21-25.
62. *Ibid.*, p. 28-30.
63. Kitson, p. 76.
64. Asprey, p. 865.
65. *Ibid.*
66. *Ibid.*, p. 866.
67. Le Lieutenant-général Sir Harold Briggs cité dans Brian Stewart « Winning in Malaya: An Intelligence Success Story », *Intelligence and National Security*, vol 14, n° 4, 1999, p. 269.
68. Ibid. et Karl Hack, « British Intelligence and Counter-Insurgency in the Era of Decolonisation: The Example of Malaya », *Intelligence and National Security*, vol 14, n° 2, été 1999, p. 128.
69. Stewart, p. 269.
70. Hack, p. 128.
71. Stewart, p. 269
72. *Ibid.*, p. 270.
73. Hack, p. 124. Toutefois, le succès de cette politique fait toujours l'objet d'un débat. Dans Susan L. Carruthers, *Winning Hearts and Minds: British Governments, the Media and Colonial Counter-Insurgency, 1944-1960*, Londres, Leicester University Press, 1995, p. 91, l'auteur suggère en fait que, au début, la création de ces nouveaux villages a accru le ressentiment. Il a fallu attendre quelque temps avant que la réinstallation produise l'effet souhaité et celle-ci n'a aucunement été l'unique facteur expliquant le succès obtenu en Malaisie occidentale.
74. Asprey, p. 870.
75. *Ibid.*, p. 867.
76. *Ibid.*, p. 869.
77. Allen, p. 45-6.
78. Asprey, p. 872.
79. Dès le début, la manière exacte de qualifier l'ALRM a soulevé un débat considérable à Londres. De 1948 à 1952, pour des raisons qu'on peut estimer douteuses, on a utilisé le terme « bandit » au lieu d'« ennemi » ou d'« insurgé ». Ce n'est qu'en 1952 et après la nomination de Templer qu'on a inventé le terme « terroriste communiste » et autorisé son emploi pour désigner les membres de l'ALRM. Pour en savoir davantage sur ce débat sémantique, voir Susan L. Carruthers, p. 85.
80. Mockaitis, p. 53.
81. *Ibid.*
82. Kitson, p. 283.
83. Asprey, p. 871.
84. Le Major-général Richard Clutterbuck, vétéran de la campagne malaise cité dans Asprey, p. 871.
85. Sans compter les effets que de telles allégations ont eu sur les opérations en cours en Afghanistan et en Iraq.
86. Allen, p. 52.
87. *Ibid.*
88. *Ibid.*
89. Récit de John Woodhouse, officier du renseignement du 22 Special Air Service Regiment, cité dans Allen, *op. cit.*
90. *Ibid.*
91. Susan L. Carruthers, p. 89.
92. Mockaitis, p. vii. Quatre des sept sections de l'ouvrage de Mockaitis traitent explicitement de l'utilisation de la force.
93. « Are any of them ready to talk? », *The Economist*, 3-9 décembre 2005, p. 43.
94. *Ibid.*, p. 44.
95. Selon une entrevue réalisée avec le Major David Lambert, DDAT 4-2, le 10 novembre 2005.
96. Dans une note au dossier du 6 septembre 2005 intitulée « Covering note for Draft COIN Manual — Sep 05 », publiée au nom du Directeur — Doctrine de l'Armée de terre, Kingston, Ontario.
97. Rappelant les trois principes de Mockaitis, le manuel de la COIN propose de les remplacer par les neuf principes suivants :  
 Primauté des objectifs politiques;  
 Coordination entre tous les organismes civils;  
 Comprendre l'environnement dans lequel l'insurrection se déroule;  
 Exploiter les renseignements;  
 Isoler les insurgés de leur soutien matériel et moral;  
 Restreindre l'utilisation de la force;  
 Neutraliser les insurgés;  
 S'engager à long terme dans l'opération de COIN;  
 Effectuer une planification à long terme pour la période suivant l'insurrection.  
 Sauf les points f et g, qui portent sur l'utilisation de la force, les autres principes concernent la nature de la coopération civilo-militaire. Cette liste ne tient pas compte de la nécessité d'exécuter des opérations en petites unités. La liste est adaptée de la publication B-GL-323-004/FP-003, *Draft COIN Manual*, septembre 2005, chapitre 3.
98. Christian Lowe, « Can DO: Distributed operations taps big potential in the Marine Corps' small units », *Armed Forces*

---

*Journal*, septembre 2005, p. 32-35.

99. *Ibid.*, p 32.

100. On a utilisé ce concept avec succès lors d'opérations antérieures dans les Balkans et plus récemment en Haïti. Dans les Balkans, on a établi des « maisons de peloton » fonctionnant de manière indépendante plusieurs semaines à la fois. Durant les opérations en Haïti en 2004, des éléments de la taille d'un peloton étaient envoyés dans des petits villages, à plusieurs centaines de kilomètres du camp principal. Ces patrouilles opéraient pendant plusieurs jours, puis retournaient au camp de base.

101. B-GL-323-004/FP-003, *Draft COIN Manual*, septembre 2005, chapitre 3.



Visitez-nous en ligne à...

<http://www.army.forces.gc.ca/caj/>



---

# DE L'ETHOS À LA CULTURE : FAÇONNER L'AVENIR DU RENSEIGNEMENT DANS L'ARMÉE DE TERRE

---

Capitaine Andrew J. Duncan

L'émergence d'un environnement de sécurité particulièrement fluctuant pose d'innombrables défis aux corps et services du renseignement de nombreux pays. De nouvelles menaces risquent de se manifester rapidement, ce qui exige du personnel du renseignement une efficacité et un dynamisme accrus dans l'analyse et l'interprétation des situations complexes. À cause de cette tendance, des concepts doctrinaux en développement comme les « opérations axées sur le renseignement » obligent maintenant les officiers et les spécialistes du renseignement à redoubler d'efforts pour connaître et comprendre à un niveau sans précédent leurs ennemis potentiels. En outre, l'intérêt particulier que l'on porte aux aspects intangibles des conflits a encore élargi le soutien que doit apporter le personnel du renseignement aux opérations d'information. Cette nouvelle conjoncture, conjuguée à une explosion des capacités de traitement et de diffusion de l'information, attribuable aux réseaux informatiques, a débouché sur cette « ère de l'information » qui non seulement contribue à transformer les informations en renseignement, mais crée également une foule de défis au niveau de la gestion.

Il faut donc que le renseignement de l'Armée de terre des Forces canadiennes se montre à la hauteur de la situation tout en maintenant ses engagements opérationnels et en contribuant à l'ensemble de la profession des armes. Cependant, il se trouve confronté à un défi supplémentaire : le manque de sensibilisation au rôle du renseignement dans l'Armée de terre et à la fonction du renseignement en général, malgré les récents commentaires positifs des officiers généraux à cet égard.

Les défis auxquels le renseignement de l'Armée de terre est confronté lui imposent deux exigences incontournables. Premièrement, il doit transformer sa propre culture interne pour s'adapter à l'environnement de sécurité désormais instable. À long terme, ces changements lui seront bénéfiques en ce qu'il sera mieux en mesure de remplir son rôle et de soutenir efficacement les opérations. Deuxièmement, le renseignement doit modifier les perceptions de l'Armée de terre à son endroit. Une connaissance réaliste des capacités du renseignement et des conditions indispensables à l'amélioration de l'efficacité opérationnelle profitera à l'Armée de terre.

Le présent essai vise à proposer aux intervenants-clés qui gèrent les ressources du renseignement de l'Armée de terre des moyens de transformer la culture du renseignement de l'Armée de terre ainsi que celle, plus large, de l'Armée de terre dans son ensemble. À cette fin, on recommandera un certain nombre de mesures liées à l'ethos du renseignement de l'Armée de terre, tel que proposé, et conçues pour avoir des répercussions à l'intérieur et à l'extérieur de la communauté du renseignement de l'Armée de terre.

---

## **Ethos et culture : de l'idéal au pratique dans le renseignement de l'Armée de terre et dans l'Armée de terre en général**

Le Concise Oxford Dictionary (1987) définit l'« ethos » comme « un esprit et des croyances caractéristiques d'une communauté, d'un système, d'une œuvre littéraire ou d'une personne » (trad. libre). L'ethos serait donc l'idéal intellectuel de ce qu'une institution ou communauté particulière devrait être. En revanche, la réalité qu'on appelle « culture » est définie comme « une forme, une étape ou un type particulier de développement intellectuel ». La relation entre l'ethos et la culture s'apparente à la distinction qui existe entre les verbes « devrait » et « est ». L'ethos représente un idéal ou une croyance, tandis que la culture représente une réalité. Quoique théorique par nature, l'ethos est un facteur d'unification critique de la profession des armes, car il réunit en un tout cohésif les compétences, les responsabilités et l'identité propres à cette profession par l'entremise de la culture qu'il influence.

Parce que l'ethos joue un rôle si important, il est occasionnellement nécessaire d'examiner l'ethos d'une profession afin de savoir s'il transforme la culture de manière à ce que les défis actuels et futurs puissent être relevés. Ce besoin est particulièrement aigu pour les officiers et les spécialistes du renseignement de l'Armée de terre. Pour les opérations, les relations humaines et les produits de l'analyse des liens sont en voie de devenir tout aussi importants que les cartes convenablement marquées. Les nouveaux spécialistes de l'espace de combat comme ceux de la coopération civilo-militaire (COCIM) et des opérations psychologiques (OPSPSY) utilisent ces produits et contribuent à leur création. De plus, les systèmes d'information fournissent une abondance de renseignements auxquels n'avaient pas accès les spécialistes et les analystes de la guerre froide. Cette nouvelle complexité et de nombreux autres défis commandent de réexaminer l'ethos du personnel du renseignement de l'Armée de terre ainsi que l'ethos des collègues liés à la fonction de renseignement sans être membres du renseignement.

Le renseignement de l'Armée de terre doit examiner son ethos et définir l'idéal qu'il cherche à atteindre. Ce travail doit évidemment se faire dans le contexte de l'ethos de l'Armée de terre et de l'ethos énoncé par la branche. Une fois défini cet idéal, il faudra choisir des buts pratiques qui y sont conformes afin de reproduire l'ethos dans la culture de l'Armée de terre et du renseignement de l'Armée de terre. On peut se fixer des buts à l'intérieur du renseignement de l'Armée de terre afin d'aborder les questions culturelles propres au renseignement ou l'on peut se fixer des buts à l'extérieur du renseignement pour changer les perceptions de l'Armée de terre à l'égard du renseignement.

### **L'ethos des Forces canadiennes et de l'Armée de terre**

L'ethos militaire des Forces canadiennes (FC) est décrit dans *Servir avec honneur*. L'ethos est constitué d'une série de composantes : croyances et attentes, valeurs canadiennes et valeurs militaires canadiennes fondamentales. Chacune de ses composantes fera l'objet d'une brève discussion.

Les croyances et les attentes fondamentales sous-jacentes au désir de servir dans les forces armées comprennent l'acceptation d'une responsabilité illimitée, l'esprit de combat, la discipline et le travail d'équipe. Par l'acceptation d'une responsabilité illimitée, les membres des FC acceptent et comprennent qu'on puisse leur donner l'ordre légitime de s'exposer au danger dans des conditions qui peuvent leur coûter la vie. À cela s'ajoute l'esprit combatif qui inculque aux individus les qualités morales, physiques et intellectuelles nécessaires pour fonctionner dans des conditions extrêmement dangereuses, éprouver des difficultés et entreprendre les missions qui leur ont été assignées avec confiance, ténacité et désir de vaincre. La discipline joue également un



---

rôle décisif, en instillant la confiance en soi, la résilience et la maîtrise de soi face à l'adversité. Enfin, l'esprit d'équipe permet aux militaires et aux unités de surmonter les situations les plus complexes et les plus dangereuses<sup>1</sup>.

La légitimité de la profession militaire repose sur l'acceptation, par ses membres, des mêmes valeurs et croyances qu'ils défendent dans la société, les seules limites à cette acceptation étant celles qui leur sont imposées par des exigences fonctionnelles. L'acceptation des valeurs canadiennes signifie que les FC et leurs membres doivent respecter les droits et libertés de tous les Canadiens, l'idéal démocratique sur lequel la démocratie parlementaire du Canada est fondée, les notions de paix, d'ordre et de bon gouvernement, la dignité des personnes, l'obéissance aux autorités légitimes, et le soutien de la règle de droit<sup>2</sup>.

Enfin et surtout, les valeurs militaires canadiennes que l'histoire et l'expérience ont enseigné à nos militaires sont essentielles à la conduite de toute opération militaire, y compris la guerre. Il y a quatre valeurs reconnues. La première et la plus importante, le devoir, incite les militaires, individuellement et collectivement, à s'efforcer d'atteindre les normes les plus élevées de rendement. La suivante, la loyauté, doit être fondée sur la confiance mutuelle, latérale et verticale, et exige fidélité tant aux camarades qu'à l'ensemble de la chaîne de commandement. L'intégrité tient également une place prépondérante. Elle consiste à s'engager de façon inébranlable à remplir ses obligations selon des principes établis tout en étant responsable de ses actions. Vient enfin le courage, une qualité personnelle distincte permettant de faire les choix appropriés selon sa conscience et de ne pas mesurer une action en fonction des difficultés physiques, des risques, des possibilités d'avancement qu'elle offre ou de sa popularité<sup>3</sup>.

Ensemble, ces composantes forment l'ethos militaire des FC et établissent le contexte de l'ethos de l'Armée de terre exprimé dans *L'Armée de terre du Canada*. Ce document est plus ancien que *Servir avec honneur* et constitue peut-être la source à laquelle ce dernier ouvrage a puisé bon nombre de ses idées, mais il continue d'éclairer la notion d'ethos véhiculée par l'Armée de terre dans le contexte des FC. L'ethos de l'Armée de terre repose sur quatre principes semblables aux valeurs militaires canadiennes promues par les FC. Le devoir et l'intégrité sont mis en relief, ainsi que la discipline (une composante qui semble fondamentale à la structure de l'ethos des FC). Toutefois, l'Armée de terre ajoute l'honneur à ses principes :

« ...L'honneur se reconnaît à la preuve de loyauté envers son unité et ses camarades; à l'offre du gîte à un adversaire et au respect intégral du droit des conflits armés, y compris le traitement humanitaire et la protection des ennemis capturés et des non-combattants; au respect des valeurs professionnelles et au maintien des traditions militaires; ainsi qu'à un comportement et une démarche de tous les jours caractérisés par la galanterie, la courtoisie, la dignité et la magnanimité »<sup>4</sup>.

L'Armée de terre complète ses principes avec les « vertus militaires » comme le sens du devoir, la loyauté, l'esprit de sacrifice, la fiabilité, la compétence, l'esprit d'initiative, le bon exemple et la capacité d'être une source d'inspiration pour les autres. L'Armée de terre du Canada définit ces vertus personnelles comme des conditions essentielles au soutien de l'ethos militaire, qui se manifestent de diverses manières dans l'ensemble de l'institution<sup>5</sup>.

Toute définition de l'ethos du renseignement de l'Armée de terre doit entrer dans les « cadres » établis pour l'ethos des FC et de l'Armée de terre. Les notions d'ethos étant très larges tant dans l'Armée de terre que dans les FC, il serait utile d'examiner brièvement la mission et la vision du renseignement de l'Armée de terre ainsi que les

---

buts culturels de la Direction de la disponibilité opérationnelle de la Force terrestre 2 (DDOFT 2) pour en circonscrire la nature exacte. Dans une présentation donnée au Sénat de la branche du renseignement, la mission du renseignement de l'Armée de terre est décrite comme suit :

« Soutenir toutes les activités de la Force terrestre, en particulier la mise en place de forces dotées de capacités de renseignement pouvant entrer en action en temps utile afin de contribuer au succès des missions des FC. » (trad. libre)

La même présentation fait état de la vision que nourrit le renseignement de l'Armée de terre face à son avenir :

« Une structure de renseignement militaire pleinement développée, viable, fondée sur des capacités et prenant appui sur des spécialistes qualifiés et motivés (de la Force régulière et de la Réserve), capables de fournir du renseignement pertinent en temps utile pour soutenir les activités de la Force terrestre à tous les niveaux »<sup>6</sup>. (trad. libre)

Plus loin au cours de la présentation, la DDOFT 2 identifie certains enjeux culturels auxquels est confronté le renseignement de l'Armée de terre, notamment :

- ◆ Aiguiser le sens de l'unité parmi le personnel.
- ◆ Accroître la sensibilisation de l'Armée de terre aux possibilités et limites du renseignement.
- ◆ S'adapter rapidement et efficacement à un contexte en évolution constante.
- ◆ Intégrer et former tous les membres de la Force terrestre à la fonction opérationnelle de Détection (le renseignement est axé sur les besoins du commandant, chaque soldat est un détecteur, les membres de la Force terrestre suivent une formation dans le domaine du renseignement, etc.)<sup>7</sup>.

Ces enjeux impliquent une certaine orientation quant à la forme que doit prendre l'ethos du renseignement de l'Armée de terre, qui doit tenir compte de la communauté du renseignement et de l'auditoire externe de l'Armée de terre.

## **L'ethos du renseignement de l'Armée de terre**

Pour bien comprendre la notion d'ethos proposée pour le renseignement de l'Armée de terre, nous la séparerons en deux parties. La première partie, constituée des « Exigences fondamentales du renseignement de l'Armée de terre », décrit ce que sont, d'après les enseignements de l'histoire, les caractéristiques essentielles d'une organisation de renseignement militaire qui a du succès. À certains égards, ces caractéristiques sont identiques aux principes régissant la fonction, l'organisation et le fonctionnement du système de renseignement de combat décrit dans la B-GL-357-001/FP-002 *Manuel de campagne — Le renseignement*. Cependant, ce dernier document est davantage axé sur « l'esprit » qui doit régner au sein de la fonction et du personnel du renseignement pour rencontrer le succès. La seconde partie, « Les valeurs des professionnels du renseignement », décrit les valeurs individuelles spécifiques auxquelles doit adhérer le personnel du renseignement de l'Armée de terre pour mener des activités de renseignement efficaces. Les exigences fondamentales du renseignement de l'Armée de terre sont les suivantes :

**Objectivité.** Pour permettre aux commandants et à leur personnel de bien comprendre l'environnement et l'ennemi, le personnel du renseignement doit prendre le point de vue le plus objectif possible. Bien qu'il soit tentant d'interpréter l'information en fonction des opinions d'un commandant, c'est la voie d'un échec assuré. Le personnel du renseignement doit fonder son évaluation de l'information sur une interprétation

---

concrète des faits. Il doit s'efforcer d'éviter les heuristiques pouvant biaiser le produit final. On sait qu'il est impossible d'éliminer complètement les partis pris, mais on peut mettre en œuvre des mesures de protection pour les réduire au minimum.

**Crédibilité.** N'importe qui peut apprécier une situation ou faire une évaluation. Des agences de presse qui n'ont à peu près pas d'information le font tout le temps. Ce qui distingue les comptes rendus du renseignement de l'Armée de terre des rapports des organes de presse, c'est la crédibilité et la fiabilité. Cette crédibilité des produits du renseignement de l'Armée de terre repose sur trois éléments : qualité intellectuelle, pertinence, et identité commune du personnel du renseignement et des « consommateurs » de ces produits. Les soldats ont tendance à faire confiance aux autres soldats parce qu'ils partagent des valeurs identiques et une même compréhension des choses. Toute lacune dans ces trois éléments peut entamer la crédibilité du renseignement et réduire son efficacité.

**Rapidité de réaction.** Le renseignement de l'Armée de terre doit faire preuve de « proactivité » en prévoyant les besoins des commandants. Lorsque surgit un besoin pressant, le personnel du renseignement doit y satisfaire de son mieux et soutenir les spécialistes. Le renseignement doit être proactif plutôt que réactif.

**Flexibilité.** Le personnel du renseignement de l'Armée de terre peut être appelé à intervenir dans les conditions les plus variées de l'ensemble du spectre d'intensité des conflits. On pourra lui demander de réaliser des produits pouvant varier énormément d'une mission à l'autre. Ce personnel doit en conséquence démontrer une flexibilité et adaptabilité remarquables.

**Rapidité.** À la guerre, le temps est une donnée critique. Cela est particulièrement vrai en guerre asymétrique où les adversaires sont agiles et difficiles à localiser avec précision. Pour être efficace, le renseignement de l'Armée de terre doit pouvoir fournir des produits renfermant la bonne information au bon moment, de manière que les spécialistes puissent l'examiner et agir en conséquence.

**Accessibilité.** L'information et le renseignement doivent être disponibles sous une forme utile aux utilisateurs. Le renseignement n'a aucune valeur s'il n'est pas diffusé ou s'il est inaccessible à ceux qui en ont besoin.

Pour les professionnels du renseignement militaire, les valeurs suivantes sont indispensables :

**Valeurs essentielles des Forces canadiennes et de l'Armée de terre.** Les professionnels du renseignement de l'Armée de terre sont d'abord des soldats et ensuite des spécialistes/officiers du renseignement. La crédibilité des membres du personnel du renseignement n'est pas fondée seulement sur la qualité de leur travail, mais aussi sur le respect que leur ont valu leurs qualités de soldat auprès de leurs pairs des FC et de l'Armée de terre. Aptes à combattre, compétents en techniques de campagne et habiles au maniement des armes, familiers avec le processus de planification des opérations (PPO) et profondément acquis à l'éthos et à la culture des FC/de l'Armée de terre, les professionnels du renseignement entretiennent avec les utilisateurs de leurs produits des liens qui renforcent leur crédibilité et leurs acquis militaires.

**Curiosité intellectuelle disciplinée.** Le personnel du renseignement de l'Armée de terre doit montrer qu'il désire ardemment connaître son environnement et comprendre ses adversaires. Mais son ardeur doit être tempérée par le fait qu'on ne peut tout apprendre et qu'en conséquence cette curiosité doit être axée sur le soutien dont ont besoin les commandants.

**Responsabilité.** Le personnel du renseignement de l'Armée de terre est responsable de l'exécution en temps utile d'un travail de qualité. Il doit être pleinement

---

responsable de son travail. L'acceptation de cette responsabilité, essentielle pour établir des relations utiles entre le renseignement de l'Armée de terre et l'Armée de terre dans son ensemble, stimulera la confiance dans les produits à base de renseignement.

**Objectivité et honnêteté.** Au niveau individuel, les membres du personnel du renseignement doivent s'efforcer de maintenir un certain degré d'objectivité dans leurs analyses. Ils doivent évaluer leurs adversaires en restant bien conscients de leurs propres partis pris et des heuristiques qu'ils ont privilégiées.

## **De l'éthos à la culture : Façonner l'avenir du renseignement dans l'Armée de terre**

Étant donné le plan proposé pour l'éthos du renseignement de l'Armée de terre, on pourrait intervenir concrètement pour lui donner la forme la plus proche de l'idéal recherché. À cette fin, les mesures pratiques recommandées ci-dessous sont classées par catégories qui sont elles-mêmes fondées sur les exigences et valeurs fondamentales des professionnels du renseignement de l'Armée de terre.

## **La crédibilité et les valeurs essentielles des Forces canadiennes et de l'Armée de terre**

Comme on l'a mentionné précédemment, les spécialistes et officiers du renseignement de l'Armée de terre accordent la prépondérance à leurs rôles de soldat et d'officier sur celui de professionnel du renseignement. Il est bien malheureux que le caractère interarmées de la branche du renseignement ait pu brouiller cette distinction aux yeux de certains. L'importance grandissante des produits à base de renseignement aux niveaux de commandement les moins élevés, une évolution attribuable à la réalité du « caporal stratégique », signifie qu'il est primordial de gagner la confiance même des membres les plus subalternes des FC/de l'Armée de terre. Il est vrai que des produits de qualité engendrent effectivement une certaine crédibilité, mais la crédibilité parmi les soldats s'établit généralement par les contacts constants qu'engendrent une formation et des difficultés communes. Cela est particulièrement vrai chez les officiers et les militaires du rang des niveaux subalternes, où les contacts avec le personnel du renseignement sont normalement pris en charge par la chaîne de commandement. De plus, les fluctuations constantes de l'espace de combat exigent que le personnel du renseignement comme celui des autres armes d'appui au combat soient préparés à combattre sans préavis aux côtés des soldats des armes de combat. La prise de mesures concrètes visant à renforcer la devise « d'abord des soldats » a donc un double avantage : accroître les compétences élémentaires dont le soldat a besoin sur les champs de bataille contemporains et établir la crédibilité de la branche parmi les futurs leaders des armes de combat. Il est donc recommandé de prendre les mesures suivantes :

**Établir des critères rigoureux pour sélectionner, dans l'Armée de terre, des effectifs destinés à la branche du renseignement.** La sélection, dans l'Armée de terre, de personnel pour la branche du renseignement devrait mettre l'accent sur les valeurs que doit posséder tout professionnel militaire. Il ne faut jamais compromettre la sélection pour satisfaire aux exigences du recrutement ou de la branche en matière de contingentement. Cette règle s'applique à la fois aux officiers et aux militaires du rang. Les normes actuelles pour le reclassement volontaire ou obligatoire du « parfait » officier ou le transfert de catégorie de service du postulant « idéal » sont un baccalauréat, des compétences moyennes en leadership et trois années de service avec de l'expérience opérationnelle. Ces critères de candidatures idéales décrivent ce qui semblerait être l'officier « moyen » des FC et non le type d'officier qui, dès son reclassement ou son transfert, rehausserait la crédibilité du renseignement de l'Armée

---

de terre comme celle de la branche du renseignement. Ces deux-là ne devraient pas simplement se contenter de militaires et d'officiers « moyens » dans leurs rangs, mais au contraire, miser sur les meilleurs parmi ceux qui ont démontré leur adhésion aux valeurs que doit véhiculer le personnel du renseignement. Les normes de sélection devraient être établies en conséquence et mettre l'accent sur un rendement au-dessus de la moyenne dans tous les aspects de la carrière des candidats.

**Créer des postes d'officier et de spécialiste du renseignement au Centre d'instruction au combat (CIC) de Gagetown et dans les centres d'instruction de secteur (CIS) de la Force terrestre.** Une mise en contact précoce, pendant leur instruction, des officiers et militaires du rang de niveaux subalternes avec le personnel du renseignement de l'Armée de terre, les sensibiliserait davantage à la fonction de renseignement et ferait peut-être du GPM du renseignement un débouché plus intéressant pour d'éventuels candidats. La rotation des capitaines subalternes aux postes d'instructeur dans le cadre de la Phase commune de l'Armée de terre (PCAT) encouragerait les membres de la communauté du renseignement de l'Armée de terre à maintenir/actualiser leurs compétences de soldat et de leader, ce qui contribuerait à combattre le stéréotype du « gros capitaine du renseignement ». À l'inverse, cette rotation des officiers subalternes relèverait le niveau de leurs connaissances en matière de renseignement puisqu'ils seraient mis en contact tôt dans leur carrière avec la communauté du renseignement de l'Armée de terre. De la même manière, le fait de mettre de jeunes militaires en présence de spécialistes du renseignement, compétents et brillants, qui occupent des postes de leaders, améliorerait leurs connaissances du renseignement tout en fournissant à des spécialistes du renseignement triés sur le volet une chance unique de consolider leurs compétences de soldat et de chef. À l'origine, ces affectations devraient être limitées à d'anciens officiers et spécialistes des armes de combat, car leur longue expérience de la profession leur donnerait la crédibilité nécessaire pour s'acquitter de leurs fonctions d'instructeur.

**Maximiser la participation au Cours de spécialiste du renseignement tactique (CSRT).** Voilà un excellent moyen de familiariser le personnel des armes de combat avec les produits du renseignement et de l'orienter vers la doctrine du renseignement des FC. Pour permettre aux commandants de sous-unité de disposer d'une capacité de renseignement organique même limitée, il faudrait qu'au moins un soldat par compagnie d'infanterie ou escadron blindé suive le cours. Les s/off supérieurs et les officiers subalternes devraient également avoir la possibilité de suivre ce cours, ce qui fournirait aux commandants de groupement tactique un bassin élargi de personnel détenant une formation formelle dans le domaine du renseignement.

**Contribuer régulièrement à des revues professionnelles militaires dans le domaine du renseignement.** On est curieux des autres cultures et des autres points de vue dans l'Armée de terre. Des articles réguliers, dans *Le journal de l'Armée du Canada*, traitant de questions liées au renseignement, de nos adversaires potentiels et des conflits en cours rehausseraient le prestige de la branche et familiariseraient l'Armée de terre avec les grands enjeux.

**Mettre en place des unités de renseignement de la Force régulière au sein de l'Armée de terre.** Dans l'Armée de terre canadienne, on perçoit généralement le renseignement comme une simple fonction d'état-major, ce qui a conduit à l'élimination de la compagnie de renseignement de la Force régulière et à l'établissement, dans l'Armée de terre, d'une chaîne de renseignement « technique » qui se distingue par sa faiblesse. Malheureusement, ces décisions ont eu des effets profonds. L'absence d'une solide chaîne de commandement et de contrôle « techniques » centralisés pour le renseignement de l'Armée de terre a entraîné des inefficiences dans la gestion des déploiements à l'étranger, tandis que l'absence d'une compagnie de renseignement de



la Force régulière a privé le renseignement de l'Armée de terre d'occasions de se développer et de mettre à l'essai de nouvelles idées et de nouveaux concepts. L'établissement d'une organisation centralisée et proprement habilitée contribuerait à rationaliser les ressources du renseignement dans l'ensemble de l'Armée de terre, alors que la mise en service d'une compagnie spécialisée dans le renseignement donnerait au renseignement de l'Armée de terre un « centre d'excellence » qui constituerait également un bassin de personnel du renseignement susceptible de déploiement en plus du personnel désigné aux termes du Plan de gestion de l'état de préparation.

**Inscrire le personnel du renseignement au Cours sur les opérations tactiques de l'Armée de terre — Armes de combat (COTAT AC) et au Cours élémentaire de leadership (CEL).** Actuellement, les officiers du renseignement suivent la version des Services de soutien au combat (SSC) du COTAT, alors que les spécialistes suivent la version des SSC du CEL. Comme les militaires des armes de combat sont les premiers « consommateurs » des produits du renseignement, les officiers et militaires du rang du renseignement devraient être confrontés à des situations de combat, si possible dans un environnement d'instruction, afin d'établir leur crédibilité et d'acquérir une compréhension des pressions auxquelles le personnel des armes de combat est soumis dans les opérations.

## **L'objectivité et la curiosité intellectuelle disciplinée**

C'est à la fois comme fondement du renseignement et comme valeur (avec l'honnêteté) que l'objectivité des analystes du renseignement est absolument essentielle pour la présentation d'évaluations exactes aux commandants. Bon nombre de catastrophes militaires auraient pu être prévenues si le personnel du renseignement avait rendu une analyse objective de la situation. Il faut donc fixer les conditions qui encourageront ce dernier à assumer pleinement ses responsabilités dans la plus grande objectivité. De plus, les visées intellectuelles susceptibles de renforcer les compétences requises au sein du renseignement de l'Armée de terre et de la branche devraient être



AS2006-0419a Le 10 mai 2006 PROVINCE DE KANDAHAR (Afghanistan) Photo : Sgt Dennis Power

Les services de renseignement ayant signalé des activités suspectes, on fouille les véhicules sur un chemin fréquemment emprunté par les insurgés talibans

---

soutenues, car il en résultera de meilleurs produits et des conseils mieux informés. À cette fin, les mesures suivantes sont recommandées :

**Établir un parcours de carrière pour les militaires du rang désirant devenir linguistes ou conseillers culturels.** Mais cette objectivité tant prisée se heurte à un obstacle important — les limites culturelles qui vont de pair avec l'ignorance des langues étrangères. De récentes expériences outre-mer ont démontré que si l'approche improvisée à la production de linguistes et de conseillers culturels autochtones (dont une bonne proportion sont des civils) donne des résultats positifs, le savoir collectif qu'elle crée à l'égard d'un théâtre et d'une culture particulière n'est pas transférable dans un autre contexte. L'établissement d'un parcours de carrière pour des linguistes autochtones qualifiés, semblable à celui que l'Intelligence Corps de la Grande-Bretagne a institué, doterait les FC d'une ressource précieuse susceptible d'améliorer leurs capacités d'analyse. Ces linguistes recevraient également une formation de spécialiste du renseignement, ce qui permettrait de les employer à des tâches extra-disciplinaires quand la demande pour leurs services linguistiques serait en baisse. Les individus qui choisiraient ce parcours de carrière devraient être considérés comme des spécialistes et payés en conséquence, étant donné leurs compétences uniques et la cadence opérationnelle élevée qui serait vraisemblablement le lot de ces professionnels<sup>8</sup>.

**Établir des programmes de formation dans une troisième langue.** Il est évident que tout le monde n'a pas le potentiel pour suivre une formation linguistique avancée, mais l'ensemble du personnel du renseignement de l'Armée de terre devrait avoir la possibilité de suivre une formation à temps partiel dans des langues et cultures choisies, ce qui contribuerait à accroître la compréhension des théâtres et des cultures de nos adversaires potentiels. Cette possibilité serait offerte aux militaires d'autres armes et branches, car des compétences linguistiques de base chez les soldats aideraient à saper les messages associés à certaines OPSPSY de nos adversaires. On pourrait même envisager d'attribuer des points supplémentaires à des fins d'avancement professionnel aux membres du personnel qui sont faibles dans une langue officielle, mais solides dans une troisième langue d'intérêt, en considération de leurs compétences linguistiques uniques.

**Accroître les possibilités offertes aux militaires du rang au chapitre des études supérieures.** Actuellement, les études supérieures sont accessibles aux officiers par le truchement des concours. Les militaires du rang peuvent néanmoins suivre des études subventionnées de premier et de deuxième cycles à temps plein, à la condition d'être commissionnés du rang. Étant donné que certains sous-officiers supérieurs du renseignement sont embauchés comme analystes tactiques dans des situations complexes, il est temps qu'on offre à ceux de ces sous-officiers supérieurs qui désirent rester en poste la possibilité de suivre des études universitaires pleinement subventionnées à temps plein au niveau du baccalauréat, de la maîtrise et du doctorat. La plupart des spécialistes expérimentés n'ont peut-être pas tous besoin d'un baccalauréat pour exécuter leurs tâches, mais un diplôme de premier cycle universitaire aide certainement au développement de la pensée critique et donnerait à des militaires du rang triés sur le volet des défis exceptionnels à relever. On devrait aussi reconnaître les réalisations des militaires du rang qui détiennent des diplômes universitaires en leur donnant des occasions accrues d'affectation et de promotion à des postes exigeants et stimulants.

**Créer des postes à long terme dans le domaine du renseignement dans le théâtre.** Une véritable familiarité avec un théâtre ne peut se développer qu'au terme d'un contact prolongé avec les événements et les opérations qui s'y déroulent. Au cours de la période coloniale, les officiers britanniques, français et hollandais vivaient essentiellement pendant des années dans les colonies de leurs pays respectifs. C'est

---

ainsi qu'ils ont acquis une compréhension profonde de la dynamique tribale, religieuse et politique qui s'y exprimait et qu'ils ont appris à manipuler pour atteindre les buts de leurs armées respectives. L'avènement des transports aériens a transformé cette situation et, pour la plupart des forces armées, les rotations d'effectifs s'effectuent maintenant à des intervalles de 6 à 12 mois dans le théâtre. La tendance à raccourcir la durée des déploiements a certes des effets bénéfiques sur le moral, en particulier chez le personnel marié, mais la durée normale des missions n'est plus assez longue pour permettre l'acquisition d'un niveau de connaissances aussi élevé que dans les armées coloniales. Comme la culture ambiante dans la plupart des théâtres d'opérations devrait être très différente de la culture libérale occidentale caractéristique du Canada, on devrait envisager des missions de 12 à 18 mois pour certains postes d'analyste. De plus, en nommant à ces postes du personnel célibataire sans enfants et en instaurant de meilleurs régimes de congés, on réduirait le risque d'épuisement professionnel parmi les officiers et les militaires du rang qui occuperaient ces postes. Cette façon de faire fournirait aux commandants et à leur personnel des ressources humaines très bien informées des complexités d'un théâtre et créerait des experts en théâtre pouvant être employés ensuite au bureau du Chef du renseignement de la Défense (CRD).

### **Responsabilité, flexibilité, rapidité et accessibilité**

La capacité de réaliser rapidement des produits variés et de les diffuser à ceux qui en ont besoin est la marque d'un système de renseignement efficace. Comme pour la boucle d'observation, d'orientation, de décision et d'exécution, le cycle du renseignement doit être le plus court possible pour favoriser l'établissement des conditions qui procureront aux commandants la supériorité de l'information. Cela est particulièrement vrai dans l'environnement contemporain où plane continuellement la menace, où des acteurs non étatiques, affiliations tribales, associations de malfaiteurs, liens familiaux et autres réseaux peuvent rendre la conjoncture incroyablement complexe. Pour réussir à conserver sa flexibilité, son opportunité et son accessibilité dans ce nouvel environnement, le renseignement de l'Armée de terre comme la branche du renseignement doit prendre les mesures suivantes :

**Mettre en œuvre des programmes d'échange au niveau de l'Armée de terre avec le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), la Gendarmerie royale du Canada (GRC), le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) ainsi que leurs partenaires australiens, américains, britanniques et néo-zélandais.** Tous les membres du personnel du renseignement de l'Armée de terre devraient être en contact avec les organismes du portefeuille de Sécurité publique et Protection civile Canada (SPPCC) à un moment donné dans leur carrière afin d'enrichir leurs connaissances pratiques du renseignement de sécurité, qui s'intéresse notamment aux menaces potentielles auxquelles le personnel des FC à l'étranger peut avoir à faire face. Des organisations terroristes mondiales sont présentes en territoire canadien où elles mènent des opérations de blanchiment d'argent ou des opérations psychologiques. Une familiarisation avec ces opérations au Canada pourrait se traduire par une compréhension accrue de nos adversaires à l'étranger sans compromettre la séparation des champs de compétences du SCRS et de la GRC. Ces programmes d'échange comporteraient des mesures visant à protéger les intérêts bien distincts de la défense et de la sécurité. Par ailleurs, le personnel canadien est rarement envoyé en mission sans ses partenaires alliés traditionnels, à savoir les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Étant donné l'étroitesse des relations qu'entretient le Canada avec ces partenaires et la grande intégration des systèmes de renseignements alliés, on pourrait créer des postes permutables afin de familiariser les officiers canadiens avec les systèmes nationaux alliés.

---

**Établir un système unique de regroupement de l'information.** Le regroupement de l'information est le pivot de la fonction de renseignement. Mais on se plaint souvent que les centres du renseignement de toutes sources (CRTS) emploient des systèmes de regroupement « inopportuns » ou trop différents des systèmes établis que l'on utilise généralement pour la formation/l'instruction. Il faudrait donc fixer des normes de regroupement et créer un outil de recherche efficace si l'on ne veut pas rater des occasions de frapper juste. L'établissement de normes sera difficile en raison des rapides avancées de la technologie et des préférences individuelles des analystes adjoints. Pourtant, seule une approche systématique et commune à la catégorisation des données peut garantir l'opportunité et la flexibilité du renseignement. D'un point de vue culturel, l'importance d'un système de regroupement unique devrait être soulignée à tous les niveaux avec une insistance voisine de celle qu'on met à recommander la systématisation des exercices de maniement des armes.

**Établir un modèle de carrière unique pour le personnel du renseignement de l'Armée de terre.** Actuellement dans l'Armée de terre, les militaires du rang et officiers subalternes du renseignement qui réussissent le Cours élémentaire d'officier d'infanterie (CEOI) et le Cours de spécialiste du renseignement NQ5A peuvent recevoir des affectations très variées auprès du personnel du CEMAT et des officiers de garde au Centre de commandement de la Défense nationale (CCDN), au bureau du CRD ou dans une brigade. Quelques officiers et militaires du rang reçoivent donc un enseignement précoce qui les familiarise avec la fonction de renseignement au sein de l'Armée de terre, tandis que les autres n'en reçoivent pas. Aux fins de leur perfectionnement professionnel, il faut absolument que les membres du personnel du renseignement de l'Armée de terre soient mis en contact le plus rapidement possible dans leur carrière avec un environnement quelconque de l'Armée de terre, alors qu'ils sont encore impressionnables. La création d'un nombre suffisant de postes aux niveaux des brigades et/ou de postes réservés au personnel du renseignement de l'Armée de terre permettrait à certains d'obtenir une première affectation à un poste normalisé. Les affectations ultérieures pourraient être dans l'Armée de terre ou dans un environnement interarmées, selon les exigences de la branche du renseignement.

**Créer des postes ne relevant pas du renseignement au sein des cellules toutes sources (CTS).** On accuse trop souvent le personnel du renseignement de s'isoler dans sa bulle et de ne pas avoir de contact avec la réalité. L'affectation, au sein de CTS, de spécialistes qui n'appartiennent pas au renseignement, mais qui ont une expérience pratique du domaine, pourrait offrir de nouvelles perspectives sur la meilleure façon de diffuser les produits du renseignement. Pensons aux caporaux qui viennent de terminer leur Cours de renseignement tactique. On les familiariserait avec les produits réalisables et les informations d'importance. À leur retour à leur unité régulière, ils seraient mieux en mesure de servir leur bataillon ou leur compagnie, ce qui serait particulièrement utile pour le Régiment d'opérations spéciales du Canada (Rég OSC) ou les bataillons déployés dans des endroits isolés où les conseils de l'officier d'état-major du renseignement (S2) ne sont pas toujours immédiatement accessibles.

**Réexaminer la matière relative au renseignement dans les cours professionnels de l'Armée de terre.** Chaque cours suivi par les officiers de l'Armée de terre devrait mettre en valeur le renseignement. Actuellement, le Cours des opérations de l'Armée de terre donné au Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne (CCEFTC) souligne l'importance du processus d'analyse tactique graphique (ATG). Il n'y a pas que l'ATG qui devrait être étudiée, d'autres aspects de la fonction de renseignement devraient être mis en relief. Des disciplines, capacités et produits variés qui sont propres au renseignement devraient être passés en revue dans le cadre d'une initiation des futurs planificateurs d'état-major aux avantages

---

du renseignement. Le Cours du commandant d'équipe de combat (CCEC) et le Cours de commandant d'unité ne devraient pas traiter que de l'ATG mais inclure de la matière supplémentaire sur le renseignement.

## Idées diverses

**Instituer le port d'un béret vert cyprès au sein du renseignement de l'Armée de terre.** L'une des conclusions exposées dans *Les soldats du Canada : ethos militaire et valeurs canadiennes dans l'Armée de terre du XXI<sup>e</sup> siècle* est que les soldats valorisent l'identité. En effet, ils sont très fiers de s'identifier à des groupes particuliers : leur branche/corps, leur régiment, leur compagnie, etc. Or, ces identités sont souvent fondées sur l'exécution d'un régime d'entraînement rigoureux et/ou sur l'acceptation d'un accroissement du risque pour les personnes<sup>9</sup>. Ce tribalisme au sein de l'Armée de terre canadienne s'exprime par les insignes de casquette, de col, de brigade, de parachutiste (ailes), de plongeur (dauphin), les bérets de couleur et d'autres symboles.

La tradition veut que la plupart des identités dont les militaires font grand cas soient liées à la condition physique et à la bravoure. Par exemple, le parachutiste obtient son béret marron et son insigne en suivant un cours très exigeant sur le plan physique, qui lui permet finalement de surmonter sa peur du vide et de l'altitude. Pourtant, il devient de plus en plus apparent en ce début de 21<sup>e</sup> siècle, que la forme physique et la bravoure ne suffisent plus pour gagner la guerre. Les nouvelles conditions du succès exigent aussi, désormais, de l'ingéniosité, du savoir et de la sagesse, surtout dans l'espace de combat immatériel. Toutefois, il y a peu de symboles distinctifs pour récompenser l'excellence dans ces domaines.

Les professionnels du renseignement militaire sont choisis en fonction de leur habileté à recueillir, traiter, gérer et diffuser l'information. Leurs compétences exigent la capacité d'absorber et de passer au crible de vastes quantités d'informations. Les membres du renseignement sont ensuite tenus de puiser dans leur expérience militaire antérieure pour regrouper données et informations brutes en un produit complet/tableau exhaustif pour le bénéfice du commandant. On doit compter sur eux pour présenter leurs constatations avec franchise et honnêteté, même si celles-ci contredisent les croyances et les opinions du commandant ou de son personnel. Pour comble, s'ils veulent conserver leur crédibilité auprès de leurs pairs, ils doivent s'en distinguer par leurs vastes connaissances sur les forces amies et des compétences de soldat de haut niveau. Et par surcroît, ils doivent accomplir leurs tâches sous le stress du combat. Il n'y a pas beaucoup d'autres groupes professionnels dans l'Armée de terre qui doivent faire face à des défis d'une telle ampleur, de sorte que les membres du renseignement devraient être reconnus par un symbole unique en plus de l'insigne de casquette.

Il est donc proposé d'instituer le port du béret vert cyprès dans le renseignement de l'Armée de terre, sur le modèle de celui de l'Intelligence Corps de l'armée britannique, afin de reconnaître les compétences uniques de son personnel. Les membres du personnel seraient autorisés à le porter après avoir réussi une formation conforme aux normes établies pour leur profession, par exemple le Cours de spécialiste du renseignement NQ5A ou le CEOI. Ce nouveau symbole stimulera l'esprit de corps, étendra la renommée du renseignement au sein de l'Armée de terre et constituera un témoignage de reconnaissance envers des spécialistes qui exercent des compétences essentielles dans les opérations d'information. Des restrictions dictées par le bon sens s'appliqueraient évidemment au privilège de porter le béret vert. Au cours des déploiements à l'étranger, par exemple, les bérets verts des FC seraient portés avec l'écusson du Canada aux fins de la sécurité des opérations.



---

**Tenir des séminaires de perfectionnement annuels à l'intention du renseignement de l'Armée de terre.** Actuellement, la branche n'a pas de cours avancé pour les officiers du renseignement à l'intention des capitaines avec ancienneté et des majors nouvellement promus. À cet égard, la branche est unique, car la quasi-totalité des autres GPM des FC disposent d'une forme quelconque de formation professionnelle avancée pour leurs membres. Comme mesure provisoire, la DDOFT 2 est en voie d'organiser un séminaire de perfectionnement professionnel à l'intention de cette clientèle, qui aura lieu dans la région d'Ottawa. Ce séminaire devrait être offert sur une base régulière même si l'École du renseignement militaire des Forces canadiennes (ERMFC) devait élaborer un cours d'officier du renseignement de niveau avancé à titre d'activité de perfectionnement professionnel axée sur l'Armée de terre, qui intégrerait de la matière relative au leadership, à la doctrine et au PPO. Cette activité devrait viser également les sous-officiers supérieurs et le personnel des autres groupes professionnels.

## **Changements culturels et attentes réalistes**

Chacune des mesures recommandées ci-dessus est conçue pour soutenir les principes ou valeurs spécifiques que doit véhiculer le personnel du renseignement pour établir la crédibilité dont il a besoin afin d'offrir des conseils impartiaux aux commandants et à leurs états-majors. Mais la culture ne se change pas en un clin d'oeil. Les avantages des changements apportés par la mise en œuvre d'une recommandation ne se feront peut-être pas sentir avant des années, et l'évaluation de l'efficacité des mesures appliquées ne peut se faire qu'avec des moyens subjectifs. En conséquence, les intervenants devraient tenter de modérer leurs attentes en faisant preuve de patience et en acceptant de bon cœur une bonne dose d'incertitude.

À ces difficultés s'ajoutent de nombreux autres problèmes. Le renseignement de l'Armée de terre ne dispose pas du financement ou des effectifs pour mettre en pratique certaines des idées exprimées ci-dessus. Cependant, toute expansion rapide du personnel du renseignement de l'Armée de terre avant la mise en œuvre de réformes culturelles risquerait de ralentir le rythme des réformes, car le nouveau personnel adopterait les vieilles attitudes du personnel en place. On doit donc trouver un équilibre entre la mise en place de changements culturels et l'expansion souhaitée. Les champs de compétence représentent un défi supplémentaire. Seule la DDOFT 2 est habilitée à appliquer des recommandations dans l'Armée de terre. Certaines recommandations doivent être approuvées par un certain nombre d'organisations de l'Armée de terre ou des FC. D'autres doivent être pleinement approuvées par la branche du renseignement et peut-être les autres services, ce qui peut se révéler particulièrement difficile, car la Marine et la Force aérienne ont des attitudes et des approches différentes à l'égard du renseignement et pourraient ne pas voir la nécessité d'une transformation dans la mesure où le financement de la branche est concerné. Si le renseignement de l'Armée de terre devait adopter certaines recommandations formulées ci-dessus, une analyse devrait être faite pour identifier les intervenants à consulter.

## **Conclusion**

Le renseignement de l'Armée de terre se trouve à un carrefour. En raison du regain d'intérêt des commandants pour la fonction de renseignement, la branche doit absolument identifier les valeurs et les exigences fonctionnelles qui feront du renseignement de l'Armée de terre une organisation réputée pour l'excellence des services qu'elle rend aux commandants, aux FC et au Canada. Le nouvel ethos devrait se concrétiser dans la culture grâce à un train de mesures liées aux croyances, attentes et autres éléments dont il est constitué, de manière que soient respectées les



---

contraintes imposées par le financement, les ressources humaines, l'Armée de terre et les FC. Or, c'est justement ce que font les recommandations proposées dans le présent article, puisqu'elles énoncent des idées conçues pour insérer encore plus profondément le renseignement de l'Armée de terre dans l'ethos de l'Armée de terre, tout en faisant valoir les qualités uniques requises du personnel du renseignement. Finalement, ce sont les chefs de l'Armée de terre et de la branche du renseignement qui doivent déterminer le cours de l'évolution du renseignement de l'Armée de terre et soutenir jusqu'à leur terme les initiatives et autres tentatives de transformation suggérées (ou non) précédemment.

---

## Au sujet de l'auteur ...

Le Capitaine Andrew Duncan, titulaire d'une maîtrise ès arts de l'Université de Toronto, est un officier du renseignement actuellement en poste à la Direction de la Disponibilité opérationnelle de la Force terrestre, à Ottawa. Il s'est joint au Toronto Scottish Regiment (Queen Elizabeth the Queen Mother's Own) en 1994, et a été admis dans le Programme d'intégration à la Réserve — Officiers en 1997. Il a été reclassé dans la Force régulière en 2004 et a terminé son cours d'officier du renseignement — niveau élémentaire en avril 2006.

---

## Notes

1. Académie canadienne de la Défense. *Servir avec honneur : La Profession des armes au Canada*. (Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2003), p. 30.
2. *Ibid*, p. 33.
3. *Ibid*, p. 35.
4. *L'Armée de terre du Canada : Nous protégeons nos foyers et nos droits*. (Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 1998) p. 38.
5. *Ibid*, p. 39.
6. Lcol J.D. Villeneuve. Présentation en PowerPoint donnée au Sénat de la branche du renseignement, 20 juin 2006.
7. *Ibid*.
8. Col P. Taillon, entrevue menée par l'auteur le 4 août 2006, Bureau du Conseil privé, Ottawa, notes manuscrites.
9. Directeur général — Développement des capacités de la Force terrestre. *Les soldats du Canada : ethos militaire et valeurs canadiennes dans l'Armée de terre du XXI<sup>e</sup> siècle*. (Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2005) p. 63.



Visitez-nous en ligne à...

<http://www.army.forces.gc.ca/caj/>



---

# UNE ÉTUDE DE CAS SUR LE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL : LA PRÉPARATION DE MCNAUGHTON À ASSUMER LE HAUT COMMANDEMENT AU COURS DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Capitaine John N. Rickard

*Je suis certain que nous venons de prendre la plus importante des décisions, et  
que nous avons fait le bon choix.*

**Mackenzie King au sujet de la décision d'accorder à  
McNaughton le commandement la 1<sup>re</sup> Division du Canada.**

Andrew McNaughton joue un rôle déterminant dans le développement des forces armées du Canada au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Vers la fin de 1939, il mène la 1<sup>re</sup> Division d'infanterie du Canada en Europe. Au milieu de 1940, il déjà lieutenant-général et commandant du VII Corps britannique qui, le jour de Noël de cette même année, est rebaptisé Corps d'armée du Canada. Sur les bases de l'embryonnaire organisation de 1939, McNaughton supervise l'expansion du Service canadien de la force active jusqu'à en faire, en avril 1942, la puissante organisation de la 1<sup>re</sup> Armée du Canada. En juin 1940, il participe à l'infructueuse tentative de rétablissement du Corps expéditionnaire britannique en France, après Dunkerque. Il autorise le raid sur Dieppe d'août 1942 et le déploiement des formations canadiennes en Sicile de juillet 1943.



Bibliothèque et Archives Canada C-018223

Juillet 1940, le Général sir Allan Brooke visite des troupes canadiennes.

---

*Rickard, Capitaine John N. 'Une étude de cas sur le perfectionnement professionnel : la  
préparation de McNaughton à assumer le haut commandement au cours de la Deuxième  
Guerre mondiale' Le Journal de l'Armée du Canada Vol. 9.3 (hiver 2006) 60-78*



Bibliothèque et Archives Canada

Le premier ministre W.L. MacKenzie King et le Lieutenant-général A.G.L. McNaughton.

McNaughton se fait retirer le commandement de la 1<sup>re</sup> Armée du Canada six mois avant le débarquement en Normandie. Quatre personnes participent à cette décision : le Chef de l'état-major général impérial (CEMGI) — le Général sir Alan F. Brooke, le commandant en chef des Forces territoriales — le Lieutenant-général Bernard Paget, — ministre de la Défense du Canada — James Layton Ralston et le Chef de l'état-major général (CEMG) — le Lieutenant-général Kenneth Stuart. Leur décision est en partie motivée par leur certitude bien ancrée que McNaughton n'a pas les capacités nécessaires pour commander la 1<sup>re</sup> Armée du Canada au combat; ils remettent également son professionnalisme en question. La présente étude de cas porte sur la préparation effectuée entre les deux guerres par McNaughton en vue d'occuper un haut poste de commandement.

McNaughton est un brillant scientifique titulaire d'un diplôme d'études supérieures en génie de l'université McGill. Pendant toute la Première Guerre mondiale, il met son expertise scientifique au service de l'amélioration de l'efficacité de l'artillerie canadienne. Le travail qu'il effectue alors en qualité d'officier des opérations de contre-batterie est évalué comme « supérieur » même par ses critiques. Selon le Général sir Arthur Currie, McNaughton serait non seulement le meilleur artilleur de l'Empire, mais encore le meilleur artilleur du monde<sup>1</sup>. À la fin de la guerre, McNaughton est âgé de trente-deux ans. Il planifie de poursuivre ses études scientifiques et d'entreprendre une prometteuse carrière d'ingénieur. Ses plans d'études universitaires d'après-guerre avortent lorsque Currie, nouvellement affecté aux fonctions d'inspecteur-général de la Milice du Canada, intervient personnellement pour qu'il reste dans les forces armées. Currie veut que McNaughton siège au comité Otter, organisme chargé d'incorporer les unités du Corps expéditionnaire canadien à la Milice d'après-guerre. Cet état de choses est malheureux parce que pendant que d'autres futurs commandants de la Deuxième guerre mondiale, tel George S. Patton fils, se consacrent (au moins pendant un certain temps) à l'étude du rôle des chars, McNaughton consacre essentiellement son temps aux compressions des dépenses<sup>2</sup>.

Après avoir participé aux travaux du comité Otter, McNaughton commence sa fulgurante ascension jusqu'au sommet de la profession militaire au Canada. Les historiens accordent généralement peu d'attention au fait qu'il ait progressé beaucoup trop rapidement dans le cadre des forces armées d'entre-deux-guerres. En janvier 1920, il est affecté à Ottawa au poste de Directeur de l'instruction militaire et des travaux d'état-major, dans la Force permanente. Il détient le grade de lieutenant-colonel breveté, de colonel temporaire et de brigadier-général intérimaire. Si on le compare à

Brooke, le CEMGI, ce dernier n'atteint le poste équivalent dans l'armée britannique qu'en 1936, mais il détient alors le grade effectif de major-général<sup>3</sup>. En 1920, Bernard L. Montgomery est rétrogradé au grade de major breveté alors que Patton, colonel au cours de la Première Guerre mondiale, connaît le même sort et ne redevient lieutenant-colonel qu'en mars 1934, après avoir détenu le grade de major pendant près de quatorze ans.

Pendant sa progression vers le sommet, différentes occasions de perfectionnement professionnel sont offertes à McNaughton. En 1921, Currie, convaincu depuis longtemps du brillant avenir qui attend McNaughton, l'envoie au Staff College, à Camberley, sur les traces de Brooke et de Montgomery, qui ont respectivement participé au cours en 1919 et en 1920. Camberley a été fondé en 1858 pour tenter d'améliorer le pitoyable rendement des commandants et officiers d'état-major britanniques pendant la guerre de Crimée. Comme la Grande-Bretagne n'a pas créée d'état-major général régulier dans la même veine que celui des Allemands avant 1906, les « penseurs » militaires se trouvent à Camberley<sup>4</sup>. Brian Horrocks, commandant du XXX Corps, désigne le Collège d'état-major comme « l'institution fondamentale d'enseignement de toutes les connaissances militaires », alors qu'Oliver Leese, commandant de la 8<sup>e</sup>



Bibliothèque et Archives Canada C-018250

District d'Aldershot, le Général Gamelin, commandant en chef allié et membre du Conseil suprême de guerre, visite des troupes canadiennes.

Armée en Italie, après le départ de Montgomery, déclare que le Collège permet « d'apprendre à travailler »<sup>5</sup>. Au moyen d'exposés, d'exercices à la caisse à sable, d'exercices tactiques sans troupes et de discussions en groupe d'étude, les officiers qui séjournent à Camberley reçoivent l'instruction qui leur permet d'occuper les postes jusqu'au niveau de major de brigade ou d'un niveau équivalent.

Même si Montgomery ne peut même pas se souvenir s'il fait bien à Camberley, à l'instar de Brooke, McNaughton, membre de la division principale<sup>6</sup>, impressionne le

|                            | Staff College, Camberley | Quetta | Imperial Defence College |
|----------------------------|--------------------------|--------|--------------------------|
| +Wavell, Archibald         | 1909-10                  | -----  | -----                    |
| +Dill, John**              | 1913                     | -----  | -----                    |
| #Ironsides, Edmund         | 1913-14                  | -----  | -----                    |
| #Alan F. Brooke, **        | 1919                     | -----  | 1927                     |
| +O'Connor, Richard*        | 1919                     | -----  | 1935                     |
| <b>+Pearkes, George R.</b> | <b>1919</b>              | -----  | <b>1937</b>              |
| +Gort, John*               | 1919/20                  | -----  | -----                    |
| +Wilson, Henry Maitland*   | 1919                     | -----  | -----                    |
| +Montgomery, Bernard*      | 1920                     | -----  | -----                    |
| +Paget, Bernard            | 1920                     | -----  | -----                    |
| <b>#McNaughton, A.G.L.</b> | <b>1921</b>              | -----  | <b>1927</b>              |
| <b>#Crerar, H.D.G.</b>     | <b>1923</b>              | -----  | <b>1934</b>              |
| +Percival, Arthur*         | 1923-24                  | -----  | 1935                     |
| <b>++Pope, Maurice</b>     | <b>1924-25</b>           | -----  | -----                    |
| <b>+Sansom, E.W.</b>       | <b>1925</b>              | -----  | -----                    |
| +Alexander, Harold         | 1926                     | -----  | 1930                     |
| +Slim, William*            | -----                    | 1926   | 1937                     |
| +Auchinleck, Claude        | -----                    | 1920   | 1927                     |
| #Cunningham, Alan          | 1925                     | -----  | 1937                     |
| +Leese, Oliver*            | 1927-28                  | -----  | -----                    |
| <b>++Stuart, Kenneth</b>   | <b>1927</b>              | -----  | -----                    |
| +Dempsey, M.C.             | 1927                     | -----  | -----                    |
| ^McCreery, Richard         | 1928                     | -----  | -----                    |
| <b>^Foster, Harry</b>      | <b>1928</b>              | -----  | -----                    |
| <b>++Burns, E.L.M.</b>     | <b>1928-29</b>           | -----  | <b>1938-1939</b>         |
| +Ritchie, Neil             | 1929                     | -----  | -----                    |
| <b>+Salmon, H.L.</b>       | <b>1931</b>              | -----  | -----                    |
| +Horrocks, Brian*          | 1931-32                  | -----  | -----                    |
| <b>++Stein, C.R.S.</b>     | <b>1932-33</b>           | -----  | -----                    |
| <b>+Vokes, Chris</b>       | <b>1934-35</b>           | -----  | -----                    |
| <b>+Keller, Rod</b>        | <b>1936</b>              | -----  | -----                    |
| <b>#Simonds, Guy G.</b>    | <b>1936-37</b>           | -----  | -----                    |
| <b>+Foulkes, Charles</b>   | <b>1937</b>              | -----  | -----                    |
| <b>+Hoffmeister, B.M.</b>  | -----                    | -----  | -----                    |
| <b>^Foster, Harry</b>      | <b>1939</b>              | -----  | -----                    |

\* Indique une position ultérieure comme membre de la direction du groupe d'études à Camberley ou au Imperial Defence College.

\*\* Indique un membre de la direction du groupe d'études dans les deux écoles

# Artillerie

^ Cavalerie

+ Infanterie

++ Génie

Le **caractère gras** indique ceux qui ont été relevé de leur fonction de commandement lors de la Deuxième Guerre mondiale.

**Tableau 1: Instruction avancée pour les officiers supérieurs canadiens et britanniques, 1919-1939**

|                            | Bon   | Reg   | Bde            | Div   | Corps d'armée |
|----------------------------|-------|-------|----------------|-------|---------------|
| Alan F. Brooke             | ----- | ----- | 1934           | 1937  | 1939          |
| Alexander, Harold          | 1922  | 1927  | 1934           | 1938  | 1940          |
| <b>Anderson, Kenneth</b>   | 1929  | ----- | 1937           | 1940  | 1941          |
| <b>Auchinleck, Claude</b>  | 1929  | ----- | 1933           | ----- | 1940          |
| Bradley, Omar N.           | ----- | ----- | -----          | 1942  | 1943          |
| Crerar, Harry D.G.         | ----- | ----- | -----          | 1943  | 1943          |
| <b>Cunningham, Alan G.</b> | ----- | ----- | 1937           | 1938  | 1941          |
| Dempsey, Miles C.          | 1938  | ----- | 1939           | 1941  | 1943          |
| Eisenhower, Dwight D.      | 1940  | ----- | 1919           | ----- | -----         |
| Gort, John S.V.            | ----- | ----- | -----          | 1930  | -----         |
| Hodges, Courtney           | ----- | ----- | -----          | ----- | -----         |
| Ironside, William E.       | ----- | ----- | -----          | 1926  | -----         |
| Leese, Oliver              | 1936  | ----- | -----          | 1941  | 1942          |
| McCreery, Richard          | ----- | 1935  | 1940           | 1940  | 1943          |
| <b>McNaughton, Andrew</b>  | ----- | ----- | -----          | 1939  | 1940          |
| Montgomery, Bernard        | 1931  | ----- | 1937           | 1938  | 1940          |
| Paget, Bernard C.T.        | ----- | ----- | 1936-37        | 1940  | -----         |
| Patch, Alexander M.        | ----- | 1942  | -----          | 1942  | 1942          |
| Patton Jr., George S.      | 1920  | 1938  | 1919/1940 1941 |       | 1942          |
| Ritchie, Neil              | 1938  | ----- | -----          | 1940  | -----         |
| Slim, William J.           | 1938  | ----- | 1939           | 1941  | 1942          |
| Simpson, William H.        | ----- | 1925  | -----          | 1941  | 1942          |
| <b>Wavell, Archibald</b>   | ----- | ----- | 1930           | 1935  | 1938          |
| Wilson, Henry Maitland     | 1927  | ----- | 1936           | 1937  | 1939          |

Le **caractère gras** indique ceux qui ont été relevé de leur fonction de commandement lors de la Deuxième Guerre mondiale.

**Tableau 2: Expérience relative du commandement par McNaughton lors de l'entre-deux-guerres**



---

personnel d'instruction du Collège. Le commandant, le Major-général Hastings Anderson, conclut que même si la majorité des connaissances que McNaughton acquiert au Collège constitue « de la matière nouvelle pour lui », il est néanmoins « plus qu'à la hauteur ». McNaughton possède « de vastes connaissances générales et un esprit scientifique très développé qu'il peut mettre à profit pour résoudre tous les problèmes de nature militaire ». En ses qualités d'artilleur et de scientifique, il est tout à fait « exceptionnel » et il possède de « bonnes qualités de tacticien ». On consigne également en bonne et due forme son « extraordinaire » faculté de concentration et sa « grande force » de caractère. Anderson le considère ultimement capable « d'une grande efficacité comme commandant et officier d'état-major dans les conditions de la guerre moderne »<sup>7</sup>. Peu de justifications peuvent être invoquées pour remettre en question cette flatteuse évaluation. Cependant, à la différence de Brooke et de Montgomery, McNaughton n'a jamais eu l'occasion de mettre en pratique les précieuses connaissances qu'il a sans doute acquises à Camberley et de poursuivre sa réflexion sur la base de ces connaissances dans un environnement opérationnel en campagne dans le Canada d'entre-deux-guerres.

Peu de temps après son séjour au Staff College, Brooke obtient une mutation d'une durée de trois ans à l'état-major général de la 50<sup>th</sup> Northumbrian Division (Armée territoriale) pendant que Montgomery se rend directement en Irlande en qualité de major de brigade de la 17<sup>e</sup> Brigade d'infanterie, à Cork, où il combat le Sinn Féin pendant près de dix-huit mois<sup>8</sup>. Quant à lui, McNaughton revient en 1922 à son poste de Directeur de l'instruction militaire et des travaux d'état-major et l'année suivante, seulement deux ans après son retour de Camberley, il devient sous-chef de l'état-major général (SCEMG), au grade de brigadier-général.

McNaughton reçoit de la part du Major-général James H. MacBrien, Chef de l'état-major général (CEMG), un coup de pouce qui lui permet de continuer à progresser. MacBrien considère McNaughton comme le meilleur membre de la génération des plus jeunes officiers des forces armées<sup>9</sup>. En janvier 1927, MacBrien l'envoie au nouvellement établi Imperial Defence College (IDC) où il côtoie Brooke, Claude Auchinleck et d'autres futurs commandants supérieurs de la Deuxième Guerre mondiale. Le commandant du Collège est l'Amiral sir Herbert Richmond, historien et théoricien naval de grande renommée, alors que l'instructeur-chef est le Major-général John Dill, qui deviendra plus tard feld-maréchal, CEMGI et membre de l'état-major combiné.

Camberley prépare les officiers à occuper les postes les plus élevés des états-majors alors que l'IDC offre aux officiers supérieurs l'occasion d'explorer les grands enjeux de la guerre et la politique impériale de défense. Les trente stagiaires de la division principale forment un club sélect dont les membres créent des liens personnels et professionnels. À l'instar de la participation au programme du U.S. Army War College, le succès à l'IDC est le dernier préalable à posséder pour avoir accès aux postes de commandement de haut niveau. Le programme de l'IDC est varié, ce qui donne à McNaughton l'occasion de présenter des travaux portant sur les enjeux qui touchent l'Empire. McNaughton excelle dans ses études et Richmond ne tarit pas d'éloges à son endroit, déclarant que « McNaughton ne ménage aucun effort pour parfaire ses connaissances des problèmes militaires de l'Empire »<sup>10</sup>. Les stagiaires visitent également des installations industrielles et des établissements de la défense. McNaughton fait une courte visite au Tank and Track Transport Experimental Establishment, à Farnborough. Il ne consigne malheureusement aucune de ses opinions sur ce qu'il y a vu. Profitant d'une pause dans les activités du programme d'études, il se rend près de Thame pour observer Edmund Ironside, autre futur CEMGI de la Deuxième Guerre mondiale, pendant des manœuvres de sa 2<sup>e</sup> Division. C'est la

---

première fois que McNaughton peut voir une division manœuvrer en campagne depuis 1918.

Après avoir réussi le cours de l'IDC en 1928, McNaughton commande pendant une courte période le District militaire n° 11, à Victoria, avant d'être promu au grade de major-général à l'âge de quarante et un ans. Il occupe le poste de CEMG en janvier 1929, dépassant ce faisant plusieurs officiers supérieurs et devenant à ce titre le leader professionnel de l'Armée de terre du Canada. Également en 1929, Brooke est promu au grade de brigadier et assume le commandement de la Royal School of Artillery, à Larkhill; il n'obtient le poste de CEMGI qu'en décembre 1941, au grade de général après avoir commandé une brigade, une division et un corps. Âgé de quarante-neuf ans, le Général Douglas MacArthur, commandant de division au cours de la Première Guerre mondiale, doit encore attendre un an avant de devenir le chef de l'état-major de la US Army. Le lent processus de promotion normalement appliqué par les armées de terre américaine, britannique et canadienne d'entre-deux-guerres ne s'applique tout simplement pas à McNaughton. Jack Granatstein avance que cette « ascension phénoménale » est uniquement le fruit « de ses capacités »<sup>11</sup>. Il ne s'agit cependant que de capacités théoriques qui ne sont pas mises à l'épreuve par l'exercice à difficulté croissante du commandement successif d'unités et de formations.

En qualité de CEMG, McNaughton consent beaucoup d'efforts à l'obtention de fonds pour la Force aérienne (une composante de l'Armée de terre jusqu'en 1935) au détriment de la Marine. Il mène également une bataille ultimement infructueuse pour concentrer tous les pouvoirs du ministère entre les mains du CEMG. McNaughton croit en effet, comme MacBrien avant lui, que seule l'Armée de terre, en vertu de sa position dominante dans l'institution militaire du Canada, doit parler au nom des trois armées. La pensée de MacBrien quant à l'expression par une seule voix des représentations de toutes les forces armées s'est éteinte en 1927 lorsque son successeur, le Major-général H.C. Thacker, a volontairement abandonné toute prétention de primauté de l'Armée de terre sur les autres éléments des forces armées. McNaughton, toujours loyal à MacBrien et défenseur de nombreuses de ses idées, n'a jamais pardonné à Thacker d'avoir volontairement miné l'autorité du CEMG<sup>12</sup>.

Pendant que cette confrontation a lieu au sujet du rôle du CEMG, McNaughton convainc également le premier ministre R.B. Bennett, en octobre 1932, que l'Armée de terre pourrait mettre sur pied des camps pour occuper les chômeurs afin d'aider les hommes valides, célibataires, sans abri et laissés sans emploi par la Grande Crise. Les intentions de McNaughton sont louables, mais le projet monopolise des ressources des forces armées. John A. English arrive à la juste conclusion que l'activité, qui devient rapidement un enjeu politique pour Bennett, constitue un « objectif non professionnel »<sup>13</sup>.

Même si les camps de chômeurs exigent l'attribution de certaines de ses ressources, McNaughton réussit à rendre les forces armées plus orientées vers la capacité de déploiement à l'étranger. Il mène une farouche lutte contre le Plan de défense n° 1, qui propose la mise sur pied d'une milice de quinze divisions pour défendre le pays contre une éventuelle invasion américaine. Le Colonel James Sutherland "Buster" Brown, le Directeur des opérations militaires et du renseignement, est le principal architecte de ce plan. Même si McNaughton a déjà appuyé le plan, la décision unilatérale des Britanniques de démanteler les installations de la Royal Navy dans les Caraïbes et à Halifax, en octobre 1929, le convainc qu'il est impossible de se défendre contre les Américains sans l'aide des Britanniques<sup>14</sup>.

Lorsque McNaughton devient CEMG, il accorde la priorité au Plan de défense n° 3, plan de déploiement d'un corps expéditionnaire à l'appui de la Grande-Bretagne en



**Le Général sir Alan Brooke, CEC des Forces territoriales, visite le VII Corps. Août 1940, le Major-général G.G. Simonds, à l'extrême droite, et le Lieutenant-général McNaughton en compagnie du commandant du VII Corps, au centre.**

temps de guerre, au grand dam de Brown. En décembre 1932, McNaughton informe le CEMGI, le Général sir George Milne, que « le sujet le plus pressant et le plus important qui requiert [...] nos efforts d'organisation porte sur la mobilisation et le déploiement d'un corps expéditionnaire canadien en vue de participer à une guerre de première importance menée par l'Empire »<sup>15</sup>. McNaughton a raison en ce qui a trait au besoin de pouvoir compter sur un corps expéditionnaire, mais il accorde beaucoup moins d'attention à la façon dont ce corps doit se battre après sa mise sur pied et son transport outre-mer.

McNaughton occupe le poste de CEMG pendant sept ans, pendant la majeure partie de la Grande Crise; pendant toute cette période, il ne réussit pas à préparer les forces armées à une guerre moderne. Lorsqu'il quitte, en 1935, il fait le bilan de son cuisant échec dans une note de service intitulée « The Defence of Canada : A Review of the Present Situation » et il mentionne que l'état de l'équipement moderne doit être considérée « qu'avec la plus grande inquiétude »<sup>16</sup>. Voilà qui est très ironique, car il craint toujours de bousculer le gouvernement de peur de faire perdre aux forces armées ce qu'elles possèdent. En 1921, il déclare qu'il n'est « pas en faveur d'un rééquipement important pour le moment. De telles dépenses nous laisseraient sans fonds pour procéder à l'instruction »; il réitérera cette position huit ans plus tard<sup>17</sup>. Dans cette même note de service, il admet que les appréciations qu'il a présentées alors qu'il était CEMG étaient fondées sur la « règle des dix ans », une hypothèse de planification utilisée par le War Office depuis 1919, dont la paternité est attribuée à Winston Churchill et qui établit qu'il n'y aurait pas de guerre de grande magnitude avant dix ans. Cette règle finit par être réutilisée sur une base continue. S'en servant comme point de repère, McNaughton ne demande que les fonds « immédiatement nécessaires au financement des activités et de l'instruction de forces cadre »<sup>18</sup>.

Il n'est pas du tout certain que des tentatives plus agressives de McNaughton pour obtenir des fonds gouvernementaux additionnels auraient porté fruit. MacArthur, pourtant loin d'être timide, s'est battu pendant cinq ans pour obtenir plus de fonds pour l'armée de terre américaine alors qu'il occupait le poste de chef de l'état-major des forces armées, mais il a échoué misérablement. Il raconte : « J'ai tempêté, j'ai supplié, j'ai fulminé, j'ai rugi; j'ai presque léché les bottes de certains messieurs pour obtenir des



Bibliothèque et Archives Canada PA-034159

Hiver 1939-1940, le Major-général A.G.L. McNaughton, CB, CMG, D.S.O.

fonds qui auraient permis de motoriser et de mécaniser nos forces terrestres et d'acquérir des équipements pour nos forces aériennes. » Malgré tout, chaque année qu'il occupe le poste le plus élevé de la hiérarchie des forces armées, il est témoin de la réduction des fonds accordés à ses activités<sup>19</sup>. Les majors-généraux E.C. Ashton et T.V. Anderson, les successeurs de McNaughton, ont bien tenté de corriger la situation du piètre état de l'équipement alors que la guerre menaçait de nouveau, mais en fin de compte, comme Desmond Morton l'énonce dans sa conclusion « l'Armée canadienne était, tout bien considéré, en pire condition en 1939 qu'en 1914. Imaginez »<sup>20</sup>.

McNaughton est également bien au fait que pendant qu'il occupe le poste de CEMG, la Force permanente n'effectue aucun entraînement en

campagne. Elle ne le fait pas avant 1938, l'année qui précède son entrée en guerre. De son côté, l'armée de terre britannique parvient à mener des exercices en campagne tous les ans pendant les années 1930<sup>21</sup>. Il est inacceptable que des forces armées professionnelles n'effectuent aucun entraînement pendant presque une décennie, quelles que soient les circonstances. Il est difficile de réfuter l'argument de Stephen Harris selon lequel les forces armées ne sont jamais « si mal équipées » ou « à ce point à court de fonds » qu'elles ne peuvent au moins exercer « le tronc fondamental des compétences professionnelles applicables ou adaptables à la majorité des champs de bataille, même pendant les pires années de vaches maigres de l'entre-deux-guerres »<sup>22</sup>. L'armée de terre allemande ne dispose ni d'argent ni d'équipements pendant toutes les années 1920, mais elle évalue les tactiques de chars, comme Heinz Guderian le rappelle, avec des maquettes de toile « poussées par des hommes à pied ». Le Major E.L.M. Burns, qui commande un corps canadien au cours de la guerre, insiste pour que de tels moyens de fortune soient utilisés dans un article intitulé « A Step Towards Modernization » publié en 1935. Il suggère d'utiliser les automobiles stationnées « aux portes de tous les manèges militaires tous les soirs d'instruction » pour exercer les manœuvres « sans frais impossibles à rembourser »<sup>23</sup>.

Si McNaughton, homme au génie inventif, avait consciemment pris la décision d'expérimenter en faisant mener des exercices interarmes, même avec des moyens rudimentaires, il aurait rendu de grands services aux forces armées et aurait amélioré ses propres compétences professionnelles. Il est déjà acquis que le contexte politique dans lequel il opère n'est pas favorable aux militaires en général. Les dépenses militaires ne permettent aux forces armées que de subsister et ne font que diminuer pendant les années de la Grande Crise. Il faut ajouter à cela que la taille du pays à elle seule pose un défi au rassemblement d'unités aux fins d'instruction interarmes. Qu'il choisisse de mettre ses remarquables facultés intellectuelles au service des luttes intestines qu'il appartient au CEMG d'arbitrer dans le but de « tenir le fort » est compréhensible, dans le contexte général, mais seulement dans une certaine mesure.

---

Selon James Eayrs, McNaughton consacre une somme disproportionnée de temps et d'efforts aux luttes politiques parce que le contexte militaire canadien rétrograde des années 1930 n'offre que peu de défi à son intellect supérieur<sup>24</sup>. Cependant, en sa qualité de leader professionnel des forces armées, il ne montre que peu d'enthousiasme pour ce qui est du défi de l'instruction de son organisation. On peut souligner de façon encore plus critique qu'il ne montre presque aucun intérêt pour la maîtrise de l'art et de la science du commandement au-delà du niveau qu'il a atteint au cours de la Première Guerre mondiale. Peut-être considère-t-il comme improbable la possibilité qu'il commande de nouveau étant donné le poste élevé qu'il occupe déjà, mais l'orgueil a sûrement également joué un rôle. Eayrs ajoute qu'alors que McNaughton occupait le poste de CEMG, « personne n'était aussi qualifié que lui et personne ne pouvait rivaliser avec lui en matière de réputation [...] Sa maîtrise de la chose militaire dans le sens le plus large était certaine [et il avait] une confiance inébranlable en ses capacités »<sup>25</sup>. Les compétences de McNaughton reposent sur des bases scientifiques. L'homme est très confiant en ces capacités en raison des succès qu'il connaît comme artilleur au cours de la Première Guerre mondiale. Ces compétences façonnent indéniablement toute son approche du « professionnalisme » durant la période d'entre-deux-guerres.

La confiance de McNaughton en la science est clairement démontrée dans un article intitulé « The Military Engineer and Canadian Defence » qu'il publie dans la *Revue canadienne de la défense (RCD)* en 1932.

Toute la question des forces qu'il convient de soutenir, *comme dans le cas de nombreux problèmes du génie* [mise en relief par l'auteur], réside dans le maintien d'un équilibre convenable entre des facteurs conflictuels. [...] Il nous appartient, en tant que soldats, de connaître à fond les caractéristiques quantitatives et qualitatives de nos matériels de construction — animés et inanimés — ainsi que les installations existantes et requises aux fins d'instruction et de fabrication. Nous devons évaluer ce qu'il est possible de faire dans une période déterminée au moyen d'une organisation de niveau donné. Nous devons être prêts à évaluer les risques et à donner des conseils dans ce domaine.

McNaughton conclut que le Canada doit fonder son organisation de défense non pas sur une évaluation de la doctrine requise pour affronter un ennemi éventuel, mais plutôt sur « les ressources naturellement disponibles dans le pays, qu'il s'agisse de main-d'œuvre ou de matériel ». Dans l'éventualité d'une autre guerre, il veut que le Canada soit aux prises avec un problème « d'adaptation plutôt que de création [...] la qualité est beaucoup plus importante que la quantité »<sup>26</sup>. Voilà qui tend à démontrer la dualité — à la fois militaire et scientifique — du « professionnalisme » de McNaughton et qui explique son échec, en matière de créativité, avant la guerre.

McNaughton prend soin de mentionner dans un article que « nos militaires étaient à l'aise dans l'artillerie » pendant la Première Guerre mondiale et tire la conclusion qu'il ne devrait pas en être autrement dans le cadre de combats mécanisés. « Lorsque viendra le temps de passer aux opérations mécanisées », dit-il lors d'une allocution prononcée en 1921, « nous trouverons d'importants avantages naturels à nous y adonner [parce que les jeunes Canadiens] sont habitués à exploiter des machines de toutes sortes »<sup>27</sup>. On ne sait pas si McNaughton a lu l'essai portant sur les technologies et le champ de bataille de l'avenir qui a permis à J.F.C. Fuller de remporter le Gold Prize de 1919. Cet essai de Fuller plaidant en faveur de forces armées de l'avenir « menées par des scientifiques et combattant avec des mécaniciens » aurait certainement touché une corde sensible chez McNaughton<sup>28</sup>.

Il semble donc que pour McNaughton, la guerre est en premier lieu une entreprise fondée sur l'organisation et la physique. Sa vaste expérience de coordination des





Bibliothèque et Archives Canada PA-132648

**Le Lieutenant-général Andrew G. L. McNaughton.**

ressources d'artillerie lourde et des opérations de contre-batterie du Corps canadien l'influence au point qu'il croit que la victoire se résume à la résolution de problèmes mathématiques. Ses écrits parus dans la *RCD* entre les deux guerres font amplement état de cette perception. Dans un article intitulé « The Development of Artillery in the Great War », il écrit qu'il ne connaît « aucune autre organisation [que le Corps canadien] qui, dans l'histoire militaire, ait réussi à atteindre un ratio aussi élevé de coups tirés par rapport aux effectifs et à remporter la victoire en maintenant les pertes à un niveau aussi faible. » Le même thème revient dans l'article « The Capture of Valenciennes », dans lequel McNaughton vante les bombardements dont la masse des obus « a dépassé de plusieurs centaines de tonnes celle des bombardements allemands dans le Jutland » et qui ont « ultimement permis d'assurer la victoire et de sauver des vies »<sup>29</sup>.

Il semble que McNaughton soit toujours resté partisan de la doctrine de « l'intensité des bombardements » tout simplement parce qu'elle a donné des résultats exceptionnels lorsque l'ennemi ne se déplaçait jamais et qu'il y avait beaucoup de temps pour préparer des frappes massives au moyen de l'artillerie. Son génie des bombardements dans le cadre de combats de position aurait pu être d'une grande valeur en Normandie, en 1944, alors que les combats ont pratiquement dégénéré en des impasses semblables à une guerre de tranchées. Les manœuvres présentent cependant des problèmes d'une toute autre nature aux niveaux de complexité accrus. McNaughton ne donne aucune indication crédible qu'il ait saisi, pendant l'entre-deux-guerres, la différence entre sa perspective d'artilleur et la réalité d'unités blindées se déplaçant, lançant des attaques, se défendant et menant des opérations interarmes aux niveaux tactique et opérationnel. Mais il n'est pas seul dans ce cas. Stephen Harris établit qu'entre les deux guerres, l'enseignement du CMR portait principalement sur les disciplines du génie et que la majorité des officiers canadiens pensaient comme McNaughton<sup>30</sup>.

Même si, pendant la Première Guerre mondiale, son expérience personnelle avec les chars est limitée, McNaughton aurait certainement dû se rendre compte que ce sont les Australiens et les Canadiens qui connaissent les plus grands succès d'utilisation des chars en 1918<sup>31</sup>. La 4<sup>e</sup> Brigade de chars est détachée au Corps canadien pour la bataille d'Amiens et elle est efficace contre les nids de mitrailleuse. Shane Schreiber avance malgré tout que McNaughton « a ignoré les efforts soutenus de Currie pour tenter de lui faire incorporer mouvements et surprise à ses attaques et de considérer ses expériences répétées d'utilisation de forces mécanisées »<sup>32</sup>. McNaughton peut avoir été influencé par l'inéluctable fait que quatre-vingt des quatre-vingt-dix-neuf chars de la brigade ont été mis hors combat par des tirs d'artillerie alors qu'ils tentaient de mener la progression et qu'ils ont ensuite été forcés de suivre l'infanterie<sup>33</sup>. McNaughton déduit logiquement que le char ne supplantera jamais l'équipe infanterie-artillerie, véritable élément fondamental des opérations offensives.

Tout comme McNaughton, Brooke reste accroché à l'idée de la primauté de l'artillerie pendant une bonne partie de la période entre les deux guerres. Brooke n'est définitivement pas un adepte de l'utilisation des chars et, selon David Fraser, il émet des



doutes à ce sujet aussi tardivement qu'en 1935. En 1937, il est toujours reconnu comme un « artilleur très distingué », maître des barrages d'artillerie disciplinés et défenseur du concept char-arme-d'appui-de-l'infanterie. La pensée de Brooke en matière d'utilisation des chars est tellement traditionnelle que B.H. Liddell Hart, le fameux théoricien militaire britannique, s'oppose à la promotion qui lui octroie le poste de commandant de la Mobile Division<sup>34</sup>. Quant à McNaughton, il n'a jamais non plus vraiment formulé de pensées détaillées ou innovatrices sur les chars. Dans le profil de la pensée militaire contemporaine publié par James H. Lutz dans *RCD*, l'auteur mentionne une fois et accessoirement le nom de McNaughton, dans un contexte autre que la mécanisation de forces, où il est plutôt question des contributions de Frank Worthington, de Kenneth Stuart, de E.L.M. Burns et de Guy Simonds. McNaughton traite de divers sujets dans le journal, mais jamais des chars<sup>35</sup>.

Pendant que McNaughton publie des articles sur l'arpentage aérien et l'organisation du travail du Ministère de la Défense nationale, Montgomery tente d'établir le rôle de l'arme blindée lors de la prochaine guerre. Dans un article intitulé « The Major Tactics of the Encounter Battle » publié dans *The Army Quarterly* en 1938, Montgomery traite de l'importance du terrain, établit le type d'instructions opérationnelles requis pour mener des opérations mécanisées et décrit la façon dont les commandants de division doivent relayer les ordres. Il traite du sujet important des déplacements sur route par rapport au facteur temps et espace et il soutient que les éléments des divisions blindées devraient être concentrés plutôt qu'éparpillés pour frapper de façon décisive<sup>36</sup>. L'année précédente, la *RCD* avait publié un article similaire rédigé par Montgomery et intitulé « The Problem of the Encounter Battle as Affected by Modern British War Establishment ». Kenneth Stuart, le rédacteur en chef de la *Revue* déclare qu'il s'agit là de « l'article le plus réfléchi et le plus précieux qui ait paru dans une publication militaire britannique depuis de nombreuses années »<sup>37</sup>.



Bibliothèque et Archives Canada PA-140144

Le Général B. C. T. Paget visite des troupes canadiennes. Le 22 juillet 1942, accompagné du Lieutenant-général A.G.L. McNaughton et d'officiers supérieurs de la Force aérienne et de l'Armée de terre, le Général Paget, à bord d'un des Blitz Buggy, inspecte un nouvel aérodrome construit par le personnel de l'Armée de terre canadienne à l'intention de l'Aviation royale du Canada.

En différentes occasions pendant l'entre-deux-guerres, McNaughton donne des signes qu'il comprend le besoin d'approfondir les sérieux sujets doctrinaux abordés dans les écrits de Burns, de Simonds, de Montgomery et d'autres auteurs. En l'absence de manœuvres en campagne et de guerre, la seule méthode qui lui est disponible en matière de perfectionnement professionnel est l'étude. En 1921, dans le cadre d'une allocation qu'il prononce devant l'United Services Institute, il mentionne qu'il faut « réfléchir sur les effets de ces nouvelles armes [...] et nous préparer mentalement à l'élaboration des nouvelles tactiques que suppose leur utilisation. Je suis un grand supporter de la préparation mentale fondée sur la réflexion, et la réflexion ne coûte presque rien »<sup>38</sup>.

Les écrits sur la mécanisation des opérations et sur les opérations de l'arme blindée sont nombreux à cette époque. En sa qualité de SCEMG et de CEMG, McNaughton a accès à une grande quantité de textes portant sur la doctrine et la stratégie impériales, et les écrits de Fuller et de Liddell Hart, pour ne nommer que deux des visionnaires de leur trempe, circulent librement. Les travaux les plus exhaustifs de Fuller sur les opérations mécanisées de l'avenir se trouvent dans *Lectures on F.S.R. III*, publié en 1932<sup>39</sup>. McNaughton rencontre Fuller et Liddell Hart pendant les manœuvres de 1927. Cependant, il choisit de ne pas étudier les textes les plus récemment publiés et, contrairement à Patton, il ne laisse pas derrière lui une imposante bibliothèque personnelle de manuels remplis de remarques écrites à la main faisant état de sa pensée militaire<sup>40</sup>. Il ne voit tout simplement pas en quoi cette activité peut lui être bénéfique. Le Brigadier R.J. Orde mentionne que McNaughton est « sans équivoque le premier CEMG qui laisse entendre que "nous exerçons une activité professionnelle et il nous faut faire pour le mieux en dépit de cette contrainte" »<sup>41</sup>. Mais il ne s'agit certainement pas là de la vérité. Harris insiste plutôt sur le fait que McNaughton « argumente contre l'existence de la distincte profession des armes si elle comporte l'obligation d'étudier sérieusement à plein temps pendant toute la vie », et cette dernière assertion est beaucoup plus proche de la réelle mentalité de McNaughton alors qu'il occupe le poste de CEMG.

McNaughton ne voit aucune raison d'effectuer des études professionnelles car il croit fondamentalement en la tradition militaire de la Milice, et le Corps canadien, de Currie jusqu'au bas de l'échelle, était une milice. Près de soixante-quatre pour cent des commandants canadiens de la Première Guerre mondiale qui détiennent le grade de brigadier ou des grades plus élevés proviennent de la Milice<sup>42</sup>. Pour lui, ce fait constitue indubitablement une preuve que l'instruction militaire rigoureuse et formelle n'est pas nécessaire pour combattre efficacement. Ce sont ces amateurs qui ont fait si bonne impression auprès du Général John J. « Black Jack » Pershing en 1918. Il note que « le niveau de vigilance et de confiance de nos voisins était admirable [et tous] avaient tôt fait d'être inspirés par ce superbe corps »<sup>43</sup>. Cependant, ce qui échappe clairement à McNaughton est que Currie et les autres commandants issus de la Milice des formations canadiennes accomplissent leur travail de manière professionnelle. Comme le mentionne William A. Stewart, les Canadiens doivent « être brutalement rappelés à l'ordre à l'occasion de plusieurs sanglants carnages » avant de se rendre compte que « l'amateurisme de la Milice était incompatible » avec la réalité du front occidental<sup>44</sup>.

En mai 1935, il est clair que Bennett considère que McNaughton constitue un fardeau politique en raison des camps de chômeurs et il insiste pour que McNaughton accepte d'occuper le poste nouveau de président du Conseil national de recherches du Canada (CNRC). Mis sur pied en 1916, le CNRC coordonne les recherches scientifiques et industrielles du pays. Aussi intéressant que puisse avoir été un poste de scientifique pour McNaughton, il ne quitte pas le poste de CEMG sans résister, même s'il a déjà reçu une prolongation. Il dit à Bennett qu'il « préférerait de beaucoup » rester

---

au poste de CEMG « pour mieux servir l'État ». McNaughton quitte cependant le poste de CEMG après une consultation avec Grote Stirling, alors ministre de la Défense nationale<sup>45</sup>. Selon le Lieutenant-général Elliot Rodger, rien ne donne à McNaughton « plus de satisfaction » que de travailler avec des scientifiques. C.J. Mackenzie, qui remplace McNaughton au CNRC au début de la guerre, mentionne simplement que McNaughton a passé au Conseil « les années les plus tranquilles et les plus heureuses de sa vie »<sup>46</sup>.

Lorsque le gouvernement de Mackenzie King décide de déployer outre-mer une division pour aider la Grande-Bretagne, en septembre 1939, Norman Rogers, ministre de la Défense nationale, propose que McNaughton soit rappelé pour la commander<sup>47</sup>. King accueille favorablement la suggestion, et King et Rogers le rencontrent le 6 octobre. McNaughton souligne immédiatement que l'effort de guerre du Canada doit surtout porter sur la production et que « toutes les mesures doivent être prises pour armer et équiper les troupes dans le but de sauver des vies ». C'est précisément ce que King veut entendre, obsédé qu'il est par le spectre d'une nouvelle crise de conscription que pourrait rendre nécessaire une importante augmentation des pertes parmi les troupes canadiennes. King inscrit dans son journal personnel que les yeux de McNaughton « furent noyés de larmes et que le côté droit de sa bouche [fut] agitée d'un tic lorsqu'il [parla] de la responsabilité que cette charge signifiait »<sup>48</sup>. Cette manifestation n'est pas complètement étrangère aux réactions habituelles des commandants chargés du pouvoir de vie et de mort sur leurs troupes<sup>49</sup>.

King considère que cette rencontre « fut l'une des plus troublantes de [sa] vie publique » et juge que McNaughton « est le meilleur homme pour accomplir la tâche ». Il revoit McNaughton au début de décembre et, convaincu qu'il est encore le meilleur choix pour assumer le commandement, toutefois il nuance sa décision. King écrit : « J'avais quelques réserves quant à sa capacité de commander sans flancher pendant toute la guerre. Je le croyais un peu âgé pour entreprendre un tel travail. À l'instar de beaucoup d'autres qui avaient vécu le stress de la guerre précédente, il pouvait ne plus avoir l'endurance qu'il croyait encore posséder »<sup>50</sup>.

Les autres officiers en mesure de commander une division sont très peu nombreux et beaucoup est dit et écrit sur le fait que la Force permanente ne comprend que 450 officiers en 1939, dont seulement la moitié sont en assez bonne condition physique pour les opérations en campagne<sup>51</sup>. Seul le Brigadier-général George R. Pearkes, titulaire de la Croix de Victoria, officier de la Force permanente et commandant du District n°13 de la Milice peut prétendre présenter une sérieuse solution de rechange à la nomination de McNaughton, en 1939. De nombreux historiens militaires canadiens n'ont que peu de sympathie à l'endroit de Pearkes en raison des critiques que Montgomery lui a adressées en 1942. Ils considèrent ces critiques comme une incontestable preuve des faiblesses de Pearkes en matière de commandement. Ce jugement est exagéré et mal fondé<sup>52</sup>.

Pearkes participe au cours de l'IDC en 1937. Cette année-là, il est très impliqué dans les manœuvres de l'armée de terre d'une durée d'un mois qui opposent la 1<sup>re</sup> Division d'infanterie et la 2<sup>e</sup> Division d'infanterie, en East Anglia. Pendant que McNaughton travaille au CNRC, Pearkes est directement confronté aux possibilités et aux problèmes du commandement d'une division. Reginald Roy souligne qu'à la fin de l'été 1937, Pearkes peut compter sur une expérience de commandement de manœuvres de formations « qui est beaucoup plus vaste que celle de tout officier supérieur de la Force permanente ou de la Milice du Canada »<sup>53</sup>. De plus, Pearkes s'est au moins rendu en campagne pour superviser l'instruction de miliciens aux niveaux de peloton et de compagnie, à l'été de 1938.

---

Cependant, il est triste de constater que de tous les officiers supérieurs de la 1<sup>re</sup> Division d'infanterie du Canada qui s'embarquent pour l'Angleterre vers la fin de 1939, y compris McNaughton, aucun n'a ne serait-ce que commandé les manœuvres d'un bataillon à l'instruction depuis 1918, soit depuis vingt et un ans<sup>54</sup>. Pendant ce temps, Harold Alexander, un autre feld-maréchal britannique en devenir, commande le Irish Guards, de 1928 à 1930, la Nowshera Brigade of Northern Command, dans les Indes, de 1934 à 1938, et la 1<sup>re</sup> Division de 1938 à 1940. Montgomery commande le 1<sup>st</sup> Battalion, Royal Warwickshires, de 1931 à 1934, la 9<sup>e</sup> Brigade d'infanterie, en 1937 et 1938 et la 8<sup>e</sup> Division d'infanterie en 1938 et 1939. Brooke commande la 8<sup>e</sup> Brigade d'infanterie pendant dix-huit mois et il la commande de nouveau à l'occasion de plusieurs manœuvres en 1934 et, en 1937, il prend le commandement de la Mobile Division, dans les plaines de Salisbury<sup>55</sup>.

Préalablement à l'entrée des États-Unis dans la guerre, Patton et de nombreux autres commandants supérieurs américains ont l'occasion de participer aux manœuvres à grand déploiement effectuées en 1940-1941 au Tennessee, en Louisiane et dans les Carolines. Lorsque Patton quitte Fort Benning, Géorgie, avec sa 2<sup>e</sup> Division blindée pour se rendre à l'exercice qui se déroule au Tennessee, il la fait se déplacer en deux colonnes qui s'étendent sur soixante miles chacune. Il exerce également sa division à se déplacer de nuit, sans feux de circulation et en conditions de silence radio<sup>56</sup>. La capacité de déplacer efficacement un grand nombre d'hommes et de machines constitue une compétence fondamentale lors de la Deuxième Guerre mondiale. De fait, même Burns sait cela. À preuve, son article paru en 1935 intitulé « The mechanics of military leadership is the calculation of time and space »<sup>57</sup>.

Alors que des commandants du passé doués pour les sciences tels que Napoléon et Robert E. Lee ont choisi de ne pas s'en remettre seulement à leurs capacités intellectuelles dans les domaines des mathématiques et du génie, il semble que McNaughton fait exactement le contraire après 1918. Cet homme très sûr de lui est convaincu qu'une armée de citoyens appuyée par la plus récente technologie devrait suffire pour gagner la prochaine guerre. Mais toutes ses capacités intellectuelles ne lui permettent pas de s'apercevoir que les rapides changements technologiques et structurels qui surviennent entre les deux guerres empêchent à une armée de citoyens de disposer du temps nécessaire pour comprendre le champ de bataille de la prochaine guerre. McNaughton, drapé dans le vêtement du professionnel militaire, n'est en fait qu'un commandant amateur qui s'apprête à mener les forces armées canadiennes en Europe pour s'y battre dans une guerre mondiale de premier ordre. Le succès que cet amateur connaît en matière de mise sur pied et d'instruction de forces armées est une autre histoire.

---

## Au sujet de l'auteur ...

Le Capitaine John N. Rickard, un officier du Lord Strathcona's Horse (Royal Canadians), est le capitaine-adjutant du Centre d'instruction du Secteur de l'Ouest de la Force terrestre, à Wainwright. Détenteur, depuis peu, d'un doctorat en histoire militaire de l'Université du Nouveau Brunswick, il est l'auteur de Patton at Bay: Lorraine 1944, un ouvrage publié conjointement par Brassey's et l'Association of the United States Army en 2004. Il travaille actuellement sur The Politics of Command: Lieutenant-General A.G.L. McNaughton and the Canadian Army, 1939-1943 et sur Third Army North: Patton and the Battle of the Bulge, qui devraient être publiés respectivement par Vanwell et Potomac Publishers en 2007. Par ailleurs, le Capitaine Rickard est professeur affilié d'histoire militaire à l'American Military University de Charlestown, en Virginie-Occidentale, et il donne à des militaires américains dans le monde entier un cours universitaire supérieur sur les stratégies et les objectifs politico-militaires nationaux. Comme passe-temps, le Capitaine Rickard joue le rôle de demi-défensif pour l'équipe de plein contact des Wainwright Longhorns, au sein de la ligue senior de football masculin de l'Alberta.

---

## Notes

1. John A. English, *The Canadian Army and the Normandy Campaign: A Study of Failure in High Command*, New York, Praeger, 1991, p. 154, note en bas de page n° 6; John Swettenham, *McNaughton, I: 1887-1939*, Toronto, The Ryerson Press, 1968, p. 74; Daniel G. Dancocks, *Spearhead to Victory: Canada and the Great War*, Edmonton, Hurtig, 1987, p. 33.
2. Le comité Otter débute ses travaux au printemps 1919 sous la présidence du Major-général sir William Otter, célèbre pour ses exploits pendant la guerre des Boers. À la mi-avril 1919, Patton se présente à Washington et entreprend de formuler des directives au sujet des chars. Pour ce faire, il se rend, en compagnie de membres d'un comité, au Rock Island Arsenal, en Illinois, et au Springfield Armory, dans le Massachusetts, pour prendre connaissance des travaux de production des chars. À l'époque, le char Mark VIII est en production. Martin Blumenson, ed., *The Patton Papers, Vol. I: 1885-1940*, Boston, Houghton Mifflin Company, 1972, p. 705-706. (N.D.T. Il existe un résumé en français du vol 2 des carnets secrets du Général Patton, mais ni le vol 1 ni le vol 2 de ces carnets n'ont été traduits.)
3. David Fraser, *Alanbrooke*, Londres, Collins, 1982, p. 110.
4. Brian Bond, *The Victorian Army and the Staff College, 1854-1914*, Londres, Eyre Methuen, 1972, p. 12. Également à consulter : Lieutenant-Colonel F.W. Young, *The Story of the Staff College*, Camberley, The Staff College, 1958. L'année précédente, le *Journal of the Royal United Service Institution* était lancé pour approfondir l'étude de la guerre. Brian Holden Reid, *The American Civil War*, Londres, Cassell, 1999, chapitre 1, portant sur la guerre de Crimée.
5. Sir Brian Horrocks, *A Full Life*, Londres, Collins, 1960, p. 69; Roland Ryder, *Oliver Leese*, Londres, Hamish Hamilton, 1987, p. 31. Du côté américain, le débat est limité quant à l'utilité de la Command and General Staff School, à Fort Leavenworth (et d'autres écoles militaires américaines) pour préparer les commandants à la Deuxième Guerre mondiale. Omar Bradley, qui a terminé premier de la classe de quatre-vingts stagiaires de 1915, à Leavenworth, considère que les méthodes d'enseignement ne sont pas des plus brillantes, mais que le cours est intellectuellement stimulant. Joseph Lawton Collins évalue quant à lui que l'enseignement est de première classe. Timothy K. Nenninger, « Leavenworth and Its Critics: The U.S. Army Command and General Staff School, 1920-1940 », *The Journal of Military History* LVIII, avril 1994, p. 204-205.
6. Les officiers de la division supérieure participent à un cours d'une durée d'un an alors que les membres de la division secondaire passent deux ans au Collège. Bizarrement, il n'y a que peu de traces directes du rendement de Montgomery à Camberley. Dans ses mémoires, Montgomery note ce qui suit : « Je pense que mes notes furent bonnes, bien que personne ne m'ait jamais dit ce qu'il en était, ce qui semble pour le moins curieux ». B.L. Montgomery, *Mémoires du Maréchal Montgomery vicomte d'Alamein*, Paris, Plon, 1958, p. 24. Nigel Hamilton n'a que peu à ajouter, à part de mentionner que Montgomery était déçu de la qualité de l'instruction. Monty: *The Making of a General, 1887-1942*, Londres, Hamish Hamilton, 1981, p. 151-153. Le frère de Montgomery, Brian, rappelle que le personnel d'instruction considérait Monty comme une « satanée menace ». *A Field Marshal in the Family*, Londres, Constable, 1973, p. 179.
7. Centre national des documents du personnel, Ottawa, A.G.L. McNaughton, rapport confidentiel du 21 décembre 1921; Swettenham, *McNaughton*, I, p. 191. Anderson avait été major-général dans l'état-major de la 1<sup>re</sup> Armée de sir Henry Home, pendant la Première Guerre mondiale.
8. La 17<sup>e</sup> Brigade d'infanterie, avec ses neufs bataillons, disposait des effectifs de fusiliers d'une division et opérait dans une vaste zone de responsabilité. Montgomery, *A Field Marshal in the Family*, p. 181.
9. MacBrien commandait la 12<sup>e</sup> Brigade d'infanterie pendant la Première Guerre mondiale.
10. Citation dans Swettenham, *McNaughton*, I, p. 236.
11. J.L. Granatstein, *The Generals: The Canadian Army's Senior Commanders in the Second World War*, Toronto, Stoddart, 1993, p. 57.
12. Norman Hillmer et William McAndrew, « The Cunning of Restraint: General J.H. MacBrien and the Problems of Peacetime Soldiering », *Revue canadienne de défense (RCD)* VIII, n° 4 (printemps 1979), p. 43; Stephen J. Harris, « The Canadian General Staff and the Higher Organization of Defence, 1919-1939 », *War and Society* I, mai 1985, p. 89. McNaughton se bat aussi farouchement pour exclure les sous-ministres de son ministère, G.J. Desbarat et le Colonel L.R. Laflèche, de l'exercice de quelque autorité que ce soit dans les domaines de la politique ou de la doctrine. Il les court-circuite souvent complètement et discute avec le ministre de la Défense nationale; il lui arrive même de faire fi de tous et de présenter directement ses doléances au premier ministre R.B. Bennett, avec lequel il entretient des liens qui lui sont particulièrement profitables.
13. English, *The Canadian Army and the Normandy Campaign*, p. 42. Pour consulter une bonne analyse du rôle de McNaughton pour ce qui est de ces camps, voir Roy R. Maddocks, « A.G.L. McNaughton, R.B. Bennett and the Unemployment Relief Camps, 1932-35 », document non publié, 1973, dossier 74/795, Direction — Histoire et patrimoine (DHP), Ottawa.
14. Stephen J. Harris, « Or There Would Be Chaos: The Legacy of Sam Hughes and Military Planning in Canada, 1919-1939 », *Military Affairs* XLVI, n° 3, octobre 1982, p. 122. La décision de McNaughton de ne pas retenir le Plan de défense n° 1 et son affrontement personnel et professionnel avec Brown sont présentés par Richard A. Gimblett, « Buster Brown: The Man and His Clash with 'Andy' McNaughton », thèse inédite de baccalauréat, Collège militaire royal, 1979.
15. Citation dans Stephen J. Harris, Canadian Brass: *The Making of a Professional Army, 1860-1939*, Toronto, University of Toronto Press, 1988, p. 179.
16. Major-général A.G.L. McNaughton, « The Defence of Canada: A Review of the Present Situation, 28 May 1935 » DHP, dossier 112.3M2009(D7); C.P. Stacey, *Histoire officielle de la participation de l'Armée canadienne à la seconde*



- guerre mondiale, I : Six années de guerre : l'armée au Canada, en Grande-Bretagne et dans le Pacifique, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1957, p. 7. Le Lieutenant-colonel E.L.M. Burns résume comme suit la déplorable situation qui règne en 1936 : « Nos forces sont peu entraînées et mal équipées. » « The Defence of Canada » RCD XIII, n° 4, juillet 1936, p. 379.
17. Allocution présentée au United Services Institute, le 10 décembre 1921, citée par Swettenham, McNaughton, I, p. 228-229. Il réitère sa position des années plus tard lorsqu'il devient CEMG. « Trend of Army Development », allocution présentée au United Services Institute, Toronto, le 2 mai 1929, archives de McNaughton, vol. 347.
18. McNaughton, « The Defence of Canada »; Correlli Barnett, *Britain and Her Army 1509-1970: A Military, Political and Social Survey*, New York, William Morrow, 1970, p. 411.
19. Douglas MacArthur, *Reminiscences*, New York, McGraw-Hill Book Company, 1964, p. 99.
20. Desmond Morton, « L'évolution de la doctrine opérationnelle au sein du Corps canadien en 1916-1917 », *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, vol. 2, n° 4 (hiver 1999), p. 47. En 1936, la Milice entreprend une réorganisation importante. Quatre régiments de cavalerie et six régiments d'infanterie sont respectivement convertis en unités de voitures blindées et de chars. Pour ce qui est de la Force permanente, une école de chars n'a été mise sur pied qu'en 1938. Pour un bon aperçu de ces changements, consultez le travail du Major W. Alexander Morrison, « Major General A.G.L. McNaughton, The Conference of Defence Associations, and the 1936 N.P.A.M. Re-organization: A Master Military Bureaucratic Politician at Work », DHP, dossier 82/470.
21. Chaque année à partir du moment où McNaughton devient CEMG, et ce jusqu'au déclenchement de la guerre, l'armée de terre britannique mène des exercices en campagne au niveau de brigade ou à des niveaux plus élevés. English, *The Canadian Army and the Normandy Campaign*, p. 29. Un observateur des manœuvres de 1935 considère qu'il s'agit « probablement des meilleures manœuvres [...] depuis la guerre » et qu'elles présentent certainement des améliorations par rapport à celles qui se sont déroulées dix ans auparavant. Correspondant spécial, « The Army Manœuvres » *The Fighting Forces* XII, n° 4, octobre 1935, p. 355. Pour un aperçu de ce que les Britanniques accomplissent au milieu des années 1920, voir Major-général H. MacBrien, « The British Army Manœuvres September 1925 », RCD II, janvier 1926, p. 132-150. La Force permanente mène un exercice au niveau de brigade, au Camp Borden, à l'été 1938; cependant la mauvaise qualité générale de l'instruction qui précède l'exercice nuit au déroulement des manœuvres.
22. Harris, *Canadian Brass*, p. 193.
23. Heinz Guderian, *Panzer Leader*, New York, E.P. Dutton, 1952, p. 22-23; Major E.L.M. Burns, « A Step Towards Modernization » RCD XII, avril 1935, p. 305.
24. James Eayrs, *In Defence of Canada: From the Great War to the Great Depression*, Toronto, University of Toronto Press, 1964, p. 260.
25. *Ibid.*, p. 258.
26. Major-général A.G.L. McNaughton, « The Military Engineer and Canadian Defence » RCD VII, n° 2, janvier 1929, p. 151 et 154.
27. McNaughton, « The Development of Artillery in the Great War » RCD II, janvier 1929, p. 171; Swettenham, *McNaughton*, I, p. 229.
28. J.F.C. Fuller, « The Application of Recent Developments in Mechanics and Other Scientific Knowledge to Preparation and Training for Future War on Land », *Royal United Services Institute Journal* LXV, 1920, p. 240-241 et p. 252-256.
29. McNaughton, « The Development of Artillery in the Great War », p. 170; Major-général A.G.L. McNaughton, « The Capture of Valenciennes: A Study in Co-ordination » RCD X, n° 3, avril 1933, p. 279. English avance que McNaughton est peut-être « tombé dans le piège de croire que seule sa propre expérience était valable ». *The Canadian Army and the Normandy Campaign*, p. 50.
30. Harris, *Canadian Brass*, p. 192-209; pour prendre connaissance d'une bonne discussion sur l'appui qu'accordait Guy Simonds à l'utilisation chronométrée de l'artillerie et au recours ultime à cette méthode, consulter William J. McAndrew, « Fire or Movement?: Canadian Tactical Doctrine, Sicily 1943 » *Military Affairs* LI, juillet 1987, p. 144-145.
31. Shelford Bidwell et Dominick Graham, *Firepower: British Army Weapons and Theories of War 1904-1945*, Londres, George Allen & Unwin, 1982, p. 138-139.
32. Shane B. Schreiber, *Shock Army of the British Empire: The Canadian Corps and the Last 100 Days of the Great War*, Westport, Conn., Praeger, 1997, p. 142. Harris observe à juste titre qu'un scientifique et ingénieur comme McNaughton « devait être parfaitement conscient de l'impact des armes modernes sur le champ de bataille ». Cependant, savoir que la mécanisation change les combats n'équivaut certainement pas à comprendre comment elle le change. *Canadian Brass*, p. 201.
33. William A. Stewart, « Attack Doctrine in the Canadian Corps, 1916-1918 », thèse de maîtrise inédite, University of New Brunswick, 1984, p. 213. À Amiens, la coopération interarmes chars et infanterie était « pratiquement impossible » en raison de la faible visibilité.
34. Fraser, *Alanbrooke*, p. 119. Fraser ajoute qu'aucune preuve ne lui a encore été présentée que Brooke est « en mesure de saisir la véritable nature des occasions stratégiques et opérationnelles par opposition aux avantages tactiques ». En 1944, une brochure intitulée *British Commanders* est en circulation; elle comprend des notices biographiques des principaux commandants. La notice sur Brooke le donne comme « le plus grand expert britannique de la mécanisation ». Cette assertion ne peut être plus fondée en 1944 qu'elle l'était en 1939. DHP, dossier 000.2(D29). Liddell Hart rappelle que lorsque Brooke enseigne à Camberley, en 1925, il « élaborait la méthode d'attaque qu'il enseignait. Il subordonnait l'utilisation des chars et leurs actions aux exigences d'un horaire et d'un barrage d'artillerie bien organisé et il les répartissait sur une ligne en petits groupes à l'appui de l'infanterie qui suivait le barrage. » *The*



---

*Memoirs of Captain Liddell Hart*, Londres, Cassell, 1965, I, p. 101.

35. James H. Lutz, « Canadian Military Thought, 1923-1939: A Profile Drawn from the Pages of the old Canadian Defence Quarterly » *RCD IX*, n° 2 (automne 1979), p. 48; Serge M. Durlinger, « The Canadian Defence Quarterly 1933-1935: Canadian Military Writing of a Bygone Era » *RCD XX*, n° 6, juin 1991, p. 46.

36. B.L. Montgomery, « The Major Tactics of the Encounter Battle », *The Army Quarterly*, XXXVI, n° 2, juillet 1938, p. 272. Montgomery anticipe parfaitement les divers dilemmes auxquels seront confrontés les Alliés et les Allemands en Normandie. Il établit que les divisions blindées défensives « doivent être remplacées par des divisions normales » pour pouvoir assurer la mobilité. Cependant, une relève sur place en tant que telle est difficile parce que les divisions blindées « ne doivent pas occuper des positions statiques ». Pour ce qui est de la force aérienne, il pense qu'il ne faut pas l'utiliser contre des objectifs en profondeur mais plutôt lui faire attaquer les concentrations ennemies. De fait, il favorise l'interdiction d'unités qui se déplacent vers la zone de combat principale. « Le ralentissement et la désorganisation des formations principales au sol de l'ennemi peuvent avoir des conséquences très significatives pour le camp qui réussit à atteindre cet objectif. » Pour ce qui est des tactiques offensives, il indique que les divisions devraient « pousser sans égard au maintien de l'alignement » de sorte à « pénétrer les éléments avancés sans délai » pour confirmer le contour de la position principale de l'ennemi. C'est ce que la 3e Division d'infanterie du Canada a fait le jour J, entraînant l'isolement et la décimation de ses éléments de tête par les attaques sur les flancs lancés par la 12e Division Panzer SS des jeunesses hitlériennes.

37. B.L. Montgomery, « The Problem of the Encounter Battle as Affected by Modern British War Establishment » *RCD*, XV, n° 1, octobre 1937, p. 13-25, et l'éditorial de Stuart de la même parution, p. 1. Montgomery est loin d'être un auteur prolifique, mais il publie une série de cinq articles intitulée « The Growth of Modern Infantry Tactics » dans *The Antelope*, en 1924-1925, ainsi qu'un article intitulé « Some Problems of Mechanization », dans cette même revue, en 1926. Voir également « Letter of Advice to a Newly Appointed Adjutant in the TA » (les rédacteurs ont modifié le titre original « Training in the Territorial Army »), *Army Quarterly*, automne 1924.

38. Allocution devant l'United Services Institute, le 10 décembre 1921, citation tirée de Swettenham, *McNaughton*, I, p. 228-229.

39. Burns étudiait certainement. Il a écrit des comptes rendus éclairés de travaux de Liddell Hart et de Fuller. Voir Capitaine E.L.M. Burns, « The Principles of War: A Criticism of Colonel J.F.C. Fuller's Book "The Foundation of the Science of War" » *RCD IV*, n° 2, janvier 1927, p. 168-175 et Major E.L.M. Burns, « The Remaking of Modern Armies: A Review » *RCD V*, n° 1, octobre 1927, p. 115-117.

40. Steve E. Dietrich, « The Professional Reading of General George S. Patton, Jr. » *The Journal of Military History* LIII, n° 4, 1989, p. 390. En 1919, Patton présente aux officiers de sa brigade de chars un exposé intitulé « Les obligations de l'officier » dans lequel il dit que « peu de personnes naissent dotées du talent de Napoléon, mais nous pouvons tous être de bons commandants de compagnie, à condition d'étudier [...] Je vous conseille instamment de consacrer au moins trois heures et demie pas semaine à la lecture de textes militaires. » Blumenson, *The Patton Papers*, I : 724. (N.D.T. Il existe un résumé en français du vol 2 des carnets secrets du Général Patton, mais ni le vol 1 ni le vol 2 de ces carnets n'ont été traduits.) Omar Bradley rappelle que c'est pendant qu'il enseigne à West Point qu'il entreprend « de lire et d'étudier sérieusement l'histoire militaire, [...] ce qui [lui] a permis d'apprendre beaucoup en prenant connaissance des erreurs commises par [ses] prédécesseurs ». Il a particulièrement étudié Sherman, « un maître en matière de la guerre de manœuvre ». *A General's Life*, New York, Simon & Schuster, 1983, p. 53-54.

41. FM 31 E42, vol 3, transcription d'entrevue, Brigadier-général R.J. Orde, p. 6.

42. Stewart, « Attack Doctrine in the Canadian Corps », p. 250.

43. John J. Pershing, *My Experiences in the World War*, New York, Frederick A. Stokes Company, 1931, II, p. 2.

44. Stewart, « Attack Doctrine in the Canadian Corps », p. 256.

45. Swettenham, *McNaughton*, I, p. 315-316.

46. Mel Thistle, ed., *The Mackenzie-McNaughton Wartime Letters*, Toronto, University of Toronto Press, 1975, p. xiii; Transcription d'entrevue, Lieutenant-général Elliot Rodger, p. 14, FM 31 E42, vol 3, ANC; Mackenzie cité par Bernd Horn et Stephen J. Harris, éd., *Chefs guerriers : perspectives sur les chefs militaires supérieurs canadiens*, Toronto, Dundurn, 2001, p. 84.

47. Douglas MacArthur est également rappelé de sa retraite pour reprendre le commandement. Il a pris sa retraite du service actif le 31 décembre 1937, mais le président Roosevelt veut qu'il occupe le poste de commandant en chef en Orient. Le 26 juillet 1941 le grade de major-général des forces armées est de nouveau remis à MacArthur et le jour suivant il est promu au grade de lieutenant-général. William Manchester, *MacArthur : un César américain, 1880-1964*, Paris, Lafont, 1981, p. 148-149.

48. J.W. Pickersgill, ed., *The Mackenzie King Record, I: 1939-1944*, Toronto, University of Toronto Press, 1960, p. 38; journal personnel de King, le 6 octobre 1939, cité par Granatstein, *The Generals*, p. 61; J.L. Granatstein, *Canada's War: The Politics of the Mackenzie King Government, 1939-1945*, Toronto, Oxford University Press, 1975, p. 25.

49. On sait que les larmes noyaient les yeux de Patton lorsqu'il pensait à ses soldats en train de mourir. Montgomery rappelle un incident similaire au sujet de Brooke, à Dunkerque, lorsque ce dernier reçu l'ordre de retourner en Grande-Bretagne. Montgomery mentionne : « ...je vis immédiatement qu'il lutait pour contenir son émotion; aussi l'emmenai-je un peu à l'écart dans les dunes, et là, ses nerfs lâchèrent et il pleura — ce n'était pas à cause de la situation du [Corps expéditionnaire britannique] [...], mais parce qu'il était obligé de nous abandonner à un sort qui paraissait très dramatique. Lui, un soldat, avait reçu l'ordre de quitter ses hommes en un moment critique — et c'est cela qui le faisait souffrir. » B.L. Montgomery, *Les voies du pouvoir*, Paris, Hachette, 1962, p. 156.

50. Pickersgill, *The Mackenzie King Record*, I, p. 39.

51. Victor Odium, un officier de la Milice, est âgé de cinquante-neuf ans et son dernier commandement remonte à 1925, alors qu'il était à la tête de la 23<sup>e</sup> Brigade d'infanterie. Depuis, il est actif en affaires et en politique. Halfdan F.H. Hertzberg, un officier de la Force permanente, est âgé de cinquante-neuf ans en 1939 et il occupe le poste de Quartier-maître général, à Ottawa. Âgé de quarante-neuf ans, E.W. Sansom n'est que colonel et il commandera un corps, en Angleterre.
52. À l'occasion d'une conférence intitulée « Le Canada et la Deuxième Guerre mondiale » tenue à Londres en juin 2004, Desmond Morton rit de l'idée que Pearkes aurait pu commander la 1<sup>re</sup> Division. Pearkes s'intéresse à l'histoire militaire et est toujours prompt à en tirer des leçons. Voir « The 1914 Campaign in East Prussia » *RCD* VIII, n° 2, janvier 1932, p. 248-254 et « The Winter March of a Brigade of Guards Through New Brunswick, 1862 » *RCD* XI, n° 1, avril 1934, p. 100-110.
53. Reginald H. Roy, *For Most Conspicuous Bravery: A Biography of Major-General George R. Pearkes, V.C. Through Two World Wars*, Vancouver, University of British Columbia Press, 1977, p. 129. Pearkes s'arrange pour obtenir le poste d'assistant de l'arbitre en chef de l'exercice d'une durée de trois semaines. La 1<sup>re</sup> Division est commandée par le Major-général C. Armitage et la 2<sup>e</sup> Division est commandée par le Major-général Henry « Jumbo » Wilson. Pearkes mentionne qu'« il n'y avait que très peu de reco aérienne, et le combat, comme c'est souvent le cas des manœuvres effectuées en temps de paix, a conduit à une impasse. J'étais très impressionné par les déplacements nocturnes des QG et j'étais remué par l'émotion et la beauté des manœuvres des forces mécanisées. Pour l'époque, la rapidité et les distances parcourues étaient remarquables (nous avons bien sûr effectué de telles manœuvres en de nombreuses occasions quelques années plus tard, mais je n'avais alors encore jamais rien vu de semblable au Canada). » Archives de Pearkes, University of Victoria Archives, Collections particulières, boîte n° 7.
54. Réginald H. Roy. *Débarquement et offensive des Canadiens en Normandie*, Musée canadien de la guerre, Publication d'histoire militaire n° 19, Saint-Laurent, Québec, Éditions du Trécarré; Ottawa, Musées nationaux du Canada, 1984, p. 2.
55. La brigade de Brooke comprend quatre bataillons et Fraser estime que leur direction ne lui pose que « peu de difficultés », particulièrement parce qu'il a étudié « exhaustivement » en prévision de l'occupation du poste. Brooke commande la Mobile Division de la fin de 1937 à juillet 1938. *Alanbrooke*, p. 108, 117 et 121. Même le futur commandant en chef des forces territoriales, Bernard Paget, expérimente le commandement, avec la Quetta Brigade, de 1936 à 1937.
56. Donald E. Houston, *Hell on Wheels: The 2<sup>nd</sup> Armoured Division*, San Rafael, Calif., Presidio Press, 1977, p. 69. Les arbitres mentionnent qu'il s'agit du plus impressionnant mouvement routier jamais effectué par des chars. Patton insiste particulièrement sur la nécessité d'attaquer à répétition l'arrière de l'ennemi. En Louisiane, il force sa division à progresser de deux cents miles en vingt-quatre heures. Christopher R. Gabel, *The US Army GHQ Maneuvers of 1941*, Washington, DC, Office of the Chief of Military History, 1991, p. 52, 108 et 110. Par l'étude et à l'occasion de manœuvres effectuées en campagne, Patton fait émerger la pensée que les chars ne devraient pas être utilisés en masse. Ce concept est fondamentalement différent de celui énoncé par Guderian dans son manuel intitulé « Nicht klettern, sondern klotzen » (Une pluie torrentielle, pas du crachin). Le Major-général F.W. von Mellenthin, *German Generals of World War II: As I Saw Them*, Norman, Oklahoma, Oklahoma University Press, 1977, p. 89. Les manœuvres du Tennessee n'ont permis d'exercer que les formations du niveau du corps. En Louisiane, la 2<sup>e</sup> Armée (160 000 hommes) du Lieutenant-général Ben Lear lance une attaque contre la 3<sup>e</sup> Armée (240 000 hommes) du Lieutenant-général Walter Krueger. Vingt-sept divisions participent aux manœuvres en Louisiane. Les manœuvres en Caroline suivent à la mi-novembre.
57. Burns, « A Step Towards Modernization », p. 301.



Visitez-nous en ligne à...

<http://www.army.forces.gc.ca/caj/>



---

# SUR LE FRONT DE LA GUERRE ET DE L'INFORMATION : LE JOURNAL « THE MAPLE LEAF » ET LA CULTURE DE L'ARMÉE DE TERRE DURANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE

---

M<sup>me</sup> Kathryn E. Rose

« Les “Ricains” avaient le *Stars et Stripes*, les “Angliches” l’*Union Jack* et le 8<sup>th</sup> *Army News*. Oui [...] nous avons également découvert dans les positions allemandes que nous avons prises que le Boche avait son « Bumph » quotidien de Berlin »<sup>1</sup>. Cet éditorial, publié dans le premier numéro de *The Maple Leaf*, proclamait ainsi le fait que l’Armée canadienne avait besoin d’un journal national à elle<sup>2</sup>. Il est certain que les soldats appréciaient grandement d’avoir quelque chose à lire, de source canadienne ou d’une autre source, pour oublier le stress du service actif. Pour citer une source américaine, « au front, les soldats lisent les étiquettes des boîtes de ration K, lorsque le contenu figure sur l’emballage, seulement pour lire quelque chose. Dieu sait qu’ils en connaissent bien le contenu — jusqu’au dernier comprimé de dextrose »<sup>3</sup>.

*The Maple Leaf* avait pour mandat d’offrir aux soldats canadiens ce qu’ils voulaient, en particulier des nouvelles du pays, mais aussi de garantir que le contenu était sans couleur politique et que, par-dessus tout, il soutiendrait le moral des troupes canadiennes. Ces objectifs étaient quelque peu contradictoires, mais nous prétendons ici que *The Maple Leaf* a généralement réussi à les atteindre en raison des efforts constants de la rédaction pour présenter l’information d’une manière qui ne sapait pas sa réputation d’être le journal du soldat. Parce que la rédaction était sensible à ses lecteurs très particuliers, *The Maple Leaf* est en fait révélateur de la culture de l’Armée canadienne. Parce qu’il avait pour mission centrale de soutenir le moral, le journal a cependant fait beaucoup plus que simplement refléter les souhaits, explicites et présumés, de ses lecteurs. Il s’est efforcé de façonner la culture de l’Armée d’une manière qui accroissait la confiance des militaires. *The Maple Leaf* cherchait à promouvoir l’idée selon laquelle les forces du Canada étaient supérieurement modernes, capables et efficaces parce qu’elles étaient organisées, entraînées et équipées « de façon scientifique ». Les forces du Canada étaient le produit des meilleurs principes et de la meilleure technologie attribuables à la maîtrise scientifique et à la puissance industrielle de l’alliance occidentale. Le présent article soutient que *The Maple Leaf* lui-même était un instrument de la gestion des forces militaires canadiennes et que, à ce titre, il constitue un moyen important de comprendre ce que le journal s’est efforcé de faire, ce qu’il a accompli et son utilité, en particulier, en tant que source documentaire pour l’étude de l’Armée canadienne de la Seconde Guerre mondiale.

Durant la Seconde Guerre mondiale, les puissances de l’Axe ont obtenu, de 1939 jusqu’au début de 1942, de brillantes victoires contre les alliés occidentaux; les forces terrestres canadiennes ont subi des défaites écrasantes aux mains des Japonais à Hong Kong, en décembre 1941, et des Allemands, à Dieppe, en août 1942. Pour le reste, la nouvelle Armée canadienne déployée outre-mer est restée en Angleterre, s’entraînant sans cesse, jusqu’au moment où la 1<sup>re</sup> Division d’infanterie du Canada a pris part à l’invasion de la Sicile et ensuite de la partie continentale de l’Italie par les Alliés de

## THE MAPLE LEAF

(Contents Passed by Censor)

Published in Italy for the Canadian Armed Forces by the  
Can. Army Public Relations Unit under direction  
Lt-Col. C. W. Giehrst, ADPR, - - - Editor-in-Chief

Address all correspondence to the Editorial Office, THE  
MAPLE LEAF, c/o Cdn. Section, G.H.Q., 10 Esplanade A.A.I.  
Capt. J. D. MacFarlane, - - - Managing Editor  
Leut. J. L. McKenna, - - - Assistant Editor  
Leut. Fred Whitcombe, - - - Business and Circ. Manager  
Sub-Editors: - - - Sgts. Howard Rulacy, G. W. Powell  
W. G. "Bing" Coughlin, H. J. Daly

## S.I.W.

**T**WO under-strength Canadian infantry battalions fought the Battle of Ortona, a glorious feat of arms.

It took roughly a thousand men 10 days to kill most of the Germans who had turned the Adriatic town into a strong point and to drive the others out when they saw resistance was hopeless. Ten thousand man days.

Elsewhere on this page a few other statistics are printed. Medical figures show that 480 Canadian soldiers are being treated in Canadian hospitals here for VD. Treatment takes 24 days. That's 11,520 man days lost - more manpower than was needed to drive the German paratroops out of Ortona!

The MAPLE LEAF doesn't intend to preach. That's not its job. But the facts as shown might be worth a little quiet, sober reflection.

Every soldier knows or thinks he knows all about sex hygiene. But what he doesn't know, perhaps, is that the type of VD prevalent in this country is a virulent type characterized by a very high proportion of complicated cases resistant to sulphamidamide and other drugs. Sometimes cure is very difficult, by no means certain.

Canada needs her fighting men for the all-out battles ahead. There will be other Ortonas. Are you going to be in there punching with your pals-or will you be occupying a bed in some VD ward?

C.W.G.

## Canada Signs New Mutual Aid Pacts

**OTTAWA**—Canada has concluded a treaty with China formally relinquishing extraterritorial rights and other privileges which Canada, together with other nations, previously exercised in China.

The treaty provides that, not later than six months after cessation of hostilities, the two governments will enter into a comprehensive, permanent treaty of friendship regarding commerce, navigation and consular rights.

The treaty does not affect existing rights of Canadian nationals owning property in China.

Prime Minister King also announced that Canada had signed a mutual aid agreement with the French Committee of National Liberation, G. Bonneau, delegate in Canada, signed on behalf of the French committee.

## New Air Links

**WINNIPEG**—Northwest Airlines has made the first move in a new program calling for establishment of Winnipeg as a major base on two air routes between Chicago and Alaska.

In an application filed with the Civil Aeronautics board, in Washington, the airline has asked for authority to operate routes between Chicago and Anchorage, Alaska, the first to proceed through Milwaukee, Duluth, Winnipeg, McMurtry, Alaska; Norman Wells, Northwest Territory, Fort Yukon and Fairbanks, Alaska, and the second northwest from Winnipeg to Edmonton, Whitehorse and Gossburn, Alaska.

## HONORED BY SOVIET

**OTTAWA**—Canadian servicemen who have been awarded Soviet medals are: Lieut. E. W. Driscoll, RCNVR, who received "the Order of the Patriotic War, Second Class"; Sub-Lieut. C. R. A. Schorr, RCNVR, "Order of the Patriotic War, First Class"; and Flt.-Sgt. W. L. McGinty, RCAF, "Medal of Courage."

## No Business

**CORSE BAY, Ont.**—Main-toulis Islanders have been behaving so well that Russell McDermid and his wife, Sarah, are leaving the island. McDermid is governor of the island's 10-celled jail and his wife is matron. They haven't had a prisoner in six months so McDermid is going to a new post at Sudbury, Ont.

## "Infamous"

**WASHINGTON**—U.S. Secretary of State Hull denounced as "infamous" any propaganda urging Britain and the U.S. to join Germany against Russia.

At his press conference, he was replying to a question about reports of a Spanish broadcast from a Falangist station appealing to "civilized nations to unite against their common enemy Bolshevism."

"Anyone who originates such a suggestion must be conscious of the infamy of what he is doing," Mr. Hull stated.

## MAIN PROBLEM

**TORONTO**—Wounded Canadian and American soldiers suffering compound fractures are the major problems facing medical officers at the battlefronts at present, members of the American College of Surgeons attending the war sessions in Toronto were informed.

## Germans Live Agents in Eire, Claim in Ulster

**BELFAST**—"I have no doubt whatever" German submarines have landed agents in remote harbors on the west coast of Ireland in recent months, declared Sir Hugh O'Neill, chairman of the Ulster Parliamentary party, here.

It has been announced in Dublin that air services between there and Liverpool have been cancelled until further notice. The move is part of Britain's pre-invasion security scheme.

## Venereal Disease Major Army Problem in Italy

**Cost of Ignoring Available Protection Heavy; "Veritable Flood" of Cases Hampers Hospitals in Treating Wounded and Sick**

**T**IME lost in treating soldiers for gonorrhea is one of the biggest problems of the medical branch of the Canadian Army in Italy because the Italian woman has developed a type of gonorrhea germ particularly resistant to latest methods of treatment.

## Survey

This is the statement of a leading army medical authority after an extensive survey of the cost of venereal disease to the Canadian war effort in Italy.

Recent returns from hospitals in this theatre show that, on one day, 480 Canadian soldiers were under treatment for venereal disease. Each of the soldiers will occupy a hospital bed for an average of 24 days, and the figure of 480 is no exception—some days it's more, some less.

"The figure of 480 does not include the Canadian soldiers who are treated for V.D. in forward medical units," it is pointed out. "That figure of 480 continues, day in and day out, and represents a veritable flooding of the medical units and hospitals which have a busy enough time looking after wounded and sick."

## Only One Way

Venereal disease is contracted in only one way despite the fairy tales about towels and toilet seats. There's no need to draw diagrams regarding how it's contracted but medical statistics definitely show that many Canadian soldiers are ignoring accepted and efficient methods of prevention.

Unfortunately, venereal disease in a woman doesn't show any signs like the rash of measles or the cough of tuberculosis. The woman, herself, may not know she has the disease. Famous last words are: "She looked clean."

"The only sure prevention for venereal disease is staying away from the agent of transmission. Anyone who main-

tains a grown man needs to indulge in periodic sexual intercourse to keep healthy is an ignorant, bloody fool," it is stated.

"The urge or desire for sexual intercourse is a natural instinct common to all animals. A content soldier controls this urge because of normal upbringing, moral training and common sense. The biggest single cause of incontinence and promiscuous sexual intercourse is liquor. If the 'vino' is left alone there won't be slip-ups."

## Good Chance

"However, rather than offer only one course for the prevention of venereal disease, there is an alternative for those who cannot always suppress the urge. If every precaution is taken, the chance of avoiding V.D. is high."

"A supply of condoms and P. capsules plus the knowledge of how to use them are important. But even more important—a condom is no good if the soldier is too drunk to remember the next day's carrying it."

"On top of that, a knowledge of the location of the 'PRO Station' is essential and an immediate visit following exposure even more so. Its no good losing the next day."

## More Serious

Syphilis is less common but more serious than gonorrhea. If untreated or inadequately treated, syphilis is one of the most dangerous diseases known. If untreated or inadequately discovered at the time of infection, it may lie dormant without symptoms for years and then the victim may de-

velop crippling paralysis, blindness, insanity or any one of the numerous other manifestations of late syphilis.

This last statement, alone, is enough to make any soldier not only think twice, but three or four times before running any risks.

## Large Build-Up For Protection

**Unemployment Insurance Fund Reaches Total Of 182 Million**

**OTTAWA**—With Canada's unemployment insurance fund totalling 182,613,627 dollars at the end of February, some 2,756,000 Canadian workers have an average of 66 dollars in a pot intended to help keep them through slack periods.

Since the first worker became entitled to collect benefits from the fund, February 29, 1935, after paying for 180 days—a total of 1,711,445 dollars has been paid out in benefits.

## More Apply

Although there has not been a large scale drain on the fund, recent months have shown increases and a natural seasonal tendency in winter, combined with home industrial layoffs, sent the number of applications for benefits to a new high of 11,761 in January.

The balance of 182,613,627 dollars has been accumulated since compulsory unemployment insurance was introduced in July, 1941. Employers and employees have jointly contributed 149,413,103 dollars and the government had paid 29,882,621. The balance has been earned in interest.

Those known as class one workers pay 12 cents weekly into the fund and their employers pay 21 cents. These workers are entitled, if they are single, to a benefit of 408 cents weekly or, if they have one or more dependents, 480 cents.

The scale goes up to workers earning 26 dollars weekly or more. In that category, employees chip in 36 cents weekly, employers 27 cents, and benefits are 1,224 cents for single persons and 1,440 cents for those with dependents.

## After Nine Days

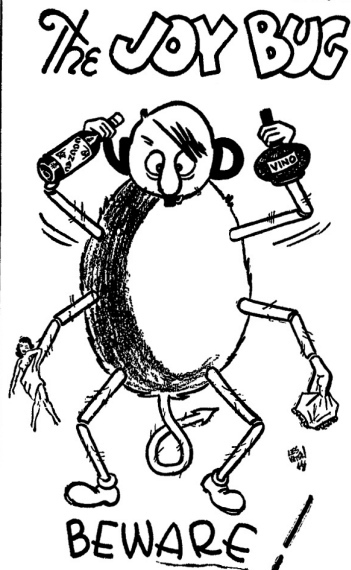
Records of payments are kept in unemployment insurance books which are issued for each individual employee. When the worker becomes unemployed, after nine days, he can start to collect benefits provided that during the previous two years he has made contributions for 180 days.

Men and women in the armed forces are having their rights in the fund protected during their services. Contributions made by these people are held by the commission and will be added to their credit when they leave the forces.

After a man is discharged and has worked at an insured occupation for 15 weeks, he gets credit also for the period he served in the forces with the government paying both employer and employee contributions. To the end of January, the government had paid 53,983 dollars into the fund under this plan.

## SALVAGE SAVES TAXES

**LONDON**—British army salvage organization, the Middle East are estimated to have saved British taxpayers at least 100,000,000 pounds. The scrap is used for re-manufacturing.





---

juillet à septembre 1943. Jusque-là, la contribution principale du Canada s'était manifestée dans le domaine des efforts industriels et scientifiques alliés : la production de masse d'un équipement de haute technicité, l'escorte de ce matériel en mer jusqu'aux fronts où se déroulaient les combats, dans le cadre de la lutte de haute technologie contre la flotte sous-marine allemande dans l'Atlantique, et l'offensive aérienne de haute technologie des bombardiers contre l'Allemagne. Bien que le Canada se soit établi comme l'un des moteurs industriels de l'effort de guerre allié, il restait à préparer l'Armée canadienne, qui n'avait pas dans une grande mesure eu son baptême du feu, à prendre part à des offensives majeures contre des forces allemandes qui semblaient encore les plus formidables de l'histoire moderne. Le Général A. G. L. McNaughton, qui a commandé l'Armée canadienne outre-mer jusqu'en décembre 1943, était lui-même un ingénieur devenu soldat qui croyait passionnément que la haute technologie procurerait à ses troupes un avantage essentiel. Commandant subordonné principal de McNaughton et ancien officier d'artillerie habitué également ouvert aux méthodes scientifiques, le Général H. D. G. Crerar ne croyait pas autant que McNaughton que le moral des militaires n'avait pas besoin d'un coup de pouce. Le ministre de la Défense nationale, J. L. Ralston, qui avait été décoré comme commandant d'infanterie sur le front durant la Première Guerre mondiale partageait les craintes de Crerar. Crerar et Ralston se sont mis à la recherche de dirigeants de journaux, servant déjà dans l'Armée, qui auraient pour tâche de s'occuper de préoccupations particulières concernant le moral. Comme le soutient le présent article, Crerar et Ralston ont essentiellement appliqué à la question du moral les principes de gestion qui avaient fini par caractériser l'effort de guerre canadien et allié.

L'Armée a publié le premier numéro de *The Maple Leaf* en janvier 1944 en Italie, quatre mois après le débarquement allié du 3 septembre 1943. En octobre 1943, le gouvernement du Canada a décidé de porter la participation du Canada au niveau d'un corps d'armée, qui est arrivé d'Angleterre en trois étapes, soit un contingent de 25 000 militaires en novembre, un de 10 000 en décembre et un de 4 000 en janvier, qui se sont ajoutés aux 1 851 officiers et 24 835 militaires du rang déjà présents. Il a d'abord été sous le commandement du Lieutenant-général H. D. G. Crerar, auquel le Major-général E. L. M. Burns a succédé. Le corps d'armée incluait la 5<sup>e</sup> Division blindée du Canada, la 1<sup>re</sup> Division d'infanterie du Canada et la 1<sup>re</sup> Brigade blindée du Canada<sup>4</sup>. En raison de la participation accrue du Canada, le Général Crerar et le ministre de la Défense, le Colonel J. L. Ralston, ont reconnu le besoin d'un groupe de relations publiques et notamment d'un journal militaire.

Si la participation accrue du Canada en Italie a servi de tremplin à la création d'un journal militaire canadien, il y a une autre dimension à cette histoire. La grande préoccupation du Général McNaughton, qui était un ardent nationaliste, était de faire en sorte que l'Armée canadienne reste unie en vue de l'offensive principale de la victoire alliée contre l'Allemagne, qui prendrait la forme d'une grande invasion de la France partant de l'autre côté de la Manche. Il avait accepté l'envoi de la 1<sup>re</sup> Division en Sicile pour l'aguerrir et s'attendait à ce que la division retourne en Angleterre en vue de l'invasion de la France. Crerar et Ralston avaient toutefois exercé de fortes pressions pour l'engagement accru dans le théâtre méditerranéen, en partie parce qu'ils craignaient que la longue attente en Angleterre mine dangereusement le moral des troupes. McNaughton, qui avait la foi presque sans bornes d'un nationaliste passionné dans le moral des militaires canadiens, ne partageait pas ces craintes concernant le moral. En fait, la décision du gouvernement d'effectivement « diviser » l'Armée canadienne en deux l'a tellement consterné qu'il a démissionné de son poste de commandant en décembre 1944.



# INVASION



## Navy Supports Assault With Terrific Barrage

More Than 600 Warships, Including Canadian Vessels, Blast Invasion Coast While Thousand Bombers Roar Overhead; Soldiers Cheerful

ABOARD A BRITISH DESTROYER OFF BERNIERE-SUR-MER—it is Tuesday at dawn. Guns are belching flame from more than 600 Allied warships. Thousands of bombers are roaring overhead, fighters are weaving in and out of clouds as invasion of Western Europe begins. Rolling clouds of dense black and grey smoke cover beaches southeast of Le Havre as the full fury of the Allied invasion force is unleashed on the German defences.

### Incredible Sight

It is a most incredible sight. This ship is standing 3,000 yards off the beaches of Berniere-sur-Mer and from the bridge of this little destroyer can be seen vast numbers of naval craft.

The air is filled with continuous thunder of broadsides and crash of bombs. Great spurts of flame come up from the beaches in long, snake-like ripples as shells ranging from 16 inches to four inches find their mark. In the last 10 minutes alone more than 2,000 tons of high explosive shells have gone down on the beachhead.

It is now exactly 0725, and through glasses can be seen the first wave of assault troops touch down on the water's edge and fan up the beach. Battle ships and cruisers are steaming up and down, drenching the beaches ahead of the troops with withering broadsides.

Guns flash and great coils of yellow cordite smoke curl into the air. Great assault vessels are standing out to sea in their hundreds, and invasion craft are being lowered like beetles from davits and head toward shore in long files.

They are crammed with troops, tanks, guns and armor—(Continued on Page 4)

### ORDNANCE DUMP

LONDON—Britain has become one vast ordnance dump, said a BBC reporter. He said roads are jammed with military traffic.

In every wood and leaf-shaded side roads, also private grounds, quarries and under embankments, this great traffic is concentrated.

## D-Day Despatches

Complete Confidence

General Montgomery, on the eve of the invasion, said: "I personally have absolute and complete confidence in the outcome. The party is in first-class shape to win the match."

The German soldier is terribly good but I don't think the German general is as good as he used to be. He has been on the defensive for a very long time and I believe it must affect his mentality."

### Sweet Revenge

### Fuehrer in Charge

Senior Field Marshal Gerd Von Rundstedt and Field Marshal Erwin Rommel have been given a backseat in direction of the invasion battle of western Europe, according to news from underground sources reaching London that claim Hitler is taking personal command of all anti-invasion operations.

It is also reported Der Fuehrer has moved his headquarters to "somewhere in northern France" so as to be close to the scene of operations.

### HUGE HEADLINES

Biggest headlines London newspapers could assemble announced the invasion of Europe had started. Many queues for papers assembled everywhere but there were no demonstrations—only a quiet undertone of confidence reflected in first comments of early newspapers.

The German soldier is terribly good but I don't think the German general is as good as he used to be. He has been on the defensive for a very long time and I believe it must affect his mentality."

### Take a Rearing

One hundred and twenty-five million maps had been prepared prior to the Allied landings in Europe, according to one of the reports on the landings released by the U.S. War Department.

### Special Order

Before Allied troops embarked, each soldier was given a copy of General Eisenhower's Order of the Day which said: "The eyes of the world are upon you. The hopes and prayers of liberty-loving people everywhere march with you. In company with our brave (Continued on Page 4)

## Allied Gains Reach 10 Miles in One Day

Biggest Story of War Told in 24 Words; Greatest Naval, Air, Paratroop Concentrations In History; Canadians in Action

SUPREME HEADQUARTERS ALLIED EXPEDITIONARY FORCE—British, Canadian and American troops, supported by the navies and airforces of the three countries, yesterday morning opened the assault on Western Europe with airborne and airborne landings on the west coast of France.

### Well Inland

A CRYPTIC communique by General Eisenhower's staff confirmed earlier German radio reports that the news for which the entire world has waited for months—INVASION—had broken. Only 24 words were in the communique, but behind them lay the biggest story of the war.

Last night it was reported the assault forces were pressing well inland from the beaches, with fighting in Caen, strategic point on the railway from Cherbourg to Paris, and about Rouen. Caen is 10 miles inland. At other points advances of several miles have been made.

Paratroops led the invasion forces into France. About 30,000 of these specialists floated to earth behind the Atlantic Wall in the largest exploitation of airborne troops the world has ever seen. Official sources say their losses were exceptionally light and they have seized many strategic points including bridges which the Germans had no time to blow. Many of the paratroops were veterans of the Sicilian and Italian campaigns. Glider-borne troops joined them. Losses of troop-carrying planes were not heavy.

### 6,000 Ships

Soon after first light the first troops touched down on beaches scattered from Le (Continued on Page 4)

### ROLE FOR FRENCH

WASHINGTON—Henri Hoppe, French Committee of National Liberation delegate to Washington, declared Tuesday French troops soon will participate in the Western European operations.

### Number One

LONDON—First Allied invasion communique was a terse message of 24 words. It said:

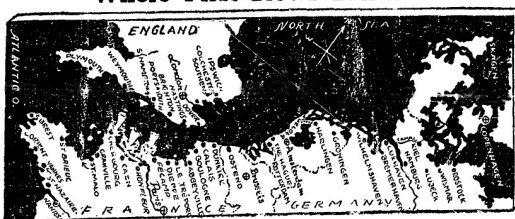
"Under command of General Eisenhower, Allied naval forces, supported by strong airforces, began landing Allied armies this morning on the northern coast of France."

It was issued by Supreme Headquarters, Allied Expeditionary Force, and was marked "Communique Number One."

### NAZI STRIKEOUT

"It now appears that we have been given another month of grace before the invasion starts," said Robert De Beaulieu, spokesman for the Vichy-ruled Paris radio at 0500 b. yesterday. "According to pre-war reports from Washington, President Roosevelt will visit London about the end of June. Surely this indicates that the big event will not start before then," he said.

## Where First Blows Landed





---

Crerar et Ralston ne croyaient toutefois pas qu'il suffisait d'envoyer les troupes au combat pour entretenir l'esprit combatif, surtout pas dans le contexte du long et pénible effort frustrant et sanglant qu'a été la campagne d'Italie, caractérisée par la brillante et tenace défense allemande, le terrain montagneux et les froides pluies d'automne. En novembre et décembre 1943, le 1<sup>er</sup> Corps d'armée du Canada était sur le front de l'Adriatique, combattant pour franchir la rivière Moro<sup>5</sup>. Durant le « sombre mois de décembre », le corps d'armée a subi 2 339 pertes<sup>6</sup>. Le Colonel Ralston, au cours d'une visite du théâtre méditerranéen, a réussi à convaincre un brigadier canadien réticent, Richard S. (Dick) Malone, qui était alors officier de liaison auprès de la 8<sup>e</sup> Armée britannique (dont le Corps d'armée canadien faisait partie), de diriger le Groupe de relations publiques numéro 1. Dans le civil, Malone était un journaliste chevronné et un dirigeant de journal prospère qui avait travaillé au *Daily Star* de Toronto, en 1927 et 1928, au *Leader Post* de Regina, de 1929 à 1933, et au *Star Phoenix* de Saskatoon, en 1934. Il avait été membre de la Tribune de la presse parlementaire en 1934-1935 et, en 1936, il était devenu directeur général adjoint du *Winnipeg Free Press*, journal qui avait une influence inhabituelle en politique fédérale et des liens particulièrement étroits avec le Parti libéral<sup>7</sup>.

L'expérience professionnelle de Malone avait attiré sur lui l'attention des cadres supérieurs de l'Armée, notamment Ralston et Crerar. Officier d'infanterie dans la milice à temps partiel, Malone s'était porté volontaire pour le service actif dans l'infanterie mais avait après quelques mois été nommé secrétaire particulier de Ralston<sup>8</sup>. Il a alors suivi le cours d'officier d'état-major du War Staff College afin de se qualifier pour occuper des postes dans l'état-major militaire et a ensuite servi comme capitaine d'état-major au sein de la 5<sup>e</sup> Division blindée du Canada. Il a par la suite été nommé major de brigade au sein de la 1<sup>re</sup> Division d'infanterie du Canada et a débarqué en Sicile avec les premières vagues. En Sicile, Malone a été blessé par l'explosion d'une mine. Il décrit l'événement dans une lettre à un ami en date du 23 juillet 1943 : « J'étais dans une chenillette. Nous avons roulé sur une mine et j'ai été projeté à un mille; les autres ont été tués [...] J'en suis encore tout retourné et je suis à demi-sourd — mais tout est à sa place et je ne pense pas avoir quoi que ce soit de grave »<sup>9</sup>. Malone se posait toutefois des questions sur son rôle ultérieur dans l'effort de guerre, car « quelqu'un a déjà pris ma place » et il estimait devoir passer encore deux semaines alité<sup>10</sup>.

Malone est retourné en service dans l'état-major personnel du Général Montgomery à la fin d'août 1943, juste avant l'invasion de la partie continentale de l'Italie. Il a continué à occuper ce poste jusqu'à ce que Montgomery parte préparer l'invasion du nord-ouest de l'Europe le 21 décembre 1943<sup>11</sup>. Cédant alors aux pressions de Ralston, Malone a accepté le nouveau poste de chef des relations publiques du Canada en Italie<sup>12</sup>. Dans ce poste, il était notamment responsable des communications avec le 1<sup>er</sup> Corps d'armée du Canada, des correspondants de guerre, des amplificateurs et des systèmes de sonorisation, de la recherche des nouvelles de nature militaire et de la fondation de *The Maple Leaf*<sup>13</sup>.

Les relations personnelles de Malone avec le haut commandement doivent, à cause de leur importance capitale pour la fondation et l'évolution de *The Maple Leaf*, être étudiées plus en profondeur. Les sources ne disent rien du moment où Malone a pour la première fois rencontré Ralston même si le fait qu'il a rapidement été intégré au personnel particulier de Ralston suggère qu'ils se connaissaient déjà. Il ne faut pas en être surpris, puisque Malone connaissait Ottawa, y ayant passé des années à couvrir la politique fédérale. Il est clair que, durant la période où Malone a fait partie du personnel de Ralston, les deux hommes ont forgé une amitié durable. Lorsque Malone était l'officier de liaison du Canada auprès de Montgomery, il a encouragé le général britannique à rencontrer Ralston et a pu renseigner ce dernier sur les manies du général.

---

Cette information a permis à Ralston d'impressionner Montgomery, qui avait beaucoup hésité à rencontrer le ministre<sup>14</sup>. Dans une lettre à Malone, Ralston souligne sa gratitude pour l'aide en question : « Je répète que cela a été un pur plaisir pour moi que de t'avoir pour guide, conseiller et ami durant ce voyage intéressant, instructif, grisant et stimulant »<sup>15</sup>. Malone se sentait à l'aise de répondre à ce genre de correspondance, car, le 8 novembre 1943, il a écrit au ministre pour lui souhaiter « Joyeux Noël » et « Meilleurs vœux pour la nouvelle année », notant les problèmes qu'éprouve un officier d'un grade peu élevé essayant d'écrire au ministre de la Défense<sup>16</sup>. Ces deux faits montrent la nature chaleureuse des liens qui existaient entre ces deux hommes.

Malgré son expérience civile et son respect pour Ralston, Malone n'avait pas vraiment envie d'accepter le poste de responsable des relations publiques. Selon son expérience, « les autres personnes qui s'étaient attaquées à la tâche avaient gravement souffert d'un manque de pouvoirs »<sup>17</sup>. Ne se sentant pas à l'aise de refuser complètement, Malone a présenté plusieurs conditions à Ralston. Il espérait que Ralston ne serait pas capable de satisfaire ses exigences et qu'il choisirait un autre candidat<sup>18</sup>. Malone prétendait :

que le titulaire aura besoin [...] de pouvoirs complets en ce qui concerne les questions touchant la presse canadienne dans le théâtre [et] d'un accès direct et permanent au commandant de l'Armée ou au ministre. J'ai également précisé qu'il me serait impossible de devenir l'agent de publicité personnel d'un commandant quel qu'il soit, ce qui arrivait souvent lorsque les officiers des relations publiques n'avaient pas d'autre choix<sup>19</sup>.

Ralston, qui tenait rigoureusement à ce que les choses soient convenables et correctes et qui ne s'est jamais fait remarquer par sa jovialité, a répondu contre toutes attentes sur un ton amusé : « Ainsi, vous posez des conditions concernant la façon dont vous allez travailler »<sup>20</sup>. Ralston a accepté, mais il a de manière tout à fait appropriée et intelligente laissé à Crerar le soin d'approuver la condition concernant la tâche d'agent de publicité des commandants supérieurs<sup>21</sup>. Même si Malone hésitait à aborder la question avec Crerar, « le Colonel Ralston ne m'a pas laissé de porte de sortie à ce sujet [...] Comme il n'y avait pas d'autre solution, j'ai dit exactement ce que je pensais »<sup>22</sup>. À sa surprise, Crerar a accepté cette condition et lui a donné « l'entière responsabilité et les pleins pouvoirs à l'égard des relations avec la presse et des relations publiques de l'Armée canadienne au sein des CMF (forces canadiennes outre-mer) »<sup>23</sup>. Les conditions soigneusement choisies par Malone, la grande confiance que ce dernier avait acquise dans ses relations avec Ralston et l'appui de ce dernier à l'indépendance qu'il exigeait pour de *The Maple Leaf* ont joué un rôle crucial dans les succès du journal<sup>24</sup>.

Malone décrit dans ses mémoires la politique rédactionnelle qu'il a édictée pour le journal :

Le journal ne commenterait pas les questions politiques intérieures ou n'exprimerait pas d'opinion à ce sujet [...] et les questions internes touchant l'Armée susceptibles de nuire à son moral seraient aussi territoire interdit, en ce qui concerne les opinions ou les commentaires de la rédaction<sup>25</sup>.

Cette politique garantissait que les responsables militaires ne feraient pas du journal un moyen de promouvoir des idées personnelles et qu'ils n'auraient pas à « vendre les politiques du parti au pouvoir », ce qui aurait sapé la confiance des soldats dans la publication<sup>26</sup>. Lorsque Crerar et Ralston ont souscrit à cette politique, Malone leur a prudemment demandé de mettre par écrit leur accord pour la postérité. En fait, ainsi que Malone le relate dans ses mémoires, l'accord écrit s'est révélé inutile : « Aucun de ces deux hommes [Crerar et Ralston] n'est intervenu à aucun moment dans l'histoire



# Liberal Party Break Threatens; Flare-Ups Reported in Quebec

## Recce Patrols Across Rhine

Threat To Saarbrücken Grows With New American Thrusts

SHAER—French First Army troops, sweeping northward along the Franco-German border in Lorraine yesterday were fighting in the streets of Colmar, on the Rhine canal, due south of Strasbourg.

Between the converging French First and American Seventh armies, 50,000 Nazi troops in the Vosges were in grave danger. In the Seventh Army's sweep through Alsace, 3,000 German prisoners, including two generals, were captured.

**Lighter Opposition**  
Recce formations of the Seventh Army crossed the Rhine from Strasbourg into Germany yesterday. Other Seventh Army troops expanded their salient around captured Saverne, 20 miles east of Saarbrücken. German resistance in the Alsace plains west of Strasbourg was weakening.

The American Third Army, on its 11-mile front, was fighting in Merzig, 10 miles inside the Reich Saar basin north of Saarbrücken. Other formations, from Metz, were at Johannes Rohrbach, on the road to Saarbrücken. Approximately 3,000 German troops were

(Continued on Page 8)

## Rome Prison Riot Quelled

ROME—Regina Coeli prison here is relatively calm and the five-day riot involving elements of approximately 500 prisoners is "completely under control," Capt. R. M. Freeman, regional supervisor of prisons, said yesterday.

The Italian authorities are said to have the situation in hand, quelled the disturbances and taken measures to the "complete satisfaction" of the Allied officials of the public safety division.

The back wings of the prison have been emptied of prisoners and a large number has been removed to other jails, Capt. Freeman said. One prisoner was slightly wounded by a ricocheted bullet from the rifle of a Carabinieri, called in to quell the outbreak.

It was pointed out by Capt. Freeman, out of the hundreds of prisoners, only a relatively few were actual rioters. They were agitated by some 40 to 60 ring-leaders. Political reasons and the simple fact they "didn't like to be in jail," were among the chief causes given by Capt. Freeman.

## Chinese Continue De-Japping Bhamo

Chinese troops in Burma slashed into Bhamo at two more points in the south part, yesterday's SHAO report said.

British troops opened an offensive against Pinwe and crossed the Gwinka Chawng river. On the Chinthein front, operations continued against stiff opposition west of Kalewa. Allied aircraft destroyed five bridges near Kalewa.

Liberators crossed the Indian ocean in a round trip of 2,000 miles to attack a new Japanese base near Victoria Point at the southernmost tip of Burma.

## Is Your Journey Really Necessary?



No, he isn't a midget hitchhiker looking for a world's fair, but a little Dutch boy who became separated from his parents when war hit Holland. Such goings-on were about as clear to him as the contents of that suitcase, so he set down and decided to let civilian administration officials settle the whole schmozzle.

(Released Through FWB)

## Tokio Unloading Area For Super-Fort Raid

First Attack on Japanese Capital for Two and One-Half Years; Shipping at Yokohama and Kobe Bombed Also

TOKIO rocked under the bombs of a great task force of Super-Fortresses Thursday, when daylight raiders blasted Japan's capital for the first time since April, 1942.

The attack, carried out by B-29 aircraft based on Saipan Island in the Marianas, was the biggest aerial assault on Japan since the beginning of the war. Targets included industrial sections scattered through the capital and navy-electric plants, dams and a course outside the zone precluded industrial factory centers and shipyards.

Yokohama harbor and Kobe also were hit by the Super-Fortresses, it was announced. Two planes were lost.

A Japanese news agency report stated that American planes heavily bombed the Wuhan area of China, including the ports of Hankow and Wuchang, for more than an hour Wednesday night.

General H. H. Arnold, chief of the USAAF, in a report to President Roosevelt, stated the battle for Japan had just begun. No part of Japan is now out of range, the general said, and attacks will be carried on relentlessly from the air until the day of the land and sea invasion.

**NEW ARMY PARADES**  
ROME—Motorized elements of the Italian army—trained and equipped by the Allies—yesterday rolled through Rome. For several hours the long line of vehicles rolled past the reviewing stand in front of the big Ministry of Marine.

## 5,000 Conscripts Due Next Month

Move to Send Draftees Overseas Sends P.Q. Members Into Emergency Huddle; Defence Minister Says First Batch To Reach War Front In December

OTTAWA—With his Liberal Party crumbling under the impact of the conscription issue, emotions running high throughout the country and open disturbances in Quebec, Canadian Prime Minister Mackenzie King is today struggling to hold the government together, Reuter's News Service reported last night.

A caucus of Liberal members from Quebec Province was summoned today (Friday) and there were persistent reports that at least half of them are planning to withdraw their support from the government. Two French-speaking members have already deserted the government ranks but most of the Quebec ministers are expected to stay in the cabinet.

**All Over By May**  
Five thousand conscripted troops will arrive overseas next month as vanguard of the 16,000 draftees authorized by order-in-council as battle-front reinforcements. Defence Minister A. G. L. McNaughton told the Canadian House of Commons, the Canadian Press reported.

Another 5,000 will be sent over in January and the remainder by May, he advised. The defence minister said he could not disclose the size of reinforcement pools he proposed maintaining in the Western Europe and Mediterranean theatres and the United Kingdom.

General McNaughton explained the 16,000 draftees were in addition to the supply of general service men it was planned to send in any event. He could not state that the 16,000 men would be entirely draftees as some might be general service infantry changing from one place to another but the net increase in overseas pools would be 16,000.

Further details of the defence minister's statement to the House and the move providing for conscripts overseas were trimmed with reports of an anti-conscription parade in Quebec City, demands from some quarters for formation of a new government and for the resignation of Gen. McNaughton. As well, came more

information regarding the build-up to the government decision.

The Canadian Press reported that, when Parliament convened in special session, Prime Minister King read exchanges of letters between himself and Col. J. L.

### Bulletin

The BBC reported early today that Prime Minister King had not accepted the resignation of Air Minister Fowler. The minister was reported to have resigned because of the government move to send conscripts overseas.

It was also stated Defence Minister McNaughton had announced that the units to make up the first 16,000 conscripts for overseas had been selected.

Ralston, former defence minister, on the latter's resignation. Before reading the correspondence, the prime minister explained that sovereign consent had to be secured and he had advised the Earl of Athlone, Governor-General of Canada, that it was in the public interest that the correspondence be made public.

The prime minister said that first indication the war committee of the cabinet had that additional reinforcements be needed overseas was on October 19. He read letters from Col. Ralston stating that his stand demanding that Home Defence troops be made available as reinforcements overseas was in line with the stand he had taken in the House of Commons.

In reply, the prime minister had stated that, during the Quebec Conference, there had been no indication that these were likely to be an insufficiency of reinforcements.

"The only difference that exists between us," wrote the prime minister, "is one of methods or means of reaching this vital necessity." The first he had learned that reinforcements were required was in a report from the Chief of Staff Overseas, October 19.

The prime minister agreed that the first duty was to the fighting

(Continued on Page 8)

### SHIP MISSING

STOCKHOLM—The Swedish liner Hinn, en route from the mainland to Visby on the Baltic island of Gotland, is missing. Plans scouting for the ship have located lifeboats not far from Gotland. The ship was following a course outside the zone precluded unsafely by Germany.

### PRISONERS HOME

STOCKHOLM—The first contingent of 1,260 Finnish prisoners of war has returned to Finland from the Soviet Union.

## One-Man Anti-Tank Crew Awarded Posthumous V.C.

LONDON—For gallantry at Arrhen, Sgt. John Daniel Baskerville of the South Staffordshire Regiment, 1st British Airborne Division, has been posthumously awarded the Victoria Cross.

He was in command of a six-pounder anti-tank gun at Osterbeck when the Germans were developing a major attack. Early in the action, Sgt. Baskerville's crew destroyed two Tiger tanks, and at least one self-propelled gun. He was badly wounded in the leg, and the rest of his crew knocked out, but he refused to be

carried to the regimental aid post.

The Germans attacked again, and Sergeant Baskerville, now manning his gun alone, was the main factor in keeping the tanks at bay. He continued firing until his gun was put out of action. He then crawled under intense fire to a nearby six-pounder crew of which had been killed by a shell from a German tank, and fired it without assistance until he was killed.

This is the second Victoria Cross won at Arrhen, and the 17th of the war.

---

ultérieure des diverses éditions de *The Maple Leaf*. Ce qui était convenu était que s'ils n'approuvaient pas le contenu du journal je serais renvoyé; pour le reste, j'aurais carte blanche »<sup>27</sup>. La rédaction et des journalistes travaillant pour des journaux militaires ont souvent cherché à imposer les qualités d'une presse de temps de paix à un journal militaire, y compris le droit qu'a un journaliste de publier une information de nature délicate, ce qui contrariait les responsables haut placés<sup>28</sup>. L'accord conclu entre Malone, Crerar et Ralston garantissait que ce genre de tension n'existerait pas dans le cas du journal canadien.

Malone s'est donc servi de ses relations et de son approche stratégique de chef d'entreprise dans la gestion et la rédaction de *The Maple Leaf* pour garantir que le contenu du journal intéresserait le simple soldat et lui plairait. De nombreuses observations inscrites dans les mémoires des soldats indiquent que Malone a réussi. George Blackburn décrit comme suit dans *The Guns of Normandy* son souvenir de *The Maple Leaf* tel qu'il se rapportait au processus très terre à terre qui consiste à satisfaire ses besoins naturels normaux en situation de combat : « Toutefois, ce trône particulier [...] sera pour vous inoubliable, car, pendant que vous étiez aujourd'hui assis sur lui, on vous a remis un exemplaire de *The Maple Leaf* »<sup>29</sup>. Pendant que Blackburn était dans cette position vulnérable, il restait à l'écoute pour entendre l'arrivée d'obus de mortier et se demandait [...]

si, pour sauver votre vie, vous oseriez vraiment vous abriter dans la bouillie dégoûtante du trou qui est sous vous [...] C'est là une question non sans importance et que chaque soldat connaît. La scène cesse d'être inoubliable lorsque vous tombez sur un dessin humoristique qui vous frappe par sa pertinence [...] Un soldat est debout dans une tranchée, la tête et les épaules émergeant de ce qui est manifestement un siège de toilette de boîte Compo, secouant le poing vers un avion d'observation Auster qui tourne dans le ciel [...] Vous ne pouvez pas vous empêcher d'éclater de rire. Il est si facile de s'identifier à ce pauvre type qui sort, décoré de circonstance, de cette boîte Compo. Et, manifestement, tout le monde peut en faire autant, car des éclats de rire explosifs se font soudainement entendre dans tous les trous à canon où des exemplaires de *The Maple Leaf* ont été distribués et sont lus avidement<sup>30</sup>.

Les fonctions de Malone dans le théâtre méditerranéen n'ont pas duré longtemps, car il l'a quitté le 23 mars 1944 pour commencer à travailler au Groupe de relations publiques numéro 2, dans le nord-ouest de l'Europe. Le Colonel C. W. Gilchrist a remplacé Malone au Groupe de relations publiques numéro 1 et a maintenu la politique rédactionnelle prescrite par Malone. Gilchrist avait longtemps fait carrière dans l'industrie de la presse avant la guerre; il avait occupé divers postes au *Saint John Globe*, au *Telegraph Journal*, au *Montreal Star* et à l'*Evening Times-Globe*, dont celui de directeur de rédaction<sup>31</sup>. Son directeur de rédaction, pour l'édition italienne de *The Maple Leaf*, était le Capitaine J. D. MacFarlane, qui, nommé pour travailler avec Malone en janvier 1943, à vingt-huit ans, comptait sept ans d'expérience au *Windsor Daily Star* et au *Toronto Star*<sup>32</sup>.

Lorsqu'elle a commencé à paraître sous la direction de MacFarlane, *The Maple Leaf* était une publication hebdomadaire de quatre pages qui donnait des nouvelles de la guerre, du pays, du Royaume-Uni et des unités canadiennes, et qui publiait des éditoriaux, des manchettes sportives et des dessins humoristiques<sup>33</sup>. *The Maple Leaf* publiait des photos d'étoiles du cinéma et d'artistes à épingler ainsi que des manchettes qui captaient l'attention des soldats<sup>34</sup>. *The Maple Leaf*, ainsi que le dit l'historien Jeffrey Keshen, avait un « point de vue cyniquement humoristique sur la vie militaire [et essayait d'] aider les soldats à exprimer leurs frustrations et leurs tensions d'une manière sûre et ordonnée »<sup>35</sup>. Cela était en soi un coup de fouet substantiel au moral. Moins



---

évident mais tout aussi important, selon moi, est le fait que l'accent consciencieux mis sur le soutien du moral faisait en soi partie de l'effort que l'Armée canadienne faisait pour être moderne et scientifique. Le journal s'efforçait en outre de soutenir le moral en soulignant la nature moderne et scientifique de l'Armée canadienne et des forces alliées au sein desquelles elle combattait. Il est certain que le journal a été une réussite. À la suite des réactions positives des soldats en Italie, des éditions ont été publiées dans d'autres théâtres, notamment en Angleterre, en France, en Belgique, en Allemagne et aux Pays-Bas, au fur et à mesure que la guerre progressait.

Étant donné le contexte de la fondation de *The Maple Leaf* et les personnes associées à sa mise sur pied et à sa publication, on peut voir le potentiel que cette source avait de laisser entrevoir les expériences et les opinions des soldats canadiens qui combattaient en Italie. L'étude qui suit est basée sur la couverture assurée dans l'édition italienne en 1944, en commençant par un résumé des faits saillants de cette année-là.

Les derniers mois de 1943, en Italie, ont été durs pour les Canadiens, et la nouvelle année a été accompagnée des préparatifs en vue de l'offensive d'hiver dans le saillant d'Ortona, qui a commencé le 16 janvier à la rivière Arielli, juste au nord d'Ortona. Au cours de la « foire de l'Arielli », les Canadiens ont fait face à une intense résistance qui leur a coûté « huit officiers et 177 gradés et soldats »<sup>36</sup>. Les Canadiens n'étaient pas seuls en Italie, car la 5<sup>e</sup> Armée américaine menait une offensive près d'Anzio et le 10<sup>e</sup> Corps d'armée britannique affrontait la défense allemande de Rome<sup>37</sup>.

*The Maple Leaf* a publié sa première édition au moment où commençaient les combats le long du saillant d'Ortona. Il s'agissait pour les Canadiens de « tenir et patrouiller »<sup>38</sup> jusqu'au 17 janvier, quand les Alliés ont entrepris leur poussée vers la vallée de l'Arielli. Au cours des derniers jours de janvier, les Canadiens ont attaqué un plateau de 500 pieds, le Piano di Moregine, pour prendre la route reliant Villa Grande et Tollo<sup>39</sup>. Au cours des trois mois suivants, les Canadiens n'ont pris part à aucun combat majeur, ce qui a permis à *The Maple Leaf* de s'intéresser à d'autres secteurs actifs.

Au printemps, les Canadiens ont maintenu leurs positions du côté de l'Adriatique et tourné leur attention vers Rome<sup>40</sup>. Le 11 mai, ils ont entrepris une progression en direction de la vallée de la Liri, où ils ont enfoncé la ligne Gustav, qui était la première ligne du dispositif défensif allemand. Ils ont ensuite attaqué et percé la ligne Hitler le 23 mai<sup>41</sup>. Malgré des communications radio difficiles et des tirs ennemis nourris, « la route de Rome était enfin ouverte »<sup>42</sup>. La progression canadienne s'est arrêtée à l'extérieur de la capitale italienne sur l'ordre du Général Oliver Leese, qui avait succédé à Montgomery comme commandant de la 8<sup>e</sup> Armée britannique<sup>43</sup>. Le 4 juin, Leese a informé le Général Burns que le 1<sup>er</sup> Corps d'armée du Canada allait se rendre dans la vallée de la Volturno, au sud, pour se reposer après presque un mois de très rudes combats continus<sup>44</sup>. Même s'ils avaient besoin de ce repos, les soldats canadiens et les dirigeants du corps d'armée n'ont pas été heureux de l'ordre de Leese, car il les empêchait de prendre part à la libération de la capitale, qui était le point culminant de leurs grands efforts de la fin de 1943 et de la première moitié de 1944.

Un mois et demi plus tard, le 18 juillet, le Général Leese a avisé le corps d'armée qu'il recommencerait à prendre part à des opérations actives pour « poursuivre l'offensive contre l'ennemi et percer la toute nouvelle ligne du dispositif défensif allemand : la ligne gothique »<sup>45</sup>. Cet ordre est entré en vigueur le 5 août, près de Pérouse, mais les Canadiens n'ont pas longtemps été actifs dans le secteur de Florence, car ils se sont redéployés dans une zone d'étape afin de tromper les Allemands<sup>46</sup>. Plusieurs unités blindées canadiennes demeurant en ligne, ils se sont dirigés vers leur objectif le 25 août, à savoir le mont Cerrone. Face à cette progression,

## THE MAPLE LEAF

(Continued from page 1)

The copyright in this material, whether written, illustrative or otherwise, in this issue of THE MAPLE LEAF is vested in the Editor of the paper, the Dominion of Canada. Permission is given, however, to quote any original material if credit is given to THE MAPLE LEAF.

The copyright in all material, whether written, illustrative or otherwise, in this issue of THE MAPLE LEAF is vested in the Editor of the paper, the Dominion of Canada. Permission is given, however, to quote any original material if credit is given to THE MAPLE LEAF.

Address all correspondence to the Editorial Office, THE MAPLE LEAF, c/o Cdn. Section, G.H.Q., 1 Etna, A.A.I. Capt. J. D. McKenna, G.H.Q., 1 Etna, A.A.I. Managing Editor Capt. J. L. McKenna, Lieut. W. H. Agnew - Assistant Editors Lieut. R. L. Dennison - Business and Circ. Manager Lieut. H. H. Hargreaves - Supt. H. Hargreaves, G.H.Q., 1 Etna, A.A.I. Sub-Editors: Art Editor - Sgt. W. G. "Bing" Coughlin, Supt. N. P. Smith Sports Editor - Col. Don Cowie Staff Photographers - Sgt. E. Kerr, Gnr. E. E. E.

## Triple Trouble for Axis

**A**ACHEN... the Philippines... Belgrade. At week's end, the Allies delivered these three straight rights to the Axis to rock Hitler and Tojo on their respective heels.

The capture of Aachen is not only a military success but can be measured from a moral standpoint for in the city's cathedral lies the tomb of Charlemagne, one of the greatest of all German kings and a symbol to the German folk of military might. The Allies weren't worried about tombs of kings—they were more concerned about adding a considerable number to Wehrmacht cemeteries and they did just that as Aachen became the "Casino" of the Siegfried Line.

The first German city has fallen. It can only be an indicator to the Hierarchy of what's to come. The move in the Philippines comes as a shot in the arm to the Pacific campaign. In hitting Leyte Island, Allied forces have, in General MacArthur's words, at "one stroke split Japan's Philippines garrison in two." The Japanese have shown increasing signs of the jitter, of late, and they might. The new, sharpened Allied axe is cutting Japanese leaders one after another and the strokes are falling ever nearer the heart of the octopus.

The fall of Belgrade can be taken as the clincher in Yugoslavia. For some time, the loss of Yugoslavia to the Nazis has been considered only a matter of time. The capital's capture sets the clock ahead plenty.

The Axis had a hangover before the weekend even started.

J. D. M.

## Greeks Return In RCN Ship

**ATHENS**—Prime Minister Papandreu, whose reception in Athens is being likened to that accorded Woodrow Wilson in Paris, sailed for his native country aboard a Canadian ship.

The Greek premier was accompanied aboard HMCS Prince David by his son, members of the cabinet, government officials and British Ambassador Rex Leeper.

At Pireas, fishermen recognized Papandreu, a tall, storklike figure with iron grey hair. The mayor and members of the Committee of Liberation boarded the Prince David to extend a welcome.

Before leaving the ship the prime minister addressed officers and men, expressing his gratitude to his country to the British Commonwealth. He then transferred to the cruiser Averoff, flagship of Vice-Admiral Voulgaris, commander-in-chief of the Greek Navy. Appearance of the Averoff in Pireas harbor was the signal for a wild demonstration on the part of the Greeks.

**NO DIPHTHERIA DEATHS**  
**QUEBEC**—Cities and towns of Quebec have not had a single death from diphtheria in the past three years.

## Herbie



## Labor Camps Urged For Gestapo Agents

**LONDON**—A suggestion that all Gestapo members and Nazi party leaders should be permanently expelled from Germany after the war and sent to some Devil's Island or to forced labor camps is made by Sir Walter Layton, communist, in a pamphlet, "How To Deal With Germany."

It would be a fitting act of retributive justice if one of the tasks of this convalescent labor was building of homes for displaced Jews in shattered parts of the world it is decided to found one.

Hitler should not be prosecuted under any legal code or statute, but should be summarily tried for repudiating and deliberately breaking fundamental laws of society he said.

## REMOVED

**LONDON**—The Palestine Government, in a communiqué, last night from the colonial office, said: "In the interests of public security and safety of life and property in Palestine, all persons who had been detained under emergency regulations as terrorists or enemy accomplices in terrorist activity, have been transferred to military custody and removed to a place of detention outside Palestine."

## Pacific Turnabout Grows Stronger

**U.S.-Australian Forces Hit Philippines As Pressure Increases On Japanese Hold; Russians Score Smashing Successes As Allies Held to Limited Gains In South and West**

By Capt. J. L. McKenna

Assistant Editor, The Maple Leaf

**THE** Pacific war bounced back into prominence again this week with the invasion of the Philippines, after a long period devoted to building up bases and supplies.

## Asiatic Shipping Lines

Occupation of the Philippines will put the Allies astride the shipping lines Japan has been trying to supply her warships of the vast chain of islands to the south. It will not isolate them, but will force the Japs to use only small coastal vessels and a few, tortuous overland routes which never was intended to carry the needs of a modern army at war—nor did it take a full-scale naval clash, which the Japs seem unwilling to do.

It is not going to be as easy as all that. The Japs are believed to have a number of a million men in the Philippines and several hundred Japs just don't drop off like flies. They have to be killed, and it takes quite some time to kill that many men.

Again, the question of supply comes to the fore. Shortages of food and other necessities from Japan to the Philippines require the crossing of large stretches of ocean, and in those seas is gathered a tremendous Allied naval force hoping the Japs will try the land route. The alternative is the land route to the southward of the Japanese-held islands, and then, land-and-sea, jump from island to island along the chain. The latter is far too slow for an operation as large as the one in the Philippines.

Once the Philippines are secure, they will be not only an indirect threat to the Japs farther south, but they are near enough to Formosa to make an invasion of this island a distinct possibility. From Formosa, it is only 100 miles to the mainland of China.

## Long Way Back

Gen. Douglas MacArthur is directing the American and Australian troops in the attack. It was General MacArthur who directed the defence of the Philippines in 1942, when American soldiers and marines made their heroic last stand on the Bataan peninsula and the fortress island of Corregidor—a saga of courage and determination which ranks with Iwo Jima and Guadalcanal. General MacArthur has come a long way along the road back from Australia, where he set up headquarters after the Philippine defeat.

The invasion was preceded by heavy attacks from the air on Japanese bases from which aid might have been sent. The enemy's airforce was particularly hard hit, with losses averaging 100 planes a day over a period of 10 days. These gigantic blows will make the job of the landing forces much easier.

New maps of Burma will have to be brought out for those following the war there. Last of the

planes which have been familiar for the past few months. Tedium has been captured. It will be like using old friends not to find any sense of tedium and tedium, and there will be no grief, for their occupation means another short step toward final peace.

As this is true, only news of a great Russian push into East Prussia has been provided from German sources. There is no reason to doubt the Nazi announcement. It is quite common for the Germans to give out information of big events from 24 to 48 hours before the Soviet, who prefer to wait until they can announce some tangible success.

In the Russian war, it is possible they may overrun most of East Prussia before being forced to stop again for regrouping. They have been building up for this move for months, and there should be no question of shortage of men and material, everything then.

## All Out

Undoubtedly the German defences there are very strong. Every available man, woman and child has been thrown into the job of building fortifications and digging trenches. Advances may be spectacular, but they should be steady.

Hitler thus will get an early idea of how his Home Guard army will fare against seasoned veterans like the Russians. It could be surprising if they are a success. With the exception of the very young, most of the adult Nazis already have been pressed into the services, and it is unlikely that any but fanatics at this stage of the war, will fight with the enthusiasm which must make up for short lack of training and experience the boys of 18 and it have lost the Nazi doctrine so drilled in them they will die for Hitler, and for this reason it would be unwise to completely overlook their possible assistance to the dimwit, German prospects.

A great Russian offensive also is sweeping through Czechoslovakia toward Southern Germany. It has liberated large stretches of the second country to be gobled up by Hitler, following only Austria. Thus of all the countries Germany occupied in her days of success, only Norway and Denmark remain completely in German hands.

Hungary, too, has seen more Russian successes, although so far there has appeared no great German defection as a result of the confused developments of last weekend, when Admiral Horthy, for the black-hearted regime, announced Hungary could no longer expect to gain from the war and was asking for an armistice.

Some Hungarian army men, including the commander-in-chief

of the First Army, immediately gave themselves up to the Russians. Others still refuse to join the Germans. A Nazi puppet government, has been set up and ordered the army to fight against the Germans. The plot is to side the Allies depends on the help the Germans. How much it side the Allies depends on the width of the rift.

Yugoslav Partisans have extended their hold in the southern part of their country as a British force in Greece has been increased in number, but so far they have had no major clash against the retreating Germans.

## Info Crenna

Progress in Italy was made principally by the Eighth Army, which has fought its way into the key city of Cremona, once again spearheaded by Canadian Crenna is the biggest prize yet, located in the valley of the Po, and its capture will pull the rest of the Germans had in the coastal bottleneck.

The Western Front this week has been notable mostly for the sustained pressure against various sections of the German defensive. The Americans have been trying to eliminate Aachen, and finally have pushed the Germans back to the city. The British have been busy cleaning up the Germans still west of the Rhine (Meuse), with considerable success. Farther south, other Americans, unable to separate Metz from a new direction, have tried from another.

The Canadian First Army has been successful in joining up its two sections in the Stenac position, and has cut the German railroads in half their original size. When this sector is cleaned up, there remain the Scheldt islands to be disintegrated before Antwerp can be used by the Allies as a port of use which is growing daily.

Another Canadian Army attack has begun to strengthen the right flank of the force controlling the causeway leading to the sands. With their present drive, the Canadians will have a wide field of ground to German counter-attacks, although the score failed to move them far enough to bring the German's own benefit.

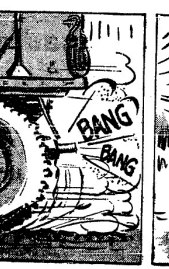
## Agreement Seen

The Moscow conference continued this week, with the possibility increasing of the rival political factions coming to an agreement. Another political agreement to be breaking out in France, where it is considered General De Gaulle's Government is not being given sufficient say in determining future events. This is easily understood, for the French are accustomed to being treated as a great nation. In the present circumstances, however, it would seem France could supply itself better to improving internal conditions instead of those of the outside world.

## CASSINO MONUMENT

The daily newspaper, *Il Tempo*, yesterday opened subscription in Rome for the erection of a monument to Allied soldiers who fell in the invasion of Italy.

by Coughlin





---

les défenseurs allemands se sont retirés dans les montagnes du nord de l'Italie, laissant derrière eux à l'intention des Canadiens des ponts et des bâtiments détruits de même que des routes semées de cratères<sup>47</sup>.

À la fin d'août, les Alliés se sont tournés vers la ligne gothique, établie juste au nord de Florence, lorsque le Général Leese a placé les Canadiens à un endroit leur permettant d'appuyer cet objectif. Située au sommet d'une crête, juste au nord de la rivière Foglia et de sa vallée, la ligne gothique était un dispositif défensif considérable constitué de formidables fortifications allemandes<sup>48</sup>. Le 30 août, les Canadiens ont lancé une attaque d'une durée de trois jours, au cours de laquelle plusieurs unités ont enfoncé les lignes allemandes le premier jour et élargi la brèche dans l'après-midi<sup>49</sup>.

Lorsque l'automne est arrivé, la cadence élevée à laquelle les Canadiens s'étaient habitués est vite retombée. Après la percée de la ligne gothique et la progression dans la vallée de la Foglia, les Canadiens ont pris Coriano d'assaut le 13 septembre au cours d'un engagement de nuit qu'ils ont mené à bien huit jours plus tard. Le 22 septembre, la 1<sup>re</sup> Division du Canada a reçu l'ordre de quitter le combat. Elle a mis dix-huit jours pour progresser de neuf milles vers le nord, de la rivière Conca à Rimini, ce qui a un peu miné son assurance durement acquise<sup>50</sup>.

Les Canadiens ont continué à progresser vers la vallée du Pô, la 5<sup>e</sup> Division blindée du Major-général B. M. Hoffmeister se joignant à eux. Tout comme la vallée de la Foglia auparavant, celle du Pô n'a pas été l'occasion d'une victoire rapide ou facile. Alors que septembre devenait octobre, le mauvais temps s'est poursuivi et la 1<sup>re</sup> Division d'infanterie a repris le combat<sup>51</sup>. Le 19 octobre, malgré le sol humide et les contre-attaques acharnées, les Canadiens ont trouvé une raison d'être fiers. En effet, le Seaforth Highlanders of Canada a utilisé avec beaucoup de succès ses chasseurs de chars secrets durant cet engagement, au cours duquel le Soldat Ernest Alvia « Smoky » Smith a mérité une Croix de Victoria pour avoir détruit deux chars allemands Panther et arrêté une contre-attaque<sup>52</sup>.

Dans la nuit du 23 octobre, après avoir plus tôt combattu des forces allemandes sur la rive de la rivière Savio, au nord de Cesna, les Canadiens ont découvert que ces positions avaient été abandonnées. À la fin de la nuit, le bataillon de tête avait avancé de deux milles et, le lendemain, de six de plus. Dame nature a continué de harceler les Canadiens, car de fortes pluies ont détruit les ponts le long de la rivière. La 4<sup>e</sup> Division britannique a toutefois relevé les Canadiens peu après et ces derniers sont partis pour la zone de repos de Rimini le 28 octobre, ce qui a mis fin à un mois déprimant<sup>53</sup>.

Tandis que la pluie froide continuait de tomber, les Canadiens sont devenus plus agités. Le Général Charles Foulkes a remplacé le Général Burns et a renvoyé les Canadiens au combat le 2 décembre au cours de la progression en direction de Bologne<sup>54</sup>. La lutte pour le Canale Naviglio, menée par les deux divisions du corps d'armée, appuyées par des chars, a commencé le soir du 12 décembre. Après avoir ouvert dans les lignes allemandes une brèche qui dépassait mille verges au soir du 13 décembre, les Canadiens ont réussi à tenir, malgré deux contre-attaques exécutées par des chars et des canons automoteurs<sup>55</sup>. Les Allemands ont toutefois continué à opposer une vive résistance. Le soir du 19 décembre, les Canadiens ont attaqué à Fosso Munio et ont fait 99 prisonniers<sup>56</sup>. Le mouvement vers le nord a donné une progression de neuf milles et entraîné la capture de 1 670 Allemands, au prix de 548 officiers, gradés et soldats, de 1 796 blessés et de 212 prisonniers<sup>57</sup>. Cette poussée a mis un terme au rôle des Canadiens sur le front italien pour 1944, lorsque les combats ont diminué d'intensité à l'occasion du temps des fêtes, mais ils ont repris après le Nouvel An. Bien qu'une bonne part des combats du conflit italien se soit déroulée dans des conditions pas

---

vraiment optimales, parce que les conditions météorologiques et la maladie minaient les efforts canadiens, ces derniers ont été fructueux.

En tant que journal conçu pour soutenir le moral des soldats, *The Maple Leaf* offrait une information qui unissait les soldats, particulièrement sur le front italien. La couverture ainsi assurée durant l'année 1944 contenait plusieurs descriptions différentes des Canadiens dans le théâtre influencées par l'évolution des combats. Dans les périodes où les combats étaient acharnés, *The Maple Leaf* recourait à un langage qui mettait en évidence les succès et la force des Canadiens dans leur contribution aux succès globaux des Alliés<sup>58</sup>. *The Maple Leaf* décrit dans plusieurs articles la façon dont les Canadiens ont repoussé des contre-attaques grâce à leurs ressources perfectionnées et à leur capacité supérieure de puiser dans ces ressources. Le journal souligne dans un article que lorsque les « rudes vétérans de la 1<sup>re</sup> Division allemande de parachutistes et de la 26<sup>e</sup> Division de Panzers ont attaqué les Canadiens », ces derniers ont livré une bataille rangée jusqu'à ce que l'ennemi batte en retraite<sup>59</sup>. D'autres notent comment les Canadiens « se sont frayé un chemin à coups de boutoir sur mille verges dans le goulot de Rimini »<sup>60</sup> et « se sont battus pendant des jours autour de San Martino [...] lançant six attaques avant que l'ennemi batte en retraite »<sup>61</sup>, ce qui traduit la tendance de *The Maple Leaf* à insister sur la supériorité des ressources canadiennes et sur leur disponibilité durant les combats.

Bien qu'il ne soit pas aussi fréquent que le premier, le deuxième type d'article présentait un effort canadien distinctif, isolé de l'objectif allié plus vaste, durant les périodes de moindre intensité dans le théâtre<sup>62</sup>. *The Maple Leaf* souligne dans ces articles la manière dont les qualités du soldat canadien, par exemple sa connaissance de l'artillerie et de l'arme blindée, ont contribué aux succès globaux des Canadiens. Ces articles ont souvent été publiés au cours des périodes où il se passait peu de choses, par exemple en mars, lorsque les Canadiens se reposaient. Un article, intitulé « Bombardment Buries HPE's »<sup>63</sup>, décrit les circonstances dans lesquelles six membres des « Hasty P's » ont été ensevelis dans leurs sillons par un bombardement allemand. La dernière phrase de l'article se lit ainsi : « Ils étaient plutôt secoués, mais ils ont pris nos pelles et ont commencé à creuser de nouvelles tranchées »<sup>64</sup>, ce qui encourage ce genre de comportement. De même, le Cpl. H. J. Funnel reçoit des marques d'appréciation pour son passage réussi du travail de bureau au combat en première ligne. « Comptant à peine trois semaines d'entraînement comme pionnier d'assaut, cet ancien commis de deuxième échelon est passé à l'action durant une attaque exécutée par le Régiment de Trois-Rivières et a accompli avec sa sous-section une tâche difficile malgré une pluie de balles »<sup>65</sup>. *The Maple Leaf* met l'accent sur les capacités technologiques et scientifiques supérieures de ce soldat canadien, autrefois un simple commis, transformé en un sapeur dont les actions sont couronnées de succès. Le journal note aussi la contribution du Calgary Squadron du Corps royal du génie canadien, dont les membres étaient particulièrement efficaces pour ce qui est d'accomplir les tâches qui leur étaient confiées<sup>66</sup>. Le front étant peu actif et les Canadiens de plus en plus agités, *The Maple Leaf* a souligné la façon dont les connaissances et les capacités des soldats canadiens pouvaient en fin de compte être un facteur déterminant dans l'effort allié dans le théâtre méditerranéen.

Le troisième type d'article publié dans *The Maple Leaf* traitait de l'effort canadien et mettait l'accent sur les qualités d'unités canadiennes particulières qui ont contribué à la victoire des Canadiens et des Alliés. Un article parlait particulièrement dans ces termes du 12<sup>e</sup> Régiment blindé du Canada (Régiment de Trois-Rivières) : « Ce régiment, qui s'est distingué en Sicile dans les combats visant à prendre Leonforte et Nissoria, a été porté aux nues par chaque commandant d'infanterie sous lequel il a servi »<sup>67</sup>. *The Maple Leaf* a même quantifié les actions de la cantine roulante afin d'en prouver



(WITH CANADIAN PRESS NEWS SERVICE)

Vol. 1, No. 93.

— ITALY EDITION —

Thursday, June 1, 1944

# Allied Pressure Relentless

## Congratulations From Premier

Canada's Pride in Corps Accomplishments "Beyond Words"

In a personal message to the First Canadian Corps commander, Lt.-Gen. E. L. M. Burns, Prime Minister King has sent his congratulations on brilliant victories of Canadian troops in the Italian campaign. The message follows:

**Coast-to-Coast**  
"The Minister of National Defence has shown me your message of the 25th May. I should like to add a personal message to the staff and Mr. Baston has sent on behalf of the Government.

The news of the brilliant and continuing successes of the 1st Cdn Corps has stirred Canada from coast to coast. I send to you and all other officers and men of the Corps my heartfelt congratulations on all that thus far has been achieved and my best wishes together with high hopes and expectations for further operations.

"The 1st Cdn Corps has already begun another memorable chapter in the military record of our country.

Conscious of Cost  
"All here at home are deeply conscious of the cost human lives and in suffering of the achievements of the Corps. I should like to extend my deepest sympathy to the families of those who have fallen and the hope that those who have suffered wounds will be speedily restored to health. Never forget that the thousands of all in Canada are constantly with you as you continue your advance northwards. Our pride in your accomplishments is beyond all words."

## Heavies Put Blast On Air, Rail Links

Germany was given no respite from the paralyzing Allied aerial offensive as British and Italian-based aircraft smashed another series of hard blows at airfield and railway installations across Nazi Europe, Wednesday.

Liberators and B-24s, with more than 1,000 fighters, pounded the airfields at Fluxeuil, in France, while other U.S. heavies followed an RAF night attack in the Boulogne area with widespread assaults inside the Reichland.

## BAN FORECASTS

**LONDON** — British troops in India have been warned against fortune tellers. Hanging around outside every camp is a profane sign: a man who waits to tell Tommy Atkins his destiny for as large a fee as can be extracted. A security officer explained "military information might be unwittingly given by service men to fortune tellers."

## FOOD FOR ROME

**NAPLES** — Special food stocks estimated to be adequate to feed the population for 20 days are among preparations for entry into Rome, a council meeting of the Allied Control Commission was told.

## On the Hunt for Huns



THEY don't call em the PBI for nothing. Here you see some of the Canadian infantrymen who have been responsible for reducing the Hitler Lice to a memory,

loaded with tommies, Brens, 303s, ammo and hoofing it under the brilliant life sun somewhere in the area of Caprano, which they captured. (Canadian Army Photo)

## Boots, Ankle, for Use Of, Lead to Victories

Canadian PBI Maintains Strong Momentum in Drive On Key Highway Junction: "They Are Magnificent," Says Brigadier

By Sgt. Howard Rutsey Staff Writer, The Maple Leaf

WITH THE CANADIAN CORPS IN ITALY — Heavy Canadian boots have pounded forward over the white rubble of Italian villages and through green, shell-pocked hills, and moving inside them have been fighting men of the Canadian Corps who have reached the outskirts of Frosinone, key town on Highway Six.

### Steady Advances

In the hills guarding the approaches to the German-defended town, Canadian infantrymen and machine-gunners could be seen sweeping into the attack. Across heavily-mortared and machine-gunned fields and roads, the Canadians drove to close in on the enemy rearward which, for the past six days, has steadily fallen back.

A picturesque green fertile country lies below Frosinone. The white puffs of smoke rising from the hill ridges.

(Continued on Page 4)

### Message to Pope

**WASHINGTON**—All the Catholic archbishops in the United States joined in dispatching a cablegram to Pope Pius XII expressing hope that the Allied commanders in Italy, whose forces are driving close to Rome, can "discover a way to victory" that will spare the Holy City from destruction.

The message was signed by the four top-ranking prelates of the Catholic Church in the United States on behalf of the entire American episcopate.

## Submarine Holds Up Refugee Ship

**PHILADELPHIA** — A German submarine stopped the Portuguese liner Serpa Pinto, carrying refugees, in mid-ocean on May 26, it was announced here yesterday, and two passengers were taken prisoner.

According to naval officials here the Germans threatened to torpedo the ship. The submarine crew removed all passengers and members of the crew from the vessel. Only after the refugees, Europeans bound for Canada, had spent nine hours in lifeboats were they permitted to re-embark.

Three persons, including a 15-month-old baby, lost their lives during the transfer between liner and lifeboat.

An official announcement says the ship was stopped by gunfire at midnight. "The captain, American Des Santos, was taken to the bridge and the submarine flashed 'send a boat.' Chief Officer Manuel Valentine Pinto and the second officer were sent with the ship's papers and cargo manifest. Pinto was held as a hostage aboard the U-boat while the ship's boat returned with a submarine officer and a sailor armed with a Tommy gun."

## Canadians Reach Frosinone Fringe

Weight of Eighth Army Offense Forces Continued German Withdrawal; Bitter Fighting For Vallettrino-Vulturnone Line on Fifth Army Front

CANADIAN forces, moving steadily forward against strong enemy rearwards, have reached the outskirts of Frosinone, key enemy point astride Highway 6 and only 24 miles west of Valmontone, at the other end of the highway. The enemy is continuing to fall back, under the steady pressure of the Eighth Army, all along the broad front from the Sacen River to north of Highway 6.

### Mile by Mile

The fierce battle, which for four days has raged around the rim of the Alban hills south of Rome, continues with unabated fury. Strong enemy resistance is being encountered by the Fifth Army all along the enemy line from Valmontone to the sea, and it is clear the Germans intend to try and hold this line at all costs. In spite of this resistance, American tanks and infantry yesterday pushed the line forward to reach within 15 miles of Rome.

Troops of the Eighth Army are moving slowly and steadily forward beyond the Liri river against enemy rear guards who are making utmost use of demolitions to delay the advance.

Contact with the retreating Nazis has been maintained along the whole of the front. In the attack developing on Frosinone, hilly country north of Highway 6 has been captured and many commanding features have been occupied. In addition to Arce, Fontana-Liri and Frosinone itself, north of the highway, have been occupied, and Anagnina, to the south, has been by-passed on both sides.

Soon after the U-boat was sunk by the Destroyer Icarus. A number of survivors were picked up and made prisoners.

## Allies Press Ahead As Monsoon Starts

The monsoon has come to Northern Burma and blinding rain is hampering, though not lessening, the pressure of the Chinese and American troops on the Jap base of Myitkyin, it was announced in yesterday's communiqué.

Further vigorous attacks by the Allies closing in from the west are going forward, and northwest of the town a Japanese column was cut off and scores were killed. Chinlons are supporting the drive down the Moguang Valley and are ceaselessly attacking enemy communications.

The Moguang-Kamaing road, life-line of the Jap garrison at Kamaing, has been cut and the ship's boat returned with a submarine officer and a sailor armed with a Tommy gun."

### Kiwis Near Sora

An increasing number of mines has been encountered as the advance toward Frosinone proceeded and the enemy is developing its mortaring and shelling in the area. New Zealand troops continue to advance on Sora, pressing in from the east and southeast, (Continued on Page 4)

### Nice Guys

**WITH THE POLISH FORCES IN ITALY**—A Polish soldier, who had taken prisoner by the Germans when his detachment entered Villa St. Lucia, has described his experiences with the third day before he was discovered by his regiment.

He said: "The Germans took me to their shelter where I was questioned by an officer. I was hit and kicked by the officer, and later put in prison, with only bread and water to eat for three days. My wounds were not looked after and then my detainer found me. My wounds were infected owing to lack of attention."

### SPEDDY PRODUCTION

**WASHINGTON** — The United States now is producing a plane every five minutes round the clock, according to Sunday. Since Pearl Harbor the United States has produced a total of 171,257 planes.

---

l'efficacité. Elle rapporte qu'une cantine a servi « plus de 1 200 tasses de thé accompagnées de biscuits » et distribué « un paquet de dix cigarettes canadiennes, une boîte d'allumettes et d'autres douceurs [...] avec les compliments des Services auxiliaires »<sup>68</sup>. Le journal a aussi fait l'éloge d'autres régiments canadiens qui ont mis leurs connaissances spécialisées au service de l'effort de guerre dans les domaines de l'artillerie, de l'arme blindée ou de l'infanterie. C'est évident dans les articles qui décrivent l'entraînement d'une unité canadienne :

Car ils avaient durant ces quatre années appris à utiliser les armes de guerre, formation qui, une fois combinée à leur connaissance des techniques de campagne acquises dans le civil et à leur aptitude à transformer un rien en n'importe quoi ou presque a donné des soldats bien entraînés qui avaient confiance en eux<sup>69</sup>.

Ce genre d'éloge a été particulièrement fréquent durant les deux premiers mois de 1944, après les rudes conditions de novembre et de décembre 1943. Ces articles suggèrent que *The Maple Leaf* a souligné les succès de ces troupes pour que d'autres soldats canadiens cherchent à imiter leurs actions. Lorsque les Canadiens ont éprouvé des problèmes sur le front de l'Arielli, *The Maple Leaf* a mis l'accent sur ce qu'ils avaient accompli dans le passé. Des énoncés tels que « Les Canadiens ont détruit ou mis hors de combat 10 chars allemands spéciaux Mark 4 sans grandes pertes »<sup>70</sup> dénotent une tactique de motivation fondée sur les résultats devant amener les soldats à croire que, compte tenu de l'expérience acquise, ils avaient les connaissances et les capacités voulues pour réussir dans des combats ultérieurs. Grâce à cette tactique de motivation *The Maple Leaf* renforce l'opinion de Comacchio selon laquelle des « métaphores industrielles et scientifiques servent à valoriser les idées et les pratiques qui améliorent la situation du pays dans l'ordre mondial moderne »<sup>71</sup>.

Lorsqu'elle faisait l'éloge de certaines unités canadiennes et de leur contribution, *The Maple Leaf* insistait sur l'approche scientifique et statistique de ces succès. Lorsque les Canadiens ont pris la « frange de Frosinone », le journal a rapporté que l'endroit était seulement 24 milles à l'ouest de Valmontone et qu'il fallait gravir 2 500 pieds pour atteindre le sommet d'une crête située dans le secteur<sup>72</sup>. Le journal mentionne constamment les habiletés de l'artillerie, de l'arme blindée, des forces d'appui aérien et du génie de même que les gains particuliers que ces ressources ont permis. Cette quantification et l'accent mis dans les discussions sur les victoires alliées illustrent la perspective scientifique de *The Maple Leaf* et son souhait que les soldats canadiens voient ces victoires sous cet angle.

Tout en présentant ces trois catégories d'articles de motivation, *The Maple Leaf* donnait aussi de l'information sur les deux aspects les plus difficiles de la guerre : l'ennemi et les conditions météorologiques de l'Italie. Au début de 1944, *The Maple Leaf* parlait de l'ennemi auquel les Canadiens faisaient face dans un article qui se lisait comme suit :

Après 21 jours de combats très durs, les Canadiens ont subi sept jours et huit nuits d'épouvantables combats à Ortona contre une des meilleures unités jamais mises sur pied par les redoutables Allemands, à savoir une division de parachutistes — des diables d'hommes — et la bataille est maintenant terminée et gagnée, mais elle a coûté cher<sup>73</sup>.

Un autre article souligne que ces « diables » étaient responsables du pillage et des viols commis dans le nord de l'Italie, qui « ont laissé d'innombrables Italiens sans nourriture ou maison »<sup>74</sup>. Divers articles, dont ceux concernant Ortona, reflétaient ces sentiments négatifs<sup>75</sup>, les expériences des Canadiens au combat<sup>76</sup> et les Allemands eux-mêmes<sup>77</sup>. Comme les Canadiens avaient une expérience relativement limitée du combat

---

contre les Nazis, l'accent mis par *The Maple Leaf* sur la nature horrible de leur adversaire a rassuré les soldats canadiens sur la nécessité de leur tâche.

Le deuxième ennemi auquel les Canadiens faisaient face, à savoir les conditions météorologiques, a aussi eu une place dans les pages du journal. *The Maple Leaf* note les « effroyables conditions de combat » attribuables aux conditions météorologiques qui ont, dans certains cas, nui à la progression des Alliés<sup>78</sup>. Toutefois, lorsque *The Maple Leaf* décrit ces défis, le journal ne place pas les Canadiens dans ces conditions. Un article indique que l'infanterie et l'arme blindée « tenaient bon après une poussée qui les a menées de l'autre côté de la rivière » et « ont franchi la rivière, peu profonde, sous le couvert de l'obscurité et du mauvais temps »<sup>79</sup>. En séparant les rudes conditions de combat et les expériences des Canadiens, *The Maple Leaf* décrit le front tel qu'il était, mais il ne fait pas vivre cette expérience aux Canadiens.

Outre les reportages concernant les succès et les problèmes sur le front italien, le journal était pour les soldats une source d'information sur des événements qui n'étaient pas liés aux opérations de combat. Les discussions concernant l'effort de reconstruction réalisé après la guerre, la place de la médecine dans l'Armée et la crise de la conscription illustrent le soin avec lequel ces questions étaient traitées pour le moral du 1er Corps d'armée du Canada.

En novembre 1942, l'Angleterre a publié le rapport Beveridge, rédigé par William Beveridge, qui était un socio-économiste respecté. Le gouvernement du Canada a réagi le 21 décembre 1942 en commandant un rapport sur la sécurité sociale à Leonard Marsh, qui avait étudié sous la direction de Beveridge. Le 15 mars 1943, Marsh a proposé un système complet de sécurité sociale incluant des programmes nationaux d'emploi, une protection contre le chômage, un régime de pension de vieillesse, un régime d'assurance maladie et des allocations familiales. Même si le gouvernement n'a pas immédiatement mis toutes ses suggestions en application, le rapport a lancé dans tout le pays une discussion sur la question de la sécurité sociale qui a occupé une partie des pages de *The Maple Leaf* durant l'hiver de 1944<sup>80</sup>.

Le premier texte concernant l'effort de reconstruction réalisé après la guerre a été publié le 28 janvier; il exposait l'opinion selon laquelle le gouvernement était obligé d'offrir des débouchés aux soldats une fois ces derniers de retour au pays qu'ils servaient si bravement<sup>81</sup>. Cet article était le premier d'une série à ce sujet qui s'est étendue sur un mois. Les autres articles de la série portaient sur les problèmes auxquels le gouvernement était confronté dans les efforts qu'il faisait pour régler la question de la réinsertion après la guerre, sur le fait que les soldats revenant au pays auraient le « pouvoir de doter ce dernier d'une nouvelle démocratie basée sur l'altruisme »<sup>82</sup> et sur la façon dont les soldats canadiens pourraient se servir des expériences vécues durant la guerre pour améliorer leur pays<sup>83</sup>.

*The Maple Leaf* a aussi couvert les progrès faits par le gouvernement dans le processus de planification de l'après-guerre. Au début d'avril, *The Maple Leaf* a commencé à publier une colonne intitulée « Quiz Program », qui avait pour but d'offrir aux soldats une tribune leur permettant de poser des questions. La rédaction a décidé que « toutes les questions auxquelles les autorités canadiennes ne peuvent pas répondre dans ce théâtre vont être envoyées au QGMC (QG militaire canadien), qui y répondra officiellement », assurant ainsi les soldats que leurs questions et leurs doutes recevraient toute l'attention voulue<sup>84</sup>. Une autre colonne, le « Postwar Quiz », était semblable, tandis qu'un « aumônier canadien bien connu »<sup>85</sup> répondait à des questions dans « In Search of Knowledge »<sup>86</sup>. Aucun des six articles de cette série ne montre une influence religieuse, car ils mettaient l'accent sur les aspects politiques des politiques,





Vol. 1, No 5

# THE MAPLE LEAF

(WITH Canadian Press NEWS)

—ITALY EDITION—

Friday, February 4, 1944

## Government Presents 12-Point Postwar Plan

### Japs Rob Prisoners' Gifts

### Premier Reports Supplies Pilfered

Canadians Mistreated But  
No Atrocities Like Those  
To British, U.S.

(Special to The Maple Leaf)  
OTTAWA — The Canadian Government and International Red Cross have sought to alleviate conditions of Canadian prisoners in Japanese hands by sending supplies by ship "Greyhound," which they have been delayed and pilfered, with only a limited quantity reaching the men. This was revealed by Prime Minister King, in speaking to the House of Commons on treatment of Canadians by Japan.

In contrast it is announced from Kelowna, B.C., that a shipment of soy bean paste and other Japanese foods has arrived from Japan for Japanese interned in Canada, by the Greyhound, which recently returned with Canadian reciprocities.

No Canadian troops were involved in Japanese strictly incidents mentioned by the United States, but the Canadian Government has reports of grave action of mistreatment of Canadian soldiers taken prisoner at Hong Kong. Mr. King told the House that reports of atrocities committed by Japanese against Allied prisoners of war are "shameful and overwhelming as to be almost incredible." He said the government and people of Canada have the utmost sympathy.

(Continued on Page 4)

### 'Monty' Fed Up

LONDON—"This was begun a long while ago. I am getting fed up with the thing," Gen. Sir Bernard Montgomery told thousands of his troops at a South England town this week. "I think it is nearly time we finished it," he went on. "We could not see at the beginning how it could end. That is not so today, definitely not. Today we can see how this business is going to end. The only thing we cannot see is exactly when, but I would say we must make a great effort to finish it off this year. We can do so and we will. You and I will see this thing over together."

### Murder-Suicide

ATLANTIC, Ont. — Provincial police reported the shotgun-riddled bodies of 38-year-old Claude Charbon, farmer, and his eight-year-old son, Jim, were found in a tobacco barn on the Cheltenham farm. Police termed it murder and suicide but said investigation revealed no reason.

Germans Massing for Counter-Attacks as British, U.S. Troops Drive Inland; Cassino Doomed

ALLIED forces are 16 miles from Rome. British troops are striking north from the Anzio bridgehead along the shortest road to the Italian capital and stiff fighting is going on near Camoleone. On the British right, U.S. forces are fighting near Cisterna, Appian Way town.

Signs are increasing that the Germans are massing for strong counter-attacks.

### CASSINO DOOMED

Early this morning, French and American troops on the main Fifth Army front were reported to be within 500 yards of Cassino, German stronghold which has held up the Allied advance for weeks. Artillery was pounding the town to bits. One report described street fighting in the northern section of the town. To the north of Cassino, the Germans are fighting to stem the advance of the French-American force, now only three miles from the main road to Rome.

The two Allied armies are 60 miles apart, their paths converging and heading for two historic roads to the capital—Via Appia and via Cassina.

On the Eighth Army front patrolling continued. Enemy was nervous and discharged flares frequently during the night. Enemy motor movement was heard at night in the Orsogna area and he said by our artillery.

Sholto Watt, Canadian war correspondent, has moved into the Anzio bridgehead, and his despatches on operations in that vital theatre will be carried by THE MAPLE LEAF. He writes:

### FROM THE ANZIO BRIDGEHEAD —

The Germans are massing troops to hold Cisterna road junction on Littoria-Roma highway, which they must keep if they are to hold the mountain Allied strength in the Anzio-Nettuno beachhead. Numerous German battalions are now grouped around Cisterna, and elements of several divisions have been identified there.

### TRANSFER FORCES

Among these are units from some of the best German troops and it is now clear that some of the best fighting soldiers are being withdrawn from the Fifth Army's Cassino front to this sector.

(Continued on Page 4)

### Prohibit Strikes

QUEBEC—The Quebec Legislature gave third and final reading to the government bill prohibiting strikes on all public services by 41-14. The vote was taken after the Union Nationale amendment was rejected by the same majority.

### Government Plans Boost In Allowance

OTTAWA — The government has decided to increase treatment allowances to service men and women, discharged for medical reasons, and allowances paid to veterans of the first Great War under the Veterans' Allowance Act, Pension Minister Mackenzie announced.

The minister said in future treatment allowances will be equal to the regular pay of rank up to lieutenant, plus the regular scale of dependents' allowances.

Select committees of the House of Commons are to be set up to study and report on the national social insurance plan and postwar reconstruction and re-establishment, he advised.

### BEWARE — V.D.

TORONTO—Dr. R. P. Vinson, Ontario health minister, warned that venereal disease has become the greatest single public health problem in Ontario.

### Canadian Tanks Remove Enemy Observation Tower

(Special to The Maple Leaf)

With Canadians in Italy hope Heinke's best FOOS were in it at the time. The troop responsible was commanded by Lieut. E. J. Raymond of Derbyville, Vermont, U.S.A.

Supporting infantry units, Maj. G. Lee Symonds, Toronto, led Canadian tanks against the dug-in positions, cleaning out trenches, mortar and machine gun posts as well as stone fortresses. This was done in a matter of shifting from enemy long-range guns.

One of our tanks was put out of action but Lieut. George C. Gibson, Regina, gave covering fire while Sgt. D. A. G. Pannekoek, Vancouver, tied a cable to it and brought it back for repairs.

When the lads got through cheering they expressed their

### NEW DEPARTMENTS TO HELP SOLDIERS

Move Aimed at Social Security, Development of National Economy; War Service Grants

(Special to The Maple Leaf)

OTTAWA—Creation of three new government departments, designed to take long steps in the direction of social security and maintenance and development of national economy after the war, is forecast in the speech from the throne read at the opening of the 1944 Canadian Parliament.

### Russians Trap Ten Divisions

THE Russians, across both the Estonian and Polish borders, have launched another offensive in the Ukraine. Two Soviet armies have decisively broken German defences. Nine enemy infantry divisions and one armored division are reported surrounded.

New advances, west of Valiki Luki, bring the Soviet troops to within 40 miles of Latvia. Since the offensive began in the northern sector, the Red Army has freed an area of 10,000 square miles.

### BOMBER RANGE

Roi Island, best airfield in the Marshall Islands, has been captured by American troops. Taking this island, at the northern end of the group, means that Jap bases in the Carolines are within range of land-based bombers.

The Japanese, showing signs of extreme starvation and exhaustion, were surprised by the use of American tanks and medium artillery. Tanks had been used only once before in this area.

### COLUMBIAN KILLS

Raymond Clapper, 51, well-known U.S. columnist, was killed when two planes collided in the attack on the Marshall Islands and crashed into the sea.

### FAMILY ALLOWANCES

HERE are the principal proposals on which the government will seek approval of parliament:

1. Family allowances.
2. Establishment of an industrial development bank to provide credit for conversion of war industries to peacetime use.
3. A bill to ensure or guarantee export credits to aid in obtaining export markets.
4. Creation of three government departments in the fields of postwar planning:
  - (a) Veterans' Affairs — to handle rehabilitation of service personnel and pensions.
  - (b) Reconstruction — to promote planning for national development and postwar employment.
  - (c) Social Welfare — to administer federal activities in health and social insurance.

### MUTUAL AID

5. Revision of the Bank Act.
6. A bill to extend the principle of mutual aid to postwar relief of liberated countries.
7. Approval for Canadian participation in an international organization to maintain peace.
8. A bill to provide war service grants for persons who served in the armed forces and other measures to supplement existing rehabilitation program.
9. Expansion of research activities.

(Continued on Page 4)

### Manitoba to See Cabinet Changes

WINNIPEG — The Manitoba legislature will open its 1944 session Feb. 8. Cabinet changes are expected before the house. Council will have a two-day sitting to portfolio of labor and health, now held by Hon. J. D. McLaughlin and Hon. Erick W. Willis, respectively.

### New Water Plan

MOOSE JAW, Sask. — The Saskatchewan Reconstruction Council, opening a two-day sitting, heard representations from the city council urging a number of postwar construction works for the city and touching on a plan for piping water from the South Saskatchewan river to Moose Jaw and Regina.

### INDUSTRIAL DIES

TORONTO — John MacKinnon, Toronto industrialist, is dead.



---

exposant ainsi l'approche non religieuse du journal à l'égard de la participation du Canada à la guerre.

Durant l'été, les seuls articles traitant de l'après-guerre mettaient l'accent sur les élections tenues au cours de l'été<sup>87</sup>. Ces articles traitaient de questions telles que l'industrie du logement du Canada, la mise sur pied de programmes de terres destinées aux anciens combattants, des études sur l'emploi après la guerre et la formulation d'une politique gouvernementale d'après-guerre, telles qu'elles figuraient dans divers programmes électoraux<sup>88</sup>. Plusieurs articles de plus grande envergure sur la politique d'après-guerre ont été publiés sur les responsabilités du gouvernement, les budgets pertinents, la formation des anciens combattants et la communication de l'information nécessaire aux soldats rentrant au pays, les pensions et les possibilités d'emploi dans la fonction publique pour les militaires<sup>89</sup>.

L'effort de reconstruction après la guerre a, à l'occasion, été un sujet très prisé dans *The Maple Leaf*. Les numéros de l'automne n'ont pas fait exception à la règle, car le journal a publié beaucoup d'information sur l'après-guerre afin d'encourager les soldats canadiens à atteindre leurs objectifs. Le journal parle de l'effet que la guerre aura sur le monde de l'après guerre en raison des changements touchant les façons de s'habiller, le commerce international, la capacité industrielle du pays et les entreprises<sup>90</sup>. Grâce à l'information sur les décisions prises par l'administration militaire et le gouvernement du Canada au sujet de la réadaptation après la guerre, les soldats canadiens ont eu l'assurance que le gouvernement n'avait pas négligé de planifier leur retour à la maison. Cette attention montre que *The Maple Leaf* faisait de cette question un outil de motivation pour rappeler aux soldats la récompense qui les attendait pour avoir accompli leur devoir patriotique en Italie et survécu aux horribles conditions météorologiques et à un ennemi tenace : leur retour à un Canada guidé par les suggestions des anciens combattants.

À titre de journal des soldats, la Feuille d'érable offrait non seulement de l'espoir pour l'après-guerre mais cherchait aussi à atténuer les inquiétudes immédiates. Afin de soulager la crainte dominante d'une blessure grave, *The Maple Leaf* a publié une grande quantité d'information sur l'état de la médecine dans l'Armée et les soins que les blessés recevaient. Le 22 avril, le journal a publié un article selon lequel « dans cette guerre, les médecins de l'Armée guérissent la peur »<sup>91</sup> relativement au recours à l'hypnose pour traiter l'épuisement au combat. L'article affirmait que les médecins « font des merveilles en rétablissant les victimes psychonévrotiques du combat, en s'occupant des esprits malades et en renvoyant les patients à leurs unités »<sup>92</sup>, soulignant ainsi l'efficacité des traitements disponibles. Les rudes combats livrés par les soldats canadiens avaient grandement accru le nombre des cas d'épuisement au combat. Le fait de savoir que le Service de santé de l'Armée canadienne guérissait les patients de ce genre atténuait les inquiétudes de soldats bien motivés relatives à un effondrement nerveux et rappelait discrètement aux soldats moins bien motivés que la manifestation de troubles nerveux ne leur ferait pas éviter le combat.

Les rudes conditions météorologiques de l'Italie ont posé un certain nombre de problèmes de nature médicale aux Canadiens qui y étaient. Les moustiques et le paludisme constituaient les préoccupations dominantes; c'est pourquoi différents articles ont porté sur l'utilisation de la mépacrine dans la prévention des décès attribuables au paludisme, sur les statistiques sur les pertes associées à cette maladie et sur la nécessité d'une campagne de lutte contre le paludisme<sup>93</sup>. Même si la présence du paludisme parmi les soldats affectait leur moral, le fait d'exclure la maladie des pages de *The Maple Leaf* risquait de provoquer la colère de ses lecteurs et de diminuer la confiance qu'ils avaient dans le journal en tant que publication des soldats. En publiant

---

des articles sur cette maladie, *The Maple Leaf* s'adressait à son public particulier et montrait aux soldats les progrès accomplis par le Service de santé afin d'apaiser une partie de leurs préoccupations.

La question des maladies vénériennes et de leur traitement dans l'Armée canadienne est une autre préoccupation des soldats canadiens en Italie. Contrairement à ce qu'elle a fait dans le cas du paludisme, *The Maple Leaf* n'a publié que deux articles sur les maladies vénériennes. Le premier, publié le 17 avril, mettait l'accent sur le coût que ce problème de santé représentait pour l'Armée canadienne en Italie et décrivait « une étude approfondie du coût des maladies vénériennes pour l'effort de guerre du Canada en Italie ». Il notait que, « un certain jour, 480 soldats canadiens étaient soignés pour des maladies vénériennes »<sup>94</sup>. L'article quantifiait ainsi les effets : « Chacun des soldats passe en moyenne 24 jours à l'hôpital »<sup>95</sup>, ce qui équivalait à « 11 500 journées-personnes perdues — plus de personnel qu'il n'en a fallu pour chasser les parachutistes allemands d'Ortona! »<sup>96</sup> Le second article répondait au doyen de la cathédrale Saint Paul de London, en Ontario, le révérend Luxton, qui critiquait « l'attitude des médecins de l'Armée à l'égard des questions sexuelles » et laissait entendre que, en distribuant des préservatifs, ils « encourageaient une attitude douteuse dans les forces »<sup>97</sup>. Les médecins ont exigé du révérend qu'il revienne sur sa déclaration, affirmant que, de fait, ils « prônaient la continence et mettaient le personnel en garde contre les conséquences néfastes de relations sexuelles contraires à la morale », mais que leur objectif principal, à savoir conserver les effectifs de l'Armée, était une aussi grande obligation pour le service de santé que pour tout autre officier<sup>98</sup>. *The Maple Leaf* n'a pas fait appel au sens familial des soldats pour les empêcher de se laisser aller à la promiscuité, ni essayé de provoquer une réaction basée sur la moralité. Le journal a plutôt présenté des arguments fondés sur l'influence de la maladie sur la capacité des soldats de s'acquitter de leur tâche et de défaire leurs ennemis nazis.

Tout comme la discussion sur les maladies vénériennes, le traitement de la question de la conscription, dans *The Maple Leaf*, donne une idée de la stratégie adoptée par le journal pour présenter un sujet controversé. Lorsque la campagne du nord-ouest de l'Europe a débuté, les efforts persistants du premier ministre King pour éviter la conscription ont accentué le manque de recrues disponibles pour le théâtre italien<sup>99</sup>. *The Maple Leaf* a toutefois abordé la question des renforts dès le 23 mars 1944<sup>100</sup>, dans un article qui affirmait ce qui suit : « Un total de 418 532 hommes a eu l'ordre de se présenter afin de recevoir une formation militaire à partir du moment où la formation obligatoire a été mise en vigueur en 1940 [...] 238 277 appelés ont obtenu un sursis d'appel »<sup>101</sup>. Le Colonel Ralston a assuré les lecteurs que « la provision pour les pertes est suffisante [et] notre budget est établi pour 4 000 hommes par mois durant l'année [...] afin de maintenir les effectifs outre-mer »<sup>102</sup>. Malgré ce ton en apparence optimiste, le journal a parlé des protestations contre la position du gouvernement et notamment de l'opposition de la Légion à l'engagement volontaire jusqu'à ce que les troupes présentes au pays soient envoyées outre-mer, de la réduction de l'âge de l'appel sous les drapeaux et de la condamnation de 4 342 personnes qui avaient enfreint le règlement sur la mobilisation<sup>103</sup>. En raison de l'opposition du gouvernement à la conscription, *The Maple Leaf* a parlé des solutions de rechange et a ainsi géré l'effet de la discussion relative à la conscription sur les soldats canadiens en Italie.

La discussion relative à la conscription s'est poursuivie durant l'été, mais elle n'a pas occupé autant la scène qu'elle l'avait fait durant le printemps, en dépit du fait que les maladies et l'attrition avaient diminué les effectifs disponibles pour la guerre. La plupart des articles publiés durant l'été avaient un ton positif; ils décrivaient la fin du recrutement dans les forces aériennes en raison d'une diminution des pertes, la disponibilité de 50 000 soldats canadiens en vue du service outre-mer et les

---

modifications apportées par le gouvernement pour garantir que les soldats servant outre-mer aient des renforts adéquats<sup>104</sup>. Ce ton optimiste s'est maintenu jusqu'à la fin de septembre, lorsque la question a atteint un point culminant à la suite de la publication d'un article écrit par un chef d'entreprise bien connu de Toronto, Conn Smythe.

Comme *The Maple Leaf* avait promis d'exclure les questions susceptibles de nuire au moral, celles des renforts et de la conscription constituaient un problème. L'article de Smythe critiquait l'état de préparation des renforts : « Les renforts reçus [...] sont des bleus sans expérience et mal entraînés »<sup>105</sup>. Malgré la critique, *The Maple Leaf* écrit que « quelques milliers de volontaires entraînés sont déjà outre-mer en qualité de renforts ou sur le point de partir »<sup>106</sup>. Quatre jours plus tard, le journal rapportait que l'ancien ministre de la Défense, le Colonel J. L. Ralston, avait démissionné parce que le gouvernement refusait d'instituer la conscription<sup>107</sup>. Le journal a tourné son attention vers le nouveau ministre de la Défense, Andrew McNaughton, car il restait favorable à des volontaires; il en avait trouvé 14 000 destinés à envoyer outre-mer<sup>108</sup>. Un groupe d'officiers a exprimé son inquiétude au Parlement, déclarant que « le recours par le pays à des volontaires en vue du service outre-mer est inadéquat compte tenu des besoins »<sup>109</sup>. *The Maple Leaf* écrivait le lendemain que le premier ministre avait « rendu 16 000 conscrits disponibles en vue du service outre-mer »<sup>110</sup>.

Le Canada a accueilli ce décret avec colère et les articles de *The Maple Leaf* montrent les dissensions causées par cette décision. Un titre indiquait : « Risque de rupture au Parti libéral; troubles signalés au Québec », à cause des « 5 000 conscrits attendus le mois prochain »<sup>111</sup>, alors que d'autres articles parlaient de la formation des conscrits et des réactions à la décision du gouvernement<sup>112</sup>, y compris la mutinerie de 1 500 appelés de l'Armée en Colombie-Britannique et à Montréal<sup>113</sup>. *The Maple Leaf* parle de plans visant à assigner les appelés à des postes de non-combattants et essaie d'expliquer pourquoi la question est la cause d'une crise nationale en même temps qu'elle traduit les préoccupations des soldats canadiens et insiste sur le fait que ces renforts sont nécessaires<sup>114</sup>.

La couverture que *The Maple Leaf* fait de la crise de la conscription montre sa loyauté envers les soldats canadiens qui sont en Italie. Le journal décrit les efforts de McNaughton, qui ont en partie atteint leur but, pour trouver des solutions au manque de renforts. Tout comme pour beaucoup d'autres questions controversées, *The Maple Leaf* a équilibré la couverture de la conscription en parlant des moyens par lesquels le gouvernement cherchait à aider les soldats par la mise en œuvre des politiques, de la façon dont les forces armées intégraient les progrès scientifiques afin d'aider l'infanterie à atteindre ses objectifs et de la façon dont les non-combattants appuyaient les soldats qui étaient en première ligne.

Vue globalement, la couverture faite par *The Maple Leaf* du front italien de l'effort allié plus vaste et des événements qui se déroulaient au Canada suggère plusieurs conclusions. *The Maple Leaf* accordait toujours la priorité à l'information qui était pertinente pour la vie quotidienne des soldats. Le type d'information que *The Maple Leaf* donnait aux soldats montre de plus la façon dont le journal abordait sa mission. Le fait est que *The Maple Leaf* n'a jamais évité de parler de la dure réalité de la guerre. Afin de préserver la confiance des soldats, elle a abordé de front les problèmes et évité de donner l'impression qu'elle se pliait aux exigences des autorités militaires. Cette attitude est une pierre d'assise de la capacité du journal d'aider à soutenir le moral de la force canadienne. Du point de vue de la gestion, les discussions franches sur les défis du combat ont en outre aidé à concentrer l'attention sur la mission à accomplir. *The Maple Leaf* a toutefois, en même temps, maintenu l'équilibre entre ces articles crûment réalistes et une information qui précisait la façon dont la gestion des forces canadiennes et alliées et, en particulier, l'application de la technologie et des techniques les plus

---

récentes donnaient non seulement un avantage décisif mais accroissaient les chances de survie des soldats. Dans les articles sur les unités de combat, le journal soulignait les succès et montrait la façon dont ces derniers découlaient d'une excellente formation et de l'excellent équipement de l'Armée moderne du Canada. Il est intéressant de noter que, grâce aux discussions sur la contribution du Canada, *The Maple Leaf* semble avoir minimisé la hiérarchie du commandement militaire et avoir plutôt mis en évidence le fait que la force de l'Armée résidait dans la qualité sans égale de soldats intelligents, déterminés, en bonne santé et physiquement forts. *The Maple Leaf* a à bien des égards présenté l'Armée comme une organisation très progressiste dont la force résidait dans son personnel de qualité supérieure et dans son orchestration exceptionnelle, qui mettait avant tout l'accent sur l'excellence en soutenant le sens de l'initiative de son personnel au moyen de la meilleure formation et de la technologie la plus avancée.

Fait significatif, *The Maple Leaf* ne faisait aucune place à la religion ou aux dimensions religieuses de la guerre. Même dans les articles qui traitaient de succès substantiels des forces canadiennes, le journal attribuait les succès en question à leurs connaissances spécialisées et à leurs ressources scientifiquement perfectionnées, pas à la grâce de Dieu. De même, sauf pour ce qui est de l'accent mis de façon répétée sur le mal que l'ennemi incarnait, les appels au nationalisme canadien ont été rares ou inexistants. Le thème majeur de *The Maple Leaf* était la conclusion fructueuse de la guerre. Même lorsque *The Maple Leaf* parlait des risques associés à la promiscuité, la rédaction n'a pas fait appel à la moralité des soldats ou à leurs obligations familiales. On ne relève des sentiments de ce genre à aucun moment dans le journal en 1944, qui présente donc le 1<sup>er</sup> Corps d'armée du Canada comme une organisation qui tire sa force non pas de la place spéciale que le Canada occupe dans le domaine de Dieu mais plutôt des capacités d'un pays industriel démocratique tout à fait moderne.

Dans ses efforts pour soutenir et accentuer le moral du 1<sup>er</sup> Corps d'armée du Canada en Italie, *The Maple Leaf* insiste sur le rôle de ce dernier dans l'effort plus vaste des Alliés. Lorsqu'elle traite des succès de diverses unités, *The Maple Leaf* souligne la façon dont le corps d'armée a contribué à l'ensemble des progrès de la guerre. Même si le journal insiste sur le caractère unique de la force canadienne, il était pour les soldats important de comprendre le contexte dans lequel ils combattaient dans le théâtre méditerranéen. *The Maple Leaf* s'est à cette fin efforcée de convaincre les soldats que leur rôle était crucial pour la réussite des combats dans le nord-ouest de l'Europe. En rappelant aux soldats leur valeur, il allait sans dire que leur moral ne souffrirait pas et qu'il resterait relativement haut, ce qui donne un objectif semblable au maintien d'un environnement de travail antisyndical. Le journal suggérerait que s'il pouvait employer son ensemble unique d'habiletés à caractère scientifique, combinées aux ressources de pointe et à l'organisation de soutien qui était à sa disposition, le soldat canadien, intelligent et motivé, pouvait à lui seul apporter une contribution significative à la réussite du 1<sup>er</sup> Corps d'armée du Canada et ainsi influencer sur le résultat de l'effort plus vaste des Alliés.

Ce mot de la fin soulève la question suivante : qu'est-ce que cela nous apprend sur le 1<sup>er</sup> Corps d'armée du Canada en Italie en 1944? En mettant intensément l'accent sur les résultats, les objectifs, les encouragements, l'entraînement et les progrès scientifiques, *The Maple Leaf* a présenté le contingent canadien comme une organisation industrielle qui n'avait pour seul but que de mener sa tâche à bien. En tant que journal de cette organisation, *The Maple Leaf* peut se comparer au bulletin d'une entreprise. Toutefois, contrairement au bulletin d'un grand nombre d'entreprises, *The Maple Leaf* était produit par des journalistes et des dirigeants de journal doués qui avaient beaucoup d'expérience et qui étaient profondément et fondamentalement déterminés à servir l'ensemble de leurs lecteurs. C'est ce qui explique que les soldats

---

ont accordé à *The Maple Leaf* une confiance que les bulletins de bien des entreprises n'obtiennent pas des employés. Cette réussite est en grande partie le résultat de l'indépendance considérable — mais non complète — exigée par son premier éditeur, le Brigadier Richard Malone. Il a pu obtenir cette indépendance à cause de la confiance qu'il avait gagnée dans son travail avec le ministre de la Défense nationale, J. L. Ralston, et avec le Général H. D. G. Crerar, qui, au moment de la fondation du journal, prenait le commandement de la 1<sup>re</sup> Armée du Canada. Les deux hommes étaient disposés à accorder à Malone la liberté qu'il exigeait parce qu'ils s'inquiétaient du moral et qu'ils étaient sensibles aux défis que pose le soutien du moral. En fin de compte, *The Maple Leaf*, tout en contribuant au moral conformément à des principes de gestion éclairés, a réussi à devenir le journal du soldat. Le journal traduisait la culture du 1<sup>er</sup> Corps d'armée du Canada durant les rudes combats qu'il a livrés en Italie et aidait en même temps à la façonner.

---

## Au sujet de l'auteur ...

Kathryn Rose est une candidate au doctorat à l'Université de Waterloo. Elle est titulaire d'une maîtrise ès arts à l'Université Wilfrid Laurier, et d'une maîtrise en bibliothéconomie et en science de l'information à l'Université Western Ontario. Ses sujets de recherche portent sur l'histoire des bibliothèques et des archives, ainsi que sur le traitement accordé aux Forces canadiennes dans les médias.

---

## Endnotes

1. « How it Happened », *The Maple Leaf*, 14 janvier 1944.
2. Paul Fussell, *Wartime: Understanding and Behavior in the Second World War* (Oxford, Oxford University Press, 1989), 96.
3. Alfred Emile Cornebise, *Ranks and Columns: Armed Forces Newspapers in American Wars* (Londres, Greenwood Press, 1993), 117.
4. Dancocks, 439-441; Murray et Millett, 580.
5. G. W. L. Lcol Nicholson, « The Canadians in Italy, 1943-1945 », dans *Official History of the Canadian Army in the Second World War*, vol. II (Ottawa, Edmond Clouter, Imprimeur de la Reine pour le Canada, 1956), 270.
6. Dick Malone, *Portrait of War* (Toronto, Collins, 1983), 10.
7. « Malone, Brig. Richard Sankey, O.B.E., E.D. », *Who's Who in Canada, 1943-1946* (Toronto, International Press Limited, 1946?), 647.
8. Bibliothèque et Archives Canada (BAC), J. L. Ralston, MG 27, III, BII, vol. 53.
9. BAC, J. L. Ralston Fonds, MG 27, III, BII, vol. 66. Malone to « Cam », Personal Correspondence.
10. *Ibid.*
11. Dancocks, 203.
12. Dick Malone, *Missing From the Record* (Toronto, Collins, 1946), vi.
13. BAC, J. L. Ralston Fonds, MG 27, III, vol. 60.
14. Malone, *Missing from the Record*, 71-75.
15. BAC, J. L. Ralston Fonds, MG 27, III, vol. 66. « Col. J. L. Ralston to Malone », 25 janvier 1944. Personal Correspondence.
16. BAC, MG 27, vol. 66, R.S. Malone to Col. Ralston. 8 novembre 1943. Personal Correspondence.
17. Malone, *Missing from the Record*, 80.
18. *Ibid.*
19. *Ibid.*
20. Malone, *Missing from the Record*, 81.
21. *Ibid.*
22. *Ibid.*
23. *Ibid.*
24. *Ibid.*
25. Malone, *Missing from the Record*, 82.
26. *Ibid.*
27. *Ibid.*
28. Alfred Emile Cornebise, *The Stars and Stripes: Doughboy Journalism in World War I* (Londres, Greenwood Press, 1984), 3.
29. George Blackburn, *The Guns of Normandy: A Soldier's View, France 1944* (Toronto, McClelland et Stewart, 1995),



---

226-227.

30. *Ibid.*

31. « Gilchrist, Lcol Charles Whitney, O.B.E. », *Who's Who in Canada, 1943-1946* (Toronto, International Press Limited, 1946?), 362.

32. Ken Carriere, « An Officer and a Journalist », *Ryerson Review of Journalism*, printemps 1996. Consulté le 10 juillet 2005 à <http://www.rj.ca/issue/1996/spring/205/#top>.

33. Peter Stursberg, *The Sound of War: Memoirs of a CBC Correspondent* (Toronto, University of Toronto Press, 1993), 225. J. D. MacFarlane, « Everyone Read *The Maple Leaf* », *Sentinel* (avril 1969), 26.

34. « Heading Our Way — We Hope », *The Maple Leaf*, 8 mars 1944, 3; « Half-Cover Gal Pin

Up Pose », *The Maple Leaf*, 15 mars 1944, 3; « Chile Con Cutie », *The Maple Leaf*, 16 mars 1944, 3; « Swimming Unnecessary », *The Maple Leaf*, 23 mars 1944, 3; « Lay that Dagger Down », *The Maple Leaf*, 24 mars 1944, 3;

« Hollywood Humdinger », *The Maple Leaf*, 29 mars 1944, 3; « CoBras », *The Maple Leaf*, 1<sup>er</sup> avril 1944, 3.

35. Keshen, 228.

36. Nicholson, 370-371.

37. Nicholson, 362-372.

38. Nicholson, 364.

39. Nicholson, 376.

40. Nicholson, 387-388.

41. Nicholson, 417-423.

42. Dancocks, 252-263.

43. Dancocks, 230.

44. Dancocks, 279; Nicholson, 478.

45. Cité dans Nicholson, 481.

46. Nicholson, 481-484.

47. Dancocks, 309; Nicholson, 485-486.

48. Cité dans Dancocks, 311.

49. Dancocks, 320.

50. Dancocks, 330-343.

51. Dancocks, 353-359.

52. Dancocks, 359-366.

53. Dancocks, 366-368.

54. Dancocks, 369-370.

55. Dancocks, 397- 400.

56. Dancocks, 400-405.

57. Dancocks, 403-404.

58. « Eighth Within Nine Miles of Pesaro », *The Maple Leaf*, 29 août 1944, 1; « Eighth Gears for Smash at Gothic Line », *The Maple Leaf*, 30 août 1944, 1; « Eighth Troops Enter Pesaro », *The Maple Leaf*, 1<sup>er</sup> septembre 1944, 1; « Allied Pressure Cracks Gothic Line », *The Maple Leaf*, 2 septembre 1944, 1; « Eighth Troops Inch Towards Rimini », *The Maple Leaf*, 9 septembre 1944, 1; « Fifth Army Moves on Gothic Line », *The Maple Leaf*, 12 septembre 1944, 1; « Rough-and-Tough Go in Adriatic Sector », *The Maple Leaf*, 13 septembre 1944, 1; « Eighth Units Rip Ridge Defenses on Adriatic », *The Maple Leaf*, 15 septembre 1944, 1; « Allies Advance in Coast Sector », *The Maple Leaf*, 19 septembre 1944, 1; « Eighth Units Near Lombardy Plain », *The Maple Leaf*, 21 septembre 1944, 1; « Eighth Units Capture Rimini », *The Maple Leaf*, 22 septembre 1944, 1; « Offensive Cracks Through Futa Pass », *The Maple Leaf*, 25 septembre 1944, 1; « Allied Momentum Slows Across Italy », *The Maple Leaf*, 28 septembre 1944, 1; « Eighth Units Extend Rubicon Bridgehead », *The Maple Leaf*, 29 septembre 1944, 1; « Rain Stalls Eighth Army Offensive », *The Maple Leaf*, 2 octobre 1944, 1; « Break in Weather Needed on Adriatic », *The Maple Leaf*, 3 octobre 1944, 1; « Fifth Units Dent German Defenses », *The Maple Leaf*, 5 octobre 1944, 1; « Fifth Nudges Through Hills », *The Maple Leaf*, 6 octobre 1944, 1; « Snow, Rain, Mud — Italy Plain Hell », *The Maple Leaf*, 7 octobre 1944, 1; « Left Hook Broadens Italy Advance », *The Maple Leaf*, 9 octobre 1944, 1; « Eighth Units Move Across Fiumicino », *The Maple Leaf*, 10 octobre 1944, 1; « British Troops Occupy Corinth », *The Maple Leaf*, 11 octobre 1944, 1.

59. « Counter-Blows Fail to Click », *The Maple Leaf*, 6 septembre 1944, 1.

60. « Eighth Units Rip Ridge Defenses on Adriatic », *The Maple Leaf*, 15 septembre 1944, 1.

61. « Eighth Units Near Lombardy Plain », *The Maple Leaf*, 21 septembre 1944, 1.

62. « Canadian Troops Move on Rimini », *The Maple Leaf*, 5 septembre 1944, 1; « Canadian Unit Cross River in New Assault », *The Maple Leaf*, 16 septembre 1944, 1; « Canadians in Van of Rimini Battle », *The Maple Leaf*, 20 septembre 1944, 1; « Canadians Trap Seven Battalions », *The Maple Leaf*, 22 septembre 1944, 1; « Canadians in Gear on Adriatic », *The Maple Leaf*, 13 octobre 1944, 1; « Canadian Units Across Rigosa », *The Maple Leaf*, 16 octobre 1944, 4; « Canadians Blast Nazis off Hill 131 », *The Maple Leaf*, 6 septembre 1944, 3; « "Dust Bowl" Has Nothing on This », *The Maple Leaf*, 7 septembre 1944, 3; « Canadians Press Ahead on Adriatic », *The Maple Leaf*, 7 septembre 1944, 1; « Canadians Crack Ridge Positions », *The Maple Leaf*, 10 septembre 1944, 1; « Canadian Armor in Po Valley Push », *The Maple Leaf*, 26 septembre 1944, 1; « Canadian Offensive Staggers Paratroopers », *The Maple Leaf*, 27 septembre 1944, 1; « New Bridgehead Across Rubicon », *The Maple Leaf*, 30 septembre 1944, 1; « Coriano Added to Canadian Prizes », *The Maple Leaf*, 19 septembre 1944, 1; « Canadian Troops Bridge Pisciatello », *The Maple Leaf*, 20 octobre 1944, 1; « Canadians Add to Bridgehead », *The Maple Leaf*, 25 octobre 1944, 1; « Ravenna Falls to Canadians », *The*

Maple Leaf, 6 décembre 1944, 1-4; « Canadians Smash Over Lamone », *The Maple Leaf*, 14 décembre 1944, 1-4; « Bridgehead Bulges to Bursting Point », *The Maple Leaf*, 15 décembre 1944, 1; « Canadians Fight Way Over Canale Naviglio », *The Maple Leaf*, 16 décembre 1944, 1-4; « Armored Div Hits Canal Line », *The Maple Leaf*, 19 décembre 1944, 1-4; « Canadians Exploit Italy Gains », *The Maple Leaf*, 22 décembre 1944, 1-4; « Rossetta Falls to Canadians », *The Maple Leaf*, 27 décembre 1944, 1; « Canadians Take Bagnacavillo », *The Maple Leaf*, 23 décembre 1944, 3; « Patrols Test German Defences Along Senio », *The Maple Leaf*, 28 décembre 1944, 1; « Canadians Patrols Near Alfonsine », *The Maple Leaf*, 29 décembre 1944, 1; « Germans Kept Right on Toes », *The Maple Leaf*, 30 décembre 1944, 1.

63. « Bombardment Buries HPE's », *The Maple Leaf*, 13 mars 1944, 2.

64. *Ibid.*

65. « Ex-Echelon Clerk Praised on First Job as Engineer », *The Maple Leaf*, 29 juillet 1944, 7.

66. « Timid Tenth Squadron Tackles He-Man Jobs », *The Maple Leaf*, 4 août 1944, 2.

67. Capt. H. A. Hyman, « Eyes Right for 12 CTR », *The Maple Leaf*, 21 janvier 1944, 2.

68. « Mobile Canteen Awaits Troops », *The Maple Leaf*, 1er août 1944, 3.

69. *Ibid.*

70. « Eyes Right for 12 CTR », *The Maple Leaf*, 21 janvier 1944, 2.

71. Cynthia Commachio, « Mechanomorphosis : Science, Management and 'Human Machinery' in Industrial Canada, 1900-1945 », *Labour*, 41 (printemps 1998), 35.

72. « Canadians Reach Frosinone Fringe », *The Maple Leaf*, 1<sup>er</sup> juin 1944, 1; « Canadians Take Frosinone », *The Maple Leaf*, 2 juin 1944, 1.

73. « All Hell to Pay — But We Had More Cash », *The Maple Leaf*, 14 janvier 1944, 2.

74. « Ex-Prisoners Tell Terrible Atrocity Tale », *The Maple Leaf*, 21 janvier 1944, 1.

75. « All Hell to Pay — But We Had More Cash », *The Maple Leaf*, 14 janvier 1944, 2.

76. « Rough Weather, Tough Enemy—It Makes No Difference Now », *The Maple Leaf*, 28 janvier 1944, 2; « "Death Valley" Tough Baptism », *The Maple Leaf*, 8 février 1944, 3.

77. « Himmler Pulls Chameleon Act », *The Maple Leaf*, 19 février 1944, 2.

78. « Savage Fighting Nets Small Gains », *The Maple Leaf*, 11 septembre 1944, 1; « Roughand-Tough In Adriatic Sector », *The Maple Leaf*, 13 septembre 1944, 1; « Heavy Fighting in Mountains », *The Maple Leaf*, 2 décembre 1944, 1; « Allied Momentum Slows Across Italy », *The Maple Leaf*, 28 septembre 1944, 1; « Rain Stall Eighth Army Offensive », *The Maple Leaf*, 2 octobre 1944, 1; « Break in Weather Needed on Adriatic », *The Maple Leaf*, 3 octobre 1944, 1; « Snow, Rain, Mud — Italy Plain Hell », *The Maple Leaf*, 7 octobre 1944, 1; « Italy Front Far From Buono », *The Maple Leaf*, 11 octobre 1944, 4; « Weather Bogs Italian Front », *The Maple Leaf*, 28 octobre 1944, 1; « It's Still Italy, It's Still Rain », *The Maple Leaf*, 30 octobre 1944, 4; « Gales, Floods Sweep Front », *The Maple Leaf*, 4 novembre 1944, 1; « Snow Blankets Apennine Front », *The Maple Leaf*, 13 novembre 1944, 1; « Ravenna Area Lowlands Flooded », *The Maple Leaf*, 18 novembre 1944, 1; « Eighth Unable to Hold Gains », *The Maple Leaf*, 11 décembre 1944, 1; « Snow Blankets Italian Front », *The Maple Leaf*, 26 décembre 1944, 1.

79. « Rain Stalls Eighth Army Offensive », *The Maple Leaf*, 2 octobre 1944, 1.

80. Dennis Guest, *The Emergence of Social Security in Canada* (Vancouver, UBC Press, 2003), 109-112.

81. « Postwar Work Country's Duty », *The Maple Leaf*, 28 janvier 1944, 2.

82. *Ibid.*

83. « Gigantic Chore Confronts Canada's Future Leaders », *The Maple Leaf*, 4 février 1944, 2; « Sights Must be Upright to Hit Postwar Targets », *The Maple Leaf*, 12 février 1944, 2; « Formula for Postwar Expansion Suggested », *The Maple Leaf*, 14 mars 1944, 2.

84. « Quiz Program », *The Maple Leaf*, 8 avril 1944, 3.

85. « In Search of Knowledge », *The Maple Leaf*, 1<sup>er</sup> juin 1944, 2.

86. « In Search of Knowledge », *The Maple Leaf*, 1<sup>er</sup> juin 1944, 2; « In Search of Knowledge », *The Maple Leaf*, 2 juin 1944, 2; « In Search of Knowledge », *The Maple Leaf*, 8 juin 1944, 2; « In Search of Knowledge », *The Maple Leaf*, 15 juin 1944, 2; « In Search of Knowledge », *The Maple Leaf*, 27 juin 1944, 2.

87. « Plans Soon Complete for Service Election », *The Maple Leaf*, 17 juillet 1944, 2; « N.B. Services Vote Planned », *The Maple Leaf*, 20 juillet 1944, 2; « Three Parties Seek Election », *The Maple Leaf*, 18 août 1944, 3.

88. « 5,000 More Homes Plan for Montreal », *The Maple Leaf*, 15 juin 1944, 3; « Housing Expansion Forecast in Regina », *The Maple Leaf*, 17 juin 1944, 8; « Many Clauses in Housing Act », *The Maple Leaf*, 27 décembre 1944, 2; « Ontario Plans Land for Vets », *The Maple Leaf*, 28 juillet 1944, 2; « Ontario Land Scheme Ready », *The Maple Leaf*, 3 août 1944, 2; « Land for Veterans », *The Maple Leaf*, 9 août 1944, 3.

89. « All Must Assist in Rehabilitation », *The Maple Leaf*, 21 juin 1944, 3; « Help Provided for Expansion », *The Maple Leaf*, 24 juillet 1944, 2; « Postwar Training Planned in Canada », *The Maple Leaf*, 29 juillet 1944, 7; « Many Courses for Veterans », *The Maple Leaf*, 18 novembre 1944, 3; « Cape Breton Included in Plan », *The Maple Leaf*, 1er novembre 1944, 2; « More Info », *The Maple Leaf*, 7 août 1944, 3; « 1,403 Pensioners », *The Maple Leaf*, 10 août 1944, 2; « Motion Outlines War Gratuities », *The Maple Leaf*, 14 août 1944, 3; « Of Things to Come in Postwar World », *The Maple Leaf*, 8 septembre 1944, 3; « Pensions Increased », *The Maple Leaf*, 6 octobre 1944, 3; « New Pension Provisions for Two-War Veterans », *The Maple Leaf*, 19 octobre 1944, 3; « 11,305 Granted War Pensions », *The Maple Leaf*, 30 décembre 1944, 3; « Bureau Spots Jobs for Vets », *The Maple Leaf*, 2 décembre 1944, 4; « Civil Service Appointments », *The Maple Leaf*, 6 décembre 1944, 2; « Four Choices for Ex-Servicemen », *The Maple Leaf*, 27 décembre 1944, 3; « Claims Pilots Special Class », *The Maple Leaf*, 27 novembre 1944, 3; « 'Shadow' Plans Due for

---

RCAF », *The Maple Leaf*, 6 décembre 1944, 3.

90. « Clothes of Postwar Promise Lots of Zip », *The Maple Leaf*, 25 juillet 1944, 2; « Trade Necessary for Postwar World », *The Maple Leaf*, 2 septembre 1944, 4; « New Industrial Era in Canada », *The Maple Leaf*, 4 novembre 1944, 3; « B.C. Distillery Plans Postwar Expansion », *The Maple Leaf*, 20 décembre 1944, 3.

91. « Hypnotism New Cure for Psycho-Neurosis », *The Maple Leaf*, 22 avril 1944, 2.

92. *Ibid.*

93. « Credit Given to Mepacrine », *The Maple Leaf*, 24 mars 1944, 2; « Malaria More Costly Than Battle Casualties », *The Maple Leaf*, 16 mai 1944, 2; « Anti-Malaria Drive in Gear », *The Maple Leaf*, 20 mai 1944, 2.

94. « Venereal Disease Major Army Problem in Italy », *The Maple Leaf*, 17 avril 1944, 2.

95. *Ibid.*

96. « S.I.W. », *The Maple Leaf*, 17 avril 1944, 2.

97. *Ibid.*

98. *Ibid.*

99. Keshen, 247.

100. J. L. Granatstein et J. M. Hitsman, *Broken Promises: A History of Conscription in Canada* (Toronto, Oxford University Press, 1977), 185.

101. « Over 400,000 Get Training Calls at Home », *The Maple Leaf*, 23 mars 1944, 4.

102. « 4,000 Monthly Overseas Quota », *The Maple Leaf*, 8 avril 1944, 2.

103. « Legion Group Bucks System of Recruiting », *The Maple Leaf*, 1<sup>er</sup> mai 1944, 1; « Urges Draftees Serve Overseas », *The Maple Leaf*, 3 mai 1944, 4; « Cut Forecast in Call-Up Age », *The Maple Leaf*, 10 mai 1944, 2; « All but Eighty Convinced in Call-Up Trials », *The Maple Leaf*, 2 mai 1944, 1.

104. « Recruiting Halted For Happy Reasons », *The Maple Leaf*, 1<sup>er</sup> juillet 1944, 7; « Reinforcement Set Up Outlined », *The Maple Leaf*, 13 juillet 1944, 1; « Active Force Said 140,000 », *The Maple Leaf*, 26 juillet 1944, 2; « Manpower Adjustments », *The Maple Leaf*, 29 juillet 1944, 2.

105. « Poor Training, Says Smythe », *The Maple Leaf*, 25 septembre 1944, 3.

106. « Thousands Ready for Overseas Duty », *The Maple Leaf*, 11 novembre 1944, 1.

107. « Reinforcement Issue Reason », *The Maple Leaf*, 15 novembre 1944, 1.

108. « King Says McNaughton Still Favours Volunteers », *The Maple Leaf*, 20 novembre 1944, 1; « Canada Looks for Fit Men », *The Maple Leaf*, 21 novembre 1944, 1.

109. « Group of Officers Challenged Government's Volunteer Policy », *The Maple Leaf*, 23 novembre 1944, 1.

110. « "Zombies" Overseas », *The Maple Leaf*, 24 novembre 1944, 1.

111. « Liberal Party Break Threatens; Flare-Ups Reported in Quebec », *The Maple Leaf*, 25 novembre 1944, 1.

112. « Get Battle Fit Across Ocean », *The Maple Leaf*, 27 novembre 1944, 1.

113. « 200 Draftees Demonstrate », *The Maple Leaf*, 28 novembre 1944, 3; « 1,500 Draftees Mutiny », *The Maple Leaf*, 29 novembre 1944, 1; « Draftees Hold Up Troop Train », *The Maple Leaf*, 30 novembre 1944, 1; « Houde Tells Montrealers to Resist Conscription », *The Maple Leaf*, 6 décembre 1944, 1.

114. « Time of Cooling Proved a Poser », *The Maple Leaf*, 29 décembre 1944, 2; « Category Draftees for Work Units », *The Maple Leaf*, 6 décembre 1944, 3; « Volunteers — Preferable; Draftees — Necessary », *The Maple Leaf*, 9 décembre 1944, 3.

## NOTE AU DOSSIER—L'ÉVOLUTION DU SOUTIEN DU RENSEIGNEMENT AU SEIN DE L'IFOR

Lieutenant-colonel Robert S. Williams, MSM, CD et le Major Jim D. Godefroy, CD

Vers la fin de l'automne 1995, dans la foulée de la signature de l'Accord de paix de Dayton (DPA), des plans furent amorcés pour consolider ce qui sera connu par la suite comme la Force de mise en oeuvre (IFOR), c'est-à-dire les forces de l'OTAN chargées de remplacer la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU). Pour les Canadiens servant au sein de cette dernière, la décision de rester dans les Balkans en changeant de béret ou de retourner au Canada se décida souvent à pile ou face. Comme la contribution initiale du Canada à cette force était plafonnée à 1000 soldats, le choix des effectifs constitua indéniablement un défi pour les planificateurs de la force à Ottawa.



Collection personnelle des auteurs

Blatna-Ivanjska, 12 avril 96

En vertu du mandat de la FORPRONU, les Nations Unies ne disposaient pas d'états-majors du renseignement (G-2) mais plutôt d'« officiers d'information ». La réticence à l'utilisation du redouté terme « renseignement » et le climat de méfiance généralisée régnant entre les États fournissant des troupes à la mission avaient eu tendance à nuire au partage du renseignement et furent sans aucun doute à l'origine de la variété remarquable de personnel recueillant de l'« information ». Les OCM (observateurs de la Commission mixte), les divers dét SF, les UNMO (observateurs militaires des Nations Unies), la MSCE (Mission de surveillance de la Communauté européenne) et le RDP français (*Régiment de dragons parachutistes*) n'étaient que quelques-uns des nombreux acteurs rencontrés par les membres de l'IFOR. Ils s'avérèrent, tout comme un certain nombre d'officiers d'information de l'ONU sur le point de quitter le théâtre, des sources précieuses d'information et des contacts potentiels pour les états-majors G-2 de l'OTAN arrivant sur le terrain.

La 2<sup>e</sup> (CA) Brigade multinationale (BMN), qui se déploya par la suite dans la région nord-ouest de la Bosnie-Herzégovine en tant que contribution canadienne à l'IFOR, était formée de membres du 2<sup>e</sup> Groupe-brigade mécanisé du Canada (2 GBMC) de Petawawa ainsi que d'un certain nombre de membres des contingents canadiens de la FORPRONU en Croatie et en Bosnie. Les anciens camps de Velika Kladuša et de



Æoraliaei du contingent bangladais de l'ONU furent pris en charge par un petit nombre de Canadiens participant à la mission de l'ONU en tant que détachements du 1<sup>st</sup> *Royal Regiment of Fusiliers* britannique. Le gros des forces de l'OTAN qui devaient constituer l'IFOR commença à arriver au début de janvier 1996. Bien qu'il était prévu que cette force compte environ 60 000 soldats, ses effectifs ne dépassèrent jamais 55 000 membres.



Collection personnelle des auteurs

Korice, 13 mars 96

La 2 (CA) BMN basée à Æoraliaei et la 4 (UK) Brigade basée à Mrkonjia Grad formaient la 3 (UK) *Armd Div* sous le commandement du Mgén (à l'époque) Mike Jackson du *Parachute Regiment*. La 3 (UK) *Armoured Division*, qui était basée au début à Gornji Vakuf, se déplaça par la suite à Banja Luka en *Republika Srpska* (RS). Chaque formation possédait un état-major du renseignement organique. La prise en charge de Æoraliaei fut facilitée par la coordination de la relève assurée par le G-2 bangladais en partance, un lieutenant-commander de la marine qui maîtrisait le serbo-croate et qui avait étudié dans une académie navale de l'ex-Yougoslavie. Sa maîtrise de la situation politique et militaire régnant dans la poche de Bihae aida beaucoup les Canadiens à comprendre au début leur nouvelle zone de responsabilité et notre état-major G2 mit à profit cette connaissance. La brigade disposait de ressources du renseignement variées dont des équipes de campagne du renseignement humain

(HUMINT), une équipe de guerre électronique légère (LEWT), des officiers de liaison, des officiers de la commission mixte et l'état-major du renseignement organique de la brigade constitué de six Canadiens (un major, un capitaine, un adjudant, deux sergents et un caporal-chef) auxquels s'ajouta un major tchèque.

La zone de responsabilité (ZR) avait non seulement été la scène de combats entre les Serbo-bosniaques et les Bosniaques (ou Musulmans bosniaques), mais elle avait aussi été le témoin de l'aide apportée par les Croates de Bosnie aux Bosniaques et de la guerre civile intra-bosniaques opposant la PABO (Province autonome de Bosnie occidentale) de Fikret Abdia aux éléments loyaux du 5e Corps du Général Atif Dudakovia. Le camp de réfugiés tout près de Kuplensko en Croatie qui hébergeait encore plusieurs partisans d'Abdia était un rappel quotidien de la fortune des armes. Le déplacement des Serbes de Krajina suite à l'opération TEMPÊTE (*Op OLUJA*) lancée par les Croates en Croatie n'eut pour effet que de compliquer encore plus la situation quant à savoir à quel interlocuteur et à quelle information on pouvait se fier.

Une des premières affaires à l'ordre du jour de l'IFOR constituant une priorité pour la mise en œuvre du DPA était le regroupement de l'armement lourd des ex-factions belligérantes (FWF), de manière à assurer qu'il fut sous la surveillance de l'OTAN, sinon sous son contrôle. Le calcul du nombre d'ensembles militaires dont disposait chaque faction pour établir son ordre de bataille fut basé au départ sur des déclarations inexactes. L'ampleur réelle des stocks de chaque faction se révéla lentement par des inventaires minutieux conjugués à la découverte presque quotidienne d'ensembles qui n'avaient pas été déclarés. Ces découvertes n'étaient pas surprenantes compte tenu de





Collection personnelle des auteurs

Kulen Vakuf, 16 janvier 96

la fin récente des hostilités, de la méfiance que se témoignaient les FWF et de l'inconnue que constituait l'IFOR. Comme bon nombre de belligérants considéraient que la FORPRONU les avait trompés, pourquoi auraient-ils fait confiance à l'IFOR?

Dans ce contexte, l'établissement d'un climat de confiance était une tâche quotidienne pour tout le personnel de l'IFOR. Les tentatives visant à faire dérailler le DPA et/ou discréditer les forces de l'IFOR étaient fréquentes. Nul n'avait confiance dans les forces de police et les militaires, dont plusieurs n'avaient eu pour seule tâche que de tuer depuis trois ans ou plus, devaient dorénavant être démobilisés sans savoir ce qui les attendait. Le chômage et la destruction de l'infrastructure vitale étaient généralisés et peu d'occasions s'offraient. La situation ne constituait pas un terrain fertile pour des discussions et des preuves concrètes de changements positifs et de progrès étaient essentielles pour obtenir un soutien local. Dans un effort pour démontrer une

préoccupation pour la santé des enfants de la région, un des sketches les plus bizarres de la mission fut la collecte et l'incinération de plus de 1300 carcasses de porcs à Sanski Most, ce qui engendra l'expression « PIGINT ». Après cela, plusieurs soldats de l'IFOR dans la région jurèrent de ne plus manger de bacon pendant un bon bout de temps!

Outre les efforts mis à identifier et cataloguer les sites de regroupement du matériel (qui s'élèveront en fin de compte à plus de cinquante dans la ZR de la brigade), l'IFOR oeuvra à établir une ligne de démarcation entre entités (IEBL) entre la Fédération (regroupant les Bosniaques et Croates de Bosnie) et la *Republika Srpska* (Serbes de Bosnie). Les nombreux points de franchissement — y compris ceux de WHITE FANG, BLUE DRAGON, MINSTREL BOY, BONDAL BEACH et ICE STATION ZEBRA — sont devenus bien connus parmi l'IFOR comme des « points chauds » et des zones litigieuses. La rétrocession de territoire capturé comme l'évacuation par les forces de la Fédération de la zone de la *Republika Srpska* connue sous le nom d'« Anvil » afin d'atteindre la répartition du territoire d'une précision mathématique de 51 et 49 % entre la Fédération et la *Republika Srpska* n'était qu'un autre facteur embrouillant la situation. Dire que la nécessité de patrouiller un terrain chèrement gagné par un des protagonistes qui avait été forcé de le remettre à l'adversaire suite à une décision politique compliquerait la vie des nouvelles forces de l'IFOR était un euphémisme.

Jouissant d'un soutien politique important et stimulé par des visées économiques, le Général Atif Dudaković n'était pas disposé à laisser ses chars au dépôt. La 501<sup>e</sup> Brigade de la caserne Adil Bešić à Bihać tenta une percée et fut stoppée sur l'itinéraire BLUEBIRD. La ville frontalière de Kulen Vakuf était un point chaud qui devait s'enflammer souvent, mais l'établissement d'un poste de peloton et l'emploi des AS-90 britanniques positionnés à proximité et des chars Challenger (un escadron du *Queen's Royal Hussars*) basés à Bosanski Petrovac aidèrent à calmer les ardeurs. Les émeutes d'Otoka, le 20 avril 1996, au moment de l'ouverture du pont reliant les deux rives de la rivière Una (permettant ainsi un accès rapide à Novi Grad en *Republika Srpska*), fut un autre événement mémorable dont la gestion exigea une connaissance détaillée des potentats et des fauteurs de troubles locaux qui étaient souvent les mêmes personnes.



Collection personnelle des auteurs

Otoka, 19 janvier 96

Le contingent canadien de l'IFOR comprenait aussi un groupement tactique tchèque commandé par le Lieutenant-colonel Sedivy. Non seulement les Tchèques tentaient de comprendre les opérations de l'OTAN (la République tchèque joindra les rangs de l'OTAN en 1999), mais ils s'efforçaient aussi d'assimiler les procédures d'état-major canadiennes et britanniques. Ils s'acquittèrent efficacement de leurs tâches du début à la fin, la compagnie tchèque réagissant d'une manière appropriée pendant les événements du 20 avril 1996 à Otoka, où elle utilisa environ 450 projectiles d'armes légères et 50 obus de 30 mm pour des tirs de semonce.

Outre les défis quotidiens de la FWF et les différends incessants sur le tracé de la frontière, la question de la recherche et/ou de la localisation des PICG (personnes inculpées de crimes de guerre) était une autre tâche incombant aux état-majors du renseignement. La liste des PICG, une liste publique de mise en accusation, contenait

bon nombre d'erreurs et la qualité de ses photos (quand il y en avait) était mauvaise, mais elle constituait un élément seulement du problème. Outre cette liste publique, le Tribunal de La Haye avait aussi établi une liste d'accusation sous pli scellé dont ne disposaient pas les forces de l'IFOR. Cela signifiait que les autorités locales avec lesquelles l'IFOR traitait pourraient être des PICG potentielles sans que les forces de l'IFOR le sachent. Compte tenu que l'IFOR cherchait à gagner la confiance des protagonistes et à établir sa crédibilité, c'était une situation apparemment contre-productive et un exemple des nombreux défis auxquels nous devons faire face tandis que nous nous déployons dans notre ZR pour dresser un inventaire des forces en présence.

Outre les états-majors au niveau de la division et de la brigade, le Canada fournit une Cellule canadienne du renseignement national (CANIC) coimplantée avec le quartier général du Corps de réaction rapide allié (ARRC) au Camp Ilidza, à Sarajevo. Cette cellule assurait l'interface entre l'état-major G-2 de l'ARRC et l'état-major du renseignement au niveau national du Directeur général — Renseignement, à Ottawa. Elle échangeait aussi des évaluations et des analyses avec les cellules d'autres pays participant à l'IFOR. Dotée d'une petite infrastructure ponctuelle, ses effectifs ne comprenaient qu'un major, un capitaine, un adjudant-maître, un sergent et deux caporaux-chefs. Des fourgons de communications montés à l'arrière de VLMR (véhicules logistiques moyens à roues) et disposés dos à dos constituaient un espace de travail, et des barbelés délimitaient le périmètre de l'ensemble. La cellule connut certains moments pénibles quand elle s'efforça d'établir une liaison efficace avec ses correspondants au niveau national à Ottawa et l'identification des moyens permettant d'assurer une valeur ajoutée, tout en répondant aux attentes de tous ses clients et partenaires, exigea un certain temps. Heureusement, le climat de travail était amical et collégial et l'attrait de Sarajevo assura un flux ininterrompu de visiteurs. La première élection municipale à Mostar, le 30 juin 1996, fut un événement historique et, tandis que nous observions le déroulement pacifique du vote, nous avions le sentiment que la stabilité pourrait peut-être être atteinte. D'autres élections, prévues pour le milieu de septembre 1996, nous incitèrent à anticiper la situation en cherchant à mettre au point



Otoka, 20 avril 96

des indices précurseurs de violence ou d'effusion de sang et à identifier les endroits les plus susceptibles d'être des points chauds. Heureusement, la forte présence des troupes de l'IFOR permit une fois de plus un déroulement relativement paisible du vote. Une autre étape historique dans le cheminement vers une paix durable avait été franchie. Les confrontations continuelles avec les FWF au sujet du regroupement du matériel et la surveillance de leur dissolution tinrent notre cellule bien occupée, tout comme nos efforts visant à mieux comprendre les intérêts et l'influence des divers personnages contrôlant la Bosnie-Herzégovine désormais divisée. Au moment où le mandat de l'IFOR tirait à sa fin et que s'effectuait la transition avec la SFOR (Force de stabilisation), le personnel de la CANIC pouvait dresser un bilan positif de son travail qui s'était traduit par une liaison très efficace, la production d'un nombre important d'évaluations et de produits originaux et la réputation bien méritée d'être un solide partenaire de mission aux yeux de l'ARRC et des autres cellules nationales.

En utilisant le cas par cas comme ligne de conduite, le regroupement du matériel fut achevé dans les délais, une certaine stabilité s'installa, si l'on peut dire, et la population de la Bosnie, même si elle doutait peut-être de la fin de la guerre, put enfin profiter d'un peu de repos. Une confiance continua à se développer et à être mise à l'épreuve et le travail soutenu de l'IFOR dont les opérations étaient orientées par un bon renseignement, améliora la situation d'une manière perceptible à chaque jour. Le renseignement posa des défis pendant toute la mission et durant la transition à la SFOR et il n'y eut jamais un jour tranquille ou monotone dans la ZR. Difficile de croire que tout cela se passait il y a dix ans...

---

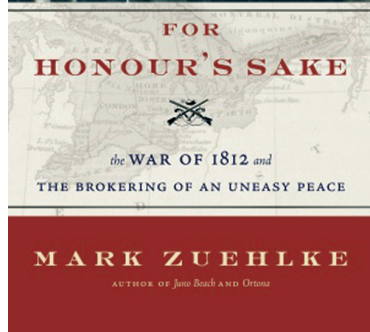
# — CRITIQUES DE LIVRES —

---

## FOR HONOUR'S SAKE: THE WAR OF 1812 AND THE BROKERING OF AN UNEASY PEACE.

ZUEHLKE, Mark. Toronto, Knopf Canada, 2006, 464 pages. 37,95 \$CAN

Critique préparée par le Major John R. Grodzinski, CD



Mark Zuehlke est un auteur populaire que plusieurs lecteurs de ce journal connaissent peut-être par ses ouvrages sur les Canadiens pendant la campagne d'Italie et plus particulièrement ceux traitant des campagnes d'Ortona, de la Vallée de la Liri et de la Ligne gothique. *For Honour's Sake* est sa première incursion dans le domaine des guerres coloniales.

Les ouvrages précédents de Zuehlke sont remarquables par la qualité de leur récit — l'auteur puise avec compétence dans les souvenirs des vétérans et les rapports officiels pour tisser un récit remarquable des événements au niveau tactique. À bien des égards, c'est une tâche plus facile pour une période faisant partie de l'expérience immédiate de l'auteur et de la société à laquelle il appartient. L'exploration d'événements qui se sont produits il y a près de deux siècles ne peut s'appuyer que sur des sources secondaires et primaires où les faits peuvent certes constituer une bonne histoire populaire. Le populisme n'est pas mauvais en soi, mais trop souvent il ne permet pas d'améliorer notre compréhension des

faits et, en fin de compte, il les obscurcit. Par conséquent, Mark Zuehlke nous propose un gros bouquin sur la guerre de 1812 qui est entaché de plusieurs erreurs et répète des mythes.

Je me méfie toujours des communiqués annonçant un livre dont l'auteur aurait utilisé des « documents d'archive inédits ». On ne peut blâmer l'éditeur, Knopf Canada, pour son marketing zélé, mais il promettait beaucoup dans son communiqué de presse sur ce livre et dans le texte au dos de la couverture de l'ouvrage. Je suis obligé de souligner le fait que, même s'il s'agit d'un livre destiné au grand public, l'examen des 24 pages de notes révèle l'utilisation de seulement deux documents archives de première main ayant déjà été utilisés par ailleurs dans d'autres ouvrages secondaires. Les quelques documents publiés auxquels se réfère l'auteur ne peuvent certainement pas être qualifiés de « documents d'archives inédits ». Plus significative encore est l'absence de référence aux travaux de plusieurs historiens *canadiens* importants de notre époque comme Barry Gough, Donald E. Graves, Faye Margaret Kert et Robert Malcomson. Ainsi, ce livre est basé essentiellement sur des ouvrages secondaires comme l'indiquent les notes de fin de chapitre qui renvoient souvent à quelques sources secondaires très utilisées.

Le même communiqué de presse suggère que ce sont des Canadiens qui mirent le feu à la résidence présidentielle à Washington en 1814, alors qu'on n'en connaît aucun ayant participé à cette campagne.

Compte tenu de l'accent qu'il met sur les aspects diplomatiques du conflit, il est étonnant de constater que Zuehlke n'a pas consulté l'ouvrage de Robin Reilly, *The*



---

*British at the Gates: The New Orleans Campaign in the War of 1812*, qui est considéré comme la meilleure étude de la diplomatie du point de vue britannique sur les origines de la guerre et les négociations de Gand qui y mirent fin, ou encore les documents parlementaires britanniques sur les relations anglo-américaines pendant cette période qui ont été publiés.

Par conséquent, Zuehlke perpétue certains mythes au sujet de cette guerre et son ouvrage est farci d'erreurs. Par exemple, il y est écrit que le Lieutenant-général sir George Prevost a mené contre Plattsburgh, en 1814, une division formée « pour les deux tiers de vétérans de la guerre d'Espagne », évoquant le fait qu'ils avaient servi sous le commandement de Wellington dans la Péninsule ibérique entre 1808 et 1814. En réalité, des recherches récentes ont démontré que seulement six des quatorze bataillons, totalisant un tiers de la force de Prevost, avaient servi sous Wellington. C'est un point important démontrant que l'armée de Prevost n'était pas la puissante machine de guerre bien réglée souvent évoquée par les auteurs américains. Après l'abdication de Napoléon, les Britanniques envoyèrent en Amérique du Nord 44 unités de cavalerie, d'infanterie et d'artillerie. De ce nombre, seules 21 provenaient de la Péninsule ibérique et douze uniquement étaient destinées aux deux Canadas. Et toutes ne furent pas employées en service actif en Amérique du Nord.

L'auteur décrit les Britanniques à Chippawa, en juillet 1814, comme étant « formés en colonnes à l'exemple des formations communément employées par les Français pour mener un assaut. » Une fois de plus cela est faux. Une recherche digne de confiance datant de 1967 a établi que les Britanniques avaient adopté une formation en ligne. Cette conclusion a été renforcée par des études plus récentes de cette bataille.

L'histoire de Laura Secord n'a pas été, comme le prétend Zuehlke, « grossie jusqu'à devenir un mythe » peu après son aventure en 1813. Elle n'a été popularisée qu'au cours de la décennie mille huit cent soixante, après que Secord eut rencontré le prince de Galles et l'historien américain Benson J. Lossing, qui l'a publiée dans son volumineux *Pictorial Field Book of the War of 1812* en 1868. À cette époque, Secord était passablement âgée.

L'analyse des plans de défense établis par sir George Prevost en 1811 et 1812 est entaché par l'absence d'un détail critique : En 1811, Prevost avait reçu des instructions précises pour que, dans l'éventualité où un conflit éclaterait avec les États-Unis, il évite tout ce qui pouvait provoquer une extension du conflit. L'attention stratégique de la Grande-Bretagne était concentrée sur l'Europe et une guerre en Amérique du Nord constituerait une dangereuse diversion par rapport aux buts de guerre des Britanniques. Zuehlke reconnaît toutefois que la Royal Navy cherchait à éviter les épreuves de force avec des navires américains qui auraient fourni des munitions aux faucons de Washington favorables à la guerre. De plus, Isaac Brock était en grande partie d'accord avec Prevost sur l'impossibilité de défendre le Haut-Canada, du moins jusqu'en 1811, quand il conçut l'idée que le fait de lancer des opérations plus à l'ouest déséquilibrerait l'objectif probable des Américains qui était d'isoler les deux Canadas et de s'emparer de Montréal. En fait, c'est John Graves Simcoe, le premier gouverneur du Haut-Canada, qui esquaissa des années auparavant la stratégie de base que les Britanniques suivront pendant la guerre.

L'organisation supérieure britannique responsable des questions militaires ne s'appelait pas le *War Department*, mais plutôt le *War Office* et, contrairement à ce que prétend l'auteur, le vicomte Castlereagh ne pouvait pas superviser les affaires étrangères ou coloniales en 1810 puisqu'il ne faisait pas partie du gouvernement. Castlereagh revint en fonction en 1812, quand il devint secrétaire au *Foreign Office*, un poste qu'il occupa pendant tout le conflit.



---

Pendant l'automne 1814, une division américaine sous le commandement du Général George Izard fut envoyée au fort Erie pour y renforcer une autre division commandée par Jacob Brown. Zuehlke décrit la force d'Izard comme étant « sans aucun doute... la force la plus efficace que les États-Unis avait réussi à déployer jusqu'à ce jour au Canada. » L'auteur prétend qu'Izard avait forcé les Britanniques sous le commandement de Drummond à fuir au nord de Chippawa, tandis que les Américains établissaient leur campement à proximité de Sandy Creek. Bien que ces troupes fraîches aient effectivement repoussé les Britanniques, elles avaient pris position près de Street's Creek, juste au sud de Chippawa, tandis que Sandy Creek était à plus de 200 km, près de Sackets Harbor, et fut la scène d'une autre bataille en mai 1814, avec des forces totalement différentes. Mais il s'agit peut-être d'une erreur d'édition. De plus, c'était la division de Jacob Brown, relevée par celle d'Izard à fort Erie, qui était la meilleure parmi celle mises en œuvre par les Américains pendant la guerre et non pas l'inverse.

Une fois la guerre terminée, ou plutôt quand la nouvelle de sa fin atteignit les commandants concernés en Amérique du Nord, les navires de guerre américains ne « sillonnèrent » pas les eaux des Grands Lacs; au contraire, dès que le Commodore Isaac Chauncey reçut la confirmation de la paix en février 1815, il ordonna immédiatement l'arrêt de tous les travaux sur sa base de Sackets Harbor et écrivit à son adversaire à Kingston, le Commodore sir James Lucas Yeo, pour l'informer de la nouvelle. Yeo, à son tour, ordonna d'arrêter les travaux d'aménagement d'une nouvelle base à Penetanguishine, mais de poursuivre, du moins momentanément, la construction d'un nouveau navire à Kingston. Yeo accepta même l'invitation de lui rendre visite que Chauncey lui avait faite. Compte tenu de l'épuisement de la Grande-Bretagne par des années de guerre et les finances à sec des Américains, aucun des protagonistes ne souhaitait reprendre les hostilités sous un prétexte futile, bien que les Britanniques faisaient face à la perspective d'une nouvelle guerre en Europe.

En résumé, malgré qu'il soit bien écrit et d'une belle facture, ce livre, en raison de ses nombreuses faiblesses, ne constitue pas une contribution valable à la littérature croissante sur la guerre de 1812. Pendant que je le lisais et tandis que je préparais ce compte rendu, j'ai tenté de faire preuve d'ouverture d'esprit à l'égard de nouvelles perspectives et de nouvelles idées. Mais Zuehlke n'en offre aucune, ce qui est malheureux compte tenu du caractère plus utile de ses autres livres. Une recherche plus approfondie, une utilisation plus soutenue d'ouvrages secondaires modernes d'origine canadienne et peut-être la prise en compte de certaines perspectives auraient sans doute produit un meilleur livre.

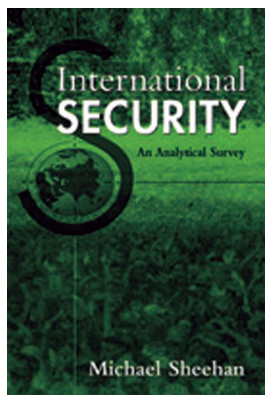
---

## **INTERNATIONAL SECURITY: AN ANALYTICAL SURVEY**

SHEEHAN, Michael. Boulder, Co, Lynne Rienner, 2005, 199 pages. 49,00 \$USD

**Critique préparée par le Lieutenant-colonel Michael Rostek**

À l'aube du vingt et unième siècle, la sécurité reste un aspect central des relations internationales. Comme l'a fait remarquer David Baldwin, la redéfinition du concept de la sécurité est devenue en quelque sorte une industrie artisanale<sup>1</sup> au cours de la dernière décennie, ce qui renforce l'affirmation de W. B. Gallie voulant que la sécurité « soit essentiellement un concept contesté » — suscitant des débats insolubles quant à sa signification et à son application<sup>2</sup>. Toutefois, tout au long de l'histoire, le concept de la sécurité fut au centre des préoccupations humaines et sa définition a évolué pour refléter les changements dans l'édifice social qui forme la base de notre existence même. Comme l'a fait observer Barry Buzan, rares sont ceux qui nient que la sécurité figure en tête de liste des problèmes auxquels est confrontée l'humanité<sup>3</sup>. C'est dans ce



contexte que Michael Sheehan propose une perspective digeste et globale sur l'émergence d'une compréhension plus profonde de la sécurité et sur les limites de sa remise en question.

L'ouvrage de Sheehan débute par un chapitre détaillé sur la conception traditionnelle de la sécurité selon le paradigme réaliste qui met l'accent sur la puissance militaire, la rivalité et l'État en tant que premier référent — ce qu'on appelle vulgairement la « sécurité nationale ». Sheehan explique que l'évolution de la politique internationale révélant de plus en plus les limites de l'approche traditionnelle en matière de sécurité force une réévaluation du concept. Dans un chapitre distinct, Sheehan donne un aperçu des premières tentatives visant à mieux comprendre la sécurité en mettant l'accent sur l'exploration « des communautés de la sécurité et la paix démocratique. » Même si ces concepts s'appuient solidement sur une majorité d'hypothèses et de méthodologies réalistes, ils ont contribué d'une manière constructive au débat sur la sécurité en témoignant d'une compréhension différente de la sécurité dans le cadre du paradigme réaliste existant.

À la fin de la Guerre froide, toutefois, les piliers du réalisme centré sur l'État, la politique de puissance et la rivalité ont été de plus en plus décrits comme des entraves pour le traitement d'une gamme accrue de problèmes apparaissant sur l'ordre du jour international<sup>4</sup>. Sheehan démontre qu'un développement important dans l'étude de la sécurité fut l'émergence d'un ordre du jour de plus vaste portée, caractérisé par des approches sectorielles en matière de sécurité — à savoir la sécurité économique, la sécurité sociétale et la sécurité environnementale — et par l'apparition d'approches plus radicales et connues sous les noms de féminisme, post-modernisme et théorie critique. Sheehan consacre un chapitre à chacune de ces approches en décrivant leurs fondements tout en exposant leurs différences et leurs similitudes avec la conception réaliste de la sécurité évoquée plus haut. Ces chapitres sont approfondis et suscitent une réflexion en proposant plusieurs références pour de futures investigations et recherches. Un thème particulièrement intéressant qui sous-tend en bonne partie l'ouvrage de Sheehan est celui d'un déplacement du référent principal en matière de sécurité de l'État vers l'individu. Ce point trouve écho dans ses arguments en faveur d'une approche axée sur la sécurité humaine en matière de sécurité économique dans le chapitre cinq; de la sécurité environnementale dans la mesure où elle menace le bien-être de l'être humain dans le chapitre sept; de la sécurité de personnes en fonction des sexes dans le chapitre huit; et de l'appel à l'émancipation des personnes dans le cadre de la sécurité critique dans le chapitre dix. Sheehan reconnaît que cette approche plus globale sert le débat sur la sécurité en ce sens qu'elle nous permet de tenir compte de tous les aspects de la politique mondiale, mais il nous met judicieusement en garde contre le risque que le concept [de la sécurité] perde toute signification<sup>5</sup>.

Malgré le consensus général voulant que le concept de la sécurité doive être étendu à de nouveaux secteurs comme la sécurité économique, la sécurité sociétale et la sécurité environnementale, Sheehan appuie l'appel de Krause et Williams pour un « réexamen fondamental »<sup>6</sup> du concept de la sécurité tel qu'il se présente dans les chapitres sur les rapports entre les sexes, le post-modernisme et la sécurité critique. Tout en reconnaissant que les rapports entre les sexes et la sécurité post-moderne sont des composants jouant un rôle constructif dans un ordre du jour plus global, Sheehan croit que l'approche de la théorie critique offre les meilleures possibilités de comprendre et d'attaquer les problèmes pratiques de l'insécurité en plus d'offrir la critique la plus solide du paradigme réaliste. La sécurité critique commande qu'on s'écarte des

---

nécessités absolues de l'État qui doit être supplanté par « ... une société internationale qui a été marginalisée et rendue peu sûre par l'approche existante [la sécurité nationale] à la compréhension de la sécurité »<sup>7</sup>. De plus, l'approche de la sécurité critique est centrée sur une préoccupation à l'égard de l'« émancipation humaine » et, par conséquent, ramène les droits de la personne, l'intervention humanitaire, les préoccupations écologiques et environnementales et la justice distributive de la périphérie où ils se trouvaient pendant la période de la dominance de l'État »<sup>8</sup>. Sheehan ne rejette pas entièrement les concepts traditionnels de la sécurité; cependant, il offre un aperçu de ce qui devrait être considéré comme « l'autre côté de la médaille » de la conception réaliste de la sécurité — un élargissement (l'environnement, l'économie) et un approfondissement (ses aspects humains, sociétaux et internationaux) de l'ordre du jour de la sécurité.

Michael Sheehan enseigne les relations internationales à l'université de Swansea. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dans le domaine des études sur la sécurité internationale. Le présent ouvrage, bien qu'il soit répétitif à certains égards, est bien adapté aux étudiants des relations internationales à tous les niveaux; toutefois, les derniers chapitres sur les approches radicales pourront sembler abscons pour le non-initié peu familier avec le domaine des relations internationales. La sécurité est un concept fertile en matière de relations internationales et il est fort probable qu'il demeurera un champ de bataille intellectuel et politique dans l'avenir. La contribution de Sheehan au domaine de la sécurité, telle qu'elle est présentée dans « International Security », offre un aperçu utile de ce champ de bataille et permet une meilleure compréhension de la signification et des limites de la remise en question du concept de sécurité.

---

## Notes

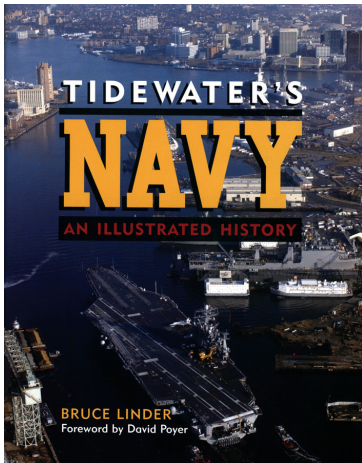
1. David A. Baldwin, "The concept of security", *Review of International Studies*, (1997), 23: 5.
  2. Barry Buzan, *Peoples, States and Fear* (Boulder: Lynne Rienner Publishers, 1991): 7.
  3. Buzan: 1.
  4. Michael Sheehan, *International Security: An Analytical Survey*, (Boulder: Lynne Rienner, 2005): 23.
  5. Sheehan: 46.
  6. Sheehan: 153.
  7. Sheehan: 153.
  8. Graham Evans and Jeffrey Newnham, *The Penguin Dictionary of International Relations*, (London: Penguin Group, 1998): 383.
- 

## TIDEWATER'S NAVY

LINDER, Bruce. Annapolis, Naval Institute Press, 2005, 343 pages. 45,00 \$USD

### Critique préparée par M. Neil Chuka

Aucun navire ne peut rester en mer longtemps sans un port d'attache robuste. Les navires de guerre sont des plateformes complexes intégrant tout un éventail de systèmes; ils accomplissent diverses tâches dans l'un des environnements les plus durs et corrosifs de la planète. Leur grande taille exige une infrastructure de construction et de maintenance spéciale et d'un personnel expert dans les besoins particuliers des plateformes marines. Malgré ces faits, l'histoire des rapports entre les marines et leurs ports d'attache est rarement racontée autrement que sur le mode anecdotique ou de manière désinvolte. Le livre de Bruce Linder intitulé : *Tidewater's Navy* est donc une rareté en ce qu'il réussit à tricoter l'histoire des navires et de leurs marins, en temps de guerre et de paix, et de la région dans laquelle ces navires sont nés et ont grandi.



L'histoire qui nous est racontée se déroule en Virginie et comprend les régions et collectivités de Norfolk, Virginia Beach, Hampton Roads and Newport News. Cette région de la Virginie bénéficie de nombreux mouillages profonds et protégés qui sont le fruit de l'impact d'un météore il y a environ 35 millions d'années et de la confluence d'un certain nombre de rivières à marées, notamment les Elizabeth, James et York qui se déversent dans la baie Chesapeake. Ces mouillages se sont révélés avantageux tant sur le plan économique que sur le plan stratégique et ce, même avant la guerre d'indépendance américaine. Il était donc presque inévitable que cette région devienne le berceau de la marine des États-Unis (USN).

Linder, un capitaine de la USN à la retraite, nous offre un livre bien documenté, bien écrit et bien illustré qui réussit admirablement à combler une lacune dans l'historiographie de la USN. Son ouvrage est un complément à celui intitulé *San Diego's Navy*, publié en 2001 également par les Naval Institute Press. Subdivisé conformément aux époques les plus pertinentes de l'histoire de la marine, le livre de Linder nous conduit de la période de la guerre d'indépendance, en passant par les premières années de l'Union, la guerre de sécession et les années de transition de la Great White Fleet pour nous amener à travers le 20<sup>e</sup> siècle. L'auteur nous raconte en grand détail les rapports souvent acrimonieux entre les habitants de la région et la population navale de passage, ainsi que l'histoire des navires construits, entretenus et protégés dans la région. Il démontre aussi clairement que cette région a exercé une influence stratégique sur l'ensemble du globe; en effet, tous les porte-avions nucléaires de la USN ont été construits par les chantiers navals de Newport News; une bonne part des sous-marins de la USN a été construite et est basée dans la région; et ladite région demeure une zone de préparation majeure pour les déploiements des forces américaines outremer.

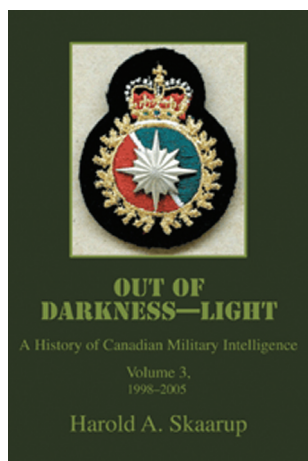
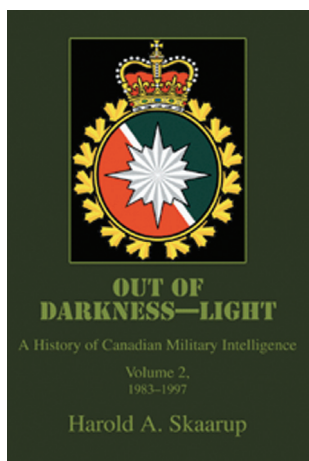
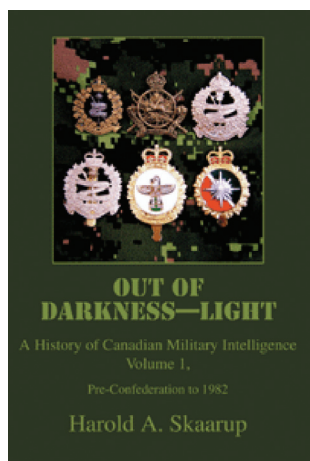
L'ouvrage de Linder s'appuie sur des recherches approfondies et exploite un heureux mélange de sources principales et secondaires. De plus, bien qu'elles imposent un format de livre encombrant, les photographies expertement documentées du livre nous aident à mettre une image sur le nom des nombreux navires mentionnés dans le texte. Le seul défaut du livre, s'il en est, tient au manque de cartes. L'ajout de cartes régionales et locales qui situeraient Tidewater dans son contexte géographique et montreraient le développement de la région à travers les époques apporterait un élément de clarté inestimable pour le lecteur.

Le livre de Linder ne s'adresse pas seulement aux passionnés de la marine de guerre. La région qui nous est racontée et les navires qui y ont été mis à l'eau ont influé sur plusieurs guerres et de nombreux combats durant la période de 18<sup>e</sup> au 21<sup>e</sup> siècle. Les étudiants de l'histoire militaire auraient tout avantage à lire ce livre.

# OUT OF DARKNESS — LIGHT: A HISTORY OF CANADIAN MILITARY INTELLIGENCE, VOLUMES 1-3

SKAARUP, Harold A. Lincoln, NE, iUniverse, 2005, vol. 1 — 650 pages, vol. 2 — 571 pages, vol. 3 — 617 pages. 37,95 \$USD chacun

Critique préparée par M. Bob Martyn, Ph.D.



Comme le laissent supposer les titres de chaque livre, ces ouvrages se veulent une étude de l'évolution du renseignement militaire canadien au cours des années. Le Major Hal Skaarup, auteur des trois volumes, est un officier supérieur du renseignement de l'Armée de terre qui a vécu des affectations au quartier général du NORAD et à l'École du renseignement militaire des Forces canadiennes (ERMFC), et participé à des déploiements opérationnels en Bosnie et en Afghanistan.

La série a été créée en guise de suite à l'oeuvre révolutionnaire de Robert Elliot, *Scarlet to Green: Canadian Army Intelligence: 1903 1963* (Toronto: Association canadienne du renseignement et de la sécurité, 1981). L'objectif avoué de M. Skaarup est de « souligner les plus importants jalons de l'évolution récente de la branche du renseignement des Forces canadiennes (FC) », essentiellement « pour ceux d'entre nous qui sont dans le métier, pour ainsi dire »<sup>1</sup>. Toutefois, les profanes non endoctrinés n'ont pas à s'inquiéter puisqu'une liste d'acronymes est fournie dans chaque livre.

## Le renseignement militaire canadien en trois volumes

Le premier volume de cette trilogie commence, de façon tout à fait inattendue, par la visite du roi nordique Woden Lithi vers 1700 av. J.-C., en ces terres qui allaient devenir le Canada. L'auteur justifie son choix de cet événement comme point de départ de l'histoire du renseignement militaire canadien en affirmant qu'« il aura fallu beaucoup de reconnaissance et de recherche de renseignements pour entrer en contact avec les Algonquins »<sup>2</sup>. Peut être! Nous poursuivons ensuite rapidement, par fragments d'un ou deux paragraphes, avec la guerre de Sept ans, Napoléon et la Guerre des Boers, pour finalement arriver au vingtième siècle. Soulignons qu'une grande partie de cet ouvrage est traitée dans *Scarlet to Green* d'Elliot, et que 16 et 90 pages sont respectivement consacrées aux Première et Deuxième Guerres mondiales.

Le Major Skaarup ne trouve pas vraiment son rythme avant le chapitre 7 : « The Canadian Intelligence Corps, 1963 1968 ». Ce chapitre ainsi que le chapitre final



---

couvrent les années 1963 à 1982 et offrent un aperçu intéressant des opérations du renseignement canadien de cette époque. Le premier volume se termine par des appendices dressant la liste des colonels commandants du Corps de renseignement ainsi que des notices biographiques d'officiers supérieurs choisies.

Le volume 2 poursuit l'histoire du renseignement militaire canadien, mais pourrait davantage être considéré comme une chronologie des événements, chaque chapitre correspondant à une année. Ces années se sont révélées une période intéressante pour le renseignement, où l'on a assisté à une demande accrue en personnel du renseignement dans les FC, en inspections de vérification d'armement, et constaté la renaissance du renseignement de la Force de réserve incluant la création de cinq nouvelles unités. Toutefois, il est curieux que ce volume ne fasse référence que quatre fois à la guerre du Golfe, et de façon plutôt superficielle.

Ce livre présente aussi sept appendices, touchant des sujets aussi divers que les numéros des branches du service du renseignement, l'histoire des sections du renseignement aéroportées et la liste à jour des officiers supérieurs de la branche.

Le dernier volume de la trilogie fait progresser l'histoire jusqu'en 2005. La structure est la même que dans le volume 2, avec un chapitre consacré à chaque année. Deux chapitres supplémentaires exposent les grandes lignes des différents accords de partage du renseignement, et un court chapitre aborde l'avenir du renseignement militaire canadien, qui semble être basé en grande partie sur la thèse du Brigadier général (retraite) James Cox. Ce volume contient aussi de nombreux appendices mettant à jour les listes des volumes précédents, en plus de traiter de la musique de la branche du renseignement et de dresser la liste des lauréats du trophée Sir William S. Stephenson. Pour une raison inconnue, il y a aussi trois appendices n'ayant aucun rapport avec le renseignement et donnant un aperçu historique de chacune des brigades de l'Armée régulière.

## **Le bon, le moins bon et le laid...**

Ces trois livres arrivent à un moment opportun, dans un alignement de « planètes » idéal. En raison, peut être injustement, des motifs avancés par les États Unis pour justifier les opérations en Iraq, il y a une demande croissante pour les ouvrages qui font la lumière sur le renseignement. Une vague de livres révélant les secrets du renseignement de la Deuxième Guerre mondiale a également déferlé sur le marché, ce qui a généré un intérêt équivalent pour les révélations sur la guerre froide. Finalement, il y a aussi la croissance des carnets Web, ou blogues, dans lesquels il est possible de trouver une multitude de détails. Cette trilogie contribue à étancher la soif de connaître des lecteurs ayant un intérêt dans chacun de ces domaines.

On trouve dans cette compilation un véritable trésor d'observations perspicaces sur les rôles et les missions du personnel du renseignement canadien, principalement à partir de la période tumultueuse de la guerre froide. Les historiens et les chercheurs en relations internationales qui continuent d'évaluer les événements de cette période ajoutent une contribution opportune à l'historiographie contemporaine. À titre d'exemple, un article auparavant non disponible, écrit par le Major (retraite) Gary Handson et portant sur les opérations canadiennes au Vietnam avec la Commission internationale de contrôle et de surveillance, offre le récit fascinant de son expérience au cours de cette mission canadienne rarement reconnue, et aborde le soutien nécessaire offert par le renseignement<sup>3</sup>.

Un autre point fort de cette trilogie, autant pour les praticiens que pour les chercheurs du renseignement en quête d'observations perspicaces sur le fonctionnement du système du renseignement, est la réimpression de nombreux articles

---

de bulletins, ayant peut être échappé à l'attention lors de leur première publication. Le Major Paul Johnston, par exemple, avait écrit un article très utile sur les perceptions du renseignement de la part des pilotes de chasse de la Force aérienne<sup>4</sup>. La relecture de son article permet aussi de réaffirmer que la roue doit parfois être inutilement réinventée parce qu'on néglige de noter les « leçons retenues », parce qu'il survient des changements de personnel ou simplement parce qu'on « découvre » soudainement des techniques utilisées il y a de nombreuses années.

Des trois volumes, le troisième est particulièrement fascinant de par sa pertinence contemporaine évidente. À cause de la nature actuelle des opérations, l'auteur s'inspire davantage des courriels personnels que dans les volumes précédents. Ce volume contient aussi des présentations d'une plus grande utilité académique, notamment des extraits de la thèse de maîtrise du Capitaine Lisa Elliot<sup>5</sup>. Ce volume met aussi l'accent sur une période de grand changement au sein des FC et de la branche du renseignement, une période où les conversions d'après guerre froide ont commencé à faire leur apparition au niveau des opérations.

Tel qu'il a été mentionné plus tôt, le groupe cible de ces ouvrages est composé d'anciens membres et de membres actifs de la branche du service du renseignement. On peut donc pardonner le style « microgestion » caractéristique des gens du renseignement, du type « donnez moi les données brutes et je ferai mes propres évaluations ». On trouve aussi une compilation d'articles et de réflexions provenant des bulletins de la branche et de l'Association du renseignement; l'auteur choisit de les reproduire tels quels, sans explications, pour que les lecteurs puissent en évaluer le mérite original au moment de leur rédaction. Il ne fait même pas, avec le recul du temps, une évaluation rudimentaire des efforts des praticiens. Les lecteurs en seront quittes pour se demander lesquelles, parmi toutes les avancées et les opérations, se seront révélées essentielles pour le Canada ou auront uniquement permis à des spécialistes du renseignement de saisir une affectation susceptible de leur procurer un beau bronzage.

Les livres contiennent aussi un nombre important de photos de groupe, les habituelles photos de toutes les écoles militaires où tout le monde est « assis au garde à vous, mains sur les genoux, sans sourire ». Cette initiative ne fait que souligner que le public cible visé est le personnel apparaissant sur ces photos, quoiqu'elles peuvent être d'un certain intérêt pour les services du renseignement ennemis ou pour toute personne effectuant une recherche sur le port de la moustache au fil des décennies.

Bien que cette trilogie ait des points forts indéniables, on peut considérer « tout à fait laid » l'insoutenable incursion dans les comptes rendus textuels et non revus de l'Association. Dans un simple exemple choisi au hasard, un bulletin du renseignement nous apprend les diverses informations suivantes :

Le Capt Phil R. Berikoff et ses invités ont présidé l'inauguration du 2<sup>e</sup> Pon Rens à Ottawa, le 8 avril 1995. Le Col Patrick D. R. Crandell a fait état des hauts et des bas que sa femme et lui vivent depuis les deux dernières années et demie passées à Belgrade en Serbie. Pat revient à Ottawa par suite d'une affectation en tant qu'attaché militaire canadien en août 1995. Le Maj Robert C. Dale de Halifax a pris sa retraite de la milice. Le Capt Ted Ether a parlé de sa retraite à Nanaimo<sup>6</sup>.

Ce style d'écriture est commun aux trois volumes. Certes, ces détails ont une saveur d'originalité qui plaira aux futurs historiens, mais la lecture en demeure pénible.

## **Conclusion**

Cette oeuvre a toutes les caractéristiques d'un passe temps sérieux. Les notes de l'auteur, qui sont de plus en plus fréquentes au fur et à mesure que la chronologie

---

progresses, laissent supposer que le Major Skaarup songeait à ce projet depuis longtemps. Toutefois, il est évident qu'après avoir livré cette merveilleuse collection de détails, l'auteur ne s'est pas demandé « et puis après? ». Tout comme le renseignement doit être recevable pour être utile, cette trilogie aurait été plus valable si les « plus importants jalons » avaient été expliqués en regard de l'expérience récente du renseignement canadien. Le Major Skaarup est bien placé pour fournir une évaluation approfondie, puisque c'est un officier du renseignement chevronné susceptible d'apporter une certaine crédibilité à la difficile tâche de l'évaluation des accomplissements passés. Peut-être devrait-il se donner comme but de faire une évaluation savante car il a maintenant rassemblé tout le matériel dans ces trois volumes.

En dépit de cette lacune, la trilogie constitue néanmoins une véritable réserve de documents pour une recherche ultérieure. Si on la considère comme un compendium de documents, plutôt que comme une histoire ficelée du renseignement militaire canadien, elle a assurément atteint son but.

Cette trilogie est peut-être résumée de façon plus précise dans l'avant-propos, écrit par l'ancien colonel commandant de la branche du renseignement militaire canadien (1985-1997), le Major Général (retraite) Reginald Weeks :

« Ce livre n'est ni amusant ni divertissant; d'ailleurs, ce n'est pas son objectif... En fait, c'est un ouvrage de référence.<sup>7</sup> »

---

## Notes

1. Vol. 1 : xxix, xxi.
  2. Vol. 1 : 4.
  3. Vol. 1 : 459-470.
  4. Vol. 3 : 160-163.
  5. Vol. 3 : 314-395.
  6. Vol. 2 : 284.
  7. Vol. 1 : xvii.
- 

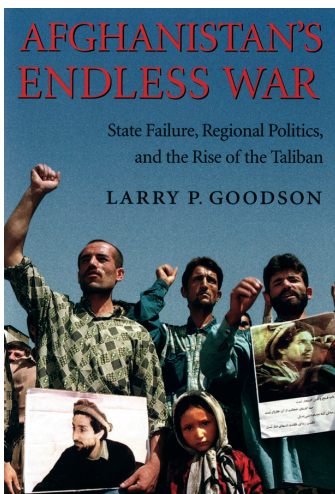
## AFGHANISTAN'S ENDLESS WAR: STATE FAILURE, REGIONAL POLITICS AND THE RISE OF THE TALIBAN

GOODMAN, Larry P. Seattle, University of Washington Press, 2001, 264 pages.  
25,00 \$USD

Critique préparée par M<sup>me</sup> Heather Hrychuk

« Connais ton ennemi et connais toi toi-même; eussiez-vous cent guerres à soutenir, cent fois vous serez victorieux », disait Sun Tzu. Cette affirmation ne saurait être plus vraie pour les Forces canadiennes (FC) qui luttent actuellement contre l'insurrection des talibans en Afghanistan. Pour bien comprendre l'ennemi et ses actions en cours et passées, telles que la destruction des statues de Bouddha de Bâmiyân, il importe de se pencher sur l'effondrement de l'État afghan et l'arrivée des talibans au pouvoir.

Dans *Afghanistan's Endless War: State Failure, Regional Politics and the Rise of the Taliban*, Larry Goodson, professeur en études internationales au Bentley College, Massachusetts, tente d'expliquer la détérioration de la situation en Afghanistan et l'ascension des talibans après le retrait soviétique, ainsi que la guerre civile qui s'ensuivit. Ayant pour objectif de combler un manque dans la documentation traitant de l'Afghanistan avant le 11 septembre, l'auteur présente une synthèse des ouvrages antérieurs — peu nombreux, au contenu superficiel ou influencé par les partis pris de la guerre froide<sup>1</sup> — et s'en sert pour jeter les bases de sa propre analyse. Celle-ci est bien documentée mais beaucoup trop fondée sur des sources secondaires. Le dernier



chapitre, qui présente quatre scénarios sur l'avenir de l'Afghanistan, n'est plus valable, l'auteur n'ayant, pas plus que le reste du monde, été capable de prévoir les événements du 11 septembre et leurs répercussions. Toutefois, la majeure partie de l'ouvrage offre une explication concise des circonstances à l'origine des difficultés que vit toujours l'Afghanistan aujourd'hui.

Selon Goodson, l'Afghanistan est le reflet de la situation de nombreux États satellites à la fin de la guerre froide. Ces nations, qui se battaient pour conserver leur statut d'État, ont souvent été victimes de leur gouvernement vulnérable, qui cherchait à demeurer au pouvoir mais était incapable d'échapper aux changements. Au même moment, l'intérêt de la communauté internationale envers ces nations diminuait, celles-ci n'étant plus considérées comme essentielles dans la lutte contre la menace communiste. Tout au long

de l'ouvrage, Goodson met l'accent sur la guerre froide, sans aborder les répercussions des activités et des organisations terroristes en plein essor en Afghanistan. En effet, l'auteur fait de brèves références à Oussama Ben Laden, à ses motivations et à son rôle dans ce pays, et omet de parler des activités du réseau Al Qaïda.

Goodson relève six facteurs critiques expliquant la chute de l'Afghanistan : les divisions ethnolinguistiques, les structures sociales, l'idéologie religieuse, les conflits récents et dévastateurs, la situation géographique et le développement économique limité. Considérés conjointement, ils offrent une meilleure perspective des divers problèmes caractéristiques de l'Afghanistan que celle présentée dans les ouvrages antérieurs. Bien qu'ils soient soulignés à juste titre, ces facteurs ne sont toutefois pas suffisamment décrits par l'auteur. En effet, au lieu de consacrer la majorité de son ouvrage à l'interrelation entre ceux-ci, il ne fait mention de leur interaction que dans le chapitre de présentation. Le reste de son analyse se penche sur l'intervention soviétique des années 1980 et les répercussions du conflit qui se déroulait à l'époque. Il donne une explication juste des conséquences du retrait soviétique en 1989, c'est à dire la création d'un vide politique ayant mené à la réapparition de problèmes socioéconomiques traditionnels — parallèlement à la rupture de l'alliance antisoviétique qui se disputait le contrôle du pays — et, ultimement, à la guerre civile.

Les talibans ont profité de cette guerre civile pour s'emparer du pouvoir et consolider leur position aux dépens de la nation afghane. Dans son ouvrage, Goodson fournit une description étoffée de leur ascension et des répercussions sociales subséquentes, mais commet une omission flagrante : bien qu'il décrive les talibans comme un mouvement d'étudiants en théologie, il oublie d'indiquer le fondement de leur idéologie. Il ne fait nulle part mention de l'école islamique à laquelle ils adhèrent, ce qui empêche de comprendre pleinement leurs motivations fondamentales. L'auteur se limite plutôt à utiliser des termes vagues, tels que « fondamentaliste » et « traditionaliste »<sup>2</sup>.

En résumé, Goodson affirme que bon nombre des difficultés que connaît l'Afghanistan ainsi que la chute de ce pays s'expliquent par son passé, et non par l'inexpérience du mouvement religieux qui s'est emparé du pouvoir. Selon lui, ce sont les faits historiques et la destruction des structures du pouvoir traditionnelles après le retrait soviétique qui sont à l'origine des problèmes du pays. Son explication de la chute de l'Afghanistan et de l'ascension des talibans offre un aperçu opportun d'une région du monde qui est maintenant au centre de l'attention internationale. Bien qu'il

faillie faire abstraction du chapitre concernant l'avenir du pays, et trouver d'autres sources pour compléter l'analyse superficielle des motivations religieuses des talibans, cet ouvrage demeure tout de même pertinent : *Afghanistan's Endless War* peut servir de point de départ pour comprendre l'ennemi auquel les Forces canadiennes font actuellement face.

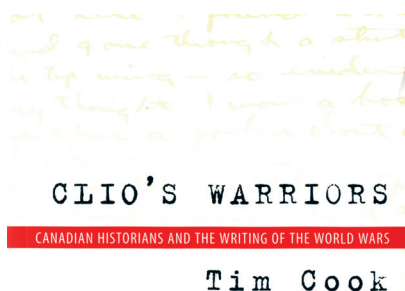
## Notes

1. Pour des exemples d'ouvrage sur l'Afghanistan antérieurs à 2001, voir ADAMEC, Ludwig W. *Dictionary of Afghan Wars, Revolutions and Insurgencies*. Lanham, MD: Scarecrow Press, 1996; ou MAGNUS, Ralph. *Afghanistan: Mullah, Marx and Mujahid*. Boulder, CO: Westview Press, 1998.
2. Larry P. Goodson. *Afghanistan's Endless War: State Failure, Regional Politics and the Rise of the Taliban*. Seattle, Washington. University of Washington Press. 2001, page 62.

## CLIO'S WARRIORS : CANADIAN HISTORIANS AND THE WRITING OF THE WORLD WARS

COOK, Tim. Vancouver, University of British Columbia Press, 2006, 326 pages.  
85,00 \$CAN

Critique préparée par le Major Andrew B. Godefroy



Même si la façon d'écrire l'histoire est récemment devenue un sujet aussi répandu que l'écriture de l'histoire proprement dite, il est rare que des historiens militaires canadiens reçoivent autant d'attention à cet égard. Dans son dernier ouvrage intitulé *Clio's Warriors : Canadian Historians and the Writing of the World Wars*, l'historien et auteur Tim Cook du Musée canadien de la guerre s'est attaqué à l'histoire fascinante et complexe des gens qui ont consacré leur vie professionnelle à recueillir, à consigner, à archiver, à documenter et à rédiger l'histoire militaire canadienne au XX<sup>e</sup> siècle.

Faire la compilation des registres officiels de l'histoire militaire du Canada est une tâche qui n'a rien de simple ni de facile. Dès le début, cette entreprise a souvent été considérée avec dédain ou remise en cause par ceux dont les actions allaient être consignées. Les politiciens étaient souvent particulièrement suspicieux à l'égard du processus, à moins qu'il puisse servir leur carrière

personnelle ou prolonger la durée au pouvoir de leur parti politique. Les officiers militaires supérieurs s'inquiétaient aussi de la façon dont eux-mêmes et leurs actions seraient perçus par l'histoire. Malgré toutes ces réserves, bien des ministres et des généraux comprenaient fort bien l'importance cruciale de l'histoire militaire officielle pour renforcer la cohésion nationale et, donc, ils choisirent, avec sagesse, de ne pas ignorer l'histoire de peur que l'histoire les ignore, eux ainsi que les événements de leur époque.

L'histoire militaire canadienne officielle au XX<sup>e</sup> siècle est en grande partie le résultat de l'innovation individuelle et du patriotisme. La Première Guerre mondiale constitua, pour les historiens officiels canadiens, le premier creuset valable, même si, comme l'explique Cook avec force détails, la tâche devint rapidement beaucoup plus compliquée qu'un simple compte rendu écrit des événements. L'impasse constatée sur



---

le front occidental et les épouvantables pertes subies ont internationalisé la présentation des faits après la guerre. Les personnes chargées de la rédaction de l'histoire officielle du Corps d'armée canadien sont bientôt devenues non seulement des historiens, mais des gardiens des réputations nationales. Par exemple, le Colonel A. Fortescue Duguid, qui s'attacha à rédiger, en plusieurs volumes, l'histoire militaire du Canada pendant la Première Guerre mondiale, passa les quelques années ayant immédiatement suivi la fin de cette guerre à débattre avec les historiens officiels britanniques de la façon dont les divisions canadiennes étaient présentées dans les registres officiels britanniques de la guerre. En dépit de sa passion pour l'exactitude et les détails, la lenteur du rythme de publication de Duguid mit finalement un terme à tous ses efforts visant à produire une histoire officielle du Corps d'armée canadien et cette tâche ne fut achevée qu'au début des années 1960, quand un autre historien officiel publia une version abrégée, en un seul volume, de l'histoire du Corps expéditionnaire canadien.

Même si le successeur de Duguid, le Colonel C.P. Stacey, s'assura que l'histoire officielle de la Seconde Guerre mondiale ne connaîtrait pas le même sort, il se heurta souvent à d'incroyables difficultés pour faire son travail. Sa tâche atteignait des proportions titanesques si l'on pense à l'envergure mondiale des activités militaires du Canada. Se concentrant surtout sur la guerre terrestre, Stacey traita des événements se déroulant de Hong Kong à la Norvège et de la Sicile à la brèche de Falaise. De plus, alors qu'il était de plus en plus considéré comme l'historien militaire le plus éminent du pays, Stacey fut bientôt chargé de rédiger un compte rendu politico-stratégique plus global à l'intention des militaires et des politiciens. Cook témoigne bien des réussites et des échecs de Stacey comme historien militaire dominant du Canada pendant la Seconde Guerre mondiale; son texte est très facile à lire et on y trouve en plus un bon aperçu de la vie publique bien documentée de Stacey.

Composé de six longs chapitres, le livre se concentre principalement sur la création et la publication de récits militaires officiels. L'Armée de terre occupe une place prépondérante, mais cela ne découle d'aucun parti pris de la part de l'auteur. En fait, il accorde une attention considérable aux programmes d'histoire de l'Aviation royale du Canada (ARC) et de la Marine royale du Canada (MRC) et il explique franchement comment un manque presque total d'intérêt et de soutien de la part des principaux dirigeants de ces services a mené à leur incapacité à produire quelque chose qui soit comparable à l'histoire officielle de l'Armée de terre peu de temps après la guerre. En prenant connaissance de leurs expériences, le lecteur se sent désolé pour les historiens de l'ARC et de la MRC qui ont vraiment essayé de susciter un plus grand intérêt et d'obtenir plus de ressources pour leurs efforts, mais ils ont reçu bien peu — quand ils reçurent quelque chose — outre quelques mots polis d'encouragement. Indubitablement, cette situation fut une source de frustrations pour eux et il fallut attendre les années 1980 avant que ces deux services commencent à publier leur propre histoire officielle. Dans le cas de la MRC, par exemple, on espère achever l'histoire de ses activités pendant la Seconde Guerre mondiale d'ici 2010.

L'expérience des autres services, révélée dans *Clio's Warriors*, devrait nous rappeler avec force ce qui peut arriver quand l'histoire militaire n'est considérée qu'après coup par le ministère de la Défense nationale. Même s'il existe, de manière bien compréhensible, des contraintes quant aux ressources et au financement pouvant être consacrés à des projets d'histoire militaire, il est décourageant de constater que le cercle vicieux de l'ignorance quant à l'importance et à la valeur nationale de l'histoire militaire a pratiquement une histoire officielle à lui seul. Quand des récits sont publiés trop longtemps après les événements qu'ils relatent ou trop tard pour que les acteurs et les témoins de ces événements puissent lire les textes, et alors que cette situation est déplorée par le gouvernement et le public, pourquoi ceux qui déplorent justement cet état de choses laissent-ils le cercle vicieux perdurer?

À la fin de son ouvrage, l'auteur explore brièvement la nature de la profession depuis les années 1960—après que la plupart des historiens officiels ayant servi en temps de guerre eurent quitté le service actif. Le lecteur constate qu'il y a eu passation du flambeau et que les personnes qui enseignent aujourd'hui l'histoire militaire du Canada comptaient auparavant parmi les élèves les plus brillants de ces hommes qui furent à l'origine de la rédaction de l'histoire militaire officielle du Canada pendant les guerres mondiales. Ceux qui ont des liens privilégiés avec les historiens militaires canadiens trouveront un plaisir particulier à lire cette partie de l'ouvrage.

Dans son ensemble, le livre présente peu de lacunes et il deviendra sans aucun doute un ouvrage incontournable dans les bibliothèques de tous les membres de la profession et de tous ceux qui étudient la profession ou s'y intéressent. Comme il est indiqué au début de cette critique, l'historiographie militaire a rarement fait l'objet d'une pareille attention et d'un semblable souci du détail, voire d'une telle passion. Les militaires et les historiens militaires actuels devraient se considérer chanceux que Tim Cook, lui-même diplômé en Études sur la guerre et historien militaire accompli, ait réussi à publier cette histoire.

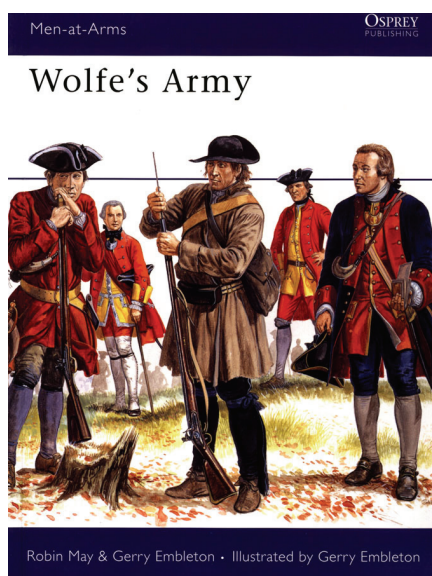
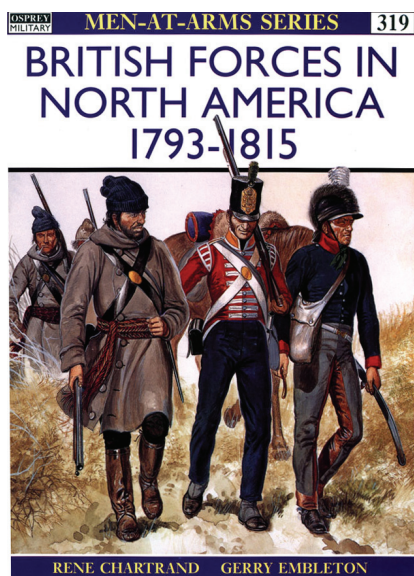
## BRITISH FORCES IN NORTH AMERICA 1793-1815

CHARTRAND, René. Oxford, Osprey Publishing, 1998, 48 pages, Men-at-Arms No. 319. 22,95 \$CAN

## WOLFE'S ARMY

MAY, Robin. Oxford, Osprey Publishing, 1998, 48 pages, Men-at-Arms No. 48. 22,95 \$CAN

Critique préparée par le Capitaine Zane Piekenbrock



La force de la série Men-at-Arms d'Osprey réside dans les photos, les illustrations et les études sur les uniformes et l'équipement. Les nombreux dessins magnifiques et précis ainsi que leurs descriptions permettent au lecteur de comprendre et d'examiner les uniformes, les insignes et l'apparence des personnes, tandis que les textes qui s'y

---

rattachent les remettent dans leur contexte en donnant des précisions sur l'époque visée. Ces ouvrages revêtent un intérêt pour quiconque se passionne pour l'histoire militaire. Toutefois, ils offrent une vue d'ensemble sur leurs sujets et visent un lecteur non spécialisé. Malgré cela, ils constituent un bon ajout à toute bibliothèque. Depuis la parution du premier livre, *Foot Grenadiers of the Imperial Guard*, en 1971, la série Men-at-Arms s'est enrichie de plus de 400 titres. Les ouvrages dont il est question ici, *British Forces in North America 1793-1815* et *Wolfe's Army*, traitent particulièrement de sujets canadiens.

Au premier abord, on pourrait penser que le livre *Wolfe's Army* porte sur le Général Wolfe et l'armée qu'il a dirigée aux Plaines d'Abraham en 1759. Malheureusement, *Wolfe's Army* consiste davantage en une vue générale des guerres en Amérique du Nord de 1745 à 1759. Il met d'abord l'accent sur la guerre contre les Français et les Indiens; les quelque 30 premières pages concernent la Guerre de Sept Ans, la vente de l'Ohio et les actions de George Washington, de Braddock et de Dunbar en Amérique du Nord (le livre indique que Wolfe était toujours en Angleterre à ce moment). Ensuite, l'ouvrage examine les années 1755-1757 et l'expédition contre Louisbourg, dans laquelle Wolfe, alors colonel sous les ordres de Jeffery Amherst, a joué un modeste rôle. Le Général Wolfe et son armée apparaissent pour la première fois à la page 33. On trouve de réels renseignements sur « l'armée de Wolfe » aux pages 35 à 40, qui portent sur la bataille des Plaines d'Abraham.

Le livre est bien rédigé et contient d'excellentes illustrations qui couvrent toutes les périodes mentionnées. Il s'agit d'un livre intéressant, bien que sans accent particulier sur l'armée du Général Wolfe. L'auteur, Robin May, et son collaborateur, Gerry Embleton, n'ont pas de formation universitaire. M. May a été acteur et il travaille maintenant comme auteur et journaliste. Ses domaines de spécialisation sont l'opéra, le théâtre et l'Ouest américain. M. Embleton est illustrateur et fait des recherches sur les costumes d'époque. Ils travaillent tous deux pour Osprey Publishing depuis les années 1970. Somme toute, cet ouvrage fournit certaines connaissances de base sur les guerres contre les Français et les Indiens et sur le contexte politique de l'attaque britannique menée sur Québec par le Général Wolfe. Il aurait été profitable d'avoir davantage de détails sur l'armée que Wolfe a commandée ainsi qu'une étude en profondeur de la tenue vestimentaire et de l'histoire particulières des unités sous son commandement. Comme dans tous les livres d'Osprey, les illustrations et les renseignements contenus dans les descriptions rendent ce livre appréciable pour quiconque s'intéresse à cette période de l'histoire du Canada.

L'ouvrage *British Forces in North America 1793-1815* porte sur les unités en service actif en Amérique du Nord durant la période mentionnée et sur leur tenue vestimentaire. Il contient beaucoup d'information non seulement sur les forces britanniques, mais sur les « unités canadiennes », y compris les milices provinciales, incorporées, volontaires, sédentaires, la milice d'élite incorporée et les territoriaux. Certaines de ces unités n'ont servi que quelques années, mais elles ont marqué l'histoire du Canada. Par exemple, celle des Voltigeurs canadiens, dirigée par le Colonel de Salaberry, a vaincu l'armée américaine à la bataille de Châteauguay. Elle n'a existé que trois ans avant d'être dissoute en mai 1815, à la fin de la guerre de 1812.

Comme il a déjà été mentionné, le livre renferme des renseignements sur les styles et les tenues réglementaires d'hiver et d'été adoptés par les unités au Canada. En plus des illustrations, également produites par Gerry Embleton, de nombreux portraits, dessins et photos d'artéfacts contribuent à donner un meilleur aperçu de l'équipement, des unités et des personnes relevant des forces britanniques en Amérique du Nord. Bon nombre des objets photographiés proviennent de collections privées ou de petits

musées, notamment du Musée du Château Ramezay à Montréal ou du Musée de Québec à Québec. L'intégration de ces artefacts permet au lecteur de découvrir des objets de différentes collections qu'il n'aurait pas pu voir autrement.

L'auteur est le Canadien René Chartrand, pigiste et conseiller en histoire. Il a publié dix ouvrages de la série Men-at-Arms et les deux premiers volumes du *Canadian Military Heritage*. L'illustrateur est Gerry Embleton, collaborateur et illustrateur de *Wolfe's Army*.

Chaque livre comporte une courte bibliographie qui offre la possibilité au lecteur d'étendre ses lectures et d'approfondir les sujets qui l'intéressent. Si une personne devait choisir entre les deux ouvrages, je recommande *British Forces in North America 1793-1815*; il est plus satisfaisant, car le titre décrit tout à fait les sujets abordés. Il n'y a aucune surprise, et le livre serait un ajout de premier ordre à une collection de référence. L'ouvrage *Wolfe's Army* ne traite pas exactement de l'armée de Wolfe, mais survole cette période, ce qui peut tromper une personne désirant obtenir des renseignements sur l'armée que le Général Wolfe a commandée avant son décès prématuré sur les Plaines d'Abraham, à Québec. Dans l'ensemble, ces deux livres constituent un bon ajout à la bibliothèque de quiconque s'intéresse à l'histoire militaire nord-américaine. Les illustrations sont excellentes, et la vue générale que procurent le texte et les descriptions des illustrations permet de comprendre rapidement la tenue, la terminologie et le style de cette période historique.

---

## Note

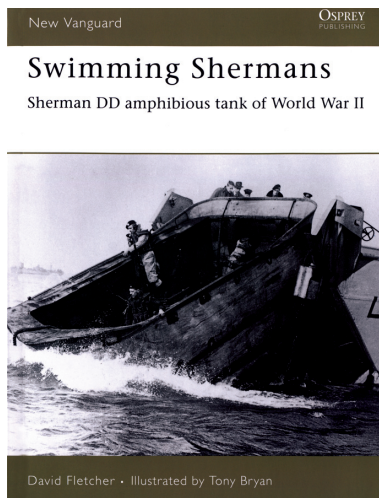
1. L'Armée de terre était formée du 15<sup>e</sup>, du 28<sup>e</sup>, du 35<sup>e</sup>, du 43<sup>e</sup>, du 47<sup>e</sup>, du 48<sup>e</sup> et du 58<sup>e</sup> Régiments, des Fraser Highlanders (78 Rég), de deux bataillons du Royal American Regiment et de diverses troupes.

---

## SWIMMING SHERMANS: SHERMAN DD AMPHIBIOUS TANK OF WWII

FLETCHER, David. Oxford, Osprey Publishing, New Vanguard no. 123, 2006, 48 pages.  
22,95 \$CAN

Critique préparée par M. Aaron P. Plamondon, Ph.D.



Bien que le sujet des armes et de l'équipement soit encore peu traité par les historiens militaires canadiens, la collection Vanguard de la maison Osprey Publishing réserve une place de choix aux unités blindées britanniques et américaines qui ont participé au débarquement de Normandie en 1944. David Fletcher est historien au Tank Museum de Bovington, au Royaume-Uni. Il a consacré plus de 40 ans à l'étude du développement des véhicules blindés britanniques pendant les deux guerres mondiales. L'expérience qu'il a ainsi acquise transparaît dans sa nouvelle étude sur le char amphibie Sherman DD (double propulsion) de la Seconde Guerre mondiale. Le fait d'évoluer parmi la vaste collection de véhicules blindés de la Seconde Guerre mondiale qui se trouve à Bovington lui a manifestement permis de parvenir à une parfaite compréhension non seulement des prototypes britanniques, mais également des modèles américains — dans le cas présent le Sherman DD.

---

L'idée d'un char amphibie a d'abord soulevé une vive controverse : après tout, un char n'était pas conçu pour flotter et encore moins pour naviguer en mer. L'idée a toutefois fait son chemin puisque les planificateurs alliés savaient qu'ils devaient pouvoir fournir un appui blindé à l'infanterie sur les plages dès que possible. Les premières tentatives de construction d'un modèle amphibie ont débuté en Grande-Bretagne et consistaient à installer de gigantesques dispositifs de flottaison de chaque côté du char. Le concept a rapidement été abandonné car les chars étaient ainsi trop larges pour être transportés par navire.

La deuxième idée proposée pour obtenir un véhicule blindé amphibie a été celle de la « double propulsion ». Le char était recouvert d'une toile imperméable étanche et une hélice était contrôlée à partir de la transmission régulière du char pour rendre ce dernier manœuvrable dans l'eau. Il s'agissait d'une brillante invention. Une fois que le char était mis à l'eau et que la toile le faisait flotter, le système de double propulsion l'amenait jusqu'à la rive où la toile se dégonflait et le char reprenait sa vraie nature, c'est à dire un véhicule de combat terrestre. En 1943, le Valentine était devenu désuet et le système DD a été adapté au modèle américain Sherman. Le Sherman s'est alors imposé comme char de combat principal des alliés occidentaux, y compris le Canada.

Comme Fletcher le mentionne, les innovations militaires techniques proviennent souvent d'échecs tragiques; le 6 juin 1944, les chars n'ont pas tous atteint le champ de bataille. Beaucoup ne sont pas parvenus jusqu'à la rive, leur lenteur dans l'eau les empêchant d'échapper à la puissance de feu des Allemands. Un grand nombre ont également été déviés de leur trajectoire par le vent et la marée. Certains ont simplement coulé quand leurs hélices ont refusé de fonctionner. Fletcher ne se limite pas à la Normandie : il explique également les défis qui attendaient les chars en Europe du Nord Ouest, comme lors de la traversée du Rhin.

Le livre est unique grâce aux illustrations de Tony Bryan. Bryan est l'illustrateur de nombreux titres de la collection Vanguard et ses représentations en couleur facilitent la compréhension du texte : les écorchés permettent au lecteur de voir comment la toile était fixée au char et comment un tel engin était en mesure d'effectuer un débarquement. De plus, le livre comprend des photos élaborées, dont des images inédites. Les images permettent également au lecteur de suivre Fletcher dans sa description du fonctionnement et de la conception du DD.

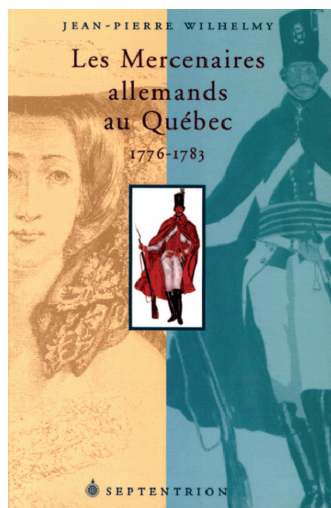
En véritable écrivain analytique, Fletcher conteste ouvertement la validité de certaines de ses sources qui remontent à 1945. Cependant, le peu de notes en bas de page nuit à la crédibilité de l'ouvrage et la bibliographie renvoie principalement à des ouvrages secondaires. Aussi, il y a des sections qui font place à beaucoup trop de conjectures. Le vocabulaire est parfois exagérément compliqué et demande au lecteur une certaine connaissance des chars ou des navires. Un profane aurait beaucoup de mal à suivre le propos de Fletcher. Un autre problème, qui cette fois ne relève pas de l'auteur, est la taille du livre qui ne compte que 48 pages. C'est beaucoup trop peu pour un ouvrage sur l'histoire du développement des blindés britanniques et américains au moment du débarquement de Normandie et après. Toutefois, l'objectif premier du livre est de donner un aperçu des principaux chars des forces alliées déployés le jour J et l'ouvrage atteint très bien cet objectif.



# LES MERCENAIRES ALLEMANDS AU QUÉBEC, 1776-1783

WILHELMY, Jean-Pierre. Sillery, QC, Septentrion, 1997, 268 pages. 25,00 \$CAN

**Critique préparée par le Lieutenant-colonel Robert S. Williams, M.S.M., CD**



Vous êtes-vous déjà demandé pourquoi, en 2006 dans la province de Québec, vous-même ou certaines de vos connaissances avez un nom allemand ou à consonance allemande? C'est cette question qui a amené l'auteur, lui-même dans une telle situation, à entreprendre une étude approfondie sur les soldats démobilisés d'origine allemande. Jean Pierre Wilhelmy a fait des recherches sur le large contingent de soldats d'origine allemande, plus particulièrement de Hesse, qui ont servi aux États-Unis pendant la guerre d'indépendance américaine et dont au moins deux mille ont par la suite décidé de s'établir au Canada à la fin des hostilités. Ce livre détaillé porte sur ces colons « canadiens ».

Il s'agit d'un livre bien construit qui offre une chronologie de la période allant de 1776 à 1783 et des années qui ont suivi la révolution américaine. Pour conserver toutes ses colonies, l'Angleterre avait besoin de plus de soldats. La solution : engager des mercenaires étrangers, et comme le roi Georges III était originaire de Hanovre, la source était évidente. Le livre traite entre autres de la recherche de mercenaires par les Anglais, du recrutement de mercenaires allemands, des années de guerre et du retour en Europe ou de l'établissement au Canada. Un avantage pour les chercheurs ou les historiens qui ne sont intéressés que par un sujet ou une époque en particulier : les chapitres peuvent être lus séparément. Les cartes de l'Amérique du Nord britannique et de l'Allemagne actuelle sont particulièrement utiles puisque les États/provinces modernes de l'Allemagne, des États Unis et du Canada n'existaient pas à cette époque sous leur forme actuelle.

Les nombreux appendices détaillés sont une mine de renseignements sur les unités, les régiments et les compagnies, de même que sur les commandants d'unité. De plus, on y trouve une longue liste nominative avec mention de la profession et du pays/de l'État d'origine. Compte tenu du niveau d'alphabétisation de l'époque, les différentes façons d'orthographier les noms s'avèrent très pratiques. Ce trésor pour les chercheurs comprend également une bibliographie exhaustive pour faciliter les recherches futures. On y trouve enfin un appendice consacré aux différents uniformes qui intéressera tout particulièrement les amateurs de jeux de guerre/figurines militaires.

Le passage du temps depuis la fin de la révolution américaine n'a pas rendu l'histoire ennuyeuse. Les abondantes références fournies par M. Wilhelmy amèneront les lecteurs à se lancer à leur tour dans des recherches non moins intéressantes, et la tangente prise à la suite de l'intention première en ouvrant le livre s'annonce encore plus captivante. La contribution de Jean-Pierre Wilhelmy à l'histoire des premières années du Canada a une très grande valeur. Tout lecteur potentiel attiré par le titre ne sera pas déçu du temps qu'il consacrera à lire des chapitres tous aussi fascinants les uns que les autres. Ce livre s'adresse principalement aux gens qui font des recherches généalogiques sur leurs ancêtres au Québec et à ceux qui s'intéressent à la contribution moins bien connue des ex mercenaires étrangers à la colonisation du Canada.

---

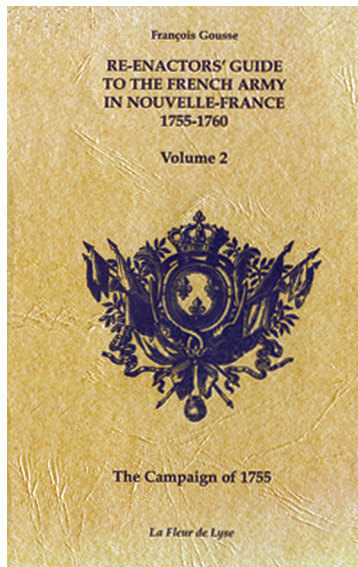
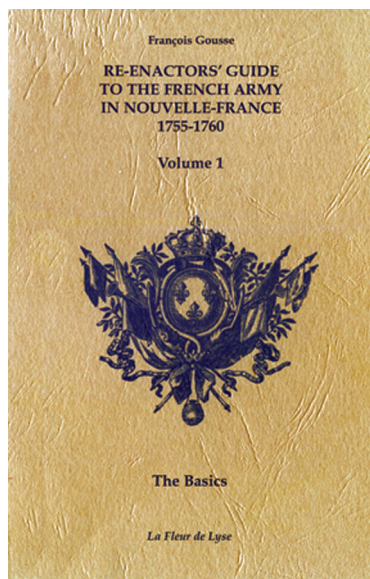
## RE-ENACTORS' GUIDE TO THE FRENCH ARMY IN NOUVELLE-FRANCE, VOLUME 1, THE BASICS

GOUSSE, François. Chambly, QC, La Fleur de Lyse, 2005, 51 pages. 22,00\$ CAN

## RE-ENACTORS' GUIDE TO THE FRENCH ARMY IN NOUVELLE-FRANCE, VOLUME 2, THE CAMPAIGN OF 1755

GOUSSE, François. Chambly, QC, La Fleur de Lyse, 2005, 51 pages. 32,00\$ CAN

Critique préparée par l'Élève-officier Éric Plante



### Une vision tactique de l'histoire

Dans ses deux premiers volumes du *Re-enactors'guide to the French army in Nouvelle-France*, François Gousse nous présente une vision *tactique* de l'histoire. Fin connaisseur de la vie militaire canadienne et française du 18<sup>e</sup> siècle, l'auteur participe depuis le début des années 1990 à de nombreuses activités historiques aux États-Unis et au Canada. Le but proposé de ce texte, servir de guide aux *re-enactors*, est en fait largement surpassé. L'auteur organise ses plaquettes en de nombreuses lettres écrites par les différents acteurs de l'époque, si bien que nous avons l'impression d'être au cour de l'action. Si, par exemple, les lettres traitent d'une expédition en préparation, nous avons droit à des copies des ordres ainsi qu'à de nombreuses listes de l'équipement militaire distribué aux troupes. Ces livres reposent donc sur la correspondance entre les officiers supérieurs de la colonie.

Tout militaire ou individu intéressé par ce volet de l'histoire peut se servir de ces deux ouvrages pour mieux comprendre et imaginer ce qu'était une campagne militaire au Canada en 1755. Les militaires d'aujourd'hui seront frappés par la similitude de la division des tâches parmi les différents rangs de l'armée française de l'époque et d'une armée moderne. François Gousse nous explique donc non seulement les *articulations* militaires de l'époque, c'est-à-dire la chaîne hiérarchique ainsi que le fonctionnement des unités régulières, mais il nous aide à comprendre les problèmes reliés à l'utilisation d'une force de défense aussi disparate que celle de la Nouvelle-France, composée de



### L'ÉDUCATION DES OFFICIERS POUR LE 21<sup>ème</sup> SIÈCLE : UNE RÉPONSE À L'ARTICLE DU MAJOR SIMON BERNARD

le Major Sébastien Blanc, CD, MSc, CHRP, écrit ...

J'ai lu avec intérêt l'article du Major Simon Bernard portant sur la formation professionnelle des officiers, principalement la formation académique de niveau supérieur (2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> cycles). Dans cet article, l'auteur se sert du modèle théorique de Samuel P. Huntington pour justifier la poursuite d'études supérieures par les officiers. Selon Huntington, le statut professionnel des officiers de la force régulière dépend, en partie, de leur savoir spécialisé. Comme Huntington croyait que l'expertise des officiers professionnels réside dans leur capacité de gérer la violence<sup>1</sup>, l'auteur suggère que l'étude des disciplines académiques connexes à la conduite de la guerre et des opérations hors guerre est nécessaire à l'acquisition d'un savoir spécialisé propre à la profession des armes. Dans la conclusion de son article l'auteur écrit :

Bien que j'appuie l'initiative du Département [c.-à-d. d'exiger que tous les officiers aient un diplôme de premier cycle et les colonels une maîtrise] et crois en un corps d'officiers diplômés, je crois que l'approche actuelle [c.-à-d. de permettre à nos militaires de préparer leur seconde carrière aux frais des FC] ne favorisera pas le professionnalisme militaire canadien. Nous aurions avantage à forcer l'étude des domaines reliés à la conduite de la guerre et des opérations autres que la guerre plutôt que de préparer nos militaires à leur seconde carrière<sup>2</sup>.

Bien que ma compréhension des idées énoncées dans le texte du Major Bernard soit tout à fait cohérente avec la vision de Huntington, elle ne l'est pas avec la définition contemporaine du professionnalisme militaire telle qu'énoncée dans la publication des Forces canadiennes *Servir avec honneur*. En fait, les FC rejettent explicitement la vision d'Huntington où seule l'expertise en matière de gestion de la violence permet d'accéder au statut de membre de la profession des armes. Puisque le rôle des FC est d'assurer la sécurité militaire de l'État (et non seulement de faire la guerre comme le suggérerait Huntington en 1957), et que cette sécurité dépend autant de la capacité de projeter la force que de la capacité de mener des opérations humanitaires et de reconstruction<sup>3</sup>, il s'ensuit que l'étude d'une seule catégorie de disciplines académiques risque de compromettre l'efficacité des FC et de miner sa réputation au pays comme à l'étranger.

Étant donné que le succès des opérations contemporaines (tant celles de 3<sup>ème</sup> ou 4<sup>ème</sup> génération) dépend indéniablement de notre capacité d'intégrer le savoir spécialisé des diverses branches qui composent l'Armée, il est nécessaire de s'éloigner du modèle unique proposé par Huntington (et indirectement par l'auteur) et de valoriser la poursuite d'études supérieures dans une grande variété de disciplines. Tel que mentionné dans *Servir avec honneur*, « l'ensemble des connaissances qui doivent être transmises dans le cadre du perfectionnement professionnel ne se limite plus aux domaines d'études traditionnelles (p. ex., l'histoire et les affaires internationales) ..., [mais] comprend désormais un grand nombre de disciplines qui n'étaient pas jugées pertinentes aux opérations militaires auparavant »<sup>4</sup>.

Bien que la pertinence des divers programmes d'études dépende en partie du contenu des cours et que certains champs d'études soient plus directement applicables que d'autres, il n'en demeure pas moins que la méthode d'acquisition des

---

connaissances propre à chaque discipline (p. ex., la méthode scientifique) a une valeur en soi. Dans un contexte opérationnel complexe, il serait donc souhaitable que les officiers généraux puissent compter sur des officiers supérieurs capables d'analyser les problèmes sous plusieurs angles — la perspective politico-historique n'étant qu'un angle parmi tant d'autres.

Finalement, comme l'avenir de l'Armée dépend en partie de sa capacité de recruter, motiver, entraîner et conserver son personnel, je crois qu'il est nécessaire d'adopter un point de vue libéral face aux études supérieures et de concilier les intérêts personnels de nos officiers du service général avec ceux des FC. Bien que certains programmes d'études soient plus directement applicables aux niveaux opérationnels et tactiques, nous aurions tort d'encourager ce qui pourrait s'apparenter à du clonage intellectuel et de ne valoriser qu'une seule catégorie de disciplines académiques (c.-à-d. celles connexes à l'étude de la guerre et des opérations hors guerre). Notre adaptation au monde extérieur et notre capacité d'y exercer une influence dépend, en partie, de notre capacité individuelle d'acquérir des connaissances spécialisées dans diverses disciplines académiques. Cette dernière affirmation reflète l'esprit du chapitre 7 du manuel de leadership des FC — Diriger l'institution<sup>5</sup>.

---

## Notes

1. Huntington, S. P. (1957). *The soldier and the state*. The Belnap Press of Harvard University Press, Cambridge, Mass.
2. Bernard, S. (2005). « L'éducation des officiers pour le 21<sup>ème</sup> siècle : carte à pions ou profession des armes? » *Le Journal de l'Armée du Canada*, 8(4), 59-73.
3. *Énoncé de la politique de défense* consultée en mai 2006 à l'adresse internet suivante : [http://www.forces.gc.ca/site/reports/dps/main/intro\\_f.asp](http://www.forces.gc.ca/site/reports/dps/main/intro_f.asp)
4. Académie canadienne de la défense. (2003). *Servir avec honneur : La profession des armes au Canada*, p. 18.
5. Académie canadienne de la défense. (2005). *Le leadership dans les Forces canadiennes : Fondements conceptuels*, 97-118.

---

## LES FORCES CANADIENNES : UNE BUREAUCRATIE QUI TUE L'INITIATIVE ?

**L'Adjudant Godefroid, analyste à la Cour pénale internationale à La Haye aux Pays-Bas, écrit...**

Il est intéressant de voir que la majorité de la population civile perçoit les Forces canadiennes (FC) comme étant une institution où règne l'organisation et l'efficacité. Voilà des qualités qui feront sourire plus d'un militaire d'expérience. La transformation, la numérisation, la guerre à trois volets et la guerre de quatrième génération, voilà les termes à la mode. De grands changements et des restructurations importantes, de nouvelles organisations et nouveaux QG et une doctrine qui prend réellement le virage pour passer de la guerre froide à la menace actuelle sont la réalité actuelle des FC. C'est un environnement en ébullition qui exige beaucoup de flexibilité et repose en grande partie sur la capacité d'innover et de prendre des initiatives. À travers tout cela, on semble noter un alourdissement des procédures administratives. Les façons de faire bureaucratiques des FC sont restées largement inchangées au cours de la dernière décennie (certains diront les deux dernières décennies...). L'administration, au sens large, des FC est-elle rendue à ce point déconnectée des besoins de flexibilité et de rapidité exigés par le 21<sup>e</sup> siècle, qu'elle a pour effet de tuer l'initiative?

Je suis l'ancien responsable des opérations de la Capacité de soutien au commandement (CSC) du SQFT. Cette nouvelle entité de la Réserve créée à l'automne 2004 par le SQFT a regroupé la 4<sup>e</sup> Compagnie du renseignement, la Compagnie de



---

coopération civilo-militaire (COCIM) et la Compagnie des opérations psychologiques (OPSPSY). On a donc regroupé sous une même entité un métier (rens) en demande croissante et même exponentielle, ainsi que deux nouvelles capacités des FC. En même temps que l'on mettait sur pied la CSC, le nouveau plan de disponibilité opérationnelle gérée (PDOG) était lancé. Tout de suite, la CSC se voyait confier le mandat de fournir un peloton COCIM, une équipe tactique OPSPSY et des renforts individuels de spécialistes en renseignement pour la FO 02-06.

Pour compliquer les choses, on lança la CSC avant de la faire reconnaître comme unité à part entière, ce qui eu pour conséquence qu'elle fut créée sans barèmes de personnel ni d'équipement. L'état-major de la CSC a donc évolué dans un environnement flou afin de mettre sur pied cette nouvelle entité tout en travaillant à la montée en puissance de COCIM et OPSPSY au SQFT. Pour ajouter à cela, il n'y a pas de doctrine fermement établie sur l'instruction COCIM ou OPSPSY. Il n'y a pas non plus de normes d'aptitude au combat (NAC) approuvées pour aucune des trois entités. Alors, sur quoi allons-nous baser nos demandes en équipement et nos besoins en instruction pour garantir un entraînement adéquat aux nouveaux membres de ces organisations naissantes? L'expérience des gens de retour de tours opérationnels en Bosnie et Afghanistan nous permettait de savoir exactement ce qui était nécessaire pour permettre aux spécialistes du renseignement, opérateurs COCIM et membres d'équipe tactique OPSPSY de faire leur boulot et de rester en vie. Mais quelle ne fut pas notre surprise de constater à quel point il était difficile d'obtenir ce dont nous avions besoin même si notre mandat avait clairement un but de soutien direct aux opérations.

Dans l'élaboration de notre entraînement, dans les demandes en équipement, dans nos besoins en instruction individuelle et collective, nous avons frappé murs après murs et chaque point gagné ne l'a été qu'après une lutte acharnée avec les différentes chaînes hiérarchiques et techniques. Batailles menées à coup de longues justifications, appels téléphoniques, explications sans fin aux paliers décisionnels après paliers décisionnels, renvois d'une autorité approbatrice à une autre, etc. Épuisant...

Tranquillement, sans s'en rendre compte, les meilleurs d'entre nous se sont épuisés, sont partis ou se sont rendus à l'évidence : la bureaucratie et ses besoins en justifications sans fin nous ont coulés dans un ciment qui est presque pris...

Les leçons durement apprises en théâtre par nos troupes ou nos alliés sont difficilement incorporables dans notre instruction et nos entraînements. Bien sûr, les documents de leçons apprises circulent, des recommandations claires y sont écrites mais concrètement, changeons-nous nos cours et notre entraînement aussi vite qu'ils devraient l'être ? Bien sûr que non, la bureaucratie et les autorités approbatrices se font sentir. Les normes de cours nous empêchent beaucoup de choses. Si ce n'est pas dans le plan d'instruction (PLANIN), je vous souhaite bonne chance. La sécurité des troupes sera invoquée. Un exemple : les chauffeurs COCIM sont appelés en théâtre à conduire avec des lunettes de vision nocturne. Quoi de plus logique que de permettre aux nouveaux chauffeurs sur le cours G-Wagon en entraînement pré-déploiement de s'entraîner sur type de conduite spécifique ? Refusé par le QG de secteur. Pas dans le PLANIN et dangereux au point de vue sécurité. Il faut faire les démarches nécessaires pour modifier le PLANIN. Procédures évidemment complexes qui prendront des mois voir des années à se réaliser. Nous enverrons donc en Afghanistan des soldats qui auront à le faire sans aucune expérience... Mettons-nous la tête dans le sable et espérons que tout ira bien!

Autre exemple, la 4<sup>e</sup> Cie rens a conçu l'hiver dernier un nouveau cours de 2 semaines basées sur les techniques, procédures et connaissances requises par les membres du renseignement se déployant en Afghanistan. Dans la chaîne technique du

---

renseignement et ce, jusqu'au niveau national, le curriculum de cours et les plans de cours ont été reçus avec enthousiasme et jugés nécessaires par presque tous. Cependant, on nous a dit qu'il fallait faire reconnaître officiellement le cours avant de pouvoir le donner. Processus qui prendra certainement plus d'un an. C'est maintenant que les FC déploient du personnel et pas dans deux ans. Reconnu ou non par les « autorités compétentes » le cours se donnera tout de même puisqu'il est nécessaire. N'y a-t-il pas là une coupure entre la réalité et le système d'instruction?

La CSC est composée de transferts. Nous recrutons des gens qualifiés dans un métier du grade de caporal à major. Nous avons constaté qu'il faut en moyenne trois mois pour transférer officiellement un individu chez nous. Nous parlons ici de gens qui sont à Montréal comme nous ! Trois mois pendant lesquels le membre est entre deux chaises. Les nominations sur des cours ou des tâches se font difficilement car il n'a plus de réelle unité d'appartenance. Un cauchemar administratif qui englouti le travail à temps plein de plusieurs individus. En ces temps de haute technologie et avec tous les systèmes informatiques que nous avons comment se fait-il que nous avons encore besoin de trois mois pour transférer quelqu'un?

Pensez-y bien. La dernière fois que vous avez mené à terme un cours, un exercice ou n'importe quel autre projet, avez-vous respecté tous les règlements, toutes les normes et toutes les procédures prescrites dans les livres? Pensez-y vraiment bien et vous vous rendrez compte que vous avez certainement omis un détail ou deux ou fait appel à des amis bien placés pour activer les choses ou mesuré le risque de respecter ou non un règlement. C'est certain car si vous deviez respecter toutes les normes, procédures et règlements des FC, vous n'accompliriez jamais rien. Vous seriez embourbés dans des détails bureaucratiques et administratifs.

Vous souriez... Cependant, on devrait peut-être pleurer. Il s'agit là d'un signe indéniable de calcification organisationnelle. Les militaires motivés qui sont à la source du développement des FC et qui réussissent à mettre en place des solutions novatrices le font au prix de terribles efforts face à cette structure bureaucratique qui finira par tuer leur esprit d'initiative. En bout de ligne, nous en payons tous le prix. Et ceci est inacceptable pour les FC qui se doivent de demeurer une organisation flexible capable de réagir rapidement pour affronter les nouvelles menaces du 21<sup>e</sup> siècle. Le temps de la guerre froide est terminé et il est temps que la machine bureaucratique se lubrifie afin de passer en 4<sup>e</sup> vitesse. Il est clair que les processus administratifs doivent être simplifiés. Des outils et de nouvelles façons de faire doivent être mis en place pour accélérer le processus bureaucratique. La conduite des opérations, l'instruction et l'entraînement s'y rattachant doivent avoir la priorité. Les processus bureaucratiques ne doivent pas entraver la mise en place d'innovations qui augmenteront l'efficacité et la survie de nos troupes sur le champ de bataille actuel. Comme nous sommes en pleine transformation, quel bon moment pour redresser la situation!

---

## **FAIRE TABLE RASE DU SYSTÈME ACTUEL — UN NOUVEAU PARADIGME POUR L'EXPANSION DE L'ARMÉE DE TERRE**

**Le Lieutenant-colonel Ken Sabatier, commandant du Fort Garry Horse, écrit...**

La plupart des intéressés savent maintenant que l'expansion de l'Armée de terre canadienne n'est pas seulement souhaitable, mais nécessaire. Le recrutement de 5000 nouveaux membres de la Force régulière et de 3000 nouveaux membres de la Force de réserve a été présenté aux commandants à tous les niveaux comme une mesure essentielle pour enlever une bonne partie de la pression sur les forces actuelles, qui doivent relever le défi de la transformation des FC et de la gestion de l'état de

---

préparation. Pour atteindre cet objectif, il sera évidemment nécessaire d'adopter l'optique d'« une Armée » à l'égard de toutes nos tâches, car l'Armée régulière, compte tenu de sa capacité opérationnelle et de ses moyens d'entraînement actuels, ne peut répondre aux exigences simultanées du nombre croissant d'opérations à l'étranger et au Canada et des projets d'expansion. Au cours des soixante dernières années, notre système de recrutement et d'instruction était structuré de manière à maintenir les capacités des FC, et on a réduit la capacité d'instruction au fur et à mesure que l'effectif des Forces passait de 120 000 à 100 000, puis à 90 000, pour atteindre finalement le niveau actuel de 55 000, selon une évaluation optimiste. Le système de formation des 90 000 membres et plus des FC fonctionnait parce qu'on retrouvait dans chaque métier une masse critique de chefs qualifiés. Je crois que le système de recrutement et d'instruction actuel, dont la dotation en personnel n'est pas à la hauteur des besoins opérationnels, ne peut simplement pas répondre aux exigences d'une expansion rapide. La situation a changé si radicalement en ce qui concerne les besoins d'expansion, la compétence au combat et l'équipement que nous devons, en tant que commandants, non seulement étudier la question en dehors du cadre actuel, mais envisager de faire table rase du système actuel et de mettre en place un système entièrement nouveau qui sera en mesure de satisfaire aux exigences courantes. Dans le présent article, je soutiendrai que l'augmentation des effectifs à temps plein de la Réserve de l'Armée de terre a plus de chances de favoriser l'expansion à court et à moyen terme que le renforcement du « vieux » système de recrutement et d'instruction axé sur l'Armée de terre régulière.

## **CE QU'IL FAUT FAIRE POUR RÉALISER L'EXPANSION**

Pour atteindre leurs objectifs de croissance, les Forces canadiennes doivent réussir dans trois domaines vitaux : convaincre les Canadiens de la pertinence de ce projet, augmenter considérablement leur capacité d'instruction et fournir l'infrastructure et les ressources nécessaires à la croissance. Si les Canadiens dans leur ensemble ne voient pas l'utilité et la nécessité d'une expansion substantielle des forces armées, nous ne parviendrons simplement pas à attirer le nombre voulu de jeunes, étant donné la concurrence qu'il faut affronter pour recruter de jeunes adultes compétents, éduqués et déterminés. Si nous réussissons à établir le lien avec la jeunesse canadienne et à l'amener dans nos rangs, il va sans dire que nous devons lui offrir rapidement une instruction de qualité, sous peine de la perdre pour cause d'ennui, de frustration ou de manque de motivation. On ne peut combler ce besoin qu'en augmentant de façon spectaculaire la capacité d'instruction, de la période de perfectionnement 1 (PP 1, niveau d'instruction du soldat) jusqu'à la période de perfectionnement 3 (PP 3, niveau d'instruction de commandant de section / chef de patrouille et de chef d'équipage). La question de l'infrastructure nécessaire pour héberger, nourrir et former des milliers de nouveaux soldats constitue un autre défi majeur, mais, compte tenu des compressions effectuées dans l'infrastructure de l'Armée de terre régulière au cours des 15 dernières années, il faudra trouver une solution au problème. Je pense que les réserves de l'Armée de terre canadienne disposent de ressources qu'on a passablement sous-estimées et qui pourraient apporter une contribution notable dans ces trois domaines.

## **LA SITUATION NOUVELLE EXIGE UNE NOUVELLE APPRÉCIATION DE LA SITUATION**

Selon moi, on sous-estime les réserves actuelles simplement parce qu'on oublie que celles-ci ressemblent fort peu, du point de vue de la capacité, aux réserves d'il y a huit et peut-être même cinq ans. L'expérience opérationnelle accumulée à l'étranger, la décentralisation de l'instruction relative à la Qualification élémentaire en leadership (QEL), qui a accru notablement la capacité de former des commandants de section, et

---

l'augmentation du nombre de transferts de catégorie de service de la Force régulière à la Force de réserve dans beaucoup d'unités ont permis aux réserves d'accroître régulièrement leurs capacités dans bien des domaines, sans faire trop de bruit. La planification et la prestation de l'instruction des réserves se sont beaucoup améliorées; avec les moyens dont nous disposons maintenant, nous sommes en mesure, en 45 jours d'instruction, d'amener au niveau opérationnel des éléments mixtes de la taille d'un peloton en les faisant passer du NCE au NCRD (niveau de capacité essentiel et niveau de capacité requis pour le déploiement)<sup>1</sup>. Grâce au plus grand nombre de chefs qualifiés, les unités peuvent mener plusieurs activités de front, par exemple l'instruction NCE la même fin de semaine qu'un cours régulier. Dans le passé, les unités devaient habituellement choisir une activité aux dépens d'une autre et risquaient davantage de perdre des soldats parce qu'elles n'avaient pas les moyens d'offrir une instruction valable et bien supervisée. La nouvelle situation a suscité un sentiment de légitimité et de pertinence qui était souvent absent au sein et à l'égard des réserves dans le passé. J'estime que l'influence de cette nouvelle capacité dynamique de plus en plus importante au sein des FC n'est pas pleinement reconnue et, par conséquent, qu'elle n'est pas prise en compte ni exploitée à sa juste valeur. L'instruction rigoureuse, intentionnelle et ciblée offerte au sein de la Réserve de l'Armée de terre constitue une capacité sous-estimée qui est capable d'alléger de manière importante un grand nombre des exigences liées à l'expansion de l'Armée de terre. Je crains cependant que nous ne tirions pas parti de cette capacité si nous ne reconnaissons pas pleinement la nécessité de doter les réserves d'un effectif à temps plein substantiel et si nous faisons rien pour donner suite à ce constat.

## **CONVAINCRE LES CANADIENS DE LA PERTINENCE DE LA MISSION DES FORCES CANADIENNES**

Quand une nouvelle recrue est admise au sein de la Force régulière, elle est retirée de la société canadienne et en quelque sorte soustraite à l'influence de celle-ci, simplement du fait qu'elle suit une instruction à temps plein et à cause de l'emplacement des centres d'instruction de l'Armée. Chaque soldat de la Force de réserve qui s'entraîne et défile dans sa ville de résidence représente une victoire, en ce qu'il contribue à renforcer le lien entre les Forces canadiennes et les Canadiens, et une publicité gratuite. Chaque recrue qu'une unité de la Réserve enrôle est précieuse, et dès le moment où elle revêt l'uniforme, une unité de la Réserve travaille activement à l'intégrer à la vie militaire et à lui assurer une instruction et une supervision productives. Chaque jour, le réserviste retourne à la maison, à son travail ou à son école, prêt à expliquer ce qu'il fait dans l'Armée et pourquoi il le fait. Le système d'instruction de la Force régulière n'engendre pas une telle dynamique. Lorsqu'un soldat devient un membre actif de la Réserve, il assimile et s'approprie l'éthique militaire, avec le concours inséparable de sa famille, de ses amis et de sa famille régimentaire. Les soldats qui réussissent à obtenir la Qualification militaire de base (QMB) et la Qualification du soldat (QS) sont prêts à s'adapter à une instruction militaire à temps plein, que ce soit dans le cadre d'une instruction d'été ou d'un transfert de catégorie de service à la Force régulière.

En outre, la résonance au sein de la collectivité qu'ont les activités d'entraînement régulières comme le conditionnement physique, les cours de conduite, les drills de combat de faible envergure et les exercices d'entraînement dans chaque manège militaire de la Force de réserve font mieux comprendre l'utilité de l'Armée de terre aux Canadiens que les coûteuses campagnes publicitaires. Ces activités ont une énorme influence quand elles sont correctement exploitées, mais il faut un personnel à temps plein compétent et dévoué pour permettre au soldat à temps partiel d'obtenir ces

---

résultats. Plus le personnel à temps plein d'une unité est nombreux, plus il est facile de produire ces effets.

## **CAPACITÉ D'INSTRUCTION DE LA RÉSERVE**

Étant au service du 38<sup>e</sup> Groupe-brigade du Canada (Saskatchewan, Manitoba et nord-ouest de l'Ontario), une brigade de la Réserve, en tant que G3 et commandant d'une unité, j'ai pu constater à plusieurs reprises qu'en concentrant les efforts, on peut accroître de manière tangible le recrutement et l'instruction. Chaque année, depuis sept ans que je fais partie de cette brigade, on décerne au moins 600 certificats de cours entre les mois d'octobre et de mai, durant le cycle d'instruction individuelle de la brigade. Bon an mal an, de 150 à 200 de ces certificats sont remis à de nouveaux soldats ayant obtenu la Qualification militaire de base (QMB). Les autres certificats se rapportent à différents cours : cours sur les armes d'appui de la PP 1 de l'infanterie, cours de conduite de véhicules à roues ainsi que quelques cours des périodes de perfectionnement 2 et 3 (PP 2 et PP 3) assignés suivant les besoins. Ces chiffres ont augmenté de façon spectaculaire récemment, en même temps que la population locale était davantage sensibilisée au rôle de l'Armée en général. La Réserve de l'Armée de terre compte 10 brigades au Canada; en reproduisant sa capacité dans chacune, on obtiendrait un nombre substantiel de diplômés pouvant répondre aux besoins d'expansion : 6000 certificats, dont 1500-2000 QMB, pourraient être décernés en dehors de la période d'instruction d'été. Ces chiffres doubleraient probablement si l'on tenait compte de l'instruction d'été. Ce sont des chiffres basés sur des faits, qu'on a obtenus en concentrant délibérément les efforts des chefs en classe A, avec l'appui d'un personnel à temps plein, sur les priorités de l'instruction individuelle. Ce sont les changements survenus récemment au sein des réserves et décrits plus haut qui ont permis ce genre de chose. Comme je l'ai déjà mentionné, cependant, on ne peut obtenir ces résultats et maintenir cette cadence à court terme sans disposer d'un personnel à temps plein compétent et dévoué en nombre suffisant.

## **D'OÙ LES SOLDATS À TEMPS PLEIN PROVIENNENT-ILS?**

Quand les Forces canadiennes cherchent à recruter de jeunes adultes motivés et éduqués, elles doivent affronter la concurrence de la GRC, des services policiers et des entreprises. Dans la Force de réserve, nous employons déjà un grand nombre des meilleurs représentants de la jeunesse du pays, jusqu'à ce que ceux-ci obtiennent leur diplôme universitaire. C'est aussi à la même période que ces soldats terminent leur Qualification élémentaire en leadership (QEL), après 4 à 6 ans de service dans la Force de réserve. Ils sont généralement à la recherche d'un emploi à temps plein et, même s'ils aiment bien l'Armée, ils ne souhaitent pas devenir membres de l'Armée de terre régulière, car ils préfèrent rester dans leur région d'origine pour fonder une famille. Plutôt que les laisser joindre les rangs de la police municipale locale, en espérant qu'ils demeureront réservistes en classe A, l'Armée de terre doit leur offrir des conditions d'emploi concurrentielles qui les inciteront à embrasser la carrière militaire. Chaque soldat ayant obtenu la QEL représente probablement un investissement de près de 200 000 \$ de notre part; nous permettons pourtant que ces jeunes nous échappent, parce que nous hésitons à leur offrir à titre incitatif un emploi à temps plein comme réserviste dans leur région. Qu'est-ce qui pourrait retenir ces travailleurs qualifiés? Un engagement à long terme à les employer dans leur spécialité, en prenant acte du fait qu'ils ne désirent pas faire partie de l'Armée de terre régulière dans les conditions actuelles. Offrons-leur une instruction qui est avantageuse à la fois pour les FC et pour eux-mêmes, en leur permettant de conserver leurs compétences et d'accroître leur expérience, afin qu'ils puissent demeurer à jour par rapport au marché du travail civil.



---

Par ailleurs, nous devons tenir compte du risque qu'il y a à doter des postes d'état-major de la Force régulière dans les quartiers-généraux du Canada plutôt que des postes qui augmentent directement la capacité d'instruction de l'Armée de terre. L'ajout de postes de la Réserve dans les unités a une incidence notable sur la capacité globale de l'Armée de terre. Chacun de ces postes contribue directement à l'instruction individuelle, au recrutement, à l'établissement de liens avec la collectivité, à l'instruction de niveau avancé et au maintien des soldats à l'effectif au moyen d'une supervision continue. La création de ces postes a rapidement pour effet de former des soldats détenant un niveau de compétence qui leur permet de soutenir l'instruction, sinon de devenir eux-mêmes instructeurs. En outre, grâce au niveau d'instruction que les réserves procurent à leurs membres, les réservistes peuvent, après une préparation minimale, être affectés à des opérations nationales et à de nombreuses autres tâches au Canada.

## **ÉCONOMIES RÉALISÉES EN INFRASTRUCTURE ET EN RESSOURCES**

La Force de réserve peut, très efficacement, attirer des soldats, les retenir et leur faire suivre la PP 1 dans leur région. Bien que le coût, en argent et en efforts, de la formation d'une recrue de la Réserve et d'une recrue de la Force régulière soit comparable, l'écart se creuse considérablement à partir du moment où le soldat de la Réserve endosse l'uniforme. Premièrement, tous les mécanismes de soutien qui aident à motiver le soldat pour que celui-ci suive l'instruction jusqu'à la fin sont immédiatement disponibles, ce qui se traduit par un bon taux de maintien à l'effectif jusqu'à la fin de la QMB. Deuxièmement, le cycle d'instruction en classe A n'entraîne aucuns frais de transport, d'hébergement permanent ou de repas, ni de versement d'une solde pendant les périodes d'arrêt. Le soldat habite chez lui, se présente à son unité, suit ses cours et retourne à la vie civile quand il n'est pas en période d'instruction. Toute l'instruction se déroule dans l'infrastructure que les FC continuent de maintenir dans différentes collectivités du Canada. En fait, on pourrait avancer qu'une grande partie de l'infrastructure des unités de la Réserve n'est pas utilisée à sa pleine capacité : les salles de cours, les champs de tir d'armes légères et les garages servent deux ou trois jours par semaine, surtout la fin de semaine. En embauchant, à temps plein, des réservistes qualifiés partout au Canada pour qu'ils donnent, à toutes les recrues, dans leur région, une instruction de niveau PP 1 pendant les jours de semaine, on ferait un meilleur usage de cette infrastructure et on tirerait parti des facteurs propices mentionnés ci-dessus en matière de maintien à l'effectif.

## **CONCLUSION — PLAIDOYER EN FAVEUR DE LA RÉSERVE**

Partout au Canada, les réserves de l'Armée de terre canadienne font partie intégrante de leur collectivité et peuvent compter sur un vaste réseau d'entraide incluant des associations, des conseils d'université et les familles. La capacité de renforcer et d'intensifier les projets d'expansion des FC et de l'Armée de terre existe déjà et on peut facilement l'augmenter en demandant à chaque régiment canadien un investissement modeste en personnel à temps plein et en effort. Si nous ne convainquons pas les Canadiens de notre raison d'être pendant que nous disposons de leur attention passagère (et de leur appui?), nous ne parviendrons pas à long terme à recruter et à conserver les soldats dont nous avons besoin. Si, au contraire, nous réussissons à établir un lien avec nos concitoyens, nous pourrons offrir une instruction pertinente en temps voulu, en utilisant au mieux l'infrastructure et les ressources existantes.

L'Armée de terre du Canada a clairement besoin d'une expansion substantielle à court terme afin d'offrir au Canada les moyens de défense nécessaires pour assurer sa

sécurité et des solutions fiables pour remplir ses obligations internationales. Cela suppose un nombre élevé de soldats qualifiés dirigés par des chefs de même calibre et non 8 000 recrues sans formation. La seule façon d'obtenir une capacité de ce genre consiste à développer le service à temps plein au sein de la Réserve de l'Armée de terre, tout en veillant à l'efficacité du système qui s'occupe de promouvoir, de recruter, de former et de retenir les soldats aptes à répondre à nos besoins en matière de défense. L'ancien système de recrutement et d'instruction, qui a alimenté une grande armée permanente pendant les années de la guerre froide, est un modèle désuet découlant d'une appréciation dépassée de la situation. Je crois pouvoir affirmer que ce modèle ne sera pas en mesure d'atteindre les objectifs de recrutement et de formation sans nuire irrémédiablement à la viabilité des unités mêmes de la Réserve qui fournissent les soldats et les dirigeants qualifiés nécessaires pour faire fonctionner l'ancien système.

Presque n'importe quelle collectivité au Canada peut assurer le soutien d'un effectif important de la Réserve et procurer les nombreux avantages décrits plus haut à l'appui de l'expansion de l'Armée de terre, mais seulement si ces unités reçoivent l'aide d'un personnel et de chefs à temps plein compétents (appartenant à la Force régulière ou à la Force de réserve). Pour la première fois depuis des décennies, toutes les unités notent une croissance importante du nombre de clpc et de sgt, ce qui augmente la capacité des réserves. Parallèlement, les réserves participent de manière substantielle à des tâches opérationnelles et à la prestation de l'instruction. Toutefois, au moment même où la Force de réserve est sur le point d'assurer la viabilité de la croissance, on la prive d'éléments cruciaux : personnel à temps plein, sous-officiers qualifiés et matériel — lequel est déjà inférieur au niveau minimal. Si ce problème n'est pas rapidement reconnu, tous les progrès réalisés concernant les réserves et l'expansion de l'Armée de terre risquent d'être effacés et il faudra alors repartir à zéro.

---

## Note

1. Durant la ROTO 1 de l'op APOLLO (printemps 2004), le 38 GBC a formé un peloton de sécurité en 45 jours pour le Camp Mirage. Des soldats de reco de l'infanterie et l'arme blindée sont passés du NCE 1 (NIAC) au tir réel de peloton (NCRD 3) en suivant une instruction de 45 jours étalée sur 2 mois.



Visitez-nous en ligne à...

<http://www.army.forces.gc.ca/caj/>

